

# **ŒUVRES**

## **2**

**Juillet 1933**

**Octobre 1933**

© Copyright by Institut Léon Trotsky  
et, pour l'édition en langue française, E.D.I.  
Etudes et Documentation Internationales  
PARIS 1978  
N° ISBN : 2-85139-047-3

**Léon Trotsky**

**ŒUVRES**

**2**

**Juillet 1933 - Octobre 1933**

**Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ**

**Introduction et notes de Pierre BROUÉ et Michel DREYFUS**

**Publication de l'Institut Léon Trotsky**

**Paris EDI 1978**

**ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES**



## SOMMAIRE

<i>AVERTISSEMENT</i> , Marguerite BONNET	11
<i>RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION</i> <i>INTERNATIONALE</i> , l'équipe de présentation	13
<i>LISTE DES SIGLES</i>	15
<i>REPERES CHRONOLOGIQUES</i>	17
<i>INTRODUCTION</i> , Pierre BROUÉ, Michel DREYFUS	19
Léon TROTSKY	
Salut à Trotsky (juillet 1933)	43
Une mise au point nécessaire (26-7-33)	46
Pour de nouveaux partis et une nouvelle Internationale (27-7-33)	48
La question du permanent du S.I. (30-7-33)	51
Fraction ou parti : il faut tourner (31-7-33)	53
Lettre à un ouvrier révolutionnaire français (31-7-33)	55
Il faut s'expliquer (31-7-33)	57
Invitation (31-7-33)	58
L'action dans la social-démocratie (été 33)	59
Même la calomnie devrait avoir un sens (5-8-33)	60
Il faut tourner sur la question de l'Internationale (7-8-33)	66
Remarques sur les thèses de la Ligue française (8-8-33)	71
Il n'y a pas de questions « russes » (9-8-33)	73
Sur la manière inadmissible d'agir du camarade Nin (10-8-33)*	75
En vue de la conférence (12-8-33)	76
<i>Le Temps</i> du comité des forges parle du trotskysme (13-8-33)*	78
Pour une nouvelle Internationale (17-8-33)	79
Pour mettre fin aux calomnies et aux insinuations (18-8-33)	90
Des objectifs plus importants pour lever des fonds (août 1933)	92
Notes sur les conversations entre Trotsky et Walcher (17/20-8-33)	93
Pour une unification rapide (20-8-33)	111
Pour gagner l'I.L.P. (20-8-33)	113
A la veille de la conférence de Paris (21-8-33)	116
Vers un bond en avant (22-8-33)	119
A propos de la section polonaise (22-8-33)	121
Staline prépare un mauvais coup (23-8-33)	123
La construction de la nouvelle Internationale et la politique du front unique. Sur la conférence prochaine des organisations socialistes de gauche et communistes de Paris (24-8-33)	126

La déclaration des quatre sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale (26-8-33)	130
Des questions qui ne sont pas « tactiques » (26-8-33)	136
Derniers préparatifs pour la conférence (26-8-33)	139
Où va l'I.L.P. (28-8-33)	140
Discussion avec Charles A. Smith (29-8-33)	146
La signification de la conférence de Paris des 27 et 28 août 1933. Faillite du réformisme et du stalinisme (31-8-33)	152
La conférence de Paris : un solide noyau pour une nouvelle Internationale (1-9-33)	155
Discussion avec Pierre Rimbert (2-9-33)	161
Inquiétude à propos du groupe juif (2-9-33)	169
Mes propositions sur l'entrée dans l'I.L.P. (3-9-33)	171
Le début d'une grande entreprise (4-9-33)	173
L'I.L.P. et la nouvelle Internationale (4-9-33)	176
Pas de nouvelles (4-9-33)	184
Réussite ou échec ? (7-9-33)	185
Un pas en avant ou un pas à droite (10-9-33)	193
Considérations de principe sur l'entrée dans l'I.L.P. (16-9-33)	200
Appui au Secrétariat international (18-9-33)	206
Il faut en finir (18-9-33)	209
Sur le front unique avec Grzesinsky (20-9-33)	215
Les problèmes des syndicats en Amérique (23-9-33)	218
L'U.R.S.S. et l'Internationale communiste (24-9-33)	222
Au sujet de l'entrée dans l'I.L.P. (25-9-33)	229
Sur une proposition de l'I.L.P. (25-9-33)	231
A propos des tentatives de galvaniser le cadavre de la commission de contrôle (27-9-33)	232
Pour l'unification en Tchécoslovaquie (27-9-33)	234
Projets de statuts du plénum du S.I. (27-9-33)	236
A propos du manquement du camarade Vitte aux principes fondamentaux du bolchevisme. (Projet) (28-9-33)	238
La question de la Sarre (octobre 1933)	242
La Quatrième Internationale et l'U.R.S.S. La nature de classe de l'Etat soviétique (1-10-33)	243
Pour dissiper des malentendus. Lettre à <i>New Leader</i> (2-10-33)	269
Le levier d'un petit groupe (2-10-33)	271
L'attitude vis-à-vis du D.N.A. est une pierre de touche (2-10-33)	274
Pas de collaboration dans la confusion (3-10-33)*	279
Sur la conférence projetée de la jeunesse révolutionnaire- socialiste et communiste (6-10-33)	280
Une interprétation erronée de la nouvelle orientation (8-10-33)	284
<i>ANNEXES</i>	287
<i>OUVRAGES CITES OU CONSULTES</i>	289
<i>INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES</i>	291
<i>INDEX DES NOMS</i>	293

INDEX DES ORGANISATIONS, INSTITUTIONS, INSTANCES	299
INDEX DES THEMES ET SUJETS	311

TABLE DES HORS-TEXTES :

Planche I - H. Sneevliet et H. Lenorovič

Planche II - P.-J. Schmidt, K. Kilbom et Fenner Brockway

Planche III - B. Goldenberg et J. Walcher

Planche IV - J.P. Cannon et Sara Jacobs

---

\* Sont soulignés d'un astérisque des textes, signalés dans ce volume à leur place chronologique, accessibles dans d'autres éditions dont les références sont indiquées et qui ne seront pas repris dans cet ouvrage.



## AVERTISSEMENT

La publication des œuvres de Léon Trotsky dans laquelle s'insère le présent volume répond à un projet d'ensemble qui vise à permettre une connaissance plus large et plus sûre de sa pensée et de son action. Ses livres proprement dits ont connu en France des rééditions successives, souvent dans des collections de poche qui en facilitent la circulation. Mais à quelques exceptions près, les articles et l'énorme correspondance qui forment pourtant l'armature quotidienne de son combat politique ne sont pas aisément accessibles. Pour la période de l'exil, la correspondance, dont de nombreux éléments publiés dans cette collection étaient jusqu'à ce jour inédits, a constitué une part considérable de l'activité de Trotsky : elle était un de ses modes principaux d'intervention dans les luttes. En outre, plus encore que les ouvrages, articles et lettres exigent pour parvenir pleinement au lecteur des annotations précises les replaçant dans les événements, discussions, polémiques de l'époque, éclairant la vie des groupes et des hommes qui se sont rassemblés autour ou dans la mouvance de Trotsky. De nouveaux documents issus d'archives publiques ou privées fournissent aujourd'hui la possibilité de prendre une vue approfondie de tout ce contexte.

Un effort d'édition devait donc être entrepris, se fixant pour premier objectif la constitution de recueils présentés par des introductions historiques solides et accompagnés d'un appareil critique d'une grande rigueur. Ces considérations ont conduit un certain nombre de militants et de chercheurs, conscients de la nécessité d'un tel travail, à créer un Institut Léon Trotsky, grâce auquel puisse être évitée la dispersion des efforts et assurée une collaboration scientifique internationale étendue ; la tâche est trop vaste pour être poursuivie individuellement. L'Institut, fondé à la fin de 1977 à Paris, se fixe un double but :

- 1) assurer l'édition, dans l'esprit ci-dessus défini, des textes de Léon Trotsky de la manière la plus complète possible dans

les conditions actuelles, sans renoncer à l'éventualité plus lointaine d'un regroupement général.

2) publier des *Cahiers Léon Trotsky*, apportant des études, des documents, des témoignages, et, on le souhaite, les suscitant.

On a préféré, pour cette collection *Œuvres*, l'ordre chronologique à un ordre thématique, toujours quelque peu arbitraire, divers problèmes étant souvent considérés dans un même texte. C'est le parti retenu par les éditeurs américains de Pathfinder Press pour les douze volumes de *Writings* couvrant la période 1929-1940. Nous leur devons beaucoup ; nous espérons leur être utiles à notre tour en leur apportant pour des réimpressions éventuelles les enrichissements et les rectifications que ne manque pas d'entraîner la poursuite de la recherche. Les traductions des textes sont faites dans la mesure du possible à partir de l'original russe.

Nous espérons également que le lecteur trouvera dans ces volumes non seulement multiples éléments de connaissance, mais aussi matière neuve de réflexion.

Marguerite BONNET  
présidente de l'Institut Léon Trotsky  
29, rue Descartes — 75005 Paris

## RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION INTERNATIONALE

*Pour la rédaction des introductions et notes du présent volume, nous avons interrogé oralement ou par écrit les personnes suivantes qui ont toutes été à un moment ou à un autre actives dans le mouvement suscité par Trotsky : Erwin H. Ackerknecht (Zürich), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Hugo et Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernández (Mexico), Pierre Frank (Paris), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Reading), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Alfonso Leonetti (Rome), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zürich), Jean Rous (Paris), Jean van Heijenoort (Mexico), Michel Raptis (Paris), Oscar Waiss (Francfort/Main).*

*Pour l'établissement des liens avec ces précieux témoins, la rédaction des indications d'ordre biographique concernant les personnes disparues, ainsi que pour la documentation générale, nous avons une dette considérable vis-à-vis de la Bibliothèque de Documentation Internationale contemporaine de Nanterre, et notamment du fonds d'archives déposé par la Ligue communiste depuis 1972 ainsi que du fonds d'archives Lefevre, de l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam, du Centre d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale de Bruxelles, du Centre de documentation internationale (C.E.S.—E.D.I.) de Paris, du Centre d'Etudes et de Recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux de Paris et du fonds d'archives déposées par l'O.C.I., de la Bibliothèque du Musée social à Paris, du Centre de documentation Benjamin Franklin et de la Bibliothèque Medem de Paris, des Editions ouvrières à Paris, ainsi que de la Haupt-Staat Archiv de Düsseldorf, de l'Arbejder Bevegelsen Arkiv d'Oslo et de l'Arbedarrörelsens Arkiv de Stockholm. Nous tenons tout particulièrement à remercier dans ces diverses institutions Mlle Campfens et M. M. Segall, d'Amsterdam, M. Luk Kongs de Bruxelles ainsi que Mlle Nadya De Beule et M. Rudi Van Doorslaer avec qui il nous a mis en contact, Sammy Ketz et J. M. Brabant, et les autres collaborateurs de Jean Maitron pour le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, le Dr Ziegahn, de Düsseldorf, le professeur Hermann Weber, de l'Université de Mannheim, Mlle Colette Chambelland, de Paris, Rodolphe Prager, Rudolf Segall, Fritz Keller, Hans Schafranek, militants et chercheurs, Wolfgang Alles, Willy Buschak, Maurice Stobnicer, étudiants en doctorat, M. Boris Goldenberg, de Cologne, Mme Patricia Francis, du Labour Party, M. K. Vaisbord de Paris, le professeur Pelai Pagès de Barcelone, et M. David Vogelsanger de Zürich, qui tous*

nous ont fourni une aide personnelle précieuse. Nous remercions également Mlle Laura Yotopoulos, d'Athènes, qui a répondu aux premières questions concernant la biographie de son père, Roch Denis, de Montréal, Ross Dowson et Art Young de Toronto, qui nous ont permis de retrouver des « disparus ». Serge Denis, à Montréal, Françoise Broué à Manchester, Henri Hassan de Kingston, Carla Boulboullé et ses amis à Düsseldorf ont cherché pour nous des renseignements utiles dans les bibliothèques et collections de périodiques.

La base solide sur laquelle a reposé notre travail avait été construite par George Breitman et l'équipe qui édite les Writings pour Pathfinder Press. En outre, c'est non seulement à eux que nous devons d'avoir accédé facilement aux documents capitaux déposés à la Bibliothèque du collège de Harvard (Séries T (Trotsky), V (van Heijenoort) et D (commission Dewey), mais également ceux de la Bibliothèque d'Histoire sociale de New York, comprenant notamment, dans les archives de James P. Cannon, de nombreuses copies de lettres de Trotsky, inaccessibles ailleurs. L'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam a bien voulu nous ouvrir les archives de Sneevliet. La liaison avec George Breitman a été permanente tout au long du travail. Jean van Heijenoort a été le guide, l'ultime recours, et a permis d'identifier souvent des textes non signés. Louis Sinclair, pas seulement par sa monumentale Trotsky : a Bibliography, mais par son inlassable disponibilité, a été à la fois boussole et carte.

Les traductions ont été faites, mais plus souvent seulement revues par Pierre et Andrée Broué, avec la collaboration de Catherine, et par Antoine Thivel, Alain Calvié pour les textes allemands inédits et Michel Kerhnon pour le russe. Le manuscrit a été dactylographié par Pierre Broué, avec l'aide de Martine.

Les textes de ce volume ont été réunis par Pierre Broué qui a rédigé les notes dans un premier jet. Michel Dreyfus les a enrichies et augmentées. Elles ont été ensuite revues par les deux. J.-F. Godchau en a relu un certain nombre. Présentation et introduction, signées de leurs auteurs, ont été discutées avec le bureau de l'Institut Léon Trotsky. La mise au point définitive a été réalisée en collaboration par les animateurs de l'Institut Léon Trotsky et des E.D.I.

Enfin M. Esteban Volkov, « Seva », le petit-fils de Trotsky, nous a encouragés et a apporté à l'Institut, donc à l'équipe de présentation, une aide matérielle décisive.

L'équipe de présentation

## LISTE DES SIGLES

- A.F.L. : American Federation of Labor  
B.K.S.P. : Bond van Kommunistische Strijd en Propagandaclub  
B.L. ou b.l. : bolchevik-léniniste  
C.G.T. : Confédération générale du travail  
C.G.T.U. : Confédération générale du travail unitaire  
C.L.A. : Communist League of America  
C.P.O. : Communist Party (Opposition)  
D.N.A. : Det Norske Arbeiderparti  
F.C.I. : Federación comunista ibérica  
G.P.U. : Guépéou (Gosoudartsvennoïé Polititcheskoïé Oupravlénie)  
I.A.G. : Internationale Arbeitsgemeinschaft  
I.C. : Internationale communiste  
I.K.D. : International Kommunisten Deutschlands  
I.L.O. : International Left Opposition  
I.L.P. : Independent Labour Party  
I.O.S. : Internationale ouvrière socialiste  
I.S.R. : Internationale syndicale rouge  
I.V.K.O. : Internationale Vereinigung Kommunistische Opposition  
I.W.W. : Industrial Workers of the World  
J.C. : Jeunesses communistes  
J.P.U. : Jeunesse prolétarienne unitaire (Jeunesses du P.U.P.)  
J.S. : Jeunesses socialistes  
K.A.P.D. : Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands  
K.D. : Parti constitutionnel démocrate (Cadets)  
K.P.D. : Kommunistische Partei Deutschlands  
K.P.D. (S) : Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund)  
K.P.O. : Kommunistische Partei Opposition  
L.C.I. : Ligue communiste internationaliste (ou internationale)  
N.A.S. : Nationaal Arbeids-Secretariaat

N.O.I.	: Nuova Opposizione italiana
N.S.P.P.	: Niezalezna socjalistyczna partia pracy
O.G.	: Opposition de gauche
O.S.P.	: Onafhankelijk socialistische partij
P.C.	: Parti communiste
P.C.E.	: Partido comunista de Espana
P.C.I.	: Parti communiste internationaliste
P.C.I.	: Partito comunista italiano
P.C.U.S.	: Parti communiste d'Union soviétique
P.O.I.	: Parti ouvrier internationaliste
P.O.P.	: Parti ouvrier et paysan
P.S.I.	: Partito socialista italiano
P.S.I.	: Partidul socialist independant (Roumanie)
P.S.U.	: Partidul socialist unitar (Roumanie)
P.S.M.R.	: Partidul socialist al muncitorilor din Romania
P.U.P.	: Parti d'unité prolétarienne
P.V.	: Partei-Vorstand
R.S.P.	: Revolutionair socialistische partij
S.A.J.	: Sozialistische Arbeiter Jungenden
S.A.P.	: Sozialistische Arbeiterpartei
S.F.I.O.	: Section française de l'Internationale ouvrière
S.I.	: Secrétariat international
S.J.V.	: Socialistische jeugd verbond
S.K.P.	: Sveriges kommunistiska parti
S.R.	: Socialistes-révolutionnaires
T.U.C.	: Trade Union Congress
U.P.S.	: Union des partis socialistes
U.S.P.D.	: Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands
V.K.P.D.	: Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands

## REPERES CHRONOLOGIQUES 1933

### JUILLET

- 24 — Trotsky et Natalia débarquent à Cassis. Ils prennent la route et font étape à Tonneins.
- 25 — Installation à Saint-Palais dans la villa « Les Embruns ».
- 26 — Arrivée à Saint-Palais de Jean van Heijenoort.

### AOÛT

- 3 — Arrivée de Rudolf Klement.
- 7 — Visite d'André Malraux.
- 17 — Début de la visite de Jacob Walcher et discussion avec lui.
- 19 — Arrivée de Sneevliet ; discussion à trois et première rédaction de la « déclaration des quatre ».
- 19 — Plénum de l'Opposition de gauche internationale (à Paris) qui se prononce pour la nouvelle Internationale.
- 20 — Départ de Walcher et Sneevliet pour Paris.
- 21-25 — Conférence de la II<sup>e</sup> Internationale à Paris sur la lutte contre le fascisme.
- 24-25 — Visite de Jacques De Kadt à Saint-Palais : rédaction définitive de la déclaration des quatre.
- 27-28 — Conférence à Paris des organisations socialistes de gauche, au cours de laquelle est publiée la déclaration des quatre.
- 29 — Visite à Saint-Palais de C.A. Smith et Jennie Lee.
- 30 — Visite à Saint-Palais de Peter J. Schmidt et John Paton.

### SEPTEMBRE

- 2 — Visite de Pierre Rimbert.
- 3 — Visite de Fritz Sternberg.
- 4 — Arrivée du Dr Franz Breth, venu de Tchécoslovaquie pour étudier l'état de santé de Trotsky, alarmant depuis son arrivée en France (Il repart le 17 ou le 18 du même mois).  
— Début de la discussion sur l'entrée de la section anglaise dans l'I.L.P.
- 13 — Plénum de l'Opposition de gauche internationale décidant la transformation de l'Opposition de gauche en Ligue communiste internationaliste.

— Conférence de la Ligue française et scission d'une minorité groupée autour du « groupe juif ».

**21** — Début à Leipzig du procès dit de l'incendie du Reichstag.

## **OCTOBRE**

**9** — Trotsky quitte Saint-Palais en voiture avec Natalia, Jean Meichler et Henri Molinier. Ils font étape à Bordeaux.

**11** — Voyage de Bordeaux à Mont-de-Marsan.

**12** — Voyage de Mont-de-Marsan à Bagnères-de-Bigorre où le séjour se prolongera jusqu'au 31 octobre.

## INTRODUCTION

*C'est en mars 1933, au lendemain de la victoire sans combat des bandes hitlériennes en Allemagne, de l'accession de Hitler au pouvoir, que Trotsky a ouvert la première brèche dans l'ancienne ligne de l'Opposition de gauche dont il était le maître à penser : en lançant le mot d'ordre d'un « nouveau parti communiste » en Allemagne pour prendre la place du K.P.D. failli, il a commencé la remise en question de ce qui avait jusqu'alors été la base de l'activité de l'Opposition de gauche, à savoir le redressement de l'Internationale communiste et de ses partis. Quelques mois plus tard, en juillet, à la veille du grand voyage qui va l'amener de Prinkipo, où il résidait depuis 1929, en France, où il restera jusqu'en juin 1935, il a généralisé le tournant pris à propos de l'Allemagne et lancé le mot d'ordre de la construction de « nouveaux partis communistes » et d'une « nouvelle Internationale ». Il faut pourtant donner à cette orientation nouvelle des formes concrètes, et c'est à cette tâche qu'il s'attelle dès son arrivée en France.*

*Le premier problème est celui des forces disponibles pour cette entreprise. Trotsky ne tient certes pas pour négligeables les forces des sections de l'Opposition de gauche internationale regroupées après quatre années d'efforts. Mais il ne lui paraît pas possible, au moins pour le moment, de les considérer comme l'unique noyau possible des nouveaux partis et de la nouvelle Internationale, non seulement du fait de leur incontestable faiblesse numérique, mais aussi parce que l'histoire — la force des choses — les a marquées d'une empreinte d'un inévitable sectarisme et du caractère propagandiste de leur activité, facteurs peu favorables au développement rapide, à partir d'elles, de « forces prolétariennes de combat ». Il estime en revanche le moment très favorable, au lendemain de la stupeur provoquée par la catastrophe allemande, pour un bilan qui révélera à la fois aux communistes les conséquences tangibles de la politique stalinienne et, a posteriori, la justesse des principes et des positions passées de l'Opposition de gauche.*

*Mais il ne s'agit plus désormais des seuls militants des partis communistes. Trotsky pense en effet qu'il est temps désormais de consacrer les forces, jusque-là concentrées dans leur direction, à d'autres formations, elles aussi issues de la crise des partis communistes — ce qu'il appelle alors la « décomposition du communisme » —, ou aux groupes qui sont nés d'une opposition de gauche à la social-démocratie, et que la politique stalinienne a arrêtés dans leur évolution vers le communisme.*

*Il existe en effet, en dehors de l'Opposition de gauche, d'autres formations d'opposition « de gauche » à la politique stalinienne. Certains — et il en est apparemment dans les rangs même de l'Opposition internationale, si l'on en juge par l'exemple de la section espagnole — ont depuis longtemps cessé d'envisager la possibilité d'un « redressement » de l'Internationale communiste et de ses partis, donc de lutter pour leur « réforme », et se sont déjà engagés à leur propre compte dans la voie du « nouveau parti ». Trotsky n'est certes pas près de leur donner raison en admettant qu'ils aient eu « raison avant lui », mais il constate que le développement historique, en tranchant par la négative la perspective de la « réforme » et du « redressement », a balayé la divergence essentielle avec eux : si les uns et les autres sont maintenant d'accord pour construire de « nouveaux partis communistes » et une « nouvelle Internationale », il s'agit d'abord de trouver la forme sous laquelle ils peuvent engager un travail commun dans ce but.*

*Il existe également des groupes ou tendances qui ont maintenu, aussi longtemps que l'Opposition de gauche, le principe d'une attitude d'« opposition » en vue de la réforme, tout en divergeant d'avec elle sur des points importants. Mais, pour eux aussi, l'expérience allemande n'a pas été vaine. Nombreux sont les groupes ou militants qui s'orientent désormais vers la reconnaissance de la nécessité de nouveaux partis et de la nouvelle Internationale : le but étant commun, les autres divergences peuvent se régler si l'on marche du même pas. Elles ne justifient pas en tout cas a priori l'existence d'organisations distinctes, voire concurrentes.*

*Enfin — et c'est là l'élément le plus nouveau —, les groupes et partis issus depuis quelques années de la social-démocratie ne sont demeurés dans une attitude « centriste » que parce que, certes, le stalinisme bloquait leur évolution vers le communisme, mais aussi parce que l'Opposition de gauche ne pouvait espérer, après l'échec de leur travail pour « redresser » la social-démocratie, les convaincre de se consacrer à celui de l'appareil sta-*

linien. Le fait que l'Opposition appelle à la construction de partis et d'une Internationale nouveaux et indépendants modifie la situation, constitue une perspective positive à laquelle elle peut espérer les gagner.

Tels sont les problèmes que Trotsky s'attache à résoudre dès son arrivée en France : sur quelle base, avec quelles forces entamer dès maintenant le travail de construction de la nouvelle Internationale ?

Pour la clarté de l'exposé, cette introduction commencera donc par un examen rapide de la situation, un recensement des organisations politiques qui sont en dehors des deux grandes Internationales et qui peuvent constituer atout ou obstacle sur la voie de la construction de la nouvelle Internationale, à laquelle s'attelle désormais l'Opposition de gauche internationale.

\*  
\* \*

Il faut d'abord relever l'existence de groupes qui, depuis plusieurs années déjà, se réclament d'une opposition de « gauche » au stalinisme, mais sans pour autant adhérer à l'Opposition de gauche internationale, ni même reconnaître ses principes. Bien qu'aient été esquissées entre elles, et notamment en 1933, plusieurs tentatives de regroupement international, cette tâche s'est révélée pour le moment irréalisable du fait de leur réelle hétérogénéité politique et de l'insuffisance de leur base d'accord, une commune hostilité à ce qu'elles appellent les « méthodes » de l'Opposition de gauche.

Tel est le cas en France de la Gauche communiste de Michel Collinet et Claude Naville, qui, née d'une scission de la Ligue communiste française, revendique le patronage de Rosmer, de la Fraction de la banlieue Ouest qu'anime Gaston Davoust, du groupe de l'Effort communiste de l'ancien secrétaire du P.C. Albert Treint ; en Allemagne, du groupe qu'anime Kurt Landau (1). Les positions de la Ligue des communistes internationalistes de Belgique, que dirige Adhémar Hennaut, ainsi que de l'organisation hollandaise des Internationale Kommunisten d'Axel Koefvoed, sont analogues, avec toutefois une influence marquée de la Fraction de gauche italienne, inspirée par Bordiga, qui fait remonter au 3<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste le début de sa dégénérescence et se refuse à considérer l'U.R.S.S. comme un

---

(1) Nadya de BEULE, *Onstaan en Aktie van de Trotskistische Beweging in België (1928-1935)*, mentionne, p. 260, les vaines tentatives d'unification sur le plan international des organisations en question.

*Etat ouvrier (2). Enfin, amenuisé par des crises politiques successives, puis par la répression, la clandestinité et l'émigration, l'ancien « bloc » des oppositions de gauche, le Leninbund allemand, groupé autour d'Hugo Urbahns, ne se considère plus comme une « opposition », mais développe, dans Die Fahne des Kommunismus, la nécessité de créer de nouveaux partis et, à terme, une nouvelle Internationale, mais sur des bases entièrement renouvelées ; pour lui, l'U.R.S.S. est un « capitalisme d'Etat ».*

*Dans cette nébuleuse d'organisations issues du P.C. et se situant à sa gauche, une place à part revient au parti hollandais, le Revolutionair Socialistische Partij (R.S.P.), que dirige, depuis sa fondation en février 1929, le vétéran Henk Sneevliet, pionnier du mouvement communiste en Hollande, en Indonésie et en Chine, où il fut, sous le nom de Maring, l'envoyé de l'I.C., et qui dirige également une centrale syndicale d'une vingtaine de milliers de membres, le National Arbeids Secretariaats (N.A.S.). Sympathisant dès 1923 de l'Opposition de gauche russe, Sneevliet s'est engagé dès 1927 dans la voie de la scission du parti pour préserver ses exceptionnelles positions syndicales à la tête du N.A.S. qu'aurait menacées une politique de « redressement », impliquant l'organisation en « fraction » et une certaine mesure de discipline. Il est dès lors conduit à défendre son propre modèle, c'est-à-dire la nécessité de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale, ce qui l'a, jusqu'en 1933, séparé de l'Opposition de gauche. A l'abri pourtant de toute concurrence dans son pays — où il n'existe pas de section de l'Opposition de gauche —, il a pu préserver avec cette dernière des rapports fraternels. Il a rencontré Trotsky à Copenhague en 1932, aidé les militants de l'Opposition la même année dans le congrès d'Amsterdam contre la guerre. Sneevliet a un réel prestige, national et international, et son parti dépasse les 1 000 membres en 1933 (3).*

*Il est pourtant incontestable, au terme de plusieurs années marquées par une politique ultra-gauchiste de l'Internationale communiste, que c'est sur sa droite — et sans donner à ce terme un sens péjoratif — que se sont constitués les regroupements d'opposition communistes, les plus significatifs par leur nombre et les noms de vieux militants qu'ils réunissent, en un véritable arc-en-ciel d'organisations, de dimensions, de forces et même d'orientations parfois fort différentes.*

(2) *Ibidem* p. 261.

(3) M. PERTHUS, *Henk Sneevliet*, et Fritjof TICHELMAN, *Henk Sneevliet (1888-1942)*, passim.

*En France, le parti d'unité prolétarienne (P.U.P.), que dirige l'ancien rédacteur à L'Humanité Paul Louis, est né en octobre 1930 de la fusion d'une ancienne opposition de droite — dont les origines remontent à l'Union socialiste-communiste de 1924 —, le parti socialiste-communiste, et du parti ouvrier et paysan (P.O.P.) constitué après l'exclusion en 1929 de six conseillers municipaux de Paris — dont l'ancien secrétaire général du P.C. Louis Sellier —, hostiles à la tactique électorale dite « classe contre classe » qui refuse tout accord avec les socialistes et a été dictée par l'I.C. stalinisée. Ancien sympathisant de l'Opposition de gauche, un autre dirigeant du P.C. des premières années, Boris Souvarine, anime, après le Cercle Marx-Lénine, un Cercle communiste démocratique, orienté lui aussi vers la droite.*

*En Espagne, la Fédération communiste ibérique (F.C.I.) est née de la fusion, en Catalogne, entre la Fédération catalano-baléare du P.C.E., dirigée par le vétéran communiste Joaquín Maurín, exclue en 1931, et le Partit comunista català, résultat d'une scission « catalaniste » de 1929, et de son élargissement à des groupes d'opposition communiste comme l'« agrupación » madrilène du parti. Son dirigeant incontestable est évidemment Joaquín Maurín, mais il a à ses côtés d'anciens dirigeants et responsables du P.C.E. et de l'I.C., comme Julián Gorkin et Luís Portela. La F.C.I. revendique l'indépendance des partis communistes vis-à-vis des « interventions arbitraires » de l'I.C., refuse de se prononcer sur les « questions russes » et envisage la perspective d'une « réunification » du mouvement ouvrier par la fusion des deux Internationales. Pourtant, en Espagne même, la lutte contre la menace de la droite monarchiste et contre la politique ultragauchiste du P.C. l'a amenée dans la pratique à une collaboration étroite avec la section de l'Opposition de gauche que dirige Andrés Nin, dans la lutte pour une politique de front unique ouvrier à travers la constitution des « alliances ouvrières » (4).*

*En fait, l'organisation d'opposition communiste de droite la plus importante, au moins politiquement, est, depuis sa naissance en décembre 1928, la Kommunistische Partei Opposition (K.P.O.) d'Allemagne. Elle est dirigée par des hommes qui ont tous appartenu au noyau spartakiste, compagnons de Rosa Luxemburg et Liebknecht, dirigeants du K.P.D. des années 1921 à 1923 : Heinrich Brandler, August Thalheimer, August Enderle, Jakob Walcher, Paul Frölich. Traités en boucs émissaires du fiasco de*

---

(4) L. TROTSKY, *La Révolution espagnole (1930-1940)*, et Pelai PAGES, *El Movimiento Trotskista en España (1930-1935)*, passim.

*l'Octobre allemand de 1923 (5), écartés de leurs responsabilités dans le parti, parfois même longtemps retenus en U.R.S.S. contre leur gré, ces vieux dirigeants avaient cru entendre sonner l'heure de la revanche lorsque le comité central allemand avait découvert en 1928 que l'homme de Staline à la tête de leur parti, Ernst Thälmann, avait couvert les détournements financiers commis au détriment de la caisse du parti par son ami Wittorf (6). Mais ils ont dû déchanter très vite et se sont retrouvés exclus du parti, avec tous ceux des membres de cet organisme qui ont refusé l'injonction de Staline d'avoir à annuler le vote qui suspendait Thälmann. La K.P.O., dont les partisans sont couramment appelés « brandlériens », est pour le « redressement » du parti, dont elle espère que les dirigeants russes, éclairés par l'expérience, lui rendront la direction ; elle se dit neutre dans les questions russes, défend inconditionnellement la politique menée dans les années 1924-1927, au temps de l'alliance entre Staline et Boukharine, persiste à approuver chaudement la chasse aux trotskystes dans les rangs du parti. Outre les dirigeants communistes les plus connus du vivant de Lénine, elle regroupe dans ses rangs la majorité des cadres communistes militant au sein des syndicats, concurrence le parti officiel dans plusieurs centres et compte sur un nombre de militants pour lequel les estimations varient entre 3 000 et 6 000 (7).*

*L'Opposition brandlérienne d'Allemagne a des liens étroits avec celle de Tchécoslovaquie, constituée, elle, en juin 1929, autour des dirigeants de la fraction communiste des syndicats exclus quelques mois auparavant avec quelques-uns des fondateurs du parti. Elle a intégré dans ses rangs dès sa naissance, non seulement des oppositions « de droite » plus anciennes, comme celle de Brno, qui existait depuis 1925, mais l'Opposition léniniste de Jílek, ainsi que plusieurs groupes d'opposants de gauche, voire d'extrême-gauche. Elle a connu cependant, dans le début des années trente, un phénomène de décomposition. Plusieurs individus et groupes l'ont quittée pour organiser l'Opposition de gauche, qu'a ralliée en 1932 une importante fraction de ses membres en pays sudète sous la direction d'un ancien secrétaire de l'I.C., Alois Neurath. Par ailleurs, des tendances plus fortes encore s'y*

---

(5) P. BROUÉ, *Révolution en Allemagne (1917-1923)*, pp. 792-795.

(6) Hermann WEBER, *Die Wandlung der deutschen Kommunismus*, t.I, pp. 199-210.

(7) K.-H. TJADEN, *Struktur und Funktion der « KPD-Opposition » (KPO)*, pp. 119-120.

manifestent en faveur d'un retour pur et simple à la social-démocratie, mouvement déjà commencé en 1933 (8).

On retrouve des traits identiques dans les oppositions de Suisse, d'Alsace-Lorraine et d'Autriche. La K.P.O. d'Alsace et de Lorraine, derrière Charles Hueber, maire de Strasbourg, a réussi à entraîner la majorité des militants du parti officiel. En Suisse, c'est l'organisation de Zürich tout entière qui est passée, avec Moritz Mandel, à la K.P.O., laquelle détient également de fortes positions à Bâle et surtout à Schaffhouse où elle a réussi à conserver le quotidien *Arbeiterzeitung* (9). Là aussi, l'hétérogénéité politique est marquée : Paul Thalman, collaborateur du journal, se sent attiré par les thèses trotskystes, tandis que le député Walter Bringolf commence à se poser le problème du retour à la social-démocratie (10). Il en est de même en Autriche, où la K.P.O. s'est très vite décomposée, l'un de ses inspirateurs, le vétéran Josef Strasser, se rapprochant de l'Opposition de gauche, tandis que son brillant animateur, le journaliste Willy Schlamm, bientôt rédacteur en chef du prestigieux hebdomadaire *Die Neue Weltbühne*, se rapproche également des positions soutenues par Trotsky.

Les « brandlériens » des Etats-Unis possèdent en revanche, et de façon presque caricaturale, tous les traits de la maison mère allemande. Placée à la tête du parti américain par la décision parfaitement arbitraire de l'exécutif de l'I.C., la fraction dirigée par Jay Lovestone, exclue à son tour à l'été 1929, s'est constituée en *Communist Party Opposition* (C.P.O.) qui a repris le vieux titre de *Revolutionary Age*. Là, « cannonistes », de gauche, et « lovestonistes », de droite, se combattent âprement au sein du P.C. depuis des années et continuent après leur exclusion : aucune conciliation n'est envisageable entre eux, et les positions sont aussi nettes que les frontières entre ces deux organisations de dimension analogue à l'époque.

La Suède constitue un cas unique : avec le *Sveriges Kommunistiska Parti* (S.K.P.), on se trouve en effet devant le cas exceptionnel où la majorité d'un parti communiste, avec son appareil, ses fonds, sa presse, ses institutions, ses élus, est tout entière passée dans l'opposition. C'est en septembre 1929 que l'exécutif de l'I.C. a déclenché contre la direction suédoise, jugée « droitière »,

---

(8) *Ibidem*, p. 270.

(9) *Ibidem*, p. 266.

(10) *Ibidem*, p. 330.

*une offensive-éclair appuyée sur une « lettre ouverte » aux militants accusant la direction d'avoir dans les syndicats une attitude « légaliste », de « capituler » devant l'ennemi de classe, et de refuser le « front unique à la base », c'est-à-dire la lutte en priorité contre la social-démocratie. En novembre de la même année, à une grosse majorité, le congrès de ce parti a refusé l'ultimatum de l'exécutif de l'I.C. qui exigeait l'exclusion du parti de la majorité du comité central autour de Karl Kilbom et Oskar Samuelsson. Exclu de l'I.C., placé en face de la concurrence d'un « nouveau » P.C. créé de toutes pièces par Moscou, l'ancien parti a conservé 10 000 militants sur 18 000, le gros de ses biens et de ses positions dans la classe ouvrière : aux élections municipales de 1930, le P.C. « indépendant », qu'on appelle aussi P.C. Kilbom, a obtenu sept fois plus de voix que le P.C. « officiel » reconstitué contre lui (11).*

*Plus particulier encore est le cas de la Norvège. Là, le parti ouvrier norvégien (Det Norske Arbeiderparti) — D.N.A. ou N.A.P. —, de type travailliste, reposant à la fois sur l'adhésion des syndicats et coopératives ouvrières et celle de militants individuels, dirigé depuis 1918 par l'ancien syndicaliste révolutionnaire Martin Tranmael, avait adhéré tel quel à l'Internationale communiste. Mais il l'avait quittée en 1923, sur la base du refus très majoritaire de sa direction d'accepter les mesures de réorganisation imposées par les résolutions du 4<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste. Le D.N.A. n'est pourtant pas revenu à la II<sup>e</sup> Internationale — même après son absorption temporaire, en 1927, du parti social-démocrate norvégien. S'estimant à juste titre très proche de prendre le pouvoir par la voie parlementaire — il a obtenu, en 1928, 470 000 voix, soit 37 % des suffrages exprimés —, il cherche à rassurer les électeurs des classes moyennes par un réformisme franc et ouvert et pratique une politique de collaboration étroite et amicale avec les partis social-démocrates scandinaves.*

*A ses côtés — mais à une réelle distance politique —, on doit mentionner l'existence du groupe original de militants regroupés autour du journal Mot Dag. Autour du vieux militant Erling Falk, ce groupe, qui s'est séparé du D.N.A. dans son évolution droitrière sur la question de l'antimilitarisme, rassemble essentiellement des intellectuels d'origine communiste, à la formation marxiste pous-*

---

(11) *Ibidem*, pp. 269-270.

sée ; il condamne aussi bien l'opportunisme du D.N.A. que la ligne ultra-gauchiste du P.C. norvégien reconstitué en 1923 par l'I.C.

\*

\* \*

Pour toutes ces formations issues à un moment ou un autre du mouvement communiste est posé, depuis quelques années, le problème de leurs relations avec les partis et groupes qui se sont constitués, au cours de la même période, à la suite de scissions des partis social-démocrates.

Certaines de ces formations sont déjà anciennes. C'est le cas de l'Independent Labour Party britannique (I.L.P.) dont l'initiative, après sa fondation de 1896, avait été décisive dans la fondation du Labour Party lui-même. Pacifiste pendant la première guerre mondiale, l'I.L.P. avait victorieusement résisté à la poussée de la minorité qui réclamait l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale. A partir de 1921 et jusqu'en 1923, il avait été, avec le parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (U.S.P.D.) et le parti social-démocrate autrichien « austro-marxiste », à la pointe du combat pour la « réunification » des Internationales. Ce combat avait revêtu la forme de la création de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale (U.P.S.), dite également « Union de Vienne », et baptisée par les communistes « Internationale 2 1/2 ».

Animateur de la gauche du Labour Party à la fin des années vingt, l'I.L.P., sous le coup de la crise de ce parti au lendemain de la défection de son leader Ramsay MacDonald et de son ralliement à l'Union sacrée et au programme des conservateurs, décide en 1932 de mettre fin à son affiliation au Labour Party, et commence à évoluer sérieusement vers la gauche. En 1933, cependant, il hésite entre une politique de rapprochement avec l'I.C., que préconisent ceux de ses militants qui sont groupés dans le comité pour une politique révolutionnaire (Revolutionary Policy Committee), et l'affirmation d'une vocation révolutionnaire autonome qu'expriment, bien que confusément, des dirigeants de la seconde génération, comme Archibald Fenner Brockway (12).

D'autres partis — quoique de dimension bien plus réduite — sont à rattacher au même courant « centriste » des lendemains de la guerre, notamment à travers le « bureau international des partis socialistes révolutionnaires », qui succéda, à une bien plus

(12) Cf. en particulier le témoignage de FENNER BROCKWAY qui était alors secrétaire général de l'I.L.P. : *Inside the Left*, notamment les pp. 237-258.

*petite échelle, à l'U.P.S., après sa dissolution en 1923. C'est le cas, par exemple, du parti socialiste-révolutionnaire de gauche russe, réorganisé en émigration par l'ancien commissaire du peuple à la justice Isaac Steinberg, comme du petit noyau du parti socialiste italien qui se réclame du « maximalisme » du début des années 1920 et publie depuis 1926 l'Avanti ! à Paris. Affaibli en 1930 par la défection de Pietro Nenni et de ses partisans, qui rejoignent la II<sup>e</sup> Internationale, le P.S.I. maximaliste s'est maintenu en émigration sous la direction d'Angelica Balabanov, ancienne secrétaire du comité de Zimmerwald, puis de l'I.C., et il continue à se prononcer pour la réunification du mouvement ouvrier au sein d'une Internationale unique. C'est également le cas du N.S.P.P. (Niezalezna Socjalistyczna Partia Pracy), parti socialiste indépendant de Pologne, fondé en mars 1922, renforcé par l'adhésion de l'organisation juive du Bund de gauche, et maintenu — contre le courant qui avait ramené au P.P.S. une partie de ses militants rassemblés par son fondateur Boris Drobner — par une petite équipe réunie par le Dr Jozef Kruk (13).*

*D'autres formations — plus significatives sans doute, parce qu'authentiques produits de la crise mondiale — s'étaient constituées plus récemment, à la suite de scissions à gauche de différents partis social-démocrates.*

*En juillet 1928, l'aile gauche du parti social-démocrate roumain — dirigée par Léon Gherleter, Stefan Voitec, Z. Tanase et M. Morara — avait constitué le P.S.M.R. (Partidul socialist al Muncitorilor din Romania), parti socialiste ouvrier de Roumanie, devenu en 1931 le P.S.I. (Partidul socialist independent), avec un programme de revendications économiques, de nationalisations, des mots d'ordre démocratiques et la perspective de la réunification du mouvement ouvrier. (14)*

*De même, c'est en mars 1932 que l'aile gauche du parti social-démocrate de Hollande, regroupée depuis 1928 autour du journal De Socialist, et animée par P.-J. Schmidt, le syndicaliste des transports Edo Fimmen et l'ex-communiste Jacques De Kadt, a décidé à son tour de se constituer en un nouveau parti, l'O.S.P. (Onafhankelijk Socialistische Partij), parti socialiste indépendant de Hollande, sur un programme de rupture avec la politique de*

---

(13) Krystina KAWECKA, *Niczalezna Socjalistyczna Partia Pracy (1921-1927)*, *passim*.

(14) Academia « Stefan Gherghiu », *Dictionar politic*, pp. 48-449.

*collaboration de classes et de mobilisation de masse contre le fascisme et la guerre (15).*

*C'est pourtant en Allemagne que se sont produits dans ce domaine les développements les plus importants. L'exclusion pour « indiscipline », en 1931, des députés de la gauche du parti social-démocrate, provoquait la constitution, à la gauche de la social-démocratie, d'un parti d'importance non négligeable, le S.A.P. (Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands), parti socialiste ouvrier, dirigé par Max Seydewitz et Kurt Rosenfeld, qui devait compter jusqu'à 30 000 membres et occuper des positions importantes tout en combattant pour l'unité d'action des partis ouvriers contre le fascisme (16).*

*Ce fait, déjà capital en lui-même, de l'apparition, dans ce contexte de profonde division du mouvement ouvrier allemand, d'un parti ouvrier, de dimensions modestes, certes, mais réellement implanté et favorable à la lutte pour le front unique, avait été à l'origine de développements et de reclassements plus importants encore. Critiqué par Trotsky qui lui reprochait son caractère « centriste », l'aspect inachevé de ses positions les plus positives — « le S.A.P. couteau sans lame » —, le S.A.P. recevait simultanément les coups que cherchaient à lui porter les dirigeants social-démocrates, qui le présentaient comme « un agent du bolchevisme », et ceux du parti communiste qui voyaient en lui le pire des « social-fascistes ». Mais, tandis qu'à la suite du K.P.D., les dirigeants de la K.P.O., Brandler et Thalheimer, appelaient à « écraser » et « liquider » le S.A.P., une minorité de la direction historique de la K.P.O., derrière Walcher et Frölich — déjà réservés quant au dogme brandlérien de la « neutralité » dans les questions russes — s'opposait à cette orientation : Walcher et Frölich expliquaient qu'il était non seulement nécessaire, mais possible, de gagner le S.A.P. dans son ensemble au programme communiste. Au terme d'un long conflit interne, la minorité de la K.P.O., avec Walcher, Frölich, Enderle — de 800 à 1 000 militants, en majorité d'anciens cadres du K.P.D., dont nombre d'ouvriers, — quittait la K.P.O. pour entrer en fraction dans le S.A.P., où ils ne disposaient pas d'un organe de presse propre, avec néanmoins l'objectif proclamé de le « gagner au communisme » (17).*

---

(15) PERTHUS, *op. cit.*, pp. 348-349, et TICHELMAN, *op. cit.* pp. 73-74.

(16) Hanno DRECHSLER, *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (SAPD)*, pp. 158-202.

(17) *Ibidem*, pp. 190-202.

*Moins d'un an après cette initiative audacieuse, alors que Hitler venait de s'installer à la chancellerie du Reich, en dépit d'une tentative désespérée des dirigeants du S.A.P. en place de dissoudre leur propre parti, Walcher et ses camarades de l'ex-minorité de la K.P.O. prenaient la direction de leur nouveau parti et l'organisaient sur-le-champ en vue de la poursuite clandestine du combat (18). L'événement était certes trop tardif pour modifier en Allemagne le cours des événements prochains. Mais il avait une immense portée du point de vue de la politique révolutionnaire et fut immédiatement compris par Trotsky dans ce sens : un petit détachement de combat de militants communistes avait été capable, à travers un combat pour le front unique ouvrier, de gagner au communisme un parti ouvrier en rupture avec la social-démocratie. Les frontières nées de la scission d'après la révolution russe perdaient de leur rigidité. L'histoire se remettait en marche. Désormais, reclassements et réalignements étaient à l'ordre du jour.*

\*

\* \*

*Depuis quelques années déjà s'étaient produites un certain nombre de tentatives de regroupement sur le plan international, indépendamment des deux grandes Internationales. Après la dissolution de l'Union des partis socialistes (Internationale 2 1/2) en 1923, la fraction allemande, qui avait conservé le sigle du parti social-démocrate indépendant et refusé de réintégrer la social-démocratie, avait réussi à maintenir un « bureau international des partis socialistes révolutionnaires » ou « bureau de Paris » dont faisaient notamment partie les s.r. de gauche russes.*

*L'entreprise s'était élargie lors d'une conférence tenue à Paris en novembre 1926, et à laquelle avaient participé plusieurs des partis intermédiaires déjà mentionnés (le parti socialiste-communiste de Paul Louis, les s.r. de gauche russes, le P.S.I. maximaliste de Balabanov, les socialistes indépendants roumains et le D.N.A.). Peu après, cependant, indépendants allemands et D.N.A. avaient quitté le « bureau de Paris », dont Angelica Balabanov demeurait la secrétaire (19).*

---

(18) *Ibidem*, pp. 228-229.

(19) M. DREYFUS, *Bureau de Londres ou IV<sup>e</sup> Internationale : socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*, pp. 29-33.

En 1930, au lendemain de la constitution en Allemagne de la K.P.O., ses dirigeants avaient cherché à réunir autour d'eux une opposition de caractère international. Une première conférence, réunie à Berlin en mars de cette année, avec notamment les Suédois Kilbom et Samuelsson, le Tchèque Neurath et l'Indien M.-N. Roy, avait élaboré un appel pour la constitution d'une « opposition communiste internationale », se délimitant également du « réformisme » et du « centrisme », mettant l'accent sur la nécessité de combattre « le cours ultra-gauchiste de l'I.C. », de lutter pour le front unique ouvrier et pour l'abolition du « monopole de direction » du parti soviétique (20). C'est sur cette base que s'était tenue, à Berlin toujours, du 16 au 18 décembre 1930, la première conférence internationale des Oppositions de droite, avec des délégués d'Allemagne, Tchecoslovaquie, Suisse, Suède, Alsace-Lorraine et Etats-Unis. Elle s'était constituée en Union internationale de l'opposition communiste (*Internationalen Vereinigung der Kommunistischen Opposition*), I.V.K.O., dirigée par un bureau formé par Brandler, Thalheimer, Walcher, les Américains Lovestone et Gitlow, des représentants des groupes canadien, alsacien, suisse, tchécoslovaque et indien (21). Elle avait attiré ultérieurement en qualité d'« organisation sympathisante » le groupe norvégien de Mot Dag et surtout la Fédération communiste ibérique, bien implantée en Catalogne.

Or, en avril 1932 s'était constitué un nouveau centre de regroupement international. Au cours d'une conférence réunie à l'initiative de l'I.L.P., le S.A.P., le N.S.P.P. de Pologne, l'O.S.P. de Hollande, le D.N.A. norvégien avaient décidé de constituer ensemble une « Communauté de travail internationale » (*Internationale Arbetsgemeinschaft*), fondant ainsi l'organisme connu pendant des années sous le nom d'I.A.G. (22). Et c'était à l'initiative d'une réunion de l'I.A.G., le 6 février 1933 à Paris, à laquelle participaient pour la première fois le P.U.P. et le P.S. italien maximaliste, adhérents du bureau de Paris, qu'avait été décidée, sous le coup de l'émotion provoquée par la victoire hitlérienne, la convocation d'une conférence mondiale des organisations ouvrières, pour étudier les moyens de lutter contre le fascisme (23). Un

(20) TJJADEN, *op. cit.*, p. 266-267.

(21) *Ibidem*, p. 268.

(22) Cf. FENNER BROCKWAY, *op. cit.*, pp. 276-286, ainsi que John PATON, *Left turn ! passim*.

(23) Cf. « To the Internationals », *The New Leader*, 10 février 1933.

*appel en faveur de l'unité de la classe ouvrière mondiale avait été également adressé aux Internationales. Seule la II<sup>e</sup> Internationale y avait répondu.*

*Cette initiative de l'I.A.G. intervenait dans une période critique de reclassements et de révisions déchirantes. Elle allait en particulier accélérer la crise en train de se développer au sein de l'I.V.K.O. Tandis que cette dernière, à l'initiative de la K.P.O., condamnait à la fois tout abandon de la perspective de « réforme » de l'I.C. et la participation des organisations affiliées à une conférence de l'I.A.G. avec des « centristes » et des « social-démocrates », plusieurs de ses sections nationales, ou d'importantes fractions d'entre elles, choisissaient en toute connaissance de cause la participation à la conférence de l'I.A.G. et exprimaient leur sympathie pour les arguments de l'Opposition de gauche et du S.A.P. en faveur de « nouveaux partis », puis de la nouvelle Internationale.*

*Dès lors, tout se déroulait très vite. En juin 1933, un plénum clandestin de la direction du S.A.P. se prononçait pour un « nouveau parti » en même temps que pour une « nouvelle Internationale ». Sous la pression de ce parti, une conférence des partis de l'I.A.G., réunie à Bruxelles, adoptait une résolution qui prenait acte de la « faillite » des deux Internationales et se prononçait pour la recréation du mouvement ouvrier international (24). Les perspectives étaient devenues très favorables pour l'Opposition de gauche, qui maintenait depuis le mois de mai à Paris un contact étroit avec la direction du S.A.P. Tout devait aller plus vite encore avec l'arrivée en France de Trotsky.*

\*

\* \*

*Cette arrivée, qui soulève bruit et fureur chez ses adversaires de la droite et du parti stalinisé, crée indubitablement pour lui une situation lourde de graves dangers. Mais elle lui offre, avec sa nouvelle résidence, d'incomparables avantages par rapport à son séjour à Prinkipo. D'abord parce que Trotsky bénéficie désormais, à travers les militants de la section française — au premier chef les frères Molinier — d'une protection et d'une aide pratique plus immédiates, et donc plus efficaces et plus constantes. Ensuite et surtout parce qu'elle brise un exil et un éloignement qui deve-*

---

(24) *Trotzkysmus oder revolutionäre Realpolitik. Eine notwendige Auseinandersetzung herausgeben von der Auslandszentrale der Sozialistischen Arbeiterpartei Deutschlands*, Paris, imprimerie I.R.P. 1935 - 21 p. - Brochure publiée par la direction à l'étranger du S.A.P. Cette brochure fut en fait rédigée par Boris GOLDENBERG, un des dirigeants du S.A.P. en émigration.

naient isolément, et met Trotsky au contact direct du mouvement ouvrier européen, des militants de l'Opposition et de bien d'autres.

Le départ de Trotsky pour l'Europe a coïncidé avec le tournant politique décisif sur la question de la nouvelle Internationale. Quelques jours avant son départ, Trotsky a mis un point final à un article consacré aux organisations socialistes de gauche. Les éléments de la nouvelle orientation sont désormais en place : il s'agit maintenant de faire tourner l'ensemble de l'Opposition de gauche, et surtout de l'aider à s'orienter dans la pratique.

Le bilan de faillite de l'I.C. implique l'abandon de la politique d'« opposition » : toute l'activité pratique doit être réorientée vers les autres organisations communistes d'opposition — voire les « nouveaux partis » — et vers les organisations socialistes de gauche. S'adressant, dans la perspective de la construction d'organisations indépendantes, à l'ensemble des travailleurs, l'Opposition de gauche — qui change bientôt de nom pour marquer son nouveau caractère et devient la Ligue communiste internationaliste — va devoir d'abord s'efforcer de gagner ces formations à la nouvelle perspective et de leur proposer de constituer en commun un cadre d'organisation sur des bases programmatiques minimales. Les premiers objectifs à portée de sa main sont le R.S.P. de Sneevliet et le S.A.P. de Walcher. C'est à Saint-Palais, du 18 au 20 août, que commence sur cette question la discussion politique entre Trotsky, Walcher et Sneevliet.

Tout va très vite dans les premiers jours et les premières heures. Les récentes prises de position du S.A.P. pour un nouveau parti et une nouvelle Internationale imposent une discussion en vue de son unification avec la section allemande de l'Opposition. Walcher s'en dit partisan, Trotsky aussi. Les quelque 5 000 militants du S.A.P. en Allemagne et dans l'émigration fusionnant avec le demi-millier de militants de l'Opposition ne feraient pas que s'additionner ; leur force se trouverait ainsi démultipliée, et le précédent revêtirait une grande portée politique.

En Hollande d'abord. Le « tournant » de l'Opposition de gauche a levé le seul obstacle existant jusqu'alors entre elle et le R.S.P. de Sneevliet : l'accord de principe est total. L'O.S.P., étroitement lié au S.A.P. dont il est le « petit frère » hollandais, ne pourrait que le suivre à son tour dans une politique de fusion ; le nouveau parti unifié en Hollande jouirait d'une grande force d'attraction.

Tous ces développements pourraient être d'une grande importance pour l'avenir de l'I.L.P. Trotsky s'intéresse beaucoup

à ce parti, dont l'évolution lui paraît à la fois contradictoire et inachevée : le risque est grand en effet qu'il s'oriente vers l'I.C., dévoyant ainsi les aspirations révolutionnaires confuses de ses militants de base. Mais en Grande-Bretagne, il ne saurait être question de fusion entre l'I.L.P. — qui compte des milliers de membres — et le groupe des bolcheviks-léninistes britanniques qui sont, tout au plus, une quarantaine. Pourtant, l'expérience du S.A.P. suggère à Trotsky une solution : en Allemagne, un petit détachement de communistes a été capable de prendre la direction d'un parti bien plus nombreux, et l'expérience peut être renouvelée, et même améliorée. Aussi suggère-t-il que les militants anglais de l'Opposition de gauche entrent dans l'I.L.P., pour en influencer les militants de l'intérieur en partageant leur expérience quotidienne. En outre, Trotsky voit dans cette démarche pratique — qu'on n'appelle pas encore l'« entrisme » — un remède contre le sectarisme et la tendance à s'isoler, une « éducation de masses » dans le cours d'un travail large, pour un petit groupe aux idées générales justes, mais formé de façon trop livresque.

Enfin, s'il ne dispose d'aucun levier pour influencer directement le P.C. suédois, il pense qu'il faut parvenir en Norvège à convaincre les gens du Mot Dag d'entrer dans le D.N.A., pour y devenir le levain et le moteur d'une aile gauche sérieuse.

Fusions dans le cadre national, regroupements par des initiatives d'entrée de petits groupes dans les partis existants ne sont pourtant que des aspects secondaires de l'application d'une politique qui exige avant tout la mise en place d'un cadre d'organisation international dans lequel soient effectués les premiers pas vers la construction de la nouvelle Internationale, et élaborées, dans le cours d'une discussion responsable, ses bases programmatiques. Trotsky propose donc de saisir l'occasion offerte par la conférence convoquée par l'I.A.G., initialement prévue à Bruxelles, mais qui se tiendra à Paris les 27 et 28 août. Dans ce cadre, une intervention bien calculée peut permettre la réalisation de ce premier objectif, un tout premier pas vers la nouvelle Internationale.

Du coup, la villa de Saint-Palais devient un centre de politique européenne et mondiale. S'y succèdent jour après jour, non plus seulement les dirigeants des sections européennes de l'Opposition de gauche — à l'exception des seuls Espagnols —, mais ceux des organisations communistes indépendantes et des formations socialistes de gauche. Organisées à Paris de façon conspirative, avec des précautions qui visent à protéger au maximum le secret de la résidence de l'exilé, les visites se multiplient dans la deuxième quinzaine d'août. Après Sneevliet et Walcher, à partir

du 18 août, c'est le dirigeant hollandais de l'O.S.P. Jacques De Kadt, l'Anglais Charles A. Smith, puis John Paton, Jennie Lee, P.-J. Schmidt, qui viennent discuter avec l'hôte de la villa, rédiger à sa demande notes, procès-verbaux, projets. Trotsky fait avec ses visiteurs un tour d'horizon des affaires mondiales, répond à leurs questions sur la révolution russe et la montée du stalinisme, questionne, s'informe, s'efforce de saisir le sens du développement, les forces en présence dans la conférence qui vient, tente de saisir les leviers qui permettront d'avancer, l'aideront à séparer ce qui est, de son point de vue, le « bon grain » révolutionnaire de « l'ivraie » centrisme, lui permettront de savoir lesquels, parmi les centristes actuels, peuvent être gagnés au combat pour la nouvelle Internationale, et de les séparer des autres, ceux qui, endurcis et sclérosés, ne modifieront pas d'un pouce leurs positions, et ceux enfin pour qui la conférence ne sera qu'un prétexte pour récupérer les premiers et couvrir du drapeau de la « réunification » une politique qui les ramène en réalité à la II<sup>e</sup> Internationale.

Dès le départ, d'ailleurs, Trotsky connaît un certain nombre de participants de la conférence de Paris qui ne seront en aucun cas ses alliés, parce qu'ils sont en réalité ses adversaires de toujours : c'est le cas des s.r. de gauche russes de Steinberg, du P.U.P. de Paul Louis, et surtout du D.N.A. de Tranmael, particulièrement dangereux en tant que parti ouvertement axé sur des perspectives électoralistes, mais qui continue de jouer — sur le plan international — avec la phraséologie révolutionnaire. Pour Trotsky, l'attitude vis-à-vis du D.N.A. — sur lequel il s'est formé une appréciation depuis que ce parti a rompu en 1923 avec l'I.C. — constituera la pierre de touche qui permettra d'évaluer la détermination vers la gauche des autres formations. Pour le moment, il apprend seulement de la bouche de Walcher et des dirigeants de l'I.L.P. qui lui rendent visite qu'ils sont personnellement d'accord avec sa caractérisation du D.N.A. et de sa politique, mais jugent « prématurée » une rupture avec ce parti, au sujet duquel leurs propres militants entretiennent encore bien des illusions.

Dans ses discussions avec Walcher et Sneevliet, il élabore un projet commun de « déclaration sur la nécessité et les principes de la nouvelle Internationale », qu'il amendera quelques jours plus tard, après ses discussions avec De Kadt. Il leur communique également le projet de déclaration de l'Opposition de gauche internationale, qu'il amende même sur certains points à la suite de remarques de Walcher.

*Quatorze organisations sont représentées à la conférence de Paris, à travers quarante délégués. Ce sont l'I.L.P. de Grande-Bretagne, l'O.S.P. (et son organisation de jeunesse, la S.J.V.) et le R.S.P. pour la Hollande, le D.N.A. pour la Norvège (le Mot Dag a envoyé mandat), le S.A.P. (et ses jeunesses du S.A.J.), le Leninbund et l'Opposition de gauche pour l'Allemagne, le P.U.P. (avec la J.P.U.) pour la France, le P.C. indépendant de Suède, le N.S.P.P. de Pologne (avec mandat pour l'I.L.P.), le P.S.I. maximaliste d'Italie, le P.S.U. de Roumanie, les s.r. de gauche russes, la Fédération communiste ibérique et le bureau international de l'Opposition de gauche. Sont en outre présents des observateurs du Socialist Party of America, du groupe suisse « Le Travail », du groupe « L'Effort communiste » d'Albert Treint, de la tendance « Action socialiste » de Claude Just de la S.F.I.O. française (25).*

*Quand la conférence s'ouvre, la « déclaration sur la nécessité et les principes de la nouvelle Internationale » porte finalement les signatures de quatre organisations, le S.A.P., l'O.S.P. et le R.S.P., l'Opposition de gauche internationale. Ses initiateurs — Trotsky et Walcher, en fait — avaient un moment espéré obtenir les signatures du S.K.P. de Kilbom, voire de l'I.L.P. Ils ont dû admettre que ce n'était pas mûr et pensent que ce n'est que partie remise. Mais des difficultés ont surgi entre eux sur l'utilisation de ce texte. Walcher s'est rendu compte qu'une simple « déclaration » risquait de passer inaperçue dans le cours des travaux et, surtout, de n'être pas diffusée avec le compte rendu officiel de la conférence, bref, de n'être pas connue des militants de base des organisations participantes. Aussi a-t-il proposé aux représentants de l'Opposition de gauche et du R.S.P. d'en faire une « résolution » qui serait soumise au vote et, par conséquent, publiée et diffusée par les organisateurs eux-mêmes. Tous en ont été d'accord : un vote sur la déclaration pour une nouvelle Internationale avait en outre le mérite de la clarté. Walcher a donc été chargé, au nom des « quatre », de présenter le texte à la commission des résolutions (26).*

*Là, il s'est heurté à un obstacle politique, dissimulé sous un prétexte technique : l'I.L.P., par la bouche de John Paton, a*

---

(25) Circulaire de l'Independent Labour Party (National Administrative Council) de septembre 1933, signée de John Paton, rendant compte de la conférence de Paris (archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam).

(26) Lettre de WALCHER à Trotsky, 4 septembre (archives Walcher, Arbetarrörelsens Arkiv, Stockholm), rendant compte de la conférence.

déclaré irrecevable un texte présenté en allemand et dont les auteurs s'avouaient incapables de présenter à bref délai une version en langue anglaise (27). L'O.S.P., sur ce point, a donné raison à l'I.L.P. Walcher, sans avoir pu consulter ni Sneevliet, ni Bauer, a finalement cédé, et le texte des quatre est redevenu une simple déclaration, non soumise au vote des participants à la conférence. Apprenant en séance plénière ce nouveau développement, Blasco et Naville, délégués de l'Opposition de gauche, ont protesté avec véhémence contre ce qu'ils tiennent pour une manœuvre destinée à empêcher la clarté : la suppression d'un vote qui aurait obligé les organisations participantes à se prononcer clairement pour ou contre l'orientation vers une nouvelle Internationale. Walcher s'en offusque, juge ce comportement « sectaire », et l'écrit à Trotsky en disant que l'O.S.P. menaçait de retirer sa signature s'il avait insisté pour présenter la déclaration sous forme de résolution (28). En définitive, on trouve un compromis, les quatre présentant une motion dite « éventuelle », dans le cadre de la résolution générale, se prononçant pour la construction d'une nouvelle Internationale et la constitution d'une commission chargée d'en propager l'idée. Cette motion est repoussée par 7 voix contre 7.

En réalité, la majorité des organisations représentées étaient hostiles à la position des quatre. S.K.P. et F.C.I., qui se disaient partisans d'une nouvelle Internationale, jugeaient le moment inopportun et toute initiative en ce sens prématurée. Le Leninbund se disait partisan d'une nouvelle Internationale, mais sur des bases entièrement nouvelles et qui restaient à définir. L'I.L.P. refusait de s'engager dans une voie qui fermerait toute perspective d'un « redressement » de la III<sup>e</sup> Internationale. Les groupes affiliés au « bureau de Paris » étaient en faveur de la réunification organique des deux Internationales, et, en attendant, s'orientaient dans les faits vers la constitution d'une nouvelle Internationale 2 1/2. Le D.N.A., enfin, refusait tout contact et travail commun avec l'I.C. et, en fait, songeait à réintégrer à terme la II<sup>e</sup> Internationale. C'est donc sur une perspective minimale — et à bien des égards une position d'attente — que se trouvait la majorité des organisations représentées à Paris : en attendant de nouveaux développements, et de façon à laisser la porte ouverte à

---

(27) John PATON, *Left Turn I*, pp. 411-412, confirme sur ce point, et non sans un certain cynisme, la version des événements donnée à Trotsky par Walcher dans sa lettre du 4 septembre, dans le cours d'un chapitre intitulé : « Révolution dans une tasse de café. »

(28) Lettre de Walcher à Trotsky (4 septembre) ; ci-dessus n. 26.

diverses éventualités, le maintien, et, à la rigueur, le développement de l'I.A.G. en tant que centre de liaison international, avec toute son indétermination.

Telle est finalement la position que traduit la résolution générale finale : un long texte qui part de la crise économique du capitalisme, des attaques contre le niveau de vie des travailleurs, du danger de guerre et de fascisme, décrit la destruction des organisations ouvrières allemandes rendue possible par ce qu'il appelle « la faillite totale de la politique et des organisations de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales », et se termine par un appel à « recréer le mouvement international de la classe ouvrière et rechercher l'unité internationale des travailleurs sur une base socialiste révolutionnaire » par le biais, notamment, d'un congrès mondial des organisations ouvrières. Ce texte, à quelques détails près, est celui de la résolution adoptée en juin à Bruxelles lors de la réunion de l'I.A.G., où il avait été rédigé par le dirigeant du S.A.P. Boris Goldenberg.

C'est sur cette question que se produit le deuxième heurt entre les « quatre ». La position de l'Opposition de gauche est nette : elle votera contre ce texte, car sa position — qui constituait en juin un pas en avant — a été dépassée par la « déclaration des quatre », et son adoption dans ces conditions aurait une signification réactionnaire, au sens propre de « retour en arrière ». Pour elle, « recréation du mouvement ouvrier international », « unité ouvrière internationale » sont des formules ambiguës que ne peuvent voter aujourd'hui des partisans déclarés de la nouvelle Internationale. Les bolcheviks-léninistes soulignent, en outre, que l'appui donné à cette résolution par le D.N.A., extrême-droite de la conférence et adversaire résolu de la nouvelle Internationale, ne pourrait que compromettre ceux qui la voteraient.

Telle n'est pas l'opinion des représentants de l'O.S.P. et du S.A.P., qui se considèrent comme coauteurs de cette résolution de juin, et jugent sectaires les arguments de l'Opposition, en train, selon eux, de « s'isoler ». Une tentative de compromis du S.A.P., selon laquelle les quatre s'abstiendraient sur cette résolution, se heurte à un refus catégorique du président de l'O.S.P. : une fois de plus, P.-J. Schmidt menace de retirer la signature de son parti si le S.A.P. ne se prononce pas, comme lui, en faveur de la résolution générale (29). Finalement, les quatre se divisent lors du vote : S.A.P. et O.S.P. votent pour, Opposition de gauche et R.S.P.

---

(29) Boris GOLDENBERG, dans la brochure mentionnée à la note 24, page 32, confirme cet ultimatum de P.-J. Schmidt.

contre. La décision de deux des « quatre » de voter la résolution finale manifeste au minimum leur refus de rompre avec l'I.A.G. et les partis qui le composent, dont le D.N.A., et les réticences et arrière-pensées qui ont accompagné leur engagement dans la voie ouverte par la « déclaration sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale ».

\*

\* \*

Pour Trotsky, les hésitations de ses alliés constituent certes des symptômes inquiétants, mais sans plus. L'important, c'est l'acquis, la déclaration des quatre, et ce « bloc » de fait qu'il faut désormais consolider, développer, exploiter. Les objectifs sur lesquels il importe de se battre dans les semaines qui suivent sont très clairs : fusion du S.A.P. et de la section allemande rebaptisée I.K.D., fusion en Hollande de l'O.S.P. et du R.S.P., consolidation du « bloc des quatre » par la réalisation, dans les délais les plus brefs, du travail, décidé en commun, de discussion et d'élaboration programmatique, et, si possible, l'édition en commun d'une revue théorique de discussion.

Mais d'autres problèmes surgissent. Trotsky doit aussi convaincre les hésitants et même de farouches opposants dans les rangs de sa propre organisation. L'ensemble des militants de l'Opposition de gauche a finalement accepté, sans trop de difficultés, le tournant de mars et la lutte pour un nouveau parti en Allemagne. Le ralliement, en juin, de Bauer et de la section allemande — les seuls adversaires sérieux —, leur initiative pour le tournant vers une « nouvelle Internationale » ont considérablement facilité les choses. Mais quelques-uns, d'accord sur les principes quand ils sont encore quelque peu abstraits, cessent de l'être et commencent à regimber dès qu'il s'agit des aspects pratiques de leur application concrète. Habités en outre depuis des années à une activité d'« opposants » à l'intérieur — ou plutôt à la marge — des partis communistes qui sont restés pour eux « la maison », formés par la force des choses à une activité essentiellement propagandiste, bien des militants de l'Opposition de gauche ont le sentiment d'un reniement, sinon d'une trahison, à voir les nouvelles fréquentations politiques qu'implique le tournant ; ils s'indignent que des délégués de leur organisation aient accepté de siéger à la même table que le s.r. Steinberg ou des gens qu'ils sont depuis longtemps habitués à considérer comme des renégats du communisme, les Paul Louis, Tranmael et autres Balabanov.

*La majorité de la section britannique se cabre contre la proposition d'entrer dans l'I.L.P. Aux yeux du noyau communiste qui a fondé dans ce pays l'Opposition de gauche, l'I.L.P. a incarné pendant des années les positions de l'Internationale 2 1/2, la lutte acharnée des centristes contre l'adhésion à l'Internationale communiste. La proposition de Trotsky leur apparaît comme une liquidation pure et simple des efforts pour reconstruire en Grande-Bretagne un authentique mouvement communiste. Ils ne comprennent pas qu'il puisse leur demander de se fondre — en renonçant, y compris, à une expression propre — dans le magma de l'I.L.P., redoutent l'ironie et le mépris de leurs camarades restés au P.C. qui auront beau jeu pour dénoncer le passage « à droite » des hommes de l'Opposition de « gauche ». Cette incompréhension, très vite devenue opposition, compromet un aspect essentiel du développement possible du « bloc des quatre », la bataille pour y gagner l'I.L.P., et ouvre, en même temps, une crise sérieuse entre la section britannique et la direction internationale.*

*En France, l'opposition provient — et ce n'est pas un hasard — de groupes de vieux communistes de l'Opposition formés dans l'émigration, le « groupe juif » (issu du « groupe de langue juive » du P.C.) et une fraction de la nouvelle Opposition italienne autour de Giacomi. Les vieux griefs surgissent à nouveau à l'occasion de ce désaccord politique tout neuf : les « méthodes » de Molinier, l'homme de confiance de Trotsky, avec lequel ils ont tous été dans le passé en conflit, leur paraissent désormais, et de toute évidence, mises au service de la politique opportuniste mise en avant par Trotsky, liquidation, selon eux, du travail mené pendant des années dans les rangs communistes, tournant vers la droite, amorçant une nouvelle orientation dans la direction de la social-démocratie elle-même. Les émigrés, à la fois soudés et isolés, sectaires et attachés aux principes, entraînent avec eux des étudiants — l'étudiant en médecine Jean Lastérade de Chavigny, par exemple — et trouvent bientôt un allié, qui peut paraître de poids, avec le Grec Vitte, non seulement membre du secrétariat international, mais dirigeant incontesté de l'Organisation archéomarxiste grecque, la plus grosse section de l'Opposition internationale.*

*Très vite, Trotsky s'inquiète. Il redoute, derrière le groupe juif et ses alliés, la manipulation, toujours possible dans un tel cas, d'agents staliniens, évoque le précédent de l'affaire Roman Well en Allemagne au début de l'année, cherche pourtant à pousser le plus loin possible la discussion, tout en freinant Molinier qui voudrait tout de suite sanctionner les « saboteurs ». Pourtant, dès*

la fin de septembre, il est convaincu d'être allé au bout des concessions possibles : pour lui, c'est désormais l'existence même d'une organisation internationale que mettent en cause ceux qui critiquent la nouvelle orientation et son application par le S.I. Aussi tire-t-il un trait, parce qu'il faut en finir, afin de ne pas compromettre les immenses possibilités qui s'ouvrent.

Il reste à achever le tournant et à tirer les conclusions particulières qui concernent l'Union soviétique et le parti bolchevique. C'est chose faite, le 1<sup>er</sup> octobre, avec un texte capital sur la nature sociale de l'U.R.S.S., qui étend au pays de la révolution d'Octobre la nécessité d'un « nouveau parti » et ouvre la perspective d'une « révolution politique ».

\*

\* \*

Le 9 octobre 1933, Trotsky et Natalia quittent Saint-Palais en voiture, avec Henri Molinier et Jean Meichler, pour aller prendre à Bagnères-de-Bigorre des vacances sans doute longtemps attendues. Ils ne reviendront pas à Saint-Palais. Dans l'intervalle, Henri Molinier a obtenu des autorités françaises l'autorisation pour les Trotsky de s'installer incognito dans la région parisienne. Fin septembre, il a loué pour eux, à Barbizon, en bordure de la forêt de Fontainebleau, une villa de deux étages, « Ker-Monique ».

Proche de Paris, Trotsky va être désormais à pied d'œuvre. Sa vie militante peut recommencer sous d'autres formes que celles de l'activité du journaliste et de l'écrivain. Une nouvelle page commence dans sa vie, celle du combat direct pour la nouvelle Internationale qu'il se décide très vite à appeler la Quatrième.

Pierre BROUÉ, Michel DREYFUS



# SALUT A TROTSKY

Déclaration de la commission exécutive de la Ligue  
(juillet 1933)

Trotsky, le compagnon de Lénine, le créateur de l'Armée rouge, le pionnier de l'économie planifiée, fut chassé de l'Union soviétique, pays de la dictature du prolétariat, par la bureaucratie soviétique usurpant le drapeau d'Octobre, exploitant le dévouement des ouvriers à la cause communiste internationale au profit de ses intérêts petits-bourgeois nationaux.

Pendant plus de quatre années, le camarade Trotsky resta maintenu en Turquie par la volonté de Staline et de sa fraction : pendant plus de quatre ans, pas un seul pays capitaliste à régime démocratique n'accorda, en dépit de ses principes démocratiques, le droit d'asile à Trotsky, le refus des visas se produisant le plus souvent sous la pression directe de la diplomatie soviétique, mise ainsi au service des intérêts de la fraction stalinienne et non au service de l'U.R.S.S. et de la classe ouvrière.

Pour des raisons de politique intérieure et extérieure, le droit d'asile se trouve pendant ces dernières années provisoirement étendu en France. Pour la lutte contre Hitler, la « dernière tranche de la liberté » est ouverte momentanément aux victimes du fascisme allemand : le député au Landtag, Paul Schwenk (2),

---

(1) *La Vérité*, 28 juillet 1933. Selon Louis Sinclair, ce texte publié sous la signature de la C.E. de la Ligue communiste avait été rédigé par Trotsky, ce que confirment certaines tournures de phrase. Il est possible cependant que la rédaction de *La Vérité* l'ait modifié sur des points de détail.

(2) Paul SCHWENK (1880-1960), militant du S.P.D. depuis 1905, avait rejoint la Ligue Spartacus pendant la guerre, mais était resté à l'U.S.P.D. lors de la fondation du K.P.D. Il rejoignait ce parti après le congrès de Halle et devait rester de 1924 à 1934 le président de sa fraction au Landtag de Prusse. Il venait d'émigrer à Paris.

participe à l'agitation du S.R.I. (3), et Münzenberg (4) est autorisé à poursuivre son commerce d'édition. D'autre part, la fausse politique des staliniens a eu non seulement pour conséquence l'affaiblissement des positions extérieures de l'Union soviétique (d'où sa politique extérieure présente), mais elle se venge aussi sur la fraction stalinienne elle-même. C'est dans ces conditions particulières que le gouvernement français a levé l'arrêté d'expulsion contre le camarade Trotsky et l'autorise à séjourner en France. Dans ces faits, les travailleurs peuvent trouver une claire illustration, d'abord des limites plus ou moins extensibles de la démocratie, ensuite de l'utilisation la meilleure par les communistes des droits démocratiques pour leur activité révolutionnaire.

L'autorisation de séjour en France accordée au camarade Trotsky a été l'occasion pour la fraction stalinienne de démontrer que sa haine de l'Opposition de gauche la conduisait au front unique avec la réaction la plus canaille, aux dépens des intérêts prolétariens. Dans *L'Humanité*, non seulement des rédacteurs pédants et des scribouillards appointés, mais le *bureau politique du P.C.* se sont livrés à des provocations inqualifiables, à des appels non dissimulés à la violence et au meurtre. Dans la presse française, deux journaux ont manifesté leur indignation dans les mêmes termes : « Le traître Trotsky est autorisé à séjourner en France. » Ce sont *L'Humanité* et *L'Ami du Peuple* (5).

Le front unique *Humanité - Ami du Peuple* n'est que la caricature du front unique Staline-Turkul contre la vie du camarade Trotsky. *La commission exécutive de la Ligue rappelle qu'en 1932, informé de préparatifs d'un attentat contre Trotsky de la*

---

(3) Le Secours rouge international. Paul Schwenk n'y exerçait pas de responsabilité particulière.

(4) Willy MÜNZENBERG (1889-1940) avait été pendant la guerre, en Suisse, secrétaire de l'Internationale socialiste des jeunes et en 1919 de l'Internationale communiste des jeunes. Il avait quitté ce travail en 1921 pour se consacrer au Secours ouvrier international, plus tard Secours rouge, et avait commencé à bâtir l'entreprise de presse qu'on appela « trust Münzenberg », journaux, sociétés de production cinématographique, maisons d'édition. Il venait également d'émigrer à Paris.

(5) *L'Ami du Peuple*, quotidien parisien, avait été fondé en 1928 par le parfumeur François COTY (1874-1934), par ailleurs bailleur de fonds de toutes les organisations d'extrême-droite fascistes. Dans *L'Humanité* du 24 juillet, P.-L. Darnar parlait du « repaire » du « nouveau garde blanc ». Le même jour, un communiqué du bureau politique invitait les organisations communistes à « prendre toutes dispositions » pour qu'« en réponse à cette provocation » s'exprime... le « mépris pour le renégat ».

part du général blanc Turkul, LE BUREAU POLITIQUE DU P.C. DE L'UNION SOVIETIQUE, C'EST-A-DIRE STALINE, pour dégager sa responsabilité, ordonna à *Die Rote Fahne* de publier une note vague à ce sujet (6) : par la suite, Trotsky fut privé de sa nationalité soviétique (7). Turkul pouvait opérer à son aise. Nous défions la fraction stalinienne de nous démentir à ce sujet.

Quels que soient ses procédés, la fraction stalinienne n'arrêtera pas le développement de l'Opposition de gauche. Aux prolétaires du monde entier, la tragique expérience allemande apporte la vérification la plus éclatante des deux politiques qui se sont affrontées ; le renforcement de la rage des staliniens contre Trotsky au sujet de la question allemande ne fait que le prouver avec une force redoublée. La victoire du prolétariat est indissolublement liée au triomphe des idées de l'Opposition de gauche, aux idées de Lénine et de Trotsky dans l'I.C. et la classe ouvrière ; le nom de Trotsky est indissociablement lié à la révolution russe triomphante et aux futures victoires prolétariennes.

Au moment où le camarade Trotsky vient séjourner en France, la commission exécutive de la Ligue communiste, certaine d'exprimer non seulement les sentiments de la section française de l'Opposition de gauche internationale, mais aussi ceux de tous les travailleurs d'avant-garde de ce pays, adresse au créateur de l'Armée rouge, au chef de la révolution prolétarienne internationale et à ses camarades de l'Opposition russe, aux milliers de bolcheviks-léninistes déportés et isolés (8), ses saluts les plus chaleureux.

Vive Trotsky ! Vive la révolution d'Octobre !

La C.E. de la Ligue communiste  
Section française de l'Opposition de gauche  
internationale (bolcheviks-léninistes).

---

(6) C'était le 10 octobre 1931 que *Die Rote Fahne*, quotidien du K.P.D., avait donné une information concernant les préparatifs d'assassinat de Trotsky par une organisation terroriste de Russes blancs dirigée par l'ancien général tsariste Anton W. TURKUL (1892-1957), et qui projetait de faire retomber sur Staline la responsabilité de son crime.

(7) La décision avait été prise le 20 février 1932.

(8) « Isolés » signifie ici détenus dans des « isolateurs » — synonyme de prisons.

# UNE MISE AU POINT NECESSAIRE (1)

(26 juillet 1933)

*L'Humanité* parle du voyage de Trotsky avec « son escorte » de secrétaires, dactylos, etc. (2). Que la rédaction stalinienne n'épargne aucune injure à cette soi-disant escorte, cela va de soi.

Je trouve nécessaire cette mise au point.

Je fus accompagné dans la route par de jeunes camarades qui sont venus à différents moments à Prinkipo de leur propre initiative et m'ont aidé dans mon travail, non comme des « secrétaires salariés », mais comme des amis liés par le même drapeau (3).

---

(1) T 3575. *La Vérité*, 4 août 1933. Publié sous le titre « Une mise au point nécessaire : un démenti à *L'Humanité* ». Dicté en français.

(2) Dans *L'Humanité* du 24 juillet 1933, Pierre LAURENT-DARNAR (né en 1905), sous le titre « M. Trotsky à la rescousse », avait notamment écrit : « Il s'en vient en grande pompe, avec famille, escorte, secrétaires et dactylos. »

(3) L'escorte de Trotsky comprenait en réalité quatre personnes, ses secrétaires et gardes du corps Jean van Heijenoort et Rudolf Klement, sa secrétaire et dactylo pour le russe Sara Weber, et le dirigeant américain Max Shachtman. Jean van HEIJENOORT (né en 1912) travaillait auprès de lui à Prinkipo depuis octobre 1932. Rudolf Klement (ci-dessous n. 11, p. 118) depuis avril 1933. Sara JACOBS, dite Sara WEBER (1900-1976), née en Pologne, émigrée en 1920 aux Etats-Unis, était la femme d'un dirigeant de la Communist League of America, et était arrivée à Prinkipo un mois avant. Quant à Max Shachtman (ci-dessous n. 2, p. 119), il était arrivé en visite à Prinkipo à la fin de mai. Deux hommes étaient restés à Prinkipo pour régler les dernières questions matérielles, le dirigeant de l'Opposition allemande Erwin H. Ackerknecht, dit E. Bauer (ci-dessous, n. 2, p. 51) qui y était arrivé, venant de Berlin *via* Prague, clandestinement, le 7 juillet, et le Tchécoslovaque Jan Frankel (ci-dessous n. 4, p. 51) qui était revenu pour organiser le départ le 15 juillet précédent.

Il en est de même pour les camarades qui m'ont rencontré à mon arrivée et m'ont aidé à m'installer en France (4).

Je ne doute pas qu'ils peuvent être affectés par les injures basses (5) et impuissantes émanant de ces sommets bureaucratiques où tout est basé sur des considérations de carrière et où l'on a définitivement oublié, si on l'a jamais connue, ce que c'est que la solidarité révolutionnaire.

---

(4) Pour dérouter les journalistes et « agents » divers, Trotsky avait débarqué, le 24 juillet, au large de la côte française dans un bateau où étaient venus l'attendre son fils Léon Sedov, un dirigeant de la section française, Raymond Molinier (ci-dessous, n. 3, p. 90), et un inspecteur de la Sûreté générale. Le petit groupe avait débarqué à Cassis où les attendaient deux voitures conduites par Raymond Leprince, collaborateur de R. Molinier et sympathisant, et l'étudiant en médecine, membre de la Ligue française, Jean LASTERADE de CHAVIGNY (né en 1910). *L'Humanité* du 25 juillet écrivait qu'on lui avait donné un faux passeport au faux nom de Sedov, parlait de « départ mystérieux et protégé », de « nuée de policiers », de « vedette de police ». Et P.-L. Darnar écrivait : « M. Trotsky couvé par la flicaille de France s'avère ainsi agent méprisable du gouvernement ! »

(5) *L'Humanité* du 23 juillet parlait du « boyard contre-révolutionnaire voyageant avec sa valetaille ! ». La légende d'une photo dans le même journal le 25 juillet le montrait « entouré de ses domestiques »...

# POUR DE NOUVEAUX PARTIS ET LA NOUVELLE INTERNATIONALE (1)

(27 juillet 1933)

Nous nous sommes développés jusqu'à maintenant en tant que fraction de la III<sup>e</sup> Internationale. Après notre exclusion, nous avons continué à nous considérer comme fraction, et notre objectif était la réforme de l'Internationale communiste. C'était une étape absolument inévitable. Même si quelques-uns d'entre nous avaient eu depuis quelque temps la conviction que l'Internationale communiste était vouée à la faillite, il nous aurait été impossible de nous proclamer nous-mêmes la nouvelle Internationale. Il nous fallait démontrer notre valeur, la valeur de nos idées, former des cadres. Et on ne pouvait le faire qu'en tant que fraction. C'était là une étape inévitable.

Il nous faut *y mettre un terme*, tant sur le plan international que sur le plan national. Nous avons conçu théoriquement un développement à travers lequel les événements historiques, que nous avons annoncés à l'avance, pouvaient, avec notre critique, provoquer un tournant radical dans la politique de l'Internationale communiste. Ces grands événements se sont produits. Il y a eu la Chine, mais, à cette époque, la critique de l'Opposition est restée un livre fermé, et les travailleurs d'Occident ne l'ont qu'à peine entendue (2). Il y a eu l'Allemagne. Là, nous avons suivi les événements pas à pas et les avons plus ou moins exactement prévus (3). C'était là une situation idéale pour réaliser une réforme si celle-ci avait été possible.

---

(1) V 46. Procès-verbal d'une discussion. *International Bulletin*, Communist League of America, n° 13, 1933.

(2) Rien n'avait transpiré, à l'extérieur, des débats à l'intérieur du P.C. d'Union soviétique sur la stratégie de l'I.C. en Chine, et ce n'est qu'ultérieurement qu'avaient été connues les principales pièces du dossier.

(3) Les textes consacrés par Trotsky à la situation allemande, entre 1930 et 1933, avaient prévu pas à pas le déroulement qui menait à la catastrophe et averti sur les moyens pour l'éviter.

Le 5 avril 1933, après la résolution du comité exécutif de l'Internationale communiste (4), nous aurions dû proclamer : « L'Internationale communiste est morte ! » Nous avons perdu plusieurs mois qui avaient malgré tout une certaine importance. Pourquoi ce retard ? D'abord parce que notre déclaration sur la nécessité d'un nouveau parti en Allemagne a provoqué des désaccords dans nos rangs (5). Le problème était d'arriver à opérer un tournant radical sans aboutir à une scission. La première étape était de proclamer la nécessité d'un nouveau parti en Allemagne. Ensuite, il fallait voir ce que serait l'influence de la catastrophe allemande sur les autres sections de l'Internationale communiste.

Il faut expliquer notre attitude attentiste par la nécessité de la prudence dans un tel tournant. L'influence de la catastrophe allemande devait nécessairement provoquer un changement dans l'Internationale communiste, ou bien dans le sens d'une réforme, ou bien dans celui de l'accélération de la désintégration. L'Internationale communiste ne pouvait rester ce qu'elle était juste avant la catastrophe allemande. La route qu'elle a prise est maintenant tout à fait claire. Il n'y a pas de miracle à espérer. Elle est vouée à la défaite. Il faut rejeter l'idée de réformer, que ce soit sur le plan national ou international, l'Internationale communiste dans son ensemble, parce qu'elle n'est rien d'autre qu'une caste bureaucratique sans scrupules, qui est devenue la pire ennemie de la classe ouvrière mondiale. Il faut absolument libérer l'avant-garde prolétarienne de la dictature de la bureaucratie stalinienne.

Que signifie ce tournant dans son essence ? Nous cessons d'être une fraction ; nous ne sommes plus l'Opposition de gauche ; nous devenons les embryons de nouveaux partis. Notre activité n'est plus limitée par l'idée de fraction. Cela nous donnera d'immenses avantages. Les organisations stalinienne déclinent de plus en plus. La classe ouvrière arrache l'I.C. de son cœur. Nous nous vouerions à la faillite si nous restions liés à elle. Quelques organisations et groupes ne se sont opposés à nous que parce que nous étions partisans de la réformer. Il faut le dire, ce sont des confusionnistes, mais il y a aussi chez eux des éléments sains qui

---

(4) La résolution du 5 avril 1933 du C.E. de l'I.C. affirmait la justesse de la politique menée de bout en bout par le K.P.D. et l'Internationale...

(5) La direction de l'Opposition de gauche allemande, autour de Bauer, avait pris position contre le mot d'ordre d'un « nouveau parti » en Allemagne et maintenu la validité de la politique de « redressement » des P.C. et de l'I.C. : « fraction » et non « parti ».

n'ont pas emprunté notre voie (6). Nous devons nous libérer du rôle de garde formelle de la bureaucratie stalinienne.

S'agit-il de proclamer la scission maintenant ? On ne peut le faire maintenant. Nous n'en avons pas la force. Mais un courant de gauche est en train de se constituer au sein des partis socialistes (7). Il faut nous tourner vers ces courants. L'Internationale communiste s'est constituée à partir d'éléments, la veille centristes, qui se tournaient vers la révolution. La situation générale était certes plus favorable en 1918 : le rythme du développement était plus rapide. Nous sommes maintenant en présence de la plus grave défaite du mouvement ouvrier. Si le développement est bien plus lent, la faillite de la social-démocratie coïncide avec celle de l'I.C., et tout cela, sur la base de la faillite catastrophique de la société capitaliste.

Nous sommes des embryons pour la formation d'une organisation révolutionnaire. Ainsi, par exemple, la conférence projetée à Bruxelles par le S.A.P. et autres groupes du même type, dans d'autres pays. Nous devons répondre oui à leur invitation (8). Si nous disons qu'il faut être une fraction dans l'Internationale communiste, il se constituera contre nous un front unique sur une question qui est désormais creuse. Nous devons procéder autrement. Nous devons y aller et dire : « Vous nous avez critiqués à cause de notre orientation pour une réforme. Maintenant, nous sommes dans une étape historique nouvelle, dans laquelle la politique de réforme est épuisée. Ne discutons pas les points de vue qui relèvent du passé. Cette divergence est désormais liquidée. »

---

(6) Trotsky pense de toute évidence avant tout au parti hollandais de Sneevliet (ci-dessous, n. 2, p. 93), le R.S.P. avec lequel il avait été en opposition sur ce point.

(7) La constatation de la « faillite » des P.C. imposait qu'un intérêt nouveau fût accordé aux courants de gauche qui étaient en train d'apparaître en Europe dans presque tous les partis socialistes.

(8) Le Sozialistische Arbeiterpartei allemand (S.A.P.), formé d'une scission à gauche de la social-démocratie allemande en 1931, renforcé en 1932 par une fraction communiste (originnaire de l'opposition communiste de droite), qui en avait pris le contrôle en février 1933, avait participé à une conférence de la « communauté internationale de travail » — I.A.G. —, avec notamment l'Independent Labour Party britannique, et prévu l'organisation à Bruxelles d'une conférence de tous les partis ouvriers sur les moyens de lutter contre le fascisme. Ce projet allait aboutir à la conférence de Paris à la fin d'août. Le R.S.P. avait écrit le 12 juillet à l'I.L.P. pour lui demander à participer à cette conférence.

# LA QUESTION DU PERMANENT DU S.I. (1)

(30 juillet 1933)

Cher Camarade E.B. (2),

Je m'empresse d'éclaircir un malentendu concernant la question du S.I. et de son permanent (3). J'avais dû mal comprendre le camarade Jan (4), car j'étais sûr que sa proposition, concernant votre candidature comme secrétaire permanent, était une proposition qui avait déjà été discutée et acceptée par les membres du S.I. et en général par les camarades les plus responsables ; par conséquent, j'y avais adhéré sans hésitation.

Mais voilà que j'apprends que la proposition est due à l'initiative toute personnelle du camarade Jan, et qu'il y a un grand danger qu'elle soit comprise comme un désaveu des membres actuels du S.I. Ce serait fatal, et cela aggraverait la situation au lieu de l'améliorer, sans parler de votre situation personnelle (5).

---

(1) D 209. Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre adressée à Erwin H. Ackerknecht.

(2) Eugen BAUER était le pseudonyme d'Erwin H. ACKERKNECHT (né en 1906), un jeune médecin, membre des J.C. en 1926, du K.P.D. en 1928, l'un des dirigeants de l'Opposition unifiée de gauche et son principal dirigeant après l'avènement de Hitler. Il avait rencontré Trotsky une première fois à Copenhague en décembre 1932, et lui avait rendu visite à Prinkipo en juillet 1933.

(3) « S.I. » désigne le secrétariat international de l'Opposition de gauche qui disposait en principe d'un militant « permanent » appointé par l'organisation et venait d'être transféré de Berlin à Paris.

(4) Jan FRANKEL (né en 1906), ancien militant du P.C. tchécoslovaque, membre de l'Opposition de gauche depuis 1927, avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo depuis 1930. Après son départ, le 5 janvier 1933, il avait effectué une tournée en Europe orientale et centrale et séjourné notamment en Allemagne sous la botte hitlérienne. Revenu fin mars - début avril, il vivait à Paris. Trotsky avait grande confiance en lui et correspondait régulièrement avec lui sur toutes les questions du mouvement.

(5) Depuis l'installation du S.I. à Paris, les rapports n'avaient cessé de se tendre entre cet organisme et Trotsky, qui lui reprochait son manque d'activité et

Le permanent est actuellement le camarade Blasco (6) qui, pendant les dernières semaines, a fait un gros effort d'activité (correspondance, etc.). Comme il y a toujours eu lutte, entre la Ligue et le S.I., à qui aurait le camarade Blasco (cette lutte s'est développée également dans le cœur du camarade Blasco lui-même), j'ai cru que Blasco s'était décidé définitivement en faveur de la Ligue et que tous étaient tombés d'accord sur le fait que votre candidature était l'unique salut. Mais, je le répète, la situation s'est présentée ici tout autrement.

Le malentendu s'est produit à cause des conditions fiévreuses de notre départ, tandis qu'on s'expliquait sur les questions politiques entre deux valises et deux courses. Je n'ai pas encore vu un seul des camarades du S.I. (7). Il est bien évident qu'on ne pourra, ni ne devra, rien entreprendre sans être en plein accord avec eux. Je ne doute pas que vous serez de mon avis : je me souviens très bien de nos conversations d'avant le départ.

J'espère bien pouvoir vous voir dans quelque temps, quand vous aurez pris connaissance de la situation ; on s'expliquera alors en pleine connaissance de cause. Pour l'instant, j'ai seulement voulu éliminer le malentendu possible.

---

d'élaboration politique, le fait qu'il ne répondait pas aux lettres, etc. Trotsky tenait à éviter tout ce qui pouvait apparaître comme une ingérence directe.

(6) BLASCO était le pseudonyme de l'Italien Pietro TRESSO (1893-1944 ?), militant et responsable du P.C.I., passé des positions de Bordiga à celles de Gramsci, puis dirigeant du centre clandestin sous le fascisme, qui avait rejoint l'Opposition de gauche en 1930. Refusant de militer au sein de l'émigration italienne, il s'était intégré au travail de la section française, la Ligue communiste. Il avait pourtant accepté depuis quelques mois d'aider le S.I. qui ne parvenait pas à remplir ses tâches.

(7) Rappelons que Trotsky venait de s'installer à Saint-Palais. C'était probablement à Prinkipo, au cours d'une conversation privée, qu'il avait proposé à Bauer de devenir à Paris le permanent du S.I. Bauer avait séjourné près de lui à partir du 7 juillet. Frankel était revenu à la même époque pour aider aux préparatifs du voyage.

# FRACTION OU PARTI : IL FAUT TOURNER (1)

(31 juillet 1933)

Cher Camarade Naville (2),

J'ai commencé à lire avec le plus grand intérêt votre important ouvrage (projet de thèses). Puisque Raymond (3) part dans quelques heures et que nous devons encore discuter avec lui et quelques autres, je n'aurai pas la possibilité de finir la lecture, sans parler de formuler mes critiques (si elles sont nécessaires). C'est sur un seul point que je veux attirer votre attention : celui de la fraction et du parti.

Vous recevrez par Raymond les thèses sur cette question. Je crois qu'un tournant décisif est absolument nécessaire et urgent. Nous avons déjà perdu un peu de temps, moi y compris, à cause du visa, du voyage, etc. Je voudrais coûte que coûte que mes thèses ne se présentent pas en opposition avec les vôtres sur ce point essentiel. Les deux premières lignes de vos thèses affirment que « La Ligue communiste poursuit en France la tâche de direction communiste du prolétariat ». C'est déjà la formule du parti, en tout cas plus celle du parti que celle de la fraction. Ne trouverez-vous pas possible dans la seconde partie, qui n'est pas encore

---

(1) D 211, Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre à Pierre Naville.

(2) Pierre NAVILLE (né en 1904), ancien dirigeant des étudiants communistes, membre d'un groupe surréaliste, avait rejoint le P.C. en 1926, en tant que partisan de l'Opposition de gauche. Il avait rencontré Trotsky à Moscou en 1927, à la veille de son exil. Directeur de la revue *Clarté*, il en avait fait, sous le titre nouveau de *La Lutte des classes*, la revue théorique de l'Opposition de gauche en France. Un des fondateurs de *La Vérité*, il était très vite entré en conflit avec Raymond Molinier (voir ci-dessous n. 3, p. 90), qui avait dirigé contre lui l'« aile marxiste » et l'avait remplacé à la direction de la Ligue communiste.

(3) Il s'agit de Raymond Molinier qui avait passé aux côtés de Trotsky les premiers jours de son séjour en France.

publiée, de poser la question ouvertement comme discutable, ou nécessitant une révision : fraction ou parti ?

Dans mes thèses, j'ai parlé surtout de l'I.C. comme telle : nous devons rompre totalement avec cette clique corrompue et ignorante qui s'identifie avec l'Internationale communiste. Je souligne en même temps la nécessité d'adapter cette nouvelle orientation, dans les différents pays, aux conditions nationales. Ces deux points peuvent très bien créer le pont entre vos thèses et les miennes, à condition naturellement qu'on tombe d'accord sur le fond même de la question : la nécessité de rompre avec le « Comintern » et de créer, par des procédés différents, à des rythmes différents, etc., de nouveaux partis.

Si la deuxième partie de vos thèses paraît avec le changement sus-indiqué, mes thèses se présenteraient comme l'introduction dans la discussion déjà ouverte par vos thèses, et la conférence nationale pourrait consacrer la nouvelle orientation fondamentale.

J'espère bien vous voir et parler avec vous sur toutes les questions brûlantes.

# LETTRE A UN OUVRIER REVOLUTIONNAIRE FRANÇAIS (1)

(31 juillet 1933)

Cher Camarade Mougeot (2),

A l'instant je reçois mon courrier *via* Constantinople, Marseille, etc., et je trouve dans ce paquet votre lettre si amicale et votre correspondance avec Barbusse (3). Vraiment, on a vu dans sa vie pas mal d'échantillons de cynisme politique, surtout parmi les intellectuels de la plus haute « élite », mais l'exemple de Barbusse me frappe tout de même. Cet homme, qui a fraternisé avec Vandervelde, Renner (4) et autres dans son *Monde*, nous déclare

---

(1) Archives Mougeot, Musée social, Paris. Lettre à A. Mougeot.

(2) Auguste MOUGEOT (1878-1961), ouvrier plâtrier dans l'Est de la France, anarchiste, puis socialiste, militant du P.C. et de la C.G.T.U. dans les années vingt, avait introduit clandestinement Clara Zetkin, dirigeante de l'I.C., en France à la veille du congrès de Tours. Il avait été parmi les signataires du premier manifeste de *La Vérité*, et militait au sein de la Ligue communiste.

(3) Henri BARBUSSE (1873-1935) s'était fait connaître pendant la guerre par son célèbre roman *Le Feu*. Romancier pacifiste, biographe de Staline et de Jésus-Christ, il était également directeur de *Monde* ; membre du P.C. en 1923, en dépit d'une position finalement très éloignée de celle des marxistes en général, il était la principale figure des « congrès internationaux » organisés par l'I.C. La lettre de Mougeot à Trotsky avait été adressée à Prinkipo, et l'avait suivi après son départ, ce qui explique le délai. Depuis 1932, Mougeot avait eu toute une correspondance avec Barbusse, à qui il reprochait de ne pas mener campagne, dans *Monde*, pour Trotsky, et il avait envoyé le dossier à Prinkipo. Il n'en figure pas de double dans ses archives, où l'on peut cependant trouver sa réponse à une lettre de Barbusse du 4 mai 1932.

(4) Emile VANDERVELDE (1868-1938) était l'un des hommes qui symbolisaient le « social-patriotisme » ; dirigeant du parti ouvrier belge, il avait été ministre en 1914-1918 et était redevenu président de la II<sup>e</sup> Internationale en 1929 ; il était l'un des inspirateurs de la droite socialiste. Il collaborait occasionnellement à *Monde*. Karl RENNER (1870-1950), chef de l'aile droite du parti social-démocrate autrichien, avait été chancelier et président de l'Assemblée nationale ; il collaborait de temps en temps à *Monde*.

« contre-révolutionnaires » après une explication assez intime, mais, je l'espère, agréable pour lui, avec les éditions d'Etat de l'U.R.S.S. (5). Mais passons...

Notre fils m'a communiqué les doutes et inquiétudes que vous a causés l'histoire de mes relations avec Rosmer (6). On n'est jamais impartial quand il s'agit d'un conflit dont on fait partie, mais je crois que Rosmer ferait mieux de montrer notre correspondance aux amis à qui il veut apprendre le vrai développement du conflit. Elle pourrait vous donner la possibilité de former votre propre opinion sur la véritable distribution des responsabilités (7).

Maintenant que je suis en France, j'espère que nous pourrions prendre un contact personnel ; j'en serais tout à fait heureux.

---

(5) Trotsky lance ici une accusation précise : il était en effet convaincu que la servilité de nombreux intellectuels, notamment d'écrivains, vis-à-vis de Staline, leur était littéralement achetée par la publication en U.R.S.S. de leurs ouvrages et les droits d'auteur afférents.

(6) Mougeot était très lié à Alfred GRIOT, dit ROSMER (1877-1964). Ce dernier, syndicaliste révolutionnaire et collaborateur de *La Vie ouvrière* avant-guerre, avait été avec Monatte l'un des inspirateurs du noyau internationaliste en 1914 et s'était lié d'amitié avec Trotsky. Membre du petit bureau de l'I.C. en 1920, il avait été l'un des principaux dirigeants du P.C. jusqu'à son exclusion en 1924, due à sa solidarité avec Trotsky et sa critique de la politique dite de « bolchevisation ». Il avait été l'un des principaux signataires du manifeste de *La Vérité* et l'un des premiers dirigeants de l'Opposition de gauche en France, membre du Bureau international désigné en avril 1930. Cependant, il s'était très vite opposé à Raymond Molinier (ci-dessous, n. 3, p. 90), et s'était alors retiré de la vie politique active devant le refus de Trotsky d'épouser ses griefs. Il restait en contact avec le groupe de la Gauche communiste. Mougeot, qui avait pour lui beaucoup d'amitié, avait été profondément troublé par cette rupture et avait plusieurs fois interrogé à ce sujet Léon Sedov, le fils aîné de Trotsky.

(7) Cette correspondance — mentionnée à plusieurs reprises par Trotsky — ne se trouve pas dans les archives de Rosmer. Elle a vraisemblablement été saisie ou détruite par la Gestapo sous l'occupation. Il reste à espérer que les originaux des lettres de Rosmer et les copies de celles de Trotsky se trouvent dans la partie fermée des archives de Harvard.

# IL FAUT S'EXPLIQUER (1)

(31 juillet 1933)

Cher Camarade Vitte (2),

Puisque nous nous sommes bien rapprochés géographiquement (3), nous pourrions maintenant nous expliquer sur toutes les questions pendantes (4). Sur les modalités de l'entretien, il faudra vous entendre avec le camarade R. (5).

Je vous envoie les thèses sur le « Comintern » et les nouveaux partis (6). J'espère bien que nous serons d'accord sur la nécessité de ce tournant décisif.

---

(1) D 213, Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre à Vitte.

(2) VITTE était depuis plus d'une année le pseudonyme du grec Dimitri YOTOPOULOS (1901-1965). Militant des jeunesses communistes à Athènes, il avait rejoint en 1921 l'Union communiste qui devait être appelée plus tard *Archimarkxisti Organosi*, organisation archéiomarxiste, du fait qu'elle publiait une revue intitulée *Les Archives du marxisme*. Il en était devenu le principal dirigeant dès 1924. Après deux rencontres avec Trotsky à Prinkipo, il avait fait adhérer son organisation à l'Opposition de gauche internationale, et, sur proposition de Trotsky, était devenu le secrétaire permanent du S.I. en juin 1932.

(3) Vitte avait résidé, avec le S.I., à Berlin, en 1932 et, depuis le début de 1933, il était à Paris.

(4) Il y avait, semble-t-il, beaucoup de « questions pendantes » entre Trotsky et Vitte. Trotsky avait critiqué son esprit de conciliation vis-à-vis de Roman Well, membre du S.I. comme lui, passé au stalinisme au début de 1933 ; il n'avait pas apprécié non plus son absence lors de la conférence improvisée à Copenhague en décembre 1932, alors que Vitte avait été ulcéré qu'il n'y ait pas d'argent au S.I. pour financer son propre voyage. Il semble bien en outre que, depuis l'installation du S.I. à Paris, Trotsky tenait Vitte pour responsable des carences de l'organisme international. Enfin Vitte niait l'existence d'une « question macédonienne » en tant que question nationale.

(5) Raymond Molinier, qui avait accompagné Trotsky de Cassis à Saint-Palais, avait la responsabilité d'organiser les visites dans une résidence qui devait rester secrète, ce qui impliquait le respect de règles strictes de clandestinité.

(6) Cf. L. TROTSKY, *Œuvres, mars-juillet 1933, pp. 251-260.*

# INVITATION (1)

(31 juillet 1933)

Cher Camarade Blasco (2),

Je n'ai pas répondu à votre lettre à cause des circonstances que vous avez connues. Maintenant, j'espère bien dans l'avenir le plus proche causer avec vous. Vous vous concerterez là-dessus avec le camarade R(aymond) (3).

Je vous transmets les thèses sur la nécessité de rompre avec le « Comintern » (4). Autant que je sois informé sur votre point de vue, j'espère qu'il n'y aura pas de divergence entre nous.

---

(1) D 212, Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre à Blasco.

(2) Cf. ci-dessus, n. 6, p. 52.

(3) Il s'agit de Raymond Molinier (ci-dessus, n. 5, p. 57).

(4) Cf. L. TROTSKY, *Œuvres, mars-juillet 1933, loc. cit.*

# L'ACTION DANS LA SOCIAL-DEMOCRATIE (1)

(été 1933)

Cher Ami,

Un grand merci pour votre lettre du 23 juin. En toute hâte : Henri (2) est en train de prendre la route.

Je me limite à une seule question : pensez-vous que [...] (3) ait raison, à savoir que, dans les conditions données, l'unique possibilité d'exister sur le plan politique réside dans le travail de fraction à l'intérieur de la social-démocratie, au moins l'allemande ? Les faits que vous me communiquez, les extraits de lettres, etc., parlent avec éloquence en faveur de cette conclusion. Il faut répondre à cette question hors de tout préjugé, sur la base d'une réflexion politique sereine. Bien entendu, pour manœuvrer, il nous faudra de bons cadres. Mais, sous les coups, nous gagnerons moins de cadres que nous n'en perdrons. Ne vaut-il pas mieux avoir une opposition sympathisante à l'intérieur de la social-démocratie ? Etudier calmement et sérieusement !

Le pauvre Lenorovič (4)... Espérons qu'il tient de nouveau sur ses jambes. Peut-être a-t-il besoin d'un peu d'argent ? Transmettez-lui mes amitiés cordiales !

---

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à Jan Frankel.

(2) Henri Molinier (cf. n. 2, p. 169)

(3) Indéchiffrable dans l'original.

(4) Trotsky commence à se poser des questions concrètes sur la nécessité d'un travail à l'intérieur de la social-démocratie en général, après ses premières conclusions à partir de la situation autrichienne.

(5) Hynek LENOROVÍČ (1897-1942 ?), originaire de Bratislava, avait été l'un des fondateurs du mouvement communiste en Slovaquie ; grand orateur, personnalité attachante, il avait été très tôt en contact avec l'Opposition de gauche russe, vers 1925, et était l'un des dirigeants trotskystes en Tchécoslovaquie. Il était tuberculeux et c'était au sanatorium de Merano en Italie, en 1923, qu'il avait rencontré et gagné au communisme deux tout jeunes gens qui allaient devenir eux aussi des cadres du mouvement de l'Opposition de gauche, Jan Frankel et Jiří Kopp.

# MEME LA CALOMNIE DEVRAIT AVOIR UN SENS (1)

(5 août 1933)

Les staliniens répètent à toute occasion que les bolcheviks-léninistes, qu'ils appellent « trotskystes », travaillent en faveur d'une intervention militaire en U.R.S.S. Une absurdité honteuse de ce genre est calculée de façon à abuser des gens mal informés. L'homme courageux, l'homme honnête doit inévitablement se dire : « Il est impossible qu'il s'agisse d'une pure invention. Il doit y avoir là-dedans quelque vérité. » Et malheureusement il ne manque pas dans le monde de gens courageux de cette sorte.

Comment doit-on comprendre l'aide que les « trotskystes » apporteraient à une intervention ? Cela veut-il dire que les bolcheviks-léninistes sont du côté de l'impérialisme dans sa lutte contre l'U.R.S.S., c'est-à-dire qu'ils ont matériellement et politiquement intérêt à renverser l'Etat ouvrier avec l'aide des forces militaires de la bourgeoisie impérialiste ? Il en est qui vont jusqu'à faire de telles affirmations. Dans la majorité des cas, ce sont de médiocres carriéristes qui s'intéressent peu à l'intervention, à la révolution, au marxisme en général, aux idées ; ils servent simplement le maître du moment et le trahiront inévitablement au moment du danger.

Au fond, ces *udarniki* (2) de la calomnie continuent la tradition de ces réactionnaires qui, à partir de 1914 et surtout en 1917, allaient répétant que Lénine et Trotsky étaient des agents de l'état-major allemand. Après quinze ou vingt ans — au cours desquels se sont produits des événements comme la révolution russe, la guerre civile, la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale et la lutte intransigeante des bolcheviks-léninistes pour le drapeau de Marx

---

(1) T 3576. *The Militant*, 16 septembre 1933. Signé « G. G. ».

(2) Le terme russe d'*udarnik* désigne un « travailleur de choc ».

et de Lénine contre la bureaucratie dégénérée — les staliniens ont sorti de la boue l'accusation fabriquée autrefois par l'espionnage militariste, les Miljukov, Bourtsev et Kerensky (3).

D'autres bureaucrates parmi les plus prudents ne se hasar- dent pas à poser la question dans l'esprit du contre-espionnage britannique et tsariste. Ils ajoutent cette intelligente remarque : les trotskystes, disent-ils, aident *objectivement* la contre-révolution et l'intervention. Une telle formule, qui prétend à l'objectivité, est en réalité vide de sens. Toute erreur du parti révolutionnaire aide l'ennemi, directement ou indirectement. Mais toute la question réside précisément en ceci : *de quel côté est l'erreur ?* Les bolcheviks-léninistes ont démontré — et les événements ont justi- fié nos arguments — que la politique de la bureaucratie stali- nienne a aidé la bourgeoisie et l'impérialisme étranger contre les ouvriers en Chine ; qu'elle a aidé les réformistes britanniques contre le communisme ; qu'en U.R.S.S. elle a aidé, et continue à aider, les thermidoriens et les bonapartistes (4) contre la révolu- tion d'Octobre ; finalement, qu'elle a aidé Hitler contre le prolé- tariat en Allemagne. Est-ce vrai ou non ? C'est la question déci- sive.

Il est vrai que notre critique ne contribue pas à grandir l'auto- rité de la fraction stalinienne ; mais peut-on mettre sur le même plan le prestige de la bureaucratie et les intérêts vitaux du prolé- tariat mondial ? La bureaucratie stalinienne qui a en abondance à sa disposition les services de publications, journaux, « théoriciens », journalistes, n'a même pas tenté de réfuter notre critique. Il est réellement ahurissant que le Comintern n'ait pas un livre qui tire

---

(3) Pavel MILJUKOV (1859-1943) était le chef du parti bourgeois russe des « cadets » (K.D. = constitutionnels démocrates), ministre des affaires étrangères du gouvernement provisoire de mars à mai 1917 et grand adversaire des bolche- viks. Vladimir BOURTSEV (1862-1942) s'était rendu célèbre en démasquant une cen- taine d'agents provocateurs infiltrés dans le parti s.r. Anti-bolchevik, il avait émigré après 1917. Alexandre KERENSKY (1882-1970), membre du parti s.r., était le chef du gouvernement provisoire renversé par les bolcheviks en octobre 1917.

(4) Thermidor était, dans le calendrier révolutionnaire, le nom du mois de 1794 où Robespierre avait été renversé. La bourgeoisie « thermidorienne » ouvrait ainsi, sur la base du maintien des conquêtes économiques et sociales réalisées jusque-là par sa classe, une période de réaction politique. D'où l'analogie faite par Trotsky avec les bureaucrates. Sur la base des analyses de Marx, Trotsky considé- rait le bonapartisme comme l'une des formes revêtues par l'Etat en période de crise : appuyé sur un appareil militaro-policier, il cherche à donner le sentiment qu'il est un arbitre, au-dessus des classes, incarnant l'intérêt général, mais défen- dant en réalité la classe dominante. Le « bonapartisme soviétique » incarné par Staline était le point géométrique des fractions de la bureaucratie, dirigé contre les masses ouvrières et paysannes.

les leçons des événements allemands de 1923 (5), de l'insurrection bulgare (6) et de toute une série d'événements de moindre portée. Après le misérable rapport de Heckert (7), ils ont tracé une croix sur l'étude et l'analyse des causes de la victoire du fascisme allemand. En qualifiant notre critique de contre-révolutionnaire, la bureaucratie stalinienne ne fait que signifier ainsi que nous attaquons le principe de son infaillibilité. Ce principe n'a pas à être démontré : quiconque le met en doute est exclu de l'organisation et emprisonné en U.R.S.S. ; la famille du criminel est privée de logement et de pain.

Mais l'Opposition a-t-elle ou non raison dans sa critique ? Qu'a donc à faire avec cela l'*intervention* militaire ? Cependant, dans leur chasse à des arguments toujours plus forts pour justifier ces mesures d'extermination physique des léninistes, les staliniens avanceront de plus en plus souvent et avec toujours plus d'obstination l'argument de l'intervention. Leur raisonnement est en gros construit de la façon suivante : les « trotskystes » disent que le socialisme dans un seul pays est impossible ; que les koulaks (8) ne sont pas détruits en U.R.S.S. ; que la social-démocratie n'est pas le fascisme ; par conséquent... les trotskystes poussent dans la

---

(5) La crise révolutionnaire, ouverte en Allemagne en 1923 par l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges et l'inflation galopante déclenchée peu après, n'avait été perçue que tardivement par la direction du K.P.D. de l'époque — Brandler et Thalheimer —, en fait à partir du moment où Trotsky avait saisi de la question, au mois d'août, les organes dirigeants du parti russe. La décision de passer à la préparation d'une insurrection pour le mois d'octobre devait finalement être rapportée. (Cf. P. BROUE : *Révolution en Allemagne 1918-1923*.)

(6) Après le renversement, par un coup d'Etat militaire de droite, du gouvernement du leader paysan de Bulgarie, Stambulisky, le parti communiste bulgare tenta, en septembre, de rétablir la situation par un putsch qui fut noyé dans le sang.

(7) Fritz HECKERT (1884-1936), ouvrier maçon, était un vieux spartakiste qui avait été promu en 1928 à l'exécutif et au présidium de l'I.C.. Il fut grièvement blessé par les S.A. en 1931. Il avait présenté à la réunion du présidium du 1<sup>er</sup> avril 1933 un rapport sur la situation allemande, dans lequel il affirmait entre autres : « Les événements d'Allemagne ne constituent pas une stabilisation du capitalisme, mais les convulsions de son agonie... Tout ce qui est arrivé en Allemagne a pleinement confirmé la justesse du pronostic du camarade Staline. Hitler ne repousse pas l'aide de la social-démocratie... Trotsky absout les social-démocrates de la responsabilité de l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Les faits ont brutalement révélé l'idée réellement contre-révolutionnaire de la « plate-forme » de Trotsky, le social-hitlérien, qui voulait prouver que fascisme et social-démocratie ne sont pas jumeaux mais antipodes, etc. » (Robert BLACK, *Fascism in Germany*, *op. cit.* p. 1030).

(8) C'est en 1924 que Staline formula pour la première fois la théorie sur la possibilité de la construction du socialisme dans un seul pays, qui devait ultérieurement servir de justification à l'abandon de la perspective de révolution mondiale et à la subordination des P.C. aux intérêts de la diplomatie de l'U.R.S.S. Les koulaks sont en Russie les paysans aisés, qui s'étaient développés pendant la période de la Nep entre 1921 et 1928. Les trotskystes avaient combattu et la théorie du « socialisme dans un seul pays », et les concessions aux koulaks.

voie de l'intervention. Cette conclusion ne découle absolument pas des prémisses. Il n'est pas besoin de beaucoup réfléchir pour se convaincre que la conclusion même est en contradiction avec les prémisses. Les staliniens eux-mêmes ont répété, à de nombreuses occasions, que ce sont précisément les succès de la construction du socialisme en U.R.S.S. qui aiguisent la haine des impérialistes contre l'U.R.S.S. et rapprochent ainsi le danger d'intervention. Mais ne sont-ce pas les bolcheviks-léninistes qui disent que les succès réels sont loin d'être aussi grands que l'affirme la fraction stalinienne ? Comment leur critique pourrait-elle donc pousser la bourgeoisie dans la voie de l'intervention ? Qu'on nous l'explique !

Quiconque n'est pas totalement ignorant admettra que l'hostilité de la bourgeoisie mondiale provient de la crainte de l'extension de la révolution prolétarienne à d'autres pays. En tout cas, ce danger affecte plus immédiatement la bourgeoisie mondiale que la « liquidation » des classes en U.R.S.S. Les bolcheviks-léninistes, comme on sait, accusent la bureaucratie stalinienne d'avoir renoncé en pratique à la politique de révolution mondiale. Que ce soit fondamentalement vrai ou faux, en tout cas cela devrait diminuer et non accroître le danger d'intervention. En vérité, on pourrait fournir des dizaines et des centaines de preuves pour montrer que la bourgeoisie estime que la politique du « socialisme dans un seul pays » est infiniment plus réaliste, plus intelligente, plus « nationale » que la politique du « trotskysme », c'est-à-dire de la révolution prolétarienne internationale. La critique de l'Opposition de gauche ne peut que renforcer la position diplomatique du stalinisme. Un bourgeois sérieux, Campbell (9), a démontré la nécessité de la reconnaissance de l'Union soviétique en se référant à la remarque de Staline selon laquelle le cours vers la révolution internationale avait été liquidé avec l'expulsion de Trotsky. Il est vrai que Staline a démenti. Admettons que cela fut dit à Campbell non par Staline lui-même, mais par l'un de ses collaborateurs ; admettons même que Campbell, pour faire la plus grande impression, ait lui-même placé cet argument dans la bouche de Staline. Au fond, cela ne change pas l'affaire d'un iota. Campbell considère comme positif de la part de Staline ce que l'Opposition tient pour négatif, et le bourgeois américain, de son point de vue, a raison.

---

(9) Thomas CAMPBELL (1882-1966), un américain originaire du Montana et spécialiste de la mécanisation de l'agriculture, avait servi en U.R.S.S. comme conseiller technique, et reproduit dans un livre paru en 1932, *Russia : Market or Menace ?* des propos qu'il prêtait à Staline, mais que ce dernier devait démentir, après que Trotsky les eût soulignés.

En tout cas, le fait d'accuser la bureaucratie stalinienne d'être nationalement limitée n'empêche pas, mais au contraire lui facilite, des relations « normales » et même « amicales » avec les Etats bourgeois. Que devient alors le prêche sur l'intervention ? On peut dire pourtant que nous n'expliquons pas exactement la base de l'argumentation stalinienne. Prenons leur presse officielle. Nous avons en mains le dernier numéro de *L'Humanité* (2 août). Surmontons notre répugnance naturelle pour la calomnie et vérifions les arguments des fonctionnaires de *L'Humanité*. Là, à titre d'exemple de la contre-révolution « trotskyste », ils citent les paroles de Simone Weil (10) : « La diplomatie de l'Etat russe devrait nous inspirer de la méfiance en cas de guerre comme en cas de paix, exactement comme la diplomatie des Etats capitalistes, sinon au même degré. » Plus loin, on cite les propos d'un prétendu trotskyste, Prader (11) : « Le pouvoir qui domine en U.R.S.S. n'a rien de commun — malgré ses mensonges — avec la révolution d'Octobre ». Prenant appui sur ces deux citations, dont nous ne pouvons garantir l'authenticité, les rédacteurs écrivent : « C'est là mot pour mot ce qui paraît dans la presse des autres Russes blancs ou contre-révolutionnaires français, dans le *Vorojdenie* du général Miller (12), dans le *Poslednjie Novosti*, et dans *Le Populaire* de Blum-Rosenfeld » (13).

Ainsi les Russes blancs accusent la diplomatie soviétique d'être tombée au niveau de la diplomatie bourgeoise ou d'avoir trahi l'héritage de la révolution d'Octobre ? Peut-on imaginer plus stupide et plus ridicule ? Et pour bien montrer ce qu'il est réellement, le malheureux fonctionnaire essaie de faire plus que son possible : « les accusations des deux camps coïncident mot pour mot ».

---

(10) Simone WEIL (1909-1943), professeur de philosophie, avait sympathisé quelque temps avec la section française, puis avec la Gauche communiste, et collaborait à cette époque à la revue de Pierre MONATTE, *La Révolution prolétarienne*. Elle devait rencontrer Trotsky prochainement.

(11) Edouard LABIN, dit Jean PRADER (né en 1910), militant des J.C. exclu en octobre 1930, avait rejoint la section française avec laquelle il avait rompu dès mars 1931 ; il avait été membre de la Gauche communiste pendant quelque temps.

(12) Le général Eugène MILLER (1867-1937 ?), ancien commandant d'une armée blanche dans la guerre civile, était l'une des personnalités les plus influentes de l'émigration blanche à Paris.

(13) *Le Populaire* était le quotidien de la S.F.I.O. Léon BLUM (1872-1950) était son directeur politique et le maître à penser du parti depuis la scission du congrès de Tours. Oreste ROSENFELD (1891-1964), né à Astrakhan, avait été militant du parti social-démocrate russe dès 1905. Menchevik, il était venu en France en 1917 avec une mission du Gouvernement provisoire, y était resté après la révolution d'Octobre et s'y était engagé dans l'armée française. Rédacteur de politique étrangère au *Populaire*, il en était devenu le rédacteur en chef en 1932.

En réalité, la presse des Gardes-blancs essaie de toutes ses forces de prouver aux gouvernements bourgeois que la bureaucratie stalinienne continue l'œuvre criminelle de la révolution d'Octobre, qu'elle ne se limite pas à des buts nationaux, mais aspire comme auparavant à la révolution mondiale, et que c'est pour cela que la conclusion d'un pacte de non-agression franco-soviétique ou la reconnaissance des Soviets par l'Espagne sont des erreurs fatales. En d'autres termes, la presse réactionnaire russe et mondiale essaie de démontrer que la diplomatie soviétique n'est pas « européenne », c'est-à-dire qu'elle n'est pas « embourgeoisée » ; et elle voit dans ce refus de l'embourgeoisement une base d'intervention : il y a au moins quelque logique là-dedans. Mais les staliniens n'ont rien, que des absurdités. Les Blancs portent aux Soviets une haine véhémement, et c'est précisément pour cette raison qu'ils cherchent des arguments ayant un sens politique. C'est tout à fait différent quand un fonctionnaire stipendié défend une cause qui lui est tout à fait étrangère : il fourre dans le même sac toutes les absurdités qui germent dans sa pauvre tête.

Le fonctionnaire reçoit sa tâche du jour : lier Trotsky aux émigrés blancs afin de justifier par là la répression contre Rakovsky et des milliers de bolcheviks irréprochables. Comment agit alors ce fonctionnaire indifférent ? Il ne se lance assurément pas dans une polémique contre Trotsky et ses camarades ; une telle polémique ne promet rien de bon. Il ne dispose ni de faits, ni d'arguments : où les trouverait-il ? Le fonctionnaire trouve deux citations isolées qui n'ont aucun rapport avec Trotsky et il se creuse les méninges pour les identifier aux points de vue des Gardes-blancs qui leur sont totalement opposés dans l'esprit comme dans la lettre. Et pour donner la preuve de son zèle, il ajoute « mot pour mot ». En calomniant, il ne se soucie pas de donner à sa calomnie même une apparence de signification. Rien d'étonnant si les ouvriers avancés tournent de plus en plus le dos aux fonctionnaires malhonnêtes, ignorants et traîtres.

# IL FAUT TOURNER SUR LA QUESTION DE L'INTERNATIONALE... (1)

(7 août 1933)

Le mouvement ouvrier mondial tout entier est arrivé à un point crucial. Les anciennes puissantes organisations du prolétariat sont détruites. Il est absolument évident que ce tournant historique objectif ne peut pas ne pas avoir d'influence sur la politique de l'Opposition de gauche. Il ne s'agit pas, bien entendu, de nos principes programmatiques et stratégiques, qui demeurent inébranlables, mais de nos méthodes d'organisation et de tactique, et, en premier lieu, de notre attitude vis-à-vis du Comintern.

Notre situation en tant que « fraction » exclue du Comintern ne pouvait se prolonger éternellement. Nous nous en sommes toujours rendu compte clairement. Ou bien un changement de politique et de régime du Comintern devait nous ouvrir la possibilité de rentrer dans les rangs de ses sections nationales, ou, au contraire, la dégénérescence ultérieure du Comintern devait nous poser la tâche de créer de nouveaux partis et une nouvelle Internationale.

Nous avons toujours posé cette question en fonction des grands événements historiques qui devaient soumettre le Comintern stalinien à un examen historique. Nous avons plus d'une fois cité dans nos écrits comme événements possibles de ce genre : une nouvelle guerre internationale dans laquelle se manifesterait fermeté et combativité du Comintern, une tentative de contre-révolution en URSS, une tentative ouverte du fascisme de s'emparer du pouvoir en Allemagne (2), etc. Bien entendu, personne ne

---

(1) T 3577, V 47. Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre au S.I. Ce texte est capital, car Trotsky s'engage à fond pour entraîner le S.I. et les sections dans la voie de la nouvelle Internationale.

(2) Le texte de la résolution adoptée à la préconférence de l'Opposition de gauche internationale de février 1933, qui avait été rédigé par Trotsky en personne en décembre 1932, précisait encore que deux événements pouvaient entraîner la mort de l'Internationale communiste : « l'effondrement de l'Etat soviétique » et « la victoire du fascisme en Allemagne et l'écrasement du prolétariat allemand ».

pouvait prévoir lequel de ces événements se produirait d'abord, quelle serait l'ampleur de la faillite de telle ou telle section, l'influence que cette faillite exercerait sur les autres sections et le Comintern dans son ensemble, etc. Voilà pourquoi notre pronostic ne pouvait avoir qu'un caractère conditionnel, facultatif, non catégorique.

On ne peut assurément pas douter que, si la contre-révolution réussissait à renverser le pouvoir soviétique, la bureaucratie stalinienne se désagrégerait dans le monde entier en vingt-quatre heures. Heureusement c'est encore loin. La force de résistance du régime soviétique est considérable en dépit de la funeste politique de la bureaucratie stalinienne. Et, aujourd'hui comme hier, ce serait un crime que de renoncer par avance à l'espoir que le régime soviétique se maintiendra, malgré toutes les difficultés, jusqu'au commencement de la révolution prolétarienne en Occident. En tout cas, c'est dans cette perspective que nous devons, comme auparavant, diriger tous nos efforts.

La marche des événements s'est présentée de telle façon que le Comintern a subi l'épreuve décisive, non pas dans la question de l'Union soviétique ou celle de la guerre, mais dans celle de sa propre capacité à résister au fascisme. Cet examen a eu lieu en Allemagne, dans le pays au prolétariat le plus nombreux et au parti communiste le plus fort. On ne pouvait pas douter d'avance que le résultat de cet examen aurait une importance *décisive* — pas seulement d'ailleurs pour le parti communiste allemand, mais pour le Comintern dans son ensemble — car, premièrement, le parti communiste allemand agissait sous la direction immédiate du Comintern, et, deuxièmement, le danger fasciste a un caractère international, et, par conséquent, le sort des autres sections, comme celui du Comintern dans son ensemble, dépend directement des déductions qu'elles sont capables de tirer de la leçon allemande.

Au premier moment, nos camarades allemands se sont opposés au lancement du mot d'ordre d'un nouveau parti (3). Mais déjà, très vite, la situation intérieure du parti officiel, son attitude à l'égard de la catastrophe, ses mots d'ordre politiques, son régime interne, ont montré que, malgré le dévouement révolutionnaire de nombre de fonctionnaires subalternes, le parti va à une

---

(3) Une conférence de l'Opposition de gauche allemande réunie dans la clandestinité à Leipzig au début de mars 1933, avait, à l'initiative de Bauer, repoussé à une énorme majorité la proposition d'un « tournant vers un nouveau parti en Allemagne ».

catastrophe complète, inévitable et définitive, car, ainsi que le démontre l'exemple de l'Italie, les conditions du travail illégal châtient impitoyablement et relativement vite une politique fausse.

Ayant reconnu la nécessité et l'opportunité du mot d'ordre du nouveau parti en Allemagne, notre section allemande, en la personne du camarade Bauer, a posé la première la question de la révision de notre attitude vis-à-vis du Comintern dans son ensemble (4). Et la voix du camarade Bauer n'a pas été isolée. A partir du moment où le présidium du Comintern a répondu à la catastrophe allemande par la honteuse résolution du 5 avril et par le congrès de mascarade de Münzenberg-Barbusse (5), dans beaucoup de sections, sinon dans toutes, les camarades ont commencé avec toujours plus de décision à poser la question de la nécessité de réviser notre attitude vis-à-vis du Comintern dans son ensemble. Le sort du parti stalinien en Autriche et en Bulgarie a naturellement enlevé de l'ordre du jour la question de la « réforme » de ces partis (6). Certains camarades ont estimé que le parti communiste suisse allait disparaître de la scène avec le parti communiste alle-

---

(4) Après une discussion longue et confuse menée dans des conditions difficiles, Bauer, dirigeant de la section allemande, avait révisé sa position initiale et avait proposé de généraliser le tournant de mars en appelant à la constitution de nouveaux partis communistes dans tous les pays, ainsi que d'une nouvelle Internationale. Il s'était adressé en ce sens au S.I. dans une lettre écrite à Prinkipo et datée du 16 juillet (*La Vérité*, 18 août 1933).

(5) Allusion au « congrès antifasciste » qui s'était finalement tenu à Paris à la salle Pleyel en juin 1933, après avoir été annoncé successivement comme devant se tenir à Prague, puis à Copenhague. Trotsky avait cherché à l'utiliser comme « tribune » pour les idées de l'Opposition de gauche. Mais les délégués appartenant à cette organisation — qui en avait d'ailleurs été exclue d'avance — y avaient été agressés et certains d'entre eux passés à tabac, détenus de longues heures dans le sous-sol de la salle de conférences. Parmi les blessés se trouvait un membre du S.I., l'Italien ALFONSO LEONETTI, dit FEROCI (né en 1895), ancien compagnon de Gramsci à l'*Ordine Nuovo*, ancien dirigeant du P.C.I. et membre de l'Opposition des « trois » dans le P.C.I., puis de la nouvelle Opposition italienne (N.O.I.), qui avait été éjecté par force de la tribune de presse. L'intervention, faite de sa place, du délégué de la confédération grecque des mutilés et victimes de la guerre, le comédien GEORGES VITSORIS (1899-1954), par ailleurs membre de la direction de l'organisation archéomarxiste grecque, avait provoqué une agression brutale du service d'ordre. Willy Münzenberg (ci-dessus, n. 4, p. 44), le grand propagandiste de l'I.C., était avec Henri Barbusse (ci-dessus, n. 3, p. 55) l'une des principales figures des « congrès internationaux » organisés par l'I.C., à Amsterdam en 1932 contre « la guerre », à Paris, salle Pleyel, en 1933 contre « le fascisme ».

(6) Les mesures d'interdiction d'activité, voire d'interdiction pure et simple, prises contre leurs P.C. respectifs par les gouvernements de Bulgarie et d'Autriche, avaient, selon Trotsky, abouti à la disparition de ces partis.

mand. Le bureau politique de notre section grecque a posé la question de la nécessité de proclamer un parti indépendant (7).

On peut dire avec certitude que la révision de notre attitude vis-à-vis du Comintern est mûre, non seulement objectivement, mais aussi subjectivement. La pierre d'achoppement restait cependant, pour beaucoup de camarades, la question de l'U.R.S.S. Puisque, dans toute notre propagande vers l'extérieur, nous avons lié étroitement le sort du Comintern à celui de l'U.R.S.S., nos adversaires peuvent tenter d'interpréter notre rupture organisationnelle avec le Comintern comme une sorte de rupture avec l'Etat soviétique. J'ai dit plus haut pourquoi une telle interprétation est radicalement fautive. Le fait est que l'Etat soviétique, en dépit de toutes ses perversions bureaucratiques et d'une politique économique fautive, demeure même aujourd'hui l'Etat de la socialisation de la terre, des fabriques, des usines et de la collectivisation de l'économie paysanne. En même temps, le Comintern a perdu toute force révolutionnaire et a manifesté qu'il était totalement incapable de se régénérer. Ce n'est pas l'effondrement de l'Etat soviétique qui a entraîné avec lui le Comintern, mais, au contraire, c'est l'effondrement du Comintern qui risque d'entraîner avec lui l'Etat soviétique. Ainsi, la création de nouveaux partis communistes et d'une nouvelle Internationale communiste devient toujours plus pressante non seulement du point de vue des tâches révolutionnaires du prolétariat dans les pays capitalistes, mais aussi du point de vue du salut, de la conservation et de la régénération de l'U.R.S.S. Cette manière de poser la question n'est pas une construction artificielle de l'esprit : elle découle de la succession réelle des événements, laquelle ne coïncide jamais réellement et ne peut coïncider avec les pronostics théoriques.

Plus vite nos sections examineront la question dans toute son ampleur, avec plus de décision elles proclameront la nécessité de rompre avec la bureaucratie du Comintern, plus largement nous pourrons développer notre travail. Les conséquences d'une grande catastrophe se développent très vite, mettent en avant des questions nouvelles et exigent pour elles des réponses claires. Cela concerne avant tout le développement des organisations socialistes de gauche. Elles aussi sont sous la pression des récents événements et sous la pression des masses qui les poussent sur la voie de leur auto-détermination politique. Nous pouvons prendre une grande

---

(7) L'organisation archéomarxiste grecque, section de l'Opposition de gauche internationale, avait pris cette position en l'absence de son principal dirigeant, Yotopoulos.

place dans ce processus, aider les organisations socialistes de gauche à se mettre sur des rails véritablement bolcheviques.

Le 27 août se réunira à Paris une conférence des organisations socialistes de gauche, dans laquelle notre voix doit également se faire entendre (8). Ce serait du sectarisme réactionnaire et sans espoir que d'exiger de ces organisations qu'elles se déclarent fraction du Comintern stalinien en perdition. Une telle manière de poser la question ne ferait que donner aux chefs les plus conservateurs de ces organisations la possibilité de nous discréditer, aux yeux de leurs adhérents, comme des sectaires sans espoir. Notre politique doit avoir un tout autre caractère. Conformément à toute la situation, nous devons déclarer que la divergence concernant le Comintern est maintenant liquidée. La nécessité d'une nouvelle organisation est absolument évidente. Nous sommes tout à fait prêts à collaborer en camarades et même à nous unifier avec toutes ces organisations et groupes qui veulent réellement construire une Internationale sur les bases de Marx et de Lénine. Balayant ainsi des divergences surannées, nous pourrions mettre en discussion devant les organisations socialistes de gauche les principes de l'Opposition de gauche dans toute leur ampleur. Et, sans aucun doute, cela nous permettra de faire un grand pas en avant.

Etant donné la responsabilité exceptionnelle qu'impliquent les décisions à prendre, le secrétariat estime indispensable de convoquer dans le plus bref délai possible le plénum qui devra élaborer en particulier les instructions pour la conduite de notre délégation à la conférence des organisations socialistes de gauche et communistes. Evidemment, les instructions du plénum n'auront qu'un caractère préliminaire, tant que l'ensemble de notre organisation internationale n'aura pas encore eu le temps de se prononcer dans ce délai. La décision définitive sur la nouvelle orientation devra être prise par notre conférence.

---

(8) C'est la deuxième allusion de Trotsky à cette conférence. Déjà, dans sa lettre au S.I. du 16 juillet, écrite à Prinkipo, Bauer s'était prononcé pour la participation de l'Opposition de gauche internationale. On peut supposer que la question avait été abordée au moins dans les conversations engagées à Paris, dès le mois de mai, entre dirigeants du S.A.P. et de l'Opposition de gauche.

# REMARQUES SUR LES THESES DE LA LIGUE FRANÇAISE (1)

(8 août 1933)

Chers Camarades,

Je veux vous présenter quelques remarques sur la première partie de vos thèses en vue de la prochaine conférence nationale.

Les thèses (2) assignent comme tâche à la Ligue française la « direction communiste du prolétariat » au début du premier paragraphe, et la dernière phrase du dernier paragraphe de la même partie affirme que c'est sur la Ligue que reposent « de lourdes responsabilités dans l'organisation du grand parti... du prolétariat ». C'est la voie du nouveau parti, mais, entre ces deux affirmations très importantes et tout à fait nettes, on trouve un certain nombre de répétitions de la formule de la réforme. Cela signifie que, sur ce point essentiel, les thèses sont contradictoires : tout en ouvrant la voie à une étape nouvelle de notre développement, elles contiennent encore pas mal de réminiscences d'hier. Je crois que ce sont ces dernières qu'il faut éliminer, avec les explications nécessaires.

La question se pose ainsi : le P.C.F., étant donné les leçons qu'il a tirées de la débâcle allemande, est-il capable de jouer un rôle révolutionnaire face à la menace du fascisme en France ? Ne doit-on pas au contraire tenir pour démontré que le parti stalinien français va paralyser et démoraliser de façon plus misérable encore l'avant-garde prolétarienne en France que la section allemande ne l'a fait en Allemagne ?

Les thèses disent qu'il ne faut pas « sauter par-dessus » le parti (bas de la deuxième colonne), et c'est juste, mais cela signifie qu'autant que le parti existe et déploie une certaine activité, nous

---

(1) *Bulletin* intérieur de la Ligue, n° 4, septembre 1933. La conférence nationale de la Ligue française devait avoir lieu à la mi-septembre.

(2) Les thèses de la Ligue française présentaient un certain nombre d'ambiguïtés dont les raisons sont évidemment à chercher dans les réticences conscientes ou non au « tournant », lesquelles se manifestaient d'ailleurs beaucoup plus aux marges de l'organisation.

devons toujours en tenir compte et nous orienter dans la pratique également par rapport à cette activité. Cela implique avant tout l'application du front unique dans tous les cas indiqués par les circonstances, mais cela ne nous oblige nullement — après la catastrophe allemande et la réaction du parti français — à reconnaître que ce dernier pourrait être réformé.

Et même si l'on pouvait admettre que le P.C.F. puisse être régénéré, il reste la question majeure de l'Internationale communiste, et pas en tant que somme arithmétique de ses sections nationales. Avons-nous le moindre droit, après l'expérience allemande, d'affirmer qu'il est possible de régénérer cet appareil pétrifié dans ses fautes et ses crimes ? A cette question décisive, puisqu'il ne s'agit pas des sections nationales, vos thèses ne répondent pas.

En ce qui concerne les sections nationales, vos thèses disent que la question du nouveau parti « se pose maintenant en Allemagne », en Autriche et en Bulgarie, mais je crois qu'elle se pose dans des formes différentes et avec une acuité différente dans tous les pays, et que « le point névralgique de cette question, c'est l'Hôtel Lux de Moscou » (3).

Vos thèses condamnent l'idée du nouveau parti communiste telle qu'elle est représentée par les démocrates, les indépendants, etc., parce qu'il ne s'agit ici en fait que de la « social-démocratie de gauche ». « Il ne peut s'agir pour nous que du grand parti nécessaire à la direction révolutionnaire du prolétariat », comme le disent très bien les thèses ; vous condamnez là, et moi avec vous, les tentatives stériles de Souvarine et Cie (4), non à cause du mot d'ordre en lui-même, mais à cause du contenu réformiste de leurs projets.

Je ne crois pas qu'il y ait de divergences de principe ou de méthode entre nous sur cette question. Vous exprimez au fond les mêmes idées. Vous voulez ouvrir la porte aux mêmes nécessités, mais vous faites des concessions à notre passé et au conservatisme inévitable de la pensée politique comme de toute pensée humaine. Mais de pareilles concessions, même si elles ne sont que de pure forme, peuvent devenir très dangereuses au moment où il s'agit de concentrer toutes les forces pour un tournant décisif.

Les changements nécessaires que je propose découlent de ce qui est dit plus haut.

---

(3) L'Hôtel Lux de Moscou était l'endroit où étaient logés les fonctionnaires étrangers et les visiteurs de l'I.C.

(4) Boris LIFCHITZ, dit SOUVARINE (né en 1893), journaliste, dirigeant du P.C. en avait été exclu en 1924 pour s'être solidarisé avec Trotsky. il avait rompu avec ce dernier en 1929 et animait le Cercle communiste démocratique.

# IL N'Y A PAS DE QUESTIONS « RUSSES » (1)

(9 août 1933)

Chers Camarades,

Vous avez publié sous forme de brochure mon discours de Copenhague sur la révolution russe (2). Je ne puis bien entendu que me réjouir que vous ayez rendu mon discours accessible aux ouvriers britanniques. La préface de James Maxton (3) recommande cette brochure chaleureusement aux lecteurs socialistes. Je ne peux que vous remercier pour cette recommandation.

La préface contient cependant une idée à laquelle je suis obligé de faire objection. Maxton refuse par avance d'examiner le fond des désaccords qui nous séparent, moi et mes camarades, de la fraction dirigeante en U.R.S.S. « C'est là une affaire », dit-il, « de laquelle les socialistes russes sont seuls à trancher ».

---

(1) T 3578-79. Titre primitif : « Lettre à l'I.L.P. », *The New Leader*, 25 août 1933. *The New Leader* était l'organe de l'I.L.P. Ce dernier parti s'était désaffilié en 1932 du Labour Party et s'orientait « à gauche » avec beaucoup de confusion cependant. Trotsky cherchait le contact avec lui.

(2) Invité par les étudiants social-démocrates du Danemark à prononcer à Copenhague une conférence pour le 15<sup>e</sup> anniversaire de la révolution russe, Trotsky avait obtenu l'autorisation de quitter la Turquie le 14 septembre 1932 et séjourna trois mois en Europe occidentale. Son séjour de Copenhague lui avait donné l'occasion de rencontrer la plupart des responsables des sections européennes. Le fait que l'I.L.P. ait publié en brochure le discours de Copenhague pouvait passer pour plus qu'un geste courtois, une affirmation de sympathie politique. Mais peut-être ce geste reflétait-il surtout le désir de certains dirigeants de l'I.L.P. de se protéger par des arguments « trotskystes » et le prestige du révolutionnaire russe contre l'influence grandissante des stalinien dans leurs propres rangs.

(3) James MAXTON (1885-1946) avait adhéré à l'I.L.P. en 1905 et avait été élu à son comité national en 1912. Il avait été emprisonné pendant la guerre pour son activité pacifiste et avait été élu député de Glasgow en 1922. Il avait été, avec le dirigeant des mineurs A.-J. Cook, l'animateur de la gauche de l'I.L.P. qu'il avait présidé de 1926 à 1931. Il en était toujours l'une des principales personnalités.

Ces quelques mots nient totalement le caractère international du socialisme en tant que doctrine scientifique et mouvement révolutionnaire. Si les socialistes (communistes) d'un seul pays sont incapables, incompetents, et par conséquent n'ont aucun droit de trancher des questions vitales de la lutte des socialistes (communistes) dans les autres pays, l'Internationale prolétarienne perd tous ses droits et possibilités d'existence.

Je me permettrai en outre d'affirmer que, tout en s'abstenant formellement de juger la lutte qui sépare les bolcheviks russes, Maxton, sans le souhaiter peut-être, s'est néanmoins exprimé sous une forme voilée sur l'essence même de la discussion et, en fait, en faveur de la fraction stalinienne, puisque notre lutte contre elle porte précisément sur la question de savoir si le socialisme est une affaire nationale ou internationale. En admettant la possibilité d'une solution théorique et pratique des problèmes du socialisme dans des limites nationales, Maxton admet la justesse du point de vue de la fraction stalinienne qui se fonde elle-même sur la théorie du « socialisme dans un seul pays ».

En réalité, les discussions entre bolcheviks russes ne sont pas seulement des discussions russes, de même que les conflits entre le Labour Party, l'Independent Labour Party et le parti communiste de Grande-Bretagne ne sont pas seulement des conflits britanniques. L'affaire concerne non seulement le destin de l'Internationale communiste actuelle, mais celui de l'Internationale prolétarienne en général.

Le groupement des forces, pas seulement en U.R.S.S. mais bien au-delà de ses frontières, se fait le long de la ligne de clivage entre « socialisme dans un seul pays » et socialisme international. Des sections d'internationalistes authentiques, prenant comme point de départ la théorie de la révolution permanente, existent maintenant dans presque tous les pays du monde. Leur nombre et leur influence grandissent. Je considère que, sur les questions fondamentales de la lutte entre nous et les staliniens, tout membre de l'I.L.P., non seulement peut, mais doit, arriver à une opinion indépendante.

Pour ma part, je suis prêt à aider autant que je le peux, par voie d'imprimé, par écrit ou oralement, tout socialiste britannique, tout ouvrier britannique, dans l'étude des questions controversées de l'Internationale.

Je vous serais très reconnaissant de publier cette lettre dans votre organe.

SUR LA MANIERE  
INADMISSIBLE D'AGIR  
DU CAMARADE NIN \*

(10 août 1933)

\* T 3580. Ce texte a été publié dans L. TROTSKY, *La Révolution espagnole, op. cit.*, pp. 239-248.

Nous signalerons ainsi systématiquement tous les textes accessibles dans des recueils disponibles et qui ne seront pas repris dans cet ouvrage.

# EN VUE DE LA CONFERENCE (1)

(12 août 1933)

Cher Ami,

Je crois qu'il est nécessaire de changer quelque chose dans notre plan pour la conférence de Paris ; bien sûr, d'un point de vue purement technique. Préparer un document programmatique pour cette conférence, renfermant toutes les questions de notre époque, équivaldrait à tirer des cartouches à blanc ; la majorité en prendrait acte sans discussion et passerait à l'ordre du jour. On ne peut guère compter sur une discussion générale de nos tâches fondamentales pendant ces deux jours.

Que faire dans ces conditions ? Je crois que nous devons préparer trois documents distincts : premièrement, une déclaration sur le sens de notre participation à la conférence et les objectifs généraux de ce groupe d'organisations. Cette déclaration comportera de cinq à six pages dactylographiées et sera très utile pour la définition de notre attitude vis-à-vis des organisations socialistes de gauche (2). Puisque l'ordre du jour de la conférence comprend la lutte contre la guerre et la lutte contre le fascisme, nous devons préparer une résolution sur chacune de ces deux questions. Il peut très bien y avoir une tendance à traiter ces deux questions d'un point de vue purement « pratique ». Au contraire, le projet que je suis en train de préparer lie les questions du fascisme et de la guerre à toute la perspective de la lutte pour la nouvelle Internationale. Sous cette forme, personne ne pourra se dérober.

---

(1) T 3582. Bibliothèque du Collège de Harvard. Il s'agit vraisemblablement d'une lettre à Jan Frankel, au sujet de la conférence des partis socialistes de gauche prévue à Paris les 27 et 28 août.

(2) Trotsky avait déjà consacré en juin un article aux organisations socialistes de gauche (Cf. *Œuvres, mars-juillet 1933*, pp. 209-214).

La question du boycottage antifasciste peut également se poser (3). C'est une question très épineuse. Elle est posée aujourd'hui par les syndicats réformistes ; malheureusement, je n'ai pas suivi tout ce développement. Je n'ai pu disposer des éléments nécessaires et je suis très réticent à proposer quelque chose de précis. J'ai écrit à Bauer à ce sujet, lui proposant d'étudier cette question et de préparer pour nous tous des résumés. J'aimerais pouvoir en disposer plusieurs heures avant la conférence.

Vous soulevez une fois de plus la question du secrétariat ; je crois que la procédure sur laquelle nous nous étions mis d'accord est la meilleure. Si la commission financière dit — et nous pouvions bien nous attendre à ce que ce soit là sa décision — que le secrétariat ne peut assurer aucun permanent, nous ne pouvons que nous incliner devant cette fâcheuse situation. Elle signifie malheureusement qu'il ne sera pas possible pour le moment que le camarade Vitte reste à l'extérieur et participe à notre travail (4). J'en serai désolé et je considérerai pour ma part cette situation comme tout à fait temporaire, c'est-à-dire à changer dès que nous serons un peu plus argentés, et j'espère que ce jour n'est pas trop éloigné. Peut-être faudrait-il inclure cette idée dans la décision du plénum au cas où on supprimerait totalement les permanents.

---

(3) L'idée d'organiser le boycottage de l'Allemagne nazie par les organisations ouvrières jouissait d'une certaine audience et ne pouvait manquer d'être exprimée à la conférence de Paris.

(4) Nouvelle allusion à l'imbroglio de l'affaire du secrétaire permanent du S.I., fonction que Trotsky, à la suggestion de Frankel, avait proposé à Bauer, alors que le poste était, semble-t-il, garni par Blasco. La situation financière très mauvaise du S.I. interdisait désormais l'utilisation d'un permanent appointé. Vitte était-il, dans l'intervalle, devenu ce permanent appointé ? On peut le supposer puisque c'est son retour en Grèce et la fin de sa participation au S.I. que Trotsky envisage dans cette phrase.

*LE TEMPS*  
DU COMITE DES FORGES  
PARLE DU TROTSKYSME \*  
(13 août 1933)

\* T 3583. Ce texte a été publié dans L. TROTSKY, *Le Mouvement communiste en France*, *op. cit.*, pp. 417-418.

# POUR UNE NOUVELLE INTERNATIONALE (1)

(17 août 1933)

## *L'effondrement des deux Internationales*

Malgré la désagrégation manifeste du capitalisme mondial en tant que système économique et social, le mouvement ouvrier mondial traverse actuellement une crise plus profonde qu'au lendemain de la Commune de Paris (2) ou pendant la guerre impérialiste. Deux partis ouvriers du pays le plus industrialisé d'Europe, le parti social-démocrate et le parti communiste, qui avaient derrière eux treize millions d'électeurs, ont capitulé sans combat

---

(1) T 3584. *La Vérité*, 1<sup>er</sup> septembre 1933. Rappelons que l'I.A.G. constituée en avril 1932 à l'initiative de l'I.L.P. britannique, du S.A.P. allemand et de l'O.S.P. de Hollande, du D.N.A. norvégien et du N.S.P.P. polonais, avait tenu, le 6 février 1933, à Paris, une conférence à laquelle avaient également pris part d'autres organisations. Cette conférence avait décidé de convoquer une autre conférence, ouverte à toutes les organisations ouvrières, pour débattre des moyens de lutte contre le fascisme. Sa convocation avait déjà provoqué des différenciations au sein de l'Opposition internationale de « droite », l'I.V.K.O. brandlérienne, car la direction de celle-ci refusait de participer, tandis que certaines de ses organisations nationales décidaient au contraire d'y prendre part. Nous ignorons à quelle date précise l'Opposition de gauche avait décidé d'y prendre part, mais sa préparation se trouvait au centre de tous les entretiens que Trotsky avait eus à Saint-Palais pendant la deuxième semaine d'août. Ce texte de la déclaration faite au nom de l'Opposition avait été rédigé par Trotsky et soumis à deux des alliés potentiels principaux des B.L., le Hollandais Sneevliet du R.S.P., et l'Allemand Walcher, du S.A.P. Trotsky jugeait cette déclaration d'autant plus nécessaire qu'il avait pour objectif d'arriver, avec d'autres organisations participantes, à une déclaration commune, minimale, pour la construction d'une nouvelle Internationale. Le titre primitif de ce texte était « Déclaration de l'Opposition de gauche internationale à la conférence des organisations de la Gauche socialiste et communiste ». Elle fut lue à la tribune du congrès le 26 août par l'Allemand Bauer (Ackerknecht), membre du S.I., qui conduisait la délégation dans laquelle se trouvaient également Naville et Blasco.

(2) La répression contre l'ensemble du mouvement ouvrier au lendemain de la Commune de Paris, organisée par le gouvernement de Thiers, le maintien de l'état de siège, les lois contre la 1<sup>ère</sup> Internationale, la mort, la prison ou l'exil pour des dizaines de milliers de combattants, avaient totalement désorganisé le mouvement politique et syndical de la classe ouvrière, lequel mit une dizaine d'années avant de recommencer prudemment sa construction en France.

devant les bandes fascistes. Deux Internationales ont été mises à l'épreuve et ont démontré leur faillite.

La social-démocratie, dont la faillite est apparue dans la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, a essayé de reconstituer ses rangs après la catastrophe mondiale, empêchant ainsi les ouvriers de passer au communisme et à la III<sup>e</sup> Internationale (3). La défaite de la social-démocratie allemande confirme que le *réformisme* qui a conduit au désastre la II<sup>e</sup> Internationale, ne peut et ne pouvait que conduire les travailleurs à de nouvelles catastrophes. La social-démocratie, qui, jusqu'au bout, s'est cramponnée au terrain du capitalisme pourrissant, s'est trouvée entraînée elle-même dans ce processus de déclin. Elle est passée par toutes les humiliations et toutes les trahisons, a démoralisé complètement ses cadres, renoncé aux tâches historiques du prolétariat et trahi ses intérêts quotidiens. Elle est devenue le principal obstacle à son émancipation dans le camp de la classe ouvrière. Mais l'Internationale communiste, dont le rôle consistait à organiser les forces du prolétariat pour l'assaut révolutionnaire contre la bourgeoisie de tous les pays, et pour la victoire du socialisme, a également failli à cette tâche. Elle est tombée, victime du *centrisme bureaucratique*, qui repose sur la théorie et la pratique du socialisme dans un seul pays ; en un mot, elle sombre, victime d'un système d'erreurs entré dans l'Histoire sous le nom de stalinisme. Au moment où le capitalisme, déchiré par ses contradictions mondiales, mettait la révolution à l'ordre du jour, l'Internationale communiste est devenue un chœur impuissant et docile au compte de la bureaucratie conservatrice et nationalement bornée de l'Union soviétique.

Des milliers de communistes tentent maintenant dans l'Allemagne de Hitler de sauver le parti officiel en continuant son ancienne politique dans des conditions nouvelles. Avec toute notre sympathie révolutionnaire pour ces combattants dévoués, il nous faut leur dire que leurs efforts et leurs sacrifices, mal orientés, se révéleront inutiles. Dans les conditions de la terreur fasciste, la politique stalinienne est vouée à bref délai à un effondrement total. Il faudra construire sur des bases nouvelles un parti révolutionnaire clandestin en Allemagne.

---

(3) Au lendemain de la scission des partis socialistes, qui donna naissance au début des années vingt aux partis communistes, les partis social-démocrates reconstitués ou maintenus avaient réussi en Europe à conserver ou à regagner la première place.

Après que le déroulement vivant des événements ait démontré que fascisme et social-démocratie, ces deux outils symétriques du régime bourgeois, s'excluent l'un l'autre, non seulement politiquement, mais physiquement, il fallait tirer la conclusion élémentaire de cette expérience comme base de toute notre agitation internationale et pousser la social-démocratie sur la voie du front unique avec les partis communistes. En dépit de toute évidence, la bureaucratie de l'I.C., en proclamant l'intangibilité de sa théorie du « social-fascisme » (4), se ferme définitivement l'accès aux organisations réformistes de masse. Elle supplée à la politique prolétarienne du front unique par des blocs de mascarade avec des milieux impuissants de pacifistes et d'aventuristes (5). Si la leçon de la catastrophe allemande n'a pas servi à la bureaucratie stalinienne, c'est que rien ne lui servira. Il faut de nouveaux partis nationaux et une nouvelle Internationale.

### *La position politique des bolcheviks-léninistes*

Les participants à cette conférence ont des origines politiques diverses. Les uns ont quitté, au cours des dernières années, les partis de la II<sup>e</sup> Internationale, les autres proviennent des rangs de la III<sup>e</sup> Internationale ; ils sont, en somme, d'origine mixte, ou intermédiaire. Les uns sont apparus en tant que partis indépendants, les autres se sont considérés et ont agi en tant que fraction. Si ces organisations se rencontrent aujourd'hui pour la première fois dans une conférence commune pour tenter de jeter les bases d'un travail commun, c'est que, ce faisant, elles ont toutes ouvertement reconnu la nécessité de rassembler sur des bases nouvelles l'avant-garde prolétarienne.

En ce qui concerne l'Allemagne, notre organisation internationale (bolcheviks-léninistes) a pris cette position à la presque unanimité, après une discussion sérieuse et ardente. En ce qui concerne l'Internationale communiste dans son ensemble, cette ques-

---

(4) La « théorie » formulée par Staline, selon laquelle fascisme et social-démocratie étaient des « frères jumeaux », avait abouti à l'affirmation par l'I.C. de la « fascisation de la social-démocratie » qui devenait, selon elle, « social-fasciste ». Cette théorie devait servir de justification aux staliniens pour refuser tout front unique « au sommet » avec les dirigeants social-démocrates, le front unique n'étant selon eux concevable qu'« à la base », c'est-à-dire dirigé par le K.P.D., avec la « base » du parti socialiste, contre ses propres dirigeants. Bien entendu, la qualification de « social-fasciste » était ressentie comme une injure par les travailleurs social-démocrates, et dressait une barrière entre les communistes et eux. Depuis l'origine, Trotsky avait combattu cette théorie et milité pour la réalisation du front unique des organisations ouvrières contre le fascisme, conformément aux formules du 4<sup>e</sup> congrès de l'I.C. sur cette question.

(5) Nouvelle allusion aux congrès d'Amsterdam et de Pleyel.

tion n'a été mise formellement en discussion qu'au cours des dernières semaines. Nous venons ici sur mandat du plénum international des bolcheviks-léninistes, lequel a approuvé la présente déclaration. Nos sections nationales n'ont pu encore se prononcer de façon définitive. Mais la question est tellement préparée par le développement antérieur des événements, comme par celui de l'Opposition de gauche elle-même, que nous ne doutons pas de leur décision. En tout cas, c'est à elles qu'appartient le dernier mot.

Certains des participants à la présente conférence pensent vraisemblablement que nous n'en sommes arrivés à rompre avec la bureaucratie stalinienne qu'avec un retard excessif. Ce n'est pas ici le lieu de revenir aux vieilles controverses. C'est un fait cependant que notre politique, en tenant compte des processus objectifs et non de considérations subjectives, nous a donné la possibilité de constituer des organisations bolcheviks-léninistes stables dans plus de vingt pays. Bien que ce soient en majorité des organisations de cadres et non de masse, c'est pour elles un énorme avantage que d'être liées à l'échelle internationale par des conceptions programmatiques et stratégiques communes qui se sont progressivement dégagées de l'expérience des grands événements et des luttes du prolétariat.

### *La lutte contre le réformisme*

Il ressort clairement de ce que nous venons de dire que la rupture avec la bureaucratie centrisme ne signifie en aucun cas pour nous un adoucissement de notre attitude vis-à-vis du réformisme ; elle est au contraire plus intransigeante que jamais. Le crime politique majeur de la bureaucratie stalinienne, nous le voyons précisément dans le fait que, par l'ensemble de sa politique, elle apporte une aide hors de prix à la social-démocratie en empêchant le prolétariat de s'engager dans la voie de la révolution.

Pour nous, bolcheviks-léninistes et, nous l'espérons également, pour vous tous, il ne saurait être question d'un travail permanent commun avec des organisations qui n'ont pas rompu avec les bases principales du réformisme, qui continuent à espérer une régénération de la social-démocratie en tant que parti ouvrier, ou qui pensent que leur mission est d'unifier la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales (6). Des groupes pénétrés de tendances sem-

---

(6) Certains des partis représentés à la conférence ne dissimulaient pas en effet que tel était là leur objectif.

blables ne peuvent entraîner les travailleurs qu'en arrière. Or, nous appuyant sur toutes les leçons du passé, nous voulons, nous, aller de l'avant.

Les « vingt-et-une conditions » d'appartenance à l'Internationale communiste, élaborées dans le temps par Lénine (7) avec l'objectif d'opérer une délimitation nette d'avec toutes les variétés du réformisme et de l'anarchisme, revêtent à nouveau, à l'étape présente, un caractère d'actualité. Il ne s'agit pas, bien entendu, du texte même de ce document, lequel devrait être remanié de fond en comble conformément aux exigences de la nouvelle période, mais de leur esprit général d'intransigeance marxiste révolutionnaire.

C'est seulement à la condition de s'être impitoyablement délimité du réformisme que l'on peut et que l'on doit collaborer amicalement avec celles des organisations prolétariennes qui sont en train, en fait, d'évoluer du réformisme au communisme. Nous condamnons et nous rejetons catégoriquement la façon d'agir de la bureaucratie stalinienne qui traite de « social-fascistes de gauche » toutes les organisations révolutionnaires qui sont — par sa faute — en dehors de l'I.C., et puis, au lendemain de la dernière catastrophe, les invite doucereusement chez elle comme « partis sympathisants » (8). L'I.C. ne peut que décomposer et détruire les organisations prolétariennes, elle ne peut ni les renforcer, ni les éduquer. La collaboration que nous avons en vue présuppose une attitude honnête vis-à-vis des idées et des faits, une critique amicale et une estime réciproque.

### *Les quatre premiers congrès de l'I.C.*

La politique révolutionnaire ne se conçoit pas sans théorie révolutionnaire. Il ne s'agit nullement ici de tout reprendre au commencement. Nous nous situons sur le terrain de Marx et de Lénine. Les premiers congrès de l'Internationale communiste nous ont laissé un héritage programmatique inappréciable : la

---

(7) Les « 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste » avaient été adoptées par le 2<sup>e</sup> congrès en 1920, afin d'interdire l'entrée dans l'I.C. aux dirigeants opportunistes des partis qui demandaient à adhérer, dans une période qui était, aux yeux des communistes, très proche de la lutte décisive pour le pouvoir. Elles constituaient une sorte de résumé de l'expérience bolchevique, avec condamnation symétrique des pratiques gauchistes et opportunistes et une série d'exigences pratiques : dans l'esprit des dirigeants de l'I.C., leur application devait avoir pour résultat une épuration préliminaire des partis candidats, et la mise sur pied d'un cadre pour leur « bolchevisation ».

(8) Allusion aux propositions que l'Internationale communiste était en train de faire à l'I.L.P. britannique.

caractérisation de l'époque contemporaine comme époque de l'impérialisme, c'est-à-dire du déclin du capitalisme ; la nature du réformisme contemporain et les méthodes de lutte contre lui ; les rapports entre démocratie et dictature prolétarienne ; le rôle du parti dans la révolution prolétarienne ; les rapports entre le parti et la petite-bourgeoisie, avant tout la paysannerie (la question agraire) ; le problème national et la lutte des peuples coloniaux pour leur émancipation ; le travail dans les syndicats ; la politique du front unique ; l'attitude vis-à-vis du parlementarisme, etc., toutes ces questions ont été, au cours du travail des quatre premiers congrès, l'objet d'analyses et d'éclairages principaux, jamais dépassés.

Une des tâches les plus pressantes pour les organisations qui inscrivent sur leur drapeau la régénération du mouvement ouvrier consiste à dégager les décisions principales des quatre premiers congrès, à les ériger en système, à les soumettre à un examen sérieux à la lumière des tâches à venir du prolétariat. La présente conférence devra, à notre avis, tracer la voie et faire les premiers pas vers ce travail indispensable.

### *Les leçons stratégiques des dix dernières années*

La vie politique de l'avant-garde prolétarienne ne s'est pas arrêtée aux premiers congrès de l'I.C. Sous l'influence des circonstances historiques, c'est-à-dire du déroulement de la lutte des classes, l'appareil de l'I.C. est passé définitivement du marxisme au centrisme, de l'internationalisme à l'étroussure nationale. Si l'édification de la III<sup>e</sup> Internationale eût été impossible sans une épuration de la doctrine de Marx des résidus du réformisme, de même, maintenant, la création de partis révolutionnaires prolétariens est inconcevable sans une épuration des principes et des méthodes du communisme des résidus et des falsifications du centrisme bureaucratique.

Menée au prix de lourds et nombreux sacrifices, la lutte de l'Opposition de gauche contre les oscillations de l'appareil stalinien est consignée dans une série de documents de caractère programmatique et stratégique. En liaison avec les plus importantes étapes des dix dernières années, les problèmes suivants ont été éclairés dans ces documents : l'édification économique de l'U.R.S.S., le régime du parti, la politique de front unique dans les révolutions coloniales (Chine, Inde), les méthodes du front unique (comité anglo-russe, d'une part, expérience allemande de l'autre), trajectoire de la révolution espagnole (« dictature démo-

cratique »), la lutte contre la guerre, la lutte contre le fascisme, etc. Les conclusions fondamentales des dix dernières années dans cette lutte sont sommairement exposées sous la forme des Onze points de la préconférence internationale de l'Opposition de gauche (9). Ce document programmatique, nous le soumettons à votre attention.

Il va sans dire que, de notre côté, nous examinerons avec la plus grande attention les thèses, résolutions et déclarations programmatiques dans lesquelles les organisations ici représentées ont exprimé et exprimeront leur appréciation des perspectives et des tâches. Nous ne désirons rien plus que l'échange d'expériences et d'idées entre nous. C'est avec une grande satisfaction que nous constatons que la « déclaration de principes » du R.S.P. de Hollande (10) coïncide, sur toutes les questions fondamentales, avec la plate-forme de l'Opposition de gauche internationale.

Bien entendu, la conférence actuelle, en tant que conférence préliminaire, ne peut étudier suffisamment en profondeur les leçons programmatiques et stratégiques de la lutte révolutionnaire mondiale. Mais il est temps de se mettre au travail. Nous nous permettons de souhaiter que chacune des organisations ici représentées reproduise dans sa presse nos « Onze points » avec les commentaires nécessaires, et, dans la suite de la discussion, nous offre

---

(9) Les Onze points adoptés par la préconférence de l'Opposition de gauche en février 1933 étaient les suivants :

1. L'indépendance du parti prolétarien en toutes circonstances.
2. La reconnaissance du caractère permanent de la révolution prolétarienne.
3. La reconnaissance de l'U.R.S.S. comme un Etat ouvrier, malgré sa dégénérescence bureaucratique, et de la nécessité de sa défense face à l'impérialisme.
4. La condamnation de la politique économique de la fraction stalinienne, aussi bien dans sa phase opportuniste de 1923-1928 (refus de l'industrialisation, concessions aux koulaks) que dans sa phase d'aventurisme économique ultérieure (industrialisation accélérée, collectivisation forcée, liquidation administrative des koulaks en tant que classe).
5. La reconnaissance de la nécessité de militer au sein des syndicats réformistes, la condamnation de la théorie et de la pratique des « syndicats rouges »
6. Le rejet de la formule de la « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » en tant que distincte de la dictature du prolétariat.
7. La reconnaissance de la nécessité de mobiliser les masses sur des mots d'ordre de transition, particulièrement des mots d'ordre démocratiques.
8. La reconnaissance de la nécessité d'une politique de front unique ouvrier, la condamnation de son application opportuniste jusqu'en 1928 et de son interprétation ultimatisante ultérieure sous la forme du « front unique à la base ».
9. La condamnation de la théorie du social-fascisme.
10. La reconnaissance de l'existence de trois tendances au sein du mouvement communiste : la tendance marxiste, la tendance « centriste » (stalinienne) et la tendance de droite.
11. La reconnaissance de la nécessité de la démocratie dans le parti.

(10) Le Revolutionair Socialistische Partij de Hollande, que dirigeait Sneevliet, venait d'adopter, en vue de la conférence, une « déclaration de principes ».

la possibilité de défendre nos thèses dans cette même presse. De notre côté, nous nous engageons à publier, pour information et discussion pour toutes nos sections, tout document programmatique présenté par d'autres organisations et offrons volontiers à ses défenseurs une place correspondante dans notre propre presse.

### *L'Union soviétique*

La question de l'U.R.S.S. est d'une importance exceptionnelle pour le mouvement ouvrier mondial et par conséquent également pour une orientation correcte de la présente conférence. *Nous, bolcheviks-léninistes, nous estimons que l'U.R.S.S., même sous sa forme actuelle, est un Etat ouvrier.* Cette appréciation n'a besoin ni d'illusions, ni de maquillages.

Il est impossible d'éprouver autre chose que du mépris pour ces « amis de l'U.R.S.S. » qui qualifient d'« acte contre-révolutionnaire » toute parole dirigée contre la bureaucratie soviétique. Si les révolutionnaires s'étaient inspirés de telles règles de conduite, la révolution d'Octobre ne se serait jamais produite.

Nous repoussons comme une dérision de la pensée marxiste la position des brandlériens (11), selon laquelle la politique de la bureaucratie stalinienne, bien qu'accumulant une chaîne d'erreurs dans tous les autres pays, demeure infaillible en U.R.S.S. Une telle « théorie » repose sur la négation des principes généraux de la politique prolétarienne et ravaie l'Internationale à une simple somme de partis nationaux dont les chefs sont toujours prêts à fermer les yeux sur leurs péchés respectifs. Un marxiste ne peut rien avoir de commun avec cette conception social-démocrate.

La politique de la bureaucratie stalinienne en U.R.S.S. a la même nature de principe que la politique de l'I.C. : la différence n'est pas dans les méthodes, mais dans les conditions objectives. En U.R.S.S., la bureaucratie s'appuie sur de puissants fondements établis par la révolution prolétarienne, et si, au cours de ces dix ans, elle a dilapidé le capital de l'I.C., en U.R.S.S., elle a sapé, mais pas liquidé, les bases de l'Etat socialiste. En réalité, bien que privé du parti, des syndicats et des soviets dont la bureaucratie s'est emparée, le prolétariat soviétique, par son poids social et par

---

(11) Heinrich BRANDLER (1881-1967), ouvrier maçon, vieux spartakiste, avait dirigé le parti allemand de 1920 aux lendemains du fiasco de 1923. Membre de l'Opposition de droite, il avait été exclu et avait fondé en décembre 1928 la Kommunistische Partei Opposition (K.P.O.), qui avait été elle-même à l'origine de la fondation de l'Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition (I.V.K.O.). La position « brandlérienne » — refus de critique du parti soviétique — était celle de la réforme.

la force de ses traditions révolutionnaires, protège l'Etat ouvrier de la contre-révolution bourgeoise.

Identifier le régime social de l'U.R.S.S. au « capitalisme d'Etat » (12) du type américain, italien ou allemand, revient à ignorer la question fondamentale du régime social, *le caractère de la propriété*, et ouvre la porte à des conclusions fausses et dangereuses. Dans cette question, il ne saurait pour nous y avoir ni équivoque, ni compromis. La défense de l'Etat ouvrier contre l'impérialisme et la contre-révolution reste, comme auparavant, le devoir de tout ouvrier révolutionnaire. Mais le service de cette défense n'implique nullement qu'on se transforme en instrument du gouvernement soviétique.

Les actions et les déclarations de la diplomatie soviétique ont provoqué plus d'une fois, en particulier dans la dernière période, une indignation brûlante et parfaitement légitime des ouvriers avancés. Rien n'affaiblit autant la position mondiale de l'U.R.S.S., malgré toutes les reconnaissances et les pactes de non-agression, que la politique extérieure profondément opportuniste des staliniens, pénétrée des illusions lénifiantes du « socialisme dans un seul pays ».

Il est impossible de défendre l'U.R.S.S. sans les combats révolutionnaires du prolétariat mondial, sans indépendance vis-à-vis de la bureaucratie comme de la diplomatie soviétique. Par ailleurs, la critique du stalinisme la plus impitoyable n'exclut pas, mais, au contraire, impose *le front unique avec la bureaucratie soviétique contre les ennemis communs*.

### *Le régime du parti*

La question du régime du parti doit faire l'objet de la plus extrême attention dans l'édification de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale. La *démocratie ouvrière* n'est pas une question d'organisation, c'est une question sociale. Plus l'appareil dirigeant s'éloigne de la politique prolétarienne, et moins il peut tolérer le contrôle sur lui de l'avant-garde prolétarienne. En dernière analyse, l'étouffement de la démocratie ouvrière est le résultat d'une pression des classes ennemies par l'intermédiaire de la bureaucratie ouvrière. Cette loi historique est confirmée tant par l'histoire du réformisme dans les pays capitalistes que par l'expérience de la bureaucratisation de l'Etat soviétique.

---

(12) L'une des organisations invitées à la conférence de Paris, le Leninbund d'Allemagne, soutenait l'idée que le régime social de l'U.R.S.S. était un « capitalisme d'Etat ».

La social-démocratie parvient au régime qui lui est nécessaire au moyen d'un système complexe : d'une part, elle chasse systématiquement, non seulement du parti, mais des syndicats, les ouvriers révolutionnaires enclins à la critique ; d'autre part, elle émancipe ses ministres, ses parlementaires, ses journalistes et ses bureaucrates syndicaux de la discipline du parti. La combinaison de méthodes de violence, de trahison et de corruption permet à la social-démocratie de conserver une apparence de discussion libre, d'élections, de contrôle, etc., tout en demeurant un appareil de la bourgeoisie impérialiste à l'intérieur de la classe ouvrière.

La bureaucratie stalinienne, au moyen de l'appareil d'Etat, a transformé le centralisme démocratique en centralisme bureaucratique, a liquidé la démocratie du parti, des soviets et des syndicats, non seulement formellement, mais réellement. Le régime de la dictature personnelle s'est étendu complètement du P.C. de l'Union soviétique aux P.C. des pays capitalistes. Les responsables du parti n'ont pour tâche que d'interpréter la volonté des bureaucrates d'en haut. La masse du parti n'a plus qu'un droit, celui de se taire et d'obéir. Les mesures habituelles du maintien de l'« ordre » dans le parti sont la répression, la persécution, la corruption. C'est la voie de la décomposition et de la mort des partis prolétariens.

Un révolutionnaire ne peut s'éduquer que dans l'atmosphère de la critique de ce qui est, y compris dans sa propre organisation. Une discipline inébranlable ne s'acquiert qu'avec une confiance consciente dans sa direction. Cette confiance ne se gagne pas seulement par une politique juste, mais aussi par une attitude de scrupuleuse honnêteté vis-à-vis de ses propres fautes. La question du régime du parti revêt donc à nos yeux une exceptionnelle importance. Il faut donner aux ouvriers avancés la possibilité de prendre part, consciemment et en toute indépendance, à la construction du parti et à la direction de l'ensemble de sa politique. Il faut donner à la jeunesse ouvrière la possibilité de penser, de critiquer, de faire des erreurs et de les corriger.

Il est par ailleurs clair qu'un régime interne démocratique ne conduira à la conscience d'une armée bien trempée et unanime de combattants prolétariens que si nos organisations, s'appuyant sur les principes inébranlables du marxisme, sont déterminées à combattre, de façon intransigeante, mais avec des méthodes démocratiques, toutes les influences opportunistes, centristes et aventuristes.

Souhaitons en particulier que cette conférence fasse la démonstration qu'il est possible, sans pour autant faire de conces-

sions de principe, de livrer un combat d'idées honnête, sans insinuations ni critiques de couloirs. En vérité, le moment est venu d'assainir l'atmosphère du mouvement ouvrier.

Le cours vers la nouvelle Internationale nous est dicté par toute la marche du développement. Cela ne signifie pas cependant que nous proposons la proclamation immédiate d'une nouvelle Internationale. Nous aurions sans hésiter fait ici cette proposition si les organisations représentées ici possédaient dès maintenant une unanimité véritable, c'est-à-dire éprouvée par l'expérience, vis-à-vis des principes fondamentaux et des méthodes de lutte révolutionnaire. Mais ce n'est pas le cas. A l'unanimité sur les principes, et, par conséquent, à l'Internationale, on ne pourra parvenir que par la voie du travail révolutionnaire en commun et d'une sérieuse critique réciproque.

On ne peut préparer une nouvelle Internationale sans prendre part directement aux événements en train de se dérouler. Il serait, faux, bien entendu, d'opposer la discussion sur le programme à la lutte révolutionnaire. Il faut les combiner. Nous saluons la mise à l'ordre du jour de cette conférence des questions actuelles liées à la lutte contre la guerre et contre le fascisme, et, dans chacun de ces domaines également, nous sommes prêts à faire, main dans la main, un véritable pas en avant avec d'autres organisations.

Camarades ! Sans guide, sans direction internationale, la classe ouvrière ne peut pas se libérer de l'oppression actuelle. La création d'une nouvelle Internationale ne dépend pas seulement du développement objectif des événements, mais aussi de nos propres efforts. Il est fort probable que nous sommes d'ores et déjà infiniment plus forts maintenant que beaucoup d'entre nous ne le pensent. Ce n'est pas pour rien que l'histoire nous a montré comment une organisation disposant d'une autorité, mais ayant perdu toute direction, peut, pour ainsi dire, accumuler impunément des fautes pendant une longue période, mais qu'au bout du compte, le déroulement des événements lui réserve un effondrement inévitable. Au contraire, une organisation armée d'une boussole sûre, qui, pendant longtemps, est restée une petite minorité, peut, avec l'apparition d'un tournant historique, s'élever, d'un coup, à un niveau supérieur. C'est une possibilité de cet ordre qui s'ouvre devant nous, à condition que notre politique soit juste. Essayons, de toutes nos forces unies, de ne pas manquer cette occasion. Notre responsabilité révolutionnaire est immense. Que notre travail créateur s'élève à la hauteur de cette responsabilité !

# POUR METTRE FIN AUX CALOMNIES ET AUX INSINUATIONS (1)

(18 août 1933)

Cher Camarade Frank (2),

Le projet de résolution concernant la question financière ne me paraît pas assez net et catégorique. La résolution devrait être conçue de telle façon qu'elle puisse être publiée dans la presse en cas de nécessité, même sans commentaires. C'est pourquoi ce serait mieux de la diviser en deux parties, l'une concernant les contributions des sections, l'autre concernant le cas M(olinier) (3). Dans cette seconde partie, il faut commencer par prendre acte de la décision de la C.E. de la Ligue française concernant M. (avec une courte citation exacte sur la nécessité pour lui de quitter le commerce et de se consacrer tout à fait à la politique). Le plénum devrait confirmer cette résolution comme étant tout à fait dans

---

(1) *La crise de la section française de la Ligue communiste internationaliste*, t. II. Du PCI au POI, août 1936, p. 101.

(2) Pierre FRANK (né en 1905), ingénieur, ancien co-fondateur et dirigeant de l'Union générale des étudiants techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, avait adhéré au P.C. en 1924, puis après son service militaire qu'il termina comme sous-lieutenant, milité également à la fédération C.G.T.U. des produits chimiques. Gagné à l'opposition dès 1927, il avait signé en août 1929 le « manifeste » du premier numéro de *La Vérité*. Lié à Raymond Molinier (voir ci-dessous note 3), il avait défendu ce dernier contre les attaques de Rosmer et de Pierre Naville en 1930, puis avait été l'un des principaux dirigeants de l'« aile marxiste » contre la « déviation syndicaliste » qui s'était manifestée dans l'organisation de l'Opposition unifiée au sein de la C.G.T.U. Il était depuis 1931 l'un des principaux dirigeants de la section française, et membre du S.I. Il avait passé dix mois auprès de Trotsky à Prinkipo à partir de juin 1932.

(3) L'« affaire Molinier » avait pesé et devait peser lourdement sur l'histoire et la vie politique de la section française. Raymond MOLINIER (né en 1904 dans une famille modeste, contrairement à une légende), avait adhéré aux J.C. dès leur fondation, puis au P.C., dont il fut exclu pour trois ans en 1924. Il s'était d'abord lié au groupe de Souvarine, avant de rejoindre le groupe de *La Vérité*, dont il signa — du pseudonyme de R. Rey — le manifeste. Il fut peu après définitivement exclu du P.C. qui l'avait réintégré entre temps. L'opposition d'Alfred Rosmer le fit écarter de la direction en avril 1930 ; devenu ensuite le leader de l'« aile marxiste »,

l'intérêt de notre organisation, c'est-à-dire la plus raisonnable utilisation des forces du camarade M. Par conséquent, le plénum relèverait M. de toutes les obligations financières qui lui avaient été imposées. Le plus important est la partie concernant la commission de contrôle. Parler du « plus bref délai » est absolument intolérable après des atermoiements infinis. Il n'y a que deux possibilités : ou la commission de contrôle doit présenter son rapport pendant la session du plénum ; si elle n'est pas en état de le faire, il faut la condamner pour manque d'énergie dans une question où il s'agit de repousser les calomnies des ennemis de la Ligue. Si le plénum lui-même pouvait se prononcer sur le fond de la question, et je crois que ce ne serait guère difficile pour lui, il devrait lui-même, dans cette affaire purement politique, jouer le rôle de commission de contrôle et statuer : que R. Molinier ne s'occupait de commerce que dans l'intérêt de l'organisation et que le plénum réfute avec indignation toutes les calomnies et insinuations dont les auteurs n'ont jamais osé se présenter ouvertement et porter leurs accusations devant une institution compétente.

---

avec Frank, en alliance avec le « groupe juif », il combattit les « droitiers » dans la question syndicale et devint membre de la C.E. et le principal dirigeant de la section française — initialement dans un bloc avec Treint — en janvier 1931. Il avait également pris la parole au nom de l'Opposition au congrès d'Amsterdam en 1932, visité à plusieurs reprises Prinkipo, et rendu à Trotsky d'énormes services d'ordre matériel, notamment l'organisation de son voyage à Copenhague en 1932 et son accueil en France en 1933, avec l'aide précieuse de son frère aîné, Henri. Rosmer, Naville, et d'autres après eux, l'avaient accusé de se comporter comme un « aventurier politique », d'employer des « méthodes bureaucratiques » et de « faire chanter » son organisation. La base de ces accusations résidait dans le fait qu'il dirigeait à Paris une affaire de contentieux, l'Institut français de représentation et de recouvrement, qui n'était pas extrêmement scrupuleux dans ses méthodes, et que les sommes importantes dont il disposait pour l'organisation ne semblent avoir été mises à la disposition de cette dernière que lorsqu'il s'agissait de mettre en pratique ses initiatives, nombreuses, il est vrai. Son dynamisme lui valait autant de dévouement que les autres traits de sa personnalité lui avaient valu d'ennemis irréductibles. Trotsky l'avait défendu fermement contre Rosmer, Naville et leurs amis, mais, peu après son arrivée à Royan, il suggéra, à la suite d'informations qui lui furent apportées par Blasco et Vereeken, la constitution d'une commission de contrôle, dont il souhaitait qu'elle règle définitivement la question par la décision de faire abandonner à Molinier son « affaire » de contentieux, tout en le lavant de toutes les accusations portées antérieurement contre lui.

# DES OBJECTIFS PLUS IMPORTANTS POUR LEVER DES FONDS (1)

(août 1933)

Chers Camarades,

Dans le dernier numéro de *La Vérité*, je suis surpris de trouver un appel « pour collecter des fonds nécessaires pour aider le camarade Trotsky ». Je comprends les sentiments qui ont inspiré les auteurs de cet appel. Je me permets cependant de leur dire qu'ils ont commis une grave erreur en ne me demandant pas mon opinion. Les difficultés financières que je connais comme conséquence de la liquidation de la littérature marxiste en Allemagne et de la crise de la librairie en Amérique sont passagères (2). En tout cas, je suis sûr de les surmonter sans surcharger les camarades. Il existe des besoins plus urgents pour la levée de fonds par la presse prolétarienne (3).

---

(1) *La Vérité*, 18 août 1933.

(2) Trotsky avait, jusque-là, vécu essentiellement des droits d'auteur qu'il percevait en Allemagne et aux Etats-Unis.

(3) Il était pourtant plus facile de lever des fonds « pour Trotsky » que pour quelque autre objectif d'organisation. Le problème se reposera.

# NOTES SUR LES CONVERSATIONS ENTRE TROTSKY ET WALCHER (1)

(du 17 au 20 août 1933)

Cet entretien, décidé depuis longtemps, a été rendu possible par le fait que le camarade Trotsky se soit rendu de Turquie en France. Le quatrième jour, le camarade Sneevliet (2), d'Amsterdam, a également rendu visite à Trotsky, et les questions ont été alors discutées à trois.

Le camarade Trotsky a fait une très vive impression. Il est plein d'optimisme. Son étonnante puissance créatrice n'est pas affaiblie, bien qu'il ait été fortement indisposé du point de vue santé au cours de ces journées

---

(1) Archives Walcher, Arbetarrörelsens Arkiv, Stockholm. Notes rédigées par Walcher le 23 août 1933. Jakob WALCHER (né en 1887), ouvrier métallurgiste, militant social-démocrate en 1906, avait été membre du noyau internationaliste en 1914, puis du groupe Spartacus de Liebknecht et Rosa Luxemburg. Il avait présidé le congrès de fondation du K.P.D.(S), dont il avait été l'un des principaux dirigeants ainsi que de l'Internationale syndicale rouge jusqu'en 1923, où il avait partagé le sort de Brandler, bouc émissaire de la défaite d'octobre. Écarté de la direction du K.P.D., en même temps que Brandler, il était exclu du parti en 1928 avec les autres brandlériens et fondait avec eux la K.P.O. Minoritaire dans cette dernière, il l'avait quittée avec ses camarades de fraction en 1932 pour se lancer à la conquête du S.A.P. Il avait pris la direction de ce dernier parti au début 1933. Emigré à Paris en mars, où il militait sous le nom de Jim SCHWAB, il était depuis les mois de mai en discussions avec les dirigeants de l'Opposition de gauche internationale. Il était arrivé le 17 août à Saint-Palais. Ces notes avaient été soumises à Trotsky. Walcher s'y désigne lui-même par les lettres « Sch. » et Trotsky par « T. ».

(2) Henricus SNEEVLIET (1883-1942), cheminot hollandais, militant socialiste depuis 1902, avait fondé la première organisation socialiste en Indonésie en 1914 et été à l'origine de la fondation du P.C. indonésien. Délégué en 1920 au 2<sup>e</sup> congrès sous le pseudonyme de Maring, il était devenu membre de l'exécutif de l'I.C. Il accomplit alors une mission de deux ans en Chine, y présidant à la fondation du P.C. Il dirigea ensuite le syndicat « rouge » du N.A.S. et quitta le P.C. hollandais en 1927, pour fonder en 1929 le Revolutionair Socialistische Partij (R.S.P.). Il avait déjà rencontré Trotsky à Copenhague, après avoir collaboré avec les trotskystes la même année 1932, dans le congrès « contre la guerre ». Il était depuis des années hostile à la politique de « réforme » des P.C. et se trouvait donc

Aucun procès-verbal des entretiens n'a été dressé : à peine quelques notes. Ce sont surtout les questions suivantes qui ont été discutées à fond :

1) La situation dans l'I.L.P. d'Angleterre (3), le groupe *Mot Dag* de Norvège (4), le parti communiste indépendant de Suède (tendance Kilbom) (5), l'O.S.P. de Hollande (dirigé par P.J. Schmidt et De Kadt) (6), le R.S.P. de Hollande (dirigé par Sneevliet) et la K.P.O. d'Allemagne (7).

---

désormais pratiquement sur les positions de Trotsky et de ses partisans. Il avait été emprisonné au début de l'année 1933 pour s'être solidarisé avec les marins mutinés du cuirassé *Zeven-Provinciën*, mais sa condamnation lui avait valu d'être élu député et de sortir de prison au mois d'avril.

(3) L'Independent Labour Party, fondé en 1896, avait contribué à la naissance du Labour Party. Pacifiste pendant la première guerre mondiale, traversé de courants révolutionnaires, il avait néanmoins refusé d'adhérer à l'I.C. et animé pendant plusieurs années les efforts de « réunification » menés dans l'Union de Vienne dite « Internationale 2 1/2 ». Force principale de la gauche du Labour Party, il avait renoncé à son affiliation à ce dernier en 1932 au lendemain de la défection du Premier ministre Ramsay MacDonald et de son ralliement à l'Union sacrée. Il tendait nettement vers la gauche.

(4) La revue *Mot Dag* (L'Aube), fondée en Norvège en 1920, était le centre d'une petite organisation extrêmement disciplinée, en forme de réseau, dont les fondateurs ambitionnaient de copier le modèle de la fraction bolchevique, et se consacraient à des travaux théoriques et de formation de niveau élevé. Le groupe avait été exclu du parti ouvrier norvégien dont il était membre en 1925, pour avoir continué de préconiser, contre la majorité du parti, la « grève militaire ». Il avait rejoint en 1927 le parti communiste norvégien qui l'avait à son tour exclu au cours de la « troisième période ». Il comptait 250 membres environ.

(5) Karl KILBOM (1885-1961), métallurgiste, dirigeant des J.S. de Suède et partisan résolu d'une ligne internationaliste et révolutionnaire, de 1914 à 1917, avait été l'un des fondateurs en 1917 du parti social-démocrate de gauche qui allait devenir le parti communiste de Suède dont il fut jusqu'en 1929 le principal dirigeant, membre par ailleurs de l'exécutif de l'I.C. C'est en 1929, un fait unique dans l'histoire de l'I.C., que le congrès du P.C. suédois refusa d'appliquer les directives de l'exécutif et d'exclure Kilbom et ses principaux collaborateurs qualifiés d'« opportunistes ». La direction autour de Kilbom conserva autour d'elle l'appareil (journaux et locaux), la majorité des militants (10 000 environ sur 18 000), et Kilbom lui-même son mandat de député. Le parti communiste suédois (Sveriges Kommunistiska Parti, S.K.P.), que l'on appelait « P.C. suédois indépendant » ou encore « P.C.-Kilbom », était adhérent de l'Opposition brandlérienne internationale, l'I.V.K.O.

(6) L'Onafhankelijk Socialistische Partij (O.S.P.) de Hollande s'était constitué en 1932 à partir de la scission de gauche du parti social-démocrate de ce pays. Peter J. SCHMIDT (1896-1952), directeur depuis 1928 du journal socialiste de gauche *De Socialist*, en était le président. Jacques De KADT (né en 1897) avait été membre du P.C. hollandais dès sa formation et l'avait quitté en 1924 pour animer une organisation « centriste », le B.K.S.P. (Bond van Kommunistische Strijd en Propagandaclub). En 1929, il avait rallié le parti social-démocrate et rejoint son aile gauche, animée par P.-J. Schmidt. Il collaborait également à *De Socialist*. Il avait participé à la fondation de l'O.S.P. et écrivait dans son journal *De Fakkel*.

(7) De toute évidence les entretiens entre Trotsky et Walcher n'étaient pas limités à la conférence prochaine de Paris, comme le prouve la mention de l'oppo-

- 2) La situation dans le D.N.A. de Norvège (8).
- 3) Les rapports avec les partisans de Brandler (9).
- 4) Les divergences entre le S.A.P. et l'Opposition de gauche.
- 5) L'unification du S.A.P. et de l'Opposition de gauche.
- 6) La conférence internationale prochaine et les tâches de la gauche.

### *Sur le point 1*

Au sujet de l'I.L.P. et de l'O.S.P., le camarade Trotsky a été d'avis, de même que le camarade Sch(wab), qu'il s'agit de partis en train d'évoluer positivement de droite à gauche, et que, de notre côté, il faut tout faire pour influencer de façon positive ce développement, avec le maximum de patience et de persévérance, si nécessaire. L'accord s'est également réalisé sur l'idée qu'il serait tout à fait souhaitable que le P.C. indépendant de Suède, le groupe Mot Dag de Norvège, ainsi que la K.P.O. de Suisse (10), se séparent des positions brandlériennes sur la question russe et celle de la création d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale, et se situent sur la même base principielle que nous (11).

---

sition brandlérienne, la K.P.O.(D) dans la liste ci-dessus. Le 10 juillet 1933, la conférence élargie de la direction de l'I.V.K.O. avait en effet refusé de participer à la conférence de Paris.

(8) Le parti ouvrier norvégien (Det Norske Arbeiderparti), D.N.A., parti de type travailliste, reposant sur les adhésions individuelles comme sur celles, collectives, des syndicats, avait adhéré à l'I.C. en 1919 et l'avait quittée en 1923. Il avait absorbé en 1927 le parti social-démocrate norvégien, mais n'était pas revenu à la II<sup>e</sup> Internationale. Il avait obtenu 37 % des suffrages aux élections de 1928.

(9) Sur Brandler, voir ci-dessus, n. 11, p. 86.

(10) Un article publié dans le quotidien de Schaffhouse de la K.P.O. suisse, *Arbeiterzeitung*, s'était prononcé pour la construction d'un nouveau parti en Allemagne par la fusion de toutes les organisations communistes d'opposition et du S.A.P. La direction de l'I.V.K.O. s'était immédiatement mobilisée contre cette manifestation de « trotskysme » dans ses propres rangs.

(11) Organisations, groupes et militants jusque-là liés à l'I.V.K.O. remettaient en question les positions brandlériennes sur la « neutralité » dans les questions russes et le maintien de l'attitude d'« opposition » dans l'I.C. Mentionnons particulièrement Paul THALMANN (né en 1901), ancien dirigeant des J.C. de Suisse, rédacteur d'*Arbeiterzeitung* de Schaffhouse, et l'ancien dirigeant du P.C. autrichien Willy SCHLAMM (né en 1904), qui, après avoir dirigé la K.P.O. d'Autriche, s'était rapproché des positions de Trotsky et, devenu rédacteur en chef du grand hebdomadaire *Die Neue Weltbühne*, publiait ses principaux articles.

## Sur le point 2

Il n'y a eu entre les camarades L.T. et J.Sch. aucune divergence d'opinion sur l'appréciation principale à porter sur le parti ouvrier norvégien (D.N.A.), sauf sur l'attitude tactique vis-à-vis de lui, L.T. s'appuyant généralement sur le fait que ce parti veut trop embrasser, et qu'il court ainsi le danger de dégénérer. A ce propos, il a repris intégralement à son compte les réflexions du camarade Falk (12) au cours de leur entretien à Minnesund : il n'y a pas à conquérir le D.N.A., qui est consciemment orienté vers le centre-droit et mène une politique qui ne se distingue pas en pratique de celle de nombreux partis social-démocrates (13). Comme le démontre précisément l'expérience historique, le D.N.A. doit voler en éclats.

En revanche, le camarade Sch. a fait valoir que, dans le S.A.P., personne ne se méprenait sur la véritable nature du D.N.A., mais qu'il ne fallait pas négliger le fait que le D.N.A. est le parti de la classe ouvrière norvégienne, face auquel le petit parti communiste ne joue qu'un rôle très secondaire. Du fait de la radicalisation de la classe ouvrière, qui s'est surtout manifestée dans les luttes syndicales, du fait que s'est dessiné un mouvement général vers la gauche, il existait la possibilité d'influencer de façon décisive et positive ce développement dans le sens du communisme. Pour trancher de l'ensemble de cette question, il était en définitive décisif de savoir si, par l'insertion du D.N.A. dans une communauté de travail élargie (dans laquelle, outre les partis déjà affiliés seraient également représentées l'Opposition de gauche internationale et l'Union internationale des Oppositions communistes (I.V.K.O.), et dans laquelle, par conséquent, un déplacement du centre de gravité du centrisme au communisme commen-

---

(12) Erling FALK (1887-1940), né en Norvège, avait émigré aux Etats-Unis en 1907, exercé divers métiers et milité à Chicago au sein des I. W. W. (Industrial Workers of the World) qui représentaient alors l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier en Amérique du Nord. Revenu dans son pays en 1918, il avait rejoint le D.N.A. et poursuivi à Oslo des études de droit et sciences économiques. C'est en 1921 qu'il avait fondé la revue *Mot Dag* (L'Aube) autour de laquelle, dans ce parti adhérent à l'I.C., il avait tenté de créer un noyau de militants bien formés sur le plan théorique et organisés, sur le modèle bolchevique, en « fraction ». A l'été 1923, il avait soutenu Tranmael dans sa résistance, puis sa rupture avec l'I.C. Il avait pourtant deux ans plus tard inspiré la rupture du groupe *Mot Dag* avec le parti de Tranmael qui reniait son antimilitarisme passé. Il était apparemment très pessimiste quant à l'évolution de Tranmael et de son parti et l'avait dit lui-même à Trotsky lors de leur rencontre en 1932.

(13) Cette appréciation était généralement partagée par tous les observateurs à cette époque : Cf. FENNER BROCKWAY, *Inside the Left*, pp. 282-283.

cerait (14), l'aile gauche du D.N.A. ou sa direction centriste seraient utilisables. Sch. cherchait à démontrer, en s'appuyant sur le comportement des camarades dirigeants du D.N.A., qu'un tel développement influencerait ce parti dans un sens favorable à sa gauche.

Le camarade L.T. lui a répondu qu'à son avis les dirigeants du S.A.P. n'avaient pas une vision assez claire de la véritable nature de la direction actuelle du D.N.A. Que c'était une réponse tout à fait cynique et bien caractéristique pour comprendre la nature du D.N.A. que celle de Tranmael (15) au représentant du S.A.P. qui lui demandait ce qu'il pensait d'un rapprochement avec le P.C. suédois (direction Kilbom) : « il s'attachait, avait-il dit, à entretenir de bonnes relations avec les social-démocrates suédois, mais, comme ces derniers étaient hostiles au parti de Kilbom, le D.N.A. devait renoncer à s'allier à ce dernier ».

Un homme qui tenait un tel langage se tenait en réalité sur le terrain du réformisme et était un ennemi du mouvement révolutionnaire. Le vieux principe, toujours souligné par Marx et Lénine, « exprimer ce qui est », devait être également valable pour la Norvège. Seule cette politique pouvait, à la longue, garantir le succès, et c'était seulement par cette politique qu'on pouvait aider l'aile gauche.

Il n'est pas intervenu sur cette question un accord complet, mais tout de même un certain rapprochement, en ce sens qu'aussi bien de notre part que de celle de l'Opposition de gauche, on pense qu'il faut définir, en toute clarté principielle, les conditions qui rendent nécessaire la création d'une nouvelle Internationale, sans tenir compte de la direction du D.N.A.

---

(14) Une divergence nette se dessine ici. Trotsky, à travers la conférence de Paris, cherche des partenaires pour construire un cadre d'organisation afin de préparer la fondation de la nouvelle Internationale. Walcher, lui, recherche un élargissement de l'I.A.G. à l'Opposition de gauche et à l'I.V.K.O. brandlérienne.

(15) Martin TRANMAEL (1879-1967), d'abord ouvrier agricole, avait été l'une des figures du syndicalisme révolutionnaire avant la guerre en Norvège. Militant du D.N.A., député, il était devenu rédacteur en chef de son journal *Arbeiderbladet*. Internationaliste en 1914, il était devenu le leader de la gauche qui avait conquis la majorité en 1918, et était devenu secrétaire général du parti et rédacteur en chef de son organe *Ny Tid* (Temps nouveaux). En 1919, il avait poussé à l'adhésion à l'I.C., mais s'était obstinément refusé en 1923 aux exigences de l'exécutif en matière de réorganisation, et assumé la responsabilité de la rupture. Chef indiscuté du D.N.A., il était le principal responsable de son évolution vers la droite et de ses perspectives parlementaristes.

### Sur le point 3

Le camarade L. T. s'est élevé avec vigueur contre le projet d'inviter la K.P.O. (D), c'est-à-dire ses représentants Brandler et Thalheimer, à adhérer à l'Internationale ouvrière. Il fallait, selon lui, considérer la K.P.O. comme un groupe « équivalent » aux staliniens ; en réalité, c'étaient des agents staliniens, dont toute l'activité internationale consistait avant tout à calomnier l'Opposition internationale et à défendre le stalinisme (16).

Sch. a répondu qu'on pouvait laisser de côté la K.P.O. s'il ne s'agissait que de Brandler et Thalheimer, dont on ne pouvait effectivement s'attendre à ce qu'ils abandonnent leur position erronée. Mais qu'il ne s'agissait pas seulement de Brandler et Thalheimer, mais d'au moins 2 000 camarades d'Allemagne, pour la plupart très capables, et enfin, en second lieu, qu'il ne s'agissait pas seulement de la K.P.O., mais de toute l'Union internationale de l'opposition communiste (I.V.K.O.) (17). Que celle-ci se composait en tout de six organisations, c'est-à-dire, en plus de la K.P.O., des Oppositions communistes de Suisse et d'Alsace, du groupe norvégien Mot Dag, du parti communiste indépendant de Suède et du groupe de Lovestone en Amérique (18). Trois de ces groupes, peut-être même quatre, n'étaient pas d'accord avec les positions internationales de Brandler et Thalheimer. Si l'on invitait toute l'I.V.K.O., on placerait Brandler et Thalheimer devant une alternative, soit de se rallier au vote de la majorité de leur propre organisation internationale, c'est-à-dire abandonner la position qu'ils avaient eue jusque-là, et se placer dans les faits sur le terrain de ceux qui ont reconnu la nécessité d'un nouveau parti en

---

(16) August THALHEIMER (1884-1948), vieux spartakiste, élève de Rosa Luxemburg, avait été le bras droit en même temps que le « théoricien » de Brandler au K.P.D. et plus tard à la K.P.O. Trotsky pensait que les brandlériens étaient prêts à faire les pires besognes dans l'espoir d'être un jour à nouveau intronisés à la tête des P.C. par Moscou.

(17) Walcher avait été l'un des fondateurs et dirigeants de l'I.V.K.O.

(18) Le parti communiste d'Alsace-Lorraine que dirigeait notamment le maire de Strasbourg, Charles HUEBER (1883-?) manifestait avec la direction brandlérienne des désaccords importants. Jacob LIEBSTEIN, dit Jay LOVESTONE (né en 1898), socialiste en 1917, était étudiant lors de son adhésion en 1919 au parti communiste d'Amérique. Après la réunification des deux P.C. américains, il était devenu secrétaire national du parti en janvier 1922. Il avait été le chef de file d'une des trois fractions qui s'affrontaient dans ce parti, et qui, bien que minoritaire, avait été installée aux postes de commande par l'I.C. en 1927, où il devint secrétaire général. Exclu en mai 1929, il avait fondé la Communist Party (Opposition) adhérente à l'I.V.K.O. dont il préparait la transformation en Independent Labor League, rompant également avec l'attitude brandlérienne d'« opposition ».

Allemagne, et celle de la création d'une nouvelle Internationale, soit au contraire de se faire isoler complètement sur le plan international. A partir de là, qu'il était clair que Brandler et Thalheimer seraient très affaiblis, y compris en Allemagne, par cet isolement international, et qu'il en découlait la possibilité de gagner les meilleurs de leurs partisans pour le nouveau parti (19).

A cela, L. T. répondit avec insistance qu'il n'y avait aucun bénéfice à attendre d'une invitation aux brandlériens. Que, même en imaginant un refus de leur part, toutes les variantes possibles dans leur réponse à l'invitation seraient avantageuses pour eux. Mais qu'il fallait bien voir que leur préoccupation essentielle était d'améliorer leurs propres chances auprès de Staline. Et que, même en supposant que, pour des raisons tactiques, ils acceptent l'invitation, ils ne le feraient que pour pouvoir ultérieurement effectuer la rupture dans des conditions plus favorables encore.

Sch. fit valoir contre ces arguments que L. T. se faisait visiblement une idée insuffisante de l'intransigeance et de l'opiniâtreté des camarades dirigeants de la K.P.O. Que l'esprit qui animait ce groupe s'était très nettement révélé, la semaine précédente, au cours d'une discussion portant sur un projet de revue théorique internationale au-dessus des partis. Qu'à cette discussion avaient participé un représentant des social-démocrates de gauche, un du S.A.P., un de la K.P.O., deux représentants de l'Opposition de gauche, et l'éditeur (20). Alors que tous les autres camarades soutenaient la conception selon laquelle le but de la revue (laquelle paraîtra à partir d'octobre dans le format de la *Basler Rundschau* en fascicules de 32 pages, toutes les trois ou quatre semaines) devait être de parvenir à la réunification par la clarification, d'en finir avec l'hétérogénéité qui prévaut encore entre les différents groupes, afin d'arriver à l'homogénéité, le représentant de la K.P.O. déclara que son groupe rejetait catégoriquement une telle conception. Que, pour lui, dans une revue de ce genre, il ne s'agissait pas de s'instruire et de se convaincre mutuellement, mais que chaque groupe devait exposer son propre point de vue et laisser à la discrétion du lecteur le soin de choisir le

(19) Brandler et Thalheimer étaient en fait déjà très affaiblis, mais la majorité de ceux qui se séparaient d'eux s'orientaient vers la social-démocratie. Tel n'était cependant pas le cas à cette date ni du P.C. Kilbom, ni du *Mot Dag*.

(20) « L'éditeur » en question était un américain d'origine allemande, Julian GUMPERZ (1899-1972), ancien rédacteur à *Die Rote Fahne*, et ex-collaborateur de l'Institut für Sozialforschung de Francfort, ancien directeur de collection aux éditions Malik Verlag, lequel, réfugié en Suisse, disposait d'une importante fortune personnelle et s'était offert à financer la revue.

point de vue qui lui paraîtrait le meilleur. De plus, le représentant de la K.P.O. a laissé entrevoir la conviction que son groupe possédait déjà le dernier mot de la sagesse, et que, pour cette raison, il ne jugeait pas nécessaire de soumettre son opinion à la discussion.

Comme la K.P.O. ainsi que l'I.V.K.O., ne sont pas invitées à la conférence qui va se tenir sous peu (21), la décision sur une éventuelle proposition pour les associer à nous ne sera vraisemblablement prise qu'à la conférence elle-même. Sch. a expliqué que le S.A.P., dans tous les cas, voterait pour l'invitation de l'I.V.K.O. alors que les représentants de l'Opposition de gauche réserveraient leur décision.

### *Sur le point 4*

Sur ce point, Sch. a d'abord pris position sur la *plate-forme de l'Opposition de gauche* adoptée au mois de février de cette année (22) ; il a déclaré que le S.A.P. était d'accord avec les principes et méthodes essentiels de cette plate-forme, mais ne considérerait pas comme juste la division du camp communiste en trois groupes, telle qu'elle était habituellement admise par l'Opposition de gauche et également dans cette plate-forme. A son avis, on faisait un usage très confus des concepts de gauche, droite et centre dans le camp communiste. On désignait en effet la K.P.O. comme la droite, et la minorité de la K.P.O., lorsqu'elle avait rejoint le S.A.P. comme un groupe de transfuges passé directement au réformisme. En réalité, on ne pouvait nier que la K.P.O., dans toutes les questions politiques allemandes, ne s'était pas située à droite, mais à gauche du comité central du K.P.D., tandis que d'un autre côté, on présentait comme un point de vue de gauche, celui qui s'efforçait de provoquer la rupture des masses les plus larges d'avec le réformisme, leur conquête au communisme et le développement d'un parti de masse révolutionnaire et efficace. En ce sens, Sch. pouvait avoir, de même que ses amis, des titres à la reconnaissance du fait qu'ils avaient toujours été une véritable

---

(21) En fait, K.P.O. et I.V.K.O. avaient été invitées, mais avaient refusé de prendre part à la conférence de Paris.

(22) Il s'agit de la préconférence de l'Opposition de gauche. La résolution adoptée et qui avait été rédigée par Trotsky, distinguait trois tendances fondamentales dans le mouvement communiste, le centrisme bureaucratique des staliniens, l'Opposition de gauche elle-même, et l'opposition de droite incarnée par les brand-lériens.

gauche (23). On pouvait à bon droit caractériser les brandlériens comme de lâches opportunistes, mais en employant pour eux le terme de « droite », on ne faisait qu'embrouiller les choses. D'un autre côté, de nombreux camarades qui se donnaient pour « gauches » avaient provoqué de grandes difficultés dans l'Internationale tout entière et surtout dans le K.P.D. (24). Ce ne serait pas non plus, de toute façon, agréable pour l'Opposition de gauche, si elle se voyait amenée à s'associer politiquement à des camarades qu'elle avait auparavant dénoncés aux travailleurs comme étant « de droite ». Cela ne pouvait servir que les véritables opportunistes et les défenseurs d'une politique communiste fausse.

Il n'était pas non plus exact de dire, comme dans les thèses, que la nouvelle orientation politique de l'Internationale communiste après 1923 l'avait transformée en un « tribunal administratif de la bureaucratie centriste condamnant l'Opposition de gauche ». Il aurait plutôt fallu dire qu'au début de 1924, en liaison avec la lutte contre Trotsky et dans l'intérêt fractionnel de Staline, les comités centraux étiquetés « à droite » des partis communistes d'Allemagne, de France, de Tchécoslovaquie et de Pologne, étaient à bout de souffle (25). Bien plus, il était juste de dire qu'au cours des années 1924-1925, les partis communistes avaient

---

(23) La minorité de la K.P.O. que dirigeaient Walcher et Paul Frölich comptait environ 800 membres quand elle adhéra en mars 1932 au S.A.P., fort à l'époque de 14 000 membres, et entreprit de le gagner à un programme communiste. C'est en partie du fait de ses progrès qu'en février 1933, après plusieurs reports du congrès, les dirigeants du S.A.P. avaient appelé leurs militants à rejoindre individuellement le parti social-démocrate. La minorité avait alors convoqué le congrès, qui s'était tenu clandestinement à Dresde les 11 et 12 mars 1933, et avait porté à la direction les chefs de l'ancienne minorité. Au mois de juin, un plénum clandestin du S.A.P. avait pris position pour « la création d'un véritable parti communiste en Allemagne et une véritable Internationale communiste ».

(24) L'attaque n'est pas dirigée directement contre les camarades de Trotsky, mais contre la « gauche » allemande de Ruth Fischer et Maslow, liée à Zinoviev, qui avaient combattu Brandler dans l'Opposition de 21 à 23, puis dirigé quelque temps le K.P.D.

(25) Les comités centraux des P.C. de ces pays avaient été tous remplacés au cours de l'année 1924 à l'initiative de l'exécutif de l'I.C. dirigée par Zinoviev qui avait favorisé l'accession à leur place de majorités gauchistes. La défense de Walcher est ici assez maladroite. En fait, seuls les dirigeants du parti polonais et quelques individualités du P.C. français (Souvarine, Rosmer, Monatte) avaient eu le courage de prendre position contre les sanctions et les attaques contre Trotsky, et une « bolchevisation » qui relevait plutôt de la caporalisation. Inversement, la droite allemande, et en particulier Brandler et Thalheimer, avaient tenté de se dédouaner en accusant « le trotskysme », ce qui, d'ailleurs, ne les avait pas sauvés.

été conduits au bord de la ruine par leurs militants ultragauchistes (26).

Il fallait régler les divergences à propos de l'année 1923 (27). Tout d'abord, il fallait reconnaître que, jusqu'en 1923, le K.P.D. avait mené avec beaucoup de succès une politique tournée vers la conquête des larges masses. Si, sur la base de la légende d'Octobre, régnait encore aujourd'hui, dans les cercles de membres du K.P.D. fidèles à leur parti, l'opinion selon laquelle, en octobre 1923, toutes les prémisses objectives pour une révolution prolétarienne victorieuse étaient à portée de la main, et que c'était seulement par suite du manque d'esprit de décision des dirigeants du parti à l'époque qu'il n'avait pas été possible de mener à bien l'insurrection victorieuse, il fallait malheureusement dire que cette interprétation radicalement fautive était soutenue par l'Opposition de gauche, quand elle n'était pas suscitée par elle.

En réalité, Brandler, en son temps, avait parlé pendant trois ou quatre heures à la conférence de Chemnitz (28), et avait exposé en long et en large à ses auditeurs qu'il fallait, maintenant ou jamais, entreprendre le combat. Mais cela n'avait pas éveillé le moindre écho dans la conférence. Au cours d'une séance du comité central qui s'était tenue tout de suite après la conférence, un accord complet était intervenu, y compris avec les ultragauchistes présents, pour dire que, dans les circonstances actuelles, il n'était pas question d'entreprendre le combat (29). Tout en constatant cela, on devait pourtant reconnaître qu'en 1923, la direction du K.P.D. et peut-être celle de l'Internationale communiste n'avaient pas commis de faute majeure. La principale avait été de ne pas s'être rendu compte à temps des conséquences finan-

---

(26) Allusion à la période durant laquelle les directions « zinovievistes » avaient été installées par l'I.C. à la tête des P.C., comme celle de Treint en France, Ruth Fischer en Allemagne, etc.

(27) Le débat sur l'Octobre allemand de 1923, jamais mené, faisait l'objet de nombreuses allusions en toutes circonstances. Dans ses *Leçons d'Octobre*, Trotsky avait tracé un parallèle entre le recul de Zinoviev et Kamenev à la veille de l'insurrection d'octobre 1917 et celui de la direction brandliérienne en octobre 1923.

(28) Lors de la conférence, tenue à Chemnitz, des comités d'usine de Saxe, Brandler, qui était ministre dans le gouvernement « ouvrier », socialiste-communiste de Saxe, que présidait le Dr Zeigner, aurait dû, selon le plan établi à Moscou, convaincre les délégués de lancer le mot d'ordre de grève générale en riposte à l'ultimatum adressé au gouvernement saxon par le général Müller, au nom de la Reichswehr. Il n'avait pas réussi à les convaincre, et Trotsky pensait que c'était parce que ses propres hésitations étaient visibles. Ce débat avait eu lieu le 21 octobre.

(29) Walcher fait probablement allusion à la réunion de la centrale du K.P.D. du 25 octobre qui adopta une résolution sur la situation à l'unanimité.

cières, politiques et révolutionnaires qu'allait entraîner le conflit de la Ruhr, et de n'avoir vraiment reconnu l'existence d'une situation révolutionnaire qu'en rapport avec la grève Cuno (30) donc à un moment où, par suite de l'entrée des social-démocrates dans le gouvernement et de la nouvelle de la création du *Rentenmark* (31), la situation avait commencé à se détendre, et la vague révolutionnaire à refluer. La direction du K.P.D. et peut-être celle de l'Internationale communiste qui, jusqu'en juillet, avaient très gravement sous-estimé la situation, l'avaient désormais surestimée de la même manière. Dorénavant, on avait commencé à préparer tout le parti à l'insurrection, et on n'avait pas remarqué à temps ce qui se passait réellement au même moment à l'intérieur de la classe ouvrière. Ainsi les ciseaux s'étaient-ils largement ouverts entre la politique du parti et la réalité, et ce fait avait marqué de son empreinte la conférence de Chemnitz : la direction du parti, pour avoir voulu l'impossible au deuxième stade de ce développement, était dans l'impossibilité de ce fait de mener à bien ce qui était pourtant possible en soi (32).

Pour ce qui est du comité anglo-russe (33), le S.A.P. ne pouvait admettre que la coopération des syndicats russes et anglais ait constitué une erreur à ce moment-là et depuis le début. A cette époque, en liaison avec le 3<sup>e</sup> congrès de l'Internationale syndicale rouge, une campagne avait été entreprise par les communistes avec un grand succès pour l'unité syndicale internationale. Le fait que les syndicats russes se soient alliés aux syndicats anglais dans

---

(30) La « grève Cuno » — grève contre le gouvernement Cuno — avait débordé au début d'août toutes les directions syndicales et politiques du mouvement ouvrier allemand, et provoqué la chute du gouvernement Cuno, à peine investi. Trotsky, alors en vacances en Crimée, s'était renseigné auprès de deux des dirigeants allemands présents à Moscou à une réunion de l'I.S.R., August Enderle et Walcher lui-même, et les avait convaincus de la nécessité de se rendre en Allemagne pour en rapporter des éléments précis d'information. C'est sur la base notamment de cette initiative que le bureau politique du P.C. russe avait pris alors la décision de préparer l'insurrection à bref délai en Allemagne.

(31) L'adoption par le gouvernement Stresemann de la nouvelle monnaie, le *Rentenmark*, ou mark-rente, avec le soutien américain, marqua en effet le début de la stabilisation.

(32) Walcher donne ici une explication intéressante de la décision de battre en retraite prise par la direction du K.P.D. à l'automne 1923 ; mais cette explication ne fut jamais avancée dans l'I.C.

(33) Trotsky, rappelons-le, considérait que le comité syndical anglo-russe, formé au sommet entre les directions des syndicats britanniques et russes, avait fourni à la bureaucratie syndicale des T.U.C. une couverture, et qu'il relevait d'une politique de combinaisons opportunistes. Membre de la direction de l'I.S.R. et spécialiste qualifié du « travail syndical », Walcher avait été partie prenante dans cette politique qu'il ne reniait pas.

le but d'animer et de renforcer cette campagne était entièrement justifié et profitable. L'Opposition de gauche commettait la faute de ne pas du tout prêter attention à cet aspect initial positif, et sa critique, tout à fait fondée, de la phase ultérieure des événements, était abusivement étendue à l'ensemble de la période (34).

L'Opposition de gauche aurait bien fait de se demander de temps en temps pourquoi elle avait un si petit nombre de partisans. Si, pour répondre à cette question, on pouvait certes faire valoir toute une série de raisons objectives, il ne fallait pas non plus se dissimuler que la croissance insuffisante de l'Opposition de gauche était due également en partie à des mauvaises méthodes (35). Il était, par exemple, tout à fait impossible qu'une opposition, même disposant de la plume acérée et féconde du camarade L.T., gagne des couches larges de partisans, si ses porte-parole, à propos de la situation concrète, ramenaient toujours mécaniquement, tranquillement, les mêmes questions sur le tapis : la question chinoise, la question russe, le comité anglo-russe. Sch. donna de cela quelques exemples significatifs, et fit remarquer ensuite que la tendance, déjà soulignée, à un certain schématisme et à des exagérations produisait tous ses effets nocifs.

D'autre part, il ne voulut pas cacher qu'à l'extérieur de l'Opposition de gauche, et même dans des milieux qui étaient fondamentalement d'accord avec sa ligne politique, on parlait d'un pouvoir personnel à l'intérieur de l'Opposition de gauche (36), et l'on avait pour cette raison de graves réserves vis-à-vis d'elle. De telles réserves s'exprimaient non seulement chez d'anciens partisans de l'Opposition de gauche, mais aussi dans le S.A.P. et dans son exécutif (P.V.) (37).

Le camarade L.T. s'efforça de prouver par d'assez longues explications que la classification opérée habituellement dans le camp communiste par l'Opposition de gauche correspondait à la réalité des rapports. Que le stalinisme avait le caractère typique du centrisme et que l'on ne pouvait caractériser les brandlériens,

---

(34) Walcher fait ici une légère autocritique, car sa tendance, et plus tard la K.P.O., n'avaient jamais reconnu que la politique du comité syndical anglo-russe ait pu revêtir, à un moment quelconque, des aspects opportunistes.

(35) Walcher formule ici une critique qui sera souvent reprise plus tard par d'autres adversaires ou même alliés politiques de l'Opposition de gauche, sans compter ses propres militants.

(36) Il s'agit de l'influence personnelle de Trotsky et de ses interventions par lettre dans la vie des sections.

(37) P.V. désigne la direction du S.A.P., le Partei-Vorstand.

même s'ils prenaient souvent des positions correctes dans les questions politiques actuelles, que comme une tendance de droite. Par rapport au comité anglo-russe, il pensait qu'une coopération entre syndicats anglais et soviétiques était tout à fait compréhensible et utile. Mais que la critique de l'Opposition de gauche visait en réalité le bloc politique inadmissible qui s'était formé alors entre les syndicats anglais et ceux de Russie soviétique. Ce bloc avait renforcé la position des réformistes anglais et facilité leur politique de trahison pendant la grève générale anglaise. Il pensait qu'il fallait arriver à un accord total avec le S.A.P. sur ce point.

Si l'on recherchait les causes du petit nombre des partisans de l'Opposition de gauche, il fallait constater le fait que, dans le cours d'une période caractérisée par une dégénérescence générale du mouvement communiste (provoquée par la politique fautive des staliniens), une opposition communiste ne pouvait compter obtenir pour elle-même une audience de masse. Il voulait bien concéder que les membres de l'Opposition de gauche n'avaient pas toujours agi de la façon la meilleure, mais il ne fallait pas non plus méconnaître que la chasse à l'homme lancée contre lui personnellement depuis dix ans maintenant, avait obtenu des résultats certains. Ce n'était que maintenant qu'elle commençait, ça et là, à se transformer en son contraire.

Quant à son prétendu pouvoir personnel et à sa tendance à s'imposer dans la vie de l'organisation, il était tout prêt à soumettre une correspondance qu'il avait eue avec certains camarades, de qui émanaient en ce moment de tels reproches, et laisserait ainsi à Sch. le soin de se former lui-même une opinion objective là-dessus.

(Sch. a évoqué alors également la possibilité d'étudier cette correspondance avec un camarade autrichien (38), car il n'en revenait pas de voir avec quelle patience le camarade T. réagissait à des plaintes tout à fait aberrantes, pour ne pas dire pathologiques, et s'efforçait toujours inlassablement de ramener la discussion vers le cœur de la question et d'associer à un travail en commun des personnalités différentes.)

---

(38) Il s'agit vraisemblablement de la correspondance entre Trotsky et l'autrichien Josef FREY (1882-1957) un ancien fondateur du P.C. autrichien, puis de l'Opposition de gauche dans ce pays, qui se plaignait que Trotsky ait soutenu contre son propre groupe celui de Kurt Landau (cf. n. 3, p. 284) et du *Neue Mahnruf*, appuyé ensuite l'unification avec le pro-stalinien Gräf-Frank, puis soutenu et même inspiré les efforts de la section allemande et de son envoyé spécial en Autriche, Polzer, pour une « unification » qui devait aboutir à la fondation... d'une organisation supplémentaire.

A cet égard, le camarade L.T. fit ensuite remarquer qu'il serait très heureux d'être dispensé d'avoir à s'occuper des questions d'organisation, grâce à une croissance organisationnelle du mouvement et à la construction d'une solide direction : il préférerait mille fois se consacrer exclusivement au travail politique et scientifique.

Au sujet de 1923, le camarade L.T. a continué à affirmer qu'à cette époque, du fait d'une mauvaise politique, de grandes possibilités objectives pour le combat révolutionnaire avaient été gâchées. Mais il ne pensait pas du tout que la faute décisive avait été commise en octobre, lors de la conférence de Chemnitz (39). Il a rappelé que, dès 1924, il avait comparé la situation de l'année 1923 à celle d'un cavalier qui aurait tenu son cheval trop serré devant un obstacle élevé, et à qui ne restaient par conséquent que deux éventualités : ou bien reculer devant l'obstacle, ou tenter quand même le saut qui ne pouvait être réussi qu'après un grand élan, et, par conséquent, se rompre le cou. Le K.P.D., du fait de la politique fautive de son comité central, et sans doute aussi de l'exécutif de l'Internationale communiste, avait été placé exactement dans la situation de ce cavalier. Il constatait avec satisfaction qu'on pouvait noter un accord complet entre son point de vue et celui qui avait été développé par Sch.

### *Sur le point 5*

Le camarade L.T. ne pouvait ni ne voulait prétendre qu'il n'existait pas de divergences entre l'Opposition de gauche et le S.A.P. Mais elles n'étaient pas de nature à empêcher ces deux organisations de se comprendre et de s'unifier dans un avenir proche. Il estimait au contraire qu'avec de la bonne volonté, on pourrait arriver dans un bref délai à la fusion du S.A.P. et de l'Opposition de gauche, peut-être dans deux ou trois mois, si, à partir de maintenant et de part et d'autre, on avançait résolument vers cet objectif. Il fallait maintenant s'attaquer à cette question dans les organes de presse. Il considérait comme très positif que Sch. s'exprime sur ce sujet dans *Unser Wort* (40). On ne pouvait pas trop tarder à entamer la discussion, sinon on courrait le danger

---

(39) Aucune des critiques de Trotsky sur cette question n'a en effet jamais porté sur la décision de battre en retraite en octobre 1923, mais sur la politique antérieure du K.P.D. qui rendit cette décision nécessaire.

(40) *Unser Wort* (Notre Parole) était l'organe de la section allemande I.K.D. qui paraissait depuis peu à Paris.

d'aboutir non à une unification, mais à une rupture. Le camarade L.T. déclara que la création d'un bon hebdomadaire commun serait hautement nécessaire et utile. Il était profondément persuadé que l'unification du S.A.P. et de l'Opposition de gauche serait de la plus grande importance non seulement en Allemagne, mais sur le plan international. En Allemagne, l'unification favoriserait la nouvelle orientation des travailleurs, qui, ayant rompu avec le réformisme, étaient maintenant engagés sur le chemin de la gauche, et leur permettrait de s'associer au nouveau parti unifié. Sur le plan international, cette unification faciliterait également la clarification et la concentration des forces révolutionnaires. L.T. a résumé son opinion sur cette question, à la fin de la discussion, dans une lettre adressée au camarade Sch. (41).

En réponse à cet exposé, le camarade Sch. observa que le S.A.P., en dépit de ses critiques contre une alliance avec l'Opposition de gauche, et à la condition de rester dans certaines limites, était pour la fusion. Il considérait qu'une grande partie des défauts que présentait, selon lui, l'Opposition de gauche, n'étaient que l'expression d'un malentendu, qu'ils provenaient de la faiblesse organisationnelle de l'Opposition de gauche et de la personnalité exceptionnelle du camarade L.T., mais que cela disparaîtrait en grande partie avec un élargissement de la base organisationnelle. En outre, les camarades du S.A.P. étaient persuadés que les méthodes de l'Opposition de gauche, en raison de sa nouvelle orientation tactique, devraient changer, et qu'elles allaient changer.

### *Sur le point 6*

On peut constater d'après cette conversation que l'Opposition de gauche aborde la conférence et ses tâches d'un point de vue tout à fait positif. Elle est décidée à développer son point de vue devant la conférence, et à voir jusqu'à quel point un accord est possible. C'est pour elle une conviction profonde que l'évolution vers une nouvelle Internationale est un processus dans lequel les partis et les groupes qui ont déjà la clarté politique requise doivent user de toute leur influence pour que les partis et groupes considérés en arrivent à des conceptions homogènes. Le camarade L.T. a cependant vivement insisté sur le fait que, dans ce processus, le « parti d'unité prolétarienne » (P.U.P.) n'est pas compris, et qu'il faut d'emblée s'opposer à cette participation compromett-

---

(41) Ci-dessous, p. 111.

tante (42), de même qu'à celle du socialiste-révolutionnaire Steinberg (43).

En accord avec nous, le camarade L.T. fixe à la conférence deux tâches principales :

Tout d'abord la discussion sur la nécessité d'une nouvelle Internationale, et la proclamation de ses principes. Il pense qu'il serait souhaitable qu'une commission soit mise sur pied par la conférence, qui aurait pour fonction de rassembler tout le matériel nécessaire pour une discussion internationale sur le programme. Dans cette proclamation d'une nouvelle Internationale, il ne doit y avoir aucun doute que nous nous reconnaissons, après comme avant, dans les résolutions fondamentales des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, que nous livrons au réformisme, après comme avant, un combat implacable, et que, pour cela, il nous faut nous en tenir fermement aux idées directrices des 21 conditions du II<sup>e</sup> congrès, même si, dans le détail, ces dernières ont besoin d'être amendées. Le camarade L.T. a expressément indiqué que, de toute évidence, pour nous, le développement ne s'est pas arrêté avec les quatre premiers congrès, et qu'il importe aussi de remettre à l'épreuve les résolutions particulières et de faire entrer en ligne de compte les expériences nouvelles. C'est dans ce but que l'Opposition de gauche soumettra à la discussion internationale la plate-forme en onze points qu'elle a adoptée en février. Elle serait également disposée, par ailleurs, à examiner sérieusement toute autre contribution, et à la publier dans sa presse.

En ce qui concerne la seconde tâche de la conférence, il était d'avis qu'il ne serait vraisemblablement pas possible d'obtenir dans un délai prévisible, par l'initiative des partis représentés à Paris, la convocation d'un congrès ouvrier mondial. Mais, comme un tel congrès devait être éminemment utile pour l'organisation du combat contre le danger de guerre, le fascisme, et surtout pour l'organisation du boycottage de l'Allemagne hitlérienne, la simple propagande pour ce congrès aurait déjà d'heureuses conséquences.

---

(42) Notons le souci de Trotsky de se démarquer des représentants du bureau international des partis socialistes révolutionnaires, héritier politique de l'U.P.S., « Internationale 2 1/2 », à qui il ne voulait faire aucune concession qui eût paru compromettante aux yeux des ouvriers communistes qu'il voulait gagner.

(43) Isaac N. STEINBERG (1888-1957), l'un des dirigeants du parti socialiste-révolutionnaire de gauche en 1917, avait été commissaire du peuple à la justice dans le gouvernement de coalition présidé par Lénine d'octobre 1917 à mai 1918. Il dirigeait dans l'émigration les restes de ce parti qu'il représentait au « bureau de Paris ».

ces, et serait bénéfique pour le combat en faveur d'une nouvelle Internationale (44).

Sur ces questions, il y a eu accord total entre le camarade L.T. et le camarade Sch.

### *Conclusion générale*

Le présent compte rendu fait apparaître qu'entre les camarades L.T. et Sch., il subsiste encore des divergences. Ces tensions et oppositions encore perceptibles sont sans doute plutôt plus fortes encore parmi les cadres de nos deux organisations. Nous croyons néanmoins pouvoir constater, en accord avec le camarade L.T., que les temps sont mûrs pour une unification du S.A.P. et de l'Opposition de gauche, et qu'à partir de maintenant il importe d'abattre aussi vite que possible les obstacles qui subsistent.

Le camarade L.T. a entièrement raison quand il dit que l'unification du S.A.P. et de l'Opposition de gauche faciliterait considérablement la réorientation de tous les travailleurs social-démocrates qui sont d'anciens révolutionnaires. Ce qu'il faut noter aujourd'hui au niveau du S.A.P. avec une grande satisfaction deviendra alors un fait d'une importance décisive et aux retentissements multiples : tout ce qui est valable en Allemagne du point de vue révolutionnaire se rassemblera au fil des ans au sein du S.A.P.-O.G. réunis qui deviendra alors, en fait, le point de cristallisation du nouveau parti communiste.

Sur le plan international également, l'unification aura pour effet de transformer les deux groupes en un noyau de la nouvelle Internationale communiste à construire.

On ne saurait donc surestimer le résultat positif des efforts d'unification désormais en cours. Mais c'est justement pour cela qu'il faut faire tous les efforts imaginables possibles pour éviter en toutes circonstances deux éventualités.

La première consiste en ce que, comme le dit L.T., la discussion pourrait traîner en longueur au point qu'elle aboutirait non à un accord, mais à une rupture ; la seconde en ce que l'unification soit réalisée de part et d'autre sans les explications nécessaires, et qu'après coup, elle ne se révèle pas solide, et se termine par un fiasco. Ces deux éventualités seraient aussi mauvaises l'une que

---

(44) Nous savons que Trotsky avait demandé la préparation, en vue de la conférence, d'une résolution spéciale sur l'organisation du boycottage de l'Allemagne hitlérienne.

l'autre et il faut par conséquent tout mettre en œuvre pour les éviter.

Dans la mesure où nous sommes unis aujourd'hui, des deux côtés, sur l'objectif à atteindre, dans la mesure où nous n'avons plus aujourd'hui de divergences essentielles, et où nous sommes convaincus que nombre de traits sectaires et des obstacles que nous avons rencontrés dans les milieux de l'Opposition de gauche, disparaîtront avec l'élargissement de la base d'organisation et par suite de la nouvelle détermination des tâches en commun, il nous faut de toute façon nous appliquer avec calme et souplesse à aplanir frictions et dissonances, en soulignant énergiquement le but que nous nous sommes fixés. Je suis convaincu que l'arrogance, pour ne pas dire l'élitisme que nous avons quelquefois rencontrés dans les cercles de l'Opposition de gauche, disparaîtront complètement quand les camarades commenceront à nous connaître et à nous apprécier dans le travail pratique en commun, et quand nous leur aurons prouvé dans l'action que nous ne sommes pas de plus mauvais révolutionnaires qu'eux, car nous ne nous sommes laissés détourner ni par les vociférations des brandlériens, ni par celles de la section allemande de l'Opposition de gauche, de faire à l'intérieur du S.A.P. le travail nécessaire pour arracher cette organisation aux centristes, pour la gagner au communisme, et pour mettre ainsi en place les conditions nécessaires d'une fusion avec l'Opposition de gauche.

Paris le 23 août 1933.  
J. SCHWAB.

# POUR UNE UNIFICATION RAPIDE (1)

(20 août 1933)

Cher Camarade Schwab (2),

Je n'ai pas besoin de vous dire l'immense plaisir que j'ai eu à passer ces trois jours avec vous, et, pour une fois, à discuter à fond des questions non tranchées. J'espère que la discussion a été fructueuse de part et d'autre. En ce qui me concerne, j'en ai tiré des faits importants, des idées, et elle m'a beaucoup stimulé. J'aimerais résumer brièvement dans cette lettre le résultat de nos discussions, tel que je le vois.

Le travail de la minorité de la K.P.O. dans le S.A.P. a été incontestablement positif (3). Mais il faut approfondir ce succès ; sinon, il s'évanouira. L'Opposition de gauche doit, elle aussi, faire un bond à un niveau supérieur. La fusion des deux organisations constituera le point de départ d'un nouveau chapitre important de leur développement.

Que dire des désaccords ? Je ne veux certainement pas nier qu'il existe des divergences — qui s'expliquent facilement par l'histoire de nos organisations — dans la façon d'aborder les problèmes. Mais elles ne me semblent pas fondamentales. Mieux, avec de la bonne volonté de part et d'autre, elles peuvent facilement se compléter et donner des fruits.

Naturellement, l'unification devrait se faire sur la base d'un document programmatique. Ce document devrait, bien sûr, parler de l'avenir et non du passé, et ne tirerait du passé que les leçons nécessaires aux tâches nouvelles. Cet important document pourrait être élaboré par les forces unifiées de nos deux organisations, et, comme il fournirait la plate-forme d'unification, il servirait de

---

(1) D 273. *Bulletin der Liga der Kommunisten-Internationalisten*, n° 1, janvier 1934. Lettre à Jacob Walcher. Cette lettre est datée du 18 août 1933, mais elle fait allusion aux trois jours de conversation, entre Trotsky et Walcher, qui se sont déroulés du 17 au 20 août. Nous avons donc décidé de la dater du 20 août.

(2) Schwab était le pseudonyme de Jacob Walcher. Voir ci-dessus, n. 1, p. 93.

(3) Sur cette question, voir n. 23, p. 101.

manifeste pour le rassemblement des forces en vue de la construction du nouveau parti et de la nouvelle Internationale. Réellement, il faut battre le fer quand il est chaud. Car, non seulement — et c'est évidemment décisif — la situation mondiale, la situation du prolétariat mondial exigent aujourd'hui une intervention rapide et énergique de l'avant-garde qui possède l'initiative nécessaire, mais la situation interne de nos organisations nous pousse dans la même direction. Si nous laissons passer les prochaines semaines, le mécanisme de la vie politique — surtout dans l'émigration — provoquera une détérioration des rapports entre nos organisations. Les conflits se multiplieront. Et c'est précisément parce qu'ils ne peuvent avoir une base principielle qu'ils risquent d'être d'autant plus empoisonnés. Ces phénomènes se transfèreraient inévitablement à l'échelle internationale. En Angleterre, en Hollande, partout où il y a des émigrés allemands, les deux groupes s'efforceraient de l'emporter dans une compétition acharnée — et également au sein des organisations « indigènes ».

Pour pouvoir agir vite, nous ne devons nous cramponner à aucune formalité. Les organismes dirigeants en Allemagne sont dans une situation extrêmement difficile et possèdent bien trop peu d'informations sur ce qui se passe à l'extérieur pour être capables de prendre aujourd'hui l'initiative dans cette affaire (4). C'est aux émigrés que revient l'initiative. Les Allemands sont entrés dans la période où c'est en émigration que se situe le lieu décisif de la concentration. Il nous faut créer un bon journal commun, lequel, si possible, devrait devenir bientôt hebdomadaire. L'unification en elle-même ne manquerait pas d'éveiller de nouveaux espoirs et de nouvelles perspectives, de gagner de nouvelles sympathies et — cela ne manque pas d'importance — elle nous ouvrirait de nouvelles ressources financières. Nous avons besoin d'un bon hebdomadaire : en unissant nos forces, nous pourrions le créer. Sans un hebdomadaire politique, et peut-être un mensuel théorique, nos amis d'Allemagne disparaîtront progressivement dans les prisons et les camps de concentration sans avoir été remplacés par des forces neuves.

De toute évidence, ce sont les organisations elles-mêmes qui doivent trancher sur cette affaire. Mais je serais très heureux si notre discussion avait ouvert la voie à la décision.

---

(4) La répression frappait sévèrement des groupes très actifs. Plusieurs dirigeants du S.A.P. avaient déjà été incarcérés dont Paul FOLICH (1894-1953), lui aussi vétéran du K.P.D.(S) et vieux compagnon d'armes de Rosa Luxemburg. Le 8 août, un coup de filet avait amené l'arrestation de 91 militants du S.A.P., dont plusieurs dirigeants de l'intérieur. L'Opposition de gauche était également frappée, notamment dans la Ruhr.



Henk SNEEVLiet  
(collection Sal Santen)



Hynek LENOROVÍČ  
(avec l'autorisation  
de madame Hassenrichter)

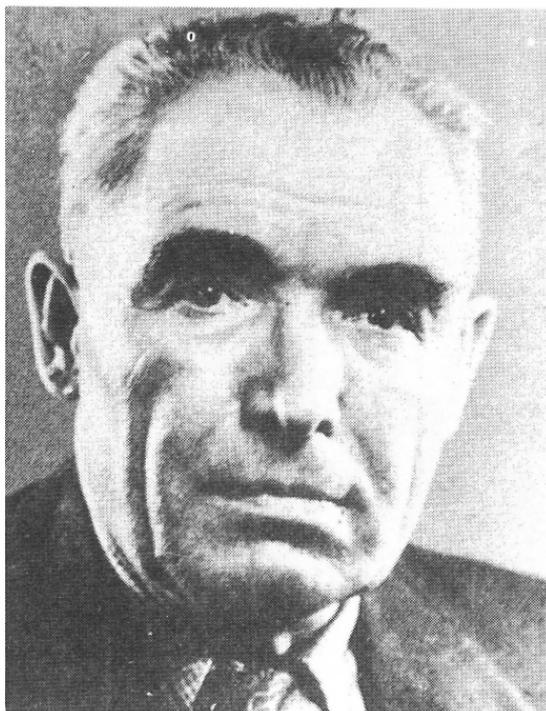


P. J. SCHMIDT  
(extrait de *Das Banner*)

K. KILBOM  
(extrait de *Das Banner*)



A. FENNER BROCKWAY  
(extrait de *Das Banner*)



Jacob WALCHER  
(coll. privée)



Boris GOLDENBERG  
(coll. privée)



J. P. CANNON  
(extrait de *New Militant*)



Sara JACOBS à St-Palais (août 1933)  
(coll. J. van Heijenoort - M. Nadeau)

# POUR GAGNER L'I.L.P. (1)

(20 août 1933)

Cher Camarade Cannon (2),

Aujourd'hui je veux vous écrire spécialement sur les questions anglaises. Au cours de la dernière période, l'Indépendante Labour Party a fortement évolué vers une position révolutionnaire. L'ancienne couche de bureaucrates est restée presque tout entière dans le Labour Party. L'I.L.P. est formée par la jeunesse. Dans la direction cependant restent quelques anciens, les Maxton, Brockway, Paton (3) qui sont loin d'être d'accord entre eux. Pour la base de l'I.L.P., les problèmes de stratégie révolutionnaire constituent un terrain entièrement neuf. Là, les staliniens révèlent la prépondérance de leur routine. Il n'est pas douteux que les promesses d'aide financière ne manquent pas, et, dans sa composition sociale actuelle, l'I.L.P. est très pauvre.

---

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre adressée à Cannon.

(2) James Patrick CANNON (1890-1974), ancien militant des I.W.W. (Industrial Workers of the World), organisation américaine proche du syndicalisme révolutionnaire au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, avait été l'un des pionniers du mouvement communiste aux Etats-Unis, puis le dirigeant d'une des trois fractions qui se disputèrent la direction du parti pendant les années vingt. Convaincu de la justesse des idées de l'Opposition de gauche par un texte de Trotsky qu'il trouva dans son dossier de délégué au 6<sup>e</sup> congrès de l'I.C. (1928), il avait été exclu du P.C. la même année et avait fondé la Communist League of America dont il était le dirigeant incontestable.

(3) Pour James Maxton, cf. ci-dessus, n. 3, p. 73. Archibald FENNER BROCKWAY (né en 1888) avait adhéré à l'I.L.P. en 1907 et dirigé son organe, le *Labour Leader* de 1912 à 1917. Pacifiste en 1914-1918, il avait été emprisonné à plusieurs

Notre petit groupe britannique a de bonnes liaisons avec l'I.L.P. et a sur lui une grande influence : *Inprekorr* (4) s'en plaint amèrement, mais un travail systématique pour renforcer ce parti, le nettoyer de l'héritage du centrisme, le protéger du stalinisme, le transformer en un parti vraiment révolutionnaire, *tout cela est parfaitement possible maintenant*. C'est précisément là que l'aide de la Ligue américaine est nécessaire. Il me semble qu'une aide dans le domaine des publications pourrait être d'une importance décisive. Avant tout, il faut que *The Militant* fasse une analyse de la situation dans l'I.L.P. et le P.C. britannique en soulignant le caractère *amical* de notre attitude à l'égard de l'I.L.P. Il faut aussi des articles et des lettres sur la base d'un matériel nouveau. Les numéros en question du *Militant* pourraient être envoyés en un grand nombre d'exemplaires à l'I.L.P. par l'intermédiaire de notre section britannique. Bien entendu, *il faudra faire tout ce travail la main dans la main avec notre section britannique*.

Les brochures et les livres publiés par les Pioneer Publishers (5) seraient d'une grande importance pour le travail d'éducation dans l'I.L.P. La question du programme devra être maintenant mise à l'ordre du jour dans l'I.L.P. et il faudra organiser des cercles pour une étude critique du programme de l'I.C. La *Critique*

---

reprises. Déjà secrétaire de l'I.L.P. en 1928, il venait d'être réélu à ce poste. En 1930, au cours d'un séjour en Hollande en compagnie de Maxton et de Stephen Campbell, il avait pris des contacts avec le N.S.P.P. et l'aile gauche du parti social-démocrate hollandais dirigée par Peter J. Schmidt, contacts qui devaient être à l'origine de la fondation, deux années plus tard, de l'I.A.G. John PATON (1886-1977) avait été, au lendemain de la révolution russe pour laquelle il éprouvait beaucoup de sympathie, l'un des artisans de la rupture de l'I.L.P. avec la II<sup>e</sup> Internationale, décidée en août 1920. Il avait eu des responsabilités dans le parti, en Ecosse jusqu'en 1924, puis à l'échelon national. Partisan résolu de la grève générale en 1926, il était devenu secrétaire général du parti en octobre de la même année. Au début des années 1930, au côté de Fenner Brockway et en opposition à Maxton, il représentait incontestablement l'aile gauche de l'I.L.P. Il avait conduit en son nom des négociations avec le parti communiste britannique et Harry Pollitt, et s'était opposé aux tentatives de ce dernier de provoquer dans les rangs de l'I.L.P. une scission favorable au P.C. (John PATON, *Left turn ! The autobiography of John Paton*).

(4) *Inprekorr* (abréviation de *Internationale-Press-Korrespondenz*) était le bulletin de presse de l'I.C. Dans son numéro 64/65, p. 772, il avait soutenu que les arguments avancés par l'I.L.P. contre la fusion avec le P.C. britannique « coïncidaient avec les calomnies des trotskystes contre l'I.C. », et dénoncé la collaboration entre « certains leaders locaux de l'I.L.P. » et « un petit groupe de trotskystes exclus ».

(5) Pioneer Publishers était la maison d'édition de la Communist League of America.

*du Programme de l'I.C.* que vous avez publiée serait précieuse à cet égard. Peut-être pourrait-on réunir un certain nombre d'exemplaires de ce livre et les envoyer à la section britannique (hélas, il ne pourront pas les payer) spécialement en vue du travail dans l'I.L.P. On trouvera également bien entendu d'autres formes d'aide pour ce travail. C'est une grande responsabilité. En fournissant les efforts nécessaires, nous devrions pouvoir moissonner ce que nous avons si patiemment semé au cours des dernières années.

Je serais très heureux que vous m'écriviez là-dessus et sur les questions américaines (6).

---

(6) Notons que Trotsky ne parle pas ici à Cannon de sa proposition d'entrée de ses camarades anglais dans l'I.L.P. — dont il parle le lendemain dans une lettre à Walcher comme d'un sujet déjà abordé.

# A LA VEILLE DE LA CONFERENCE DE PARIS (1)

(21 août 1933)

Cher Ami,

Merci pour les informations que m'apporte votre lettre du 20 août.

Les modifications que vous proposez au texte de notre déclaration sont en cours d'élaboration. Il s'agit bien entendu de la déclaration de l'Opposition de gauche. Nos alliés ne peuvent évidemment s'engager sur le texte de cette déclaration (2).

Pour le rassemblement des révolutionnaires participant à cette conférence, je joins à cette lettre un projet de courte déclaration qui me paraît suffire, au moins dans ce cas (3). Si nous ne lançons cette déclaration qu'au nom du S.A.P., de l'O.S.P. et de l'Opposition de gauche, cela aura déjà un effet considérable ; et plus encore si Kilbom et *Mot Dag* signent également (4). La signa-

---

(1) D 274. Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre à Jacob Walcher.

(2) Dans sa lettre du 20 août, avant même la fin des conversations de Saint-Palais, Walcher avait proposé des modifications au texte de la déclaration de l'Opposition de gauche (ci-dessus, pp. 79-89) que Trotsky lui avait communiquée. Nous ne possédons malheureusement ni le texte initial, ni la lettre de Walcher, et ignorons donc la nature et la portée de ces amendements faits par un « allié ».

(3) Il s'agit du texte qui sera appelé la « déclaration des quatre » (voir ci-dessous, pp. 130-135) que Trotsky jugeait à la fois possible et nécessaire d'après ses discussions avec Walcher et Sneevliet. Notons qu'il n'avait pas encore rencontré les dirigeants de l'O.S.P. de Hollande, et que c'était Walcher qui s'était chargé d'obtenir leur accord.

(4) Trotsky jugeait parfaitement possible donc de faire signer une déclaration commune à deux organisations qui, dans un passé récent, avaient été liées aux brandlériens. Notons que, s'il avait rencontré Erling Falk l'année précédente, il ne semble avoir rencontré Kilbom ni en 1932, ni en 1933.

ture des gens du P.U.P. ne ferait qu'ajouter une note de ridicule à la chose (5).

L'I.L.P. dans sa forme actuelle, et surtout dans sa représentation actuelle, signera-t-elle cette déclaration ? On peut en douter. Si elle ne le faisait pas, notre nouvelle déclaration constituerait un document extraordinaire pour continuer à chercher des partisans dans l'I.L.P. Vous n'ignorez sans doute pas la citation d'*Inprekorr* reproduite dans le dernier numéro de *La Vérité* du 10 août : l'I.L.P. est accusée d'avancer contre l'unification avec l'I.C. des arguments « trotskystes », et d'être en liaison avec des « trotskystes » exclus (6). Tant mieux. Il faut que nos camarades entrent réellement dans l'I.L.P. et travaillent de toutes leurs forces au renforcement révolutionnaire de ce parti (7). Vous devriez parler de cette question avec les membres du S.I. et avec le délégué anglais de notre section quand il arrivera (8). C'est une question d'importance capitale.

Cependant, il serait selon moi désastreux d'attendre une évolution ultérieure de l'I.L.P., c'est-à-dire de ne pas signer un document dans le genre du projet ci-joint : la publication de notre déclaration sans la signature de l'I.L.P. ne peut au contraire qu'accélérer l'évolution vers nous.

---

(5) Le P.U.P., parti d'unité prolétarienne, était né en octobre 1930 de la fusion des deux organisations issues toutes les deux de la droite du P.C. à plusieurs années d'intervalle (le parti socialiste-communiste, qui avait été fondé par Frossard, et le parti ouvrier et paysan, de Louis Sellier, fondé en 1929 par six conseillers municipaux parisiens hostiles à la tactique électorale, dite « classe contre classe », qui prévoyait le maintien au second tour des communistes contre les candidats socialistes). Son principal dirigeant était l'historien et journaliste Paul LEVI, dit Paul LOUIS (1872-1955), qui avait quitté le P.C. avec sa droite en 1933. Il se déclarait partisan de l'« unité organique », de la réunification des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales. Le P.U.P. était axé sur une perspective électorale, et formait avec le D.N.A., dont il n'avait ni les effectifs, ni la puissance d'organisation, l'aide droite des futurs participants à la conférence de Paris.

(6) Voir ci-dessus, n. 4, p. 114.

(7) C'est la première allusion de Trotsky à une éventuelle politique d'« entrée » de ses camarades britanniques dans l'I.L.P., autrement dit à une politique qu'on appellera l'« entrisme ». Tout semble indiquer que cette question avait été abordée au cours de ses entretiens avec Walcher, bien que les notes de ce dernier n'y fassent pas allusion. En tout cas, la section britannique n'en était pas encore informée.

(8) Aucun délégué de la section anglaise ne vint à Paris pour la conférence. Le fait que Trotsky charge Walcher de parler à ses propres camarades britanniques de l'Opposition de gauche de sa proposition d'entrer dans l'I.L.P. révèle la confiance politique qu'il avait alors en lui. C'est le 25 août que le secrétariat international, au cours d'une réunion à laquelle participaient Pierre Frank, Léon Sedov, Bauer, Leonetti et Vitte, décida de reprendre cette proposition à son compte et en informa par lettre la section britannique.

Reprenez les pourparlers avec Bauer (9) et les autres camarades sur les modalités de leur collaboration. Il nous faut faire, et faire maintenant un pas en avant, sinon nous n'aboutirons à rien.

Nous avons maintenant la déclaration de principe du R.S.P. (Sneevliet) (10). Une très bonne déclaration. Le camarade Rudolf (11) vous la fera parvenir.

---

(9) Walcher et Bauer avaient à l'époque à Paris des rapports quotidiens de collaboration étroite, au point que Bauer, selon son propre témoignage, proposa à Walcher de partager l'appartement qu'il venait de trouver.

(10) La « déclaration de principes » du R.S.P. hollandais devait être publiée en traduction française dans le *Bulletin* de la L.C.I., n° 1 de la fin octobre 1933.

(11) Rudolf KLEMENT (1910-1938), étudiant en philosophie à Hambourg et militant du K.P.D. qui avait rejoint en 1932 l'Opposition de gauche, était parti à Prinkipo en avril 1933 pour être secrétaire de Trotsky. Il en était revenu avec lui, et allait prendre les fonctions de secrétaire administratif du S.I.

# VERS UN BOND EN AVANT (1)

(22 août 1933)

Cher Camarade Shachtman, (2)

J'ai été très déçu de votre départ soudain car il nous a privé de la possibilité de nous voir et de parler ensemble pour la dernière fois des questions européennes et américaines. Nous nous préparons à effectuer dans quelques jours un grand bond en avant. Le Parti socialiste révolutionnaire de Hollande (Sneevliet) a maintenant rejoint officiellement notre organisation (3). Cela signifie 950 membres et un soutien sous la forme d'une organisation syndicale de 23 000 membres. Sneevliet était chez moi et nous sommes tombés d'accord sur tout.

Non moins important est le fait que le parti socialiste indépendant de Hollande (plus de 7 000 membres) s'est rapproché de

---

(1) D 223, Bibliothèque du Collège de Harvard, New York. Lettre à Max Shachtman. Ce texte constitue un précieux résumé de l'activité et des plans de Trotsky à la veille de la conférence de Paris.

(2) Max SHACHTMAN (1903-1972) était né à Varsovie et avait émigré encore enfant aux Etats-Unis avec sa famille. Il avait interrompu des études supérieures à New York pour se consacrer à la politique et avait très rapidement occupé des responsabilités nationales au sein du P.C. américain. Membre de la fraction « Cannon-Foster », il avait suivi Cannon et était devenu, avec Abern et lui, l'un des fondateurs du petit noyau de l'Opposition de gauche, puis l'un des dirigeants de la Communist League of America. C'est généralement lui qui intervenait pour son compte dans les questions internationales. Il était venu séjourner à Prinkipo — où il était arrivé le 23 mai — et avait fait avec Trotsky le voyage de retour. Il était reparti aussitôt après le plénum de l'Opposition de gauche internationale du 19 au 21 août sans passer par Saint-Palais. Il était alors le principal dirigeant de la « minorité » dans la crise qui secouait depuis plusieurs mois la section américaine.

(3) Cette adhésion ne sera officialisée que le 21 septembre. Dans l'intervalle, l'Opposition de gauche internationale était devenue la L.C.I. Trotsky avait pourtant raison de tenir l'adhésion pour acquise sur la base de la parole de Sneevliet.

nous (4). Il est en train de négocier en ce moment avec Sneevliet pour un travail en commun comme préliminaire à la fusion complète.

Avec le camarade Walcher, du S.A.P., nous sommes arrivés à un accord complet sur la fusion de son organisation avec notre section allemande. J'espère que Walcher pourra la réaliser dans un avenir proche (5).

Selon Walcher et Sneevliet, le parti de Kilbom en Suède est bien plus près de nous que de Brandler (15 000 membres, et 7 000 dans les jeunesses). A la conférence qui va s'ouvrir à Paris le 27 de ce mois, la question de la direction du parti de Kilbom sera mise à l'épreuve, comme celle du groupe norvégien *Mot Dag*.

Un processus très important se déroule en ce moment dans l'I.L.P. britannique. J'écris à ce sujet à Cannon. Je joins copie de ma lettre, ainsi que de celle que je vous écris. Il faut maintenant aider notre section britannique à protéger l'I.L.P. du stalinisme et à le gagner au marxisme. C'est tout à fait possible et les camarades américains peuvent effectuer une partie importante du travail dans cette direction.

Vous comprendrez que je sois avant tout préoccupé de ces problèmes et que je n'aie donc pas eu le temps de lire votre travail sur la question nègre. Mais j'y reviendrai sans faute.

---

(4) Sur l'O.S.P., voir ci-dessus, n. 6, p. 94.

(5) Notons que Trotsky ne met pas en doute la volonté de Walcher de réaliser la fusion, mais seulement sa capacité : il se doutait probablement que Walcher était allé, dans ses conversations avec lui, bien au-delà de l'opinion de ses camarades de la direction du S.A.P. et qu'il courait le risque, sinon d'être désavoué, du moins d'être contraint à reculer pour ne pas l'être.

# A PROPOS DE LA SECTION POLONAISE

(22 août 1933)

Chers Camarades,

Il se peut que les nouvelles possibilités qui s'ouvrent à nous, par rapport aux organisations socialistes révolutionnaires qui transitent vers le communisme et ont déjà en partie transité, ne soient pas saisies de façon tout à fait exacte par nos amis de Pologne (2). Le fait que notre section polonaise se soit constituée plus tard et ait son propre rythme de développement, joue en outre un rôle important (3). Mais il existe une circonstance supplémentaire

---

(1) T 3585. Lettre au secrétariat international.

(2) La section polonaise de l'Opposition de gauche s'était formée en 1932 à partir d'un noyau d'opposants dans le P.C. polonais, formé essentiellement d'ouvriers juifs de Varsovie et de Lodz. Son principal porte-parole était un militant ouvrier qui jouissait d'un prestige de vieux-bolchevik, Herschl Mendel STOCKFISCH (1893-1968), un ancien militant du Bund, longtemps influencé par les anarchistes, qui avait adhéré au P.C. en 1919 et fait partie du comité militaire révolutionnaire clandestin de Pologne en 1920, et employait, outre ses seuls prénoms, les pseudonymes de KATZ et BELMAN. Ancien élève de l'école Lénine à Moscou, il avait derrière lui de nombreuses années de prison et plus encore de clandestinité militante. Il avait recruté dans le P.C. à Varsovie un journaliste de grand talent, Isaac DEUTSCHER dit KRAKOWSKI (1907-1967) et tous deux avaient été exclus du P.C. en 1932. Le lien avec l'Opposition internationale et le travail d'organisation du groupe avaient reposé essentiellement sur Solom EHRlich (1907-1943), dit ABED, STEIN, SEVER, SHLOIMÉ. Né en Pologne, près de Kattowice, Ehrlich avait vécu de nombreuses années en Palestine où il était devenu militant du P.C. Il était venu faire des études universitaires à Zürich et avait été gagné aux idées de l'Opposition de gauche par la lecture des œuvres de Trotsky. Membre du Marxistische Studentengruppe, il y avait recruté le jeune enseignant Walter NELZ (né en 1909) et tous deux avaient fondé en 1931 le premier groupe de l'Opposition en Suisse. La faillite de son père en 1932 avait obligé Ehrlich à revenir en Pologne où il avait établi le contact avec Deutscher, Stockfish et leurs camarades. La section polonaise était hostile au « tournant ».

(3) Le noyau fondateur de la section polonaise avait été pendant plus de deux ans une authentique opposition à l'intérieur du P.C. polonais, appuyé sur une partie des cadres de l'ancien Bund (Pawel Minc, Abe Flug). Ils étaient évidemment totalement sur une ligne d'« opposition » et cherchaient surtout à s'implanter dans les rangs des ouvriers polonais.

qui pourrait déformer complètement l'image de nos nouvelles relations aux yeux de nos camarades polonais. Vous savez qu'un petit groupe socialiste polonais, représenté par le Dr Kruk (4), a participé à la prétendue « communauté de travail » qui se trouve encore sous la direction de Seydewitz-Rosenfeld (5). Je ne connais pas ce groupe. En ce qui concerne les discours et les articles du Dr Kruk, ils me donnent l'impression d'un centrisme assez léger. Je ne peux me rendre compte si l'homme et son groupe se sont développés. Je ne sais pas non plus si ce groupe va participer à la conférence de Paris (6). Il est tout à fait évident que nous ne nous engagerons dans aucune alliance ni contrat avec des éléments douteux, et surtout pas avec un groupe polonais, sans que notre section polonaise le sache et donne son assentiment. Mais peut-être serait-il nécessaire de répéter tout cela dès maintenant à nos amis polonais, de peur que ne s'installent des incompréhensions durables. Car cela risquerait d'influencer et de compliquer de manière tout à fait désagréable notre discussion de principe avec la section polonaise sur la question de la nouvelle Internationale.

---

(4) JOSEF KRUK (1885-1972) était docteur en philosophie. Il était en 1918 membre du parti ouvrier socialiste juif unifié polonais (Fereynigte), lui-même issu du parti ouvrier socialiste sioniste dit « territorialiste », c'est-à-dire partisan d'une certaine autonomie nationale personnelle pour les juifs dans chaque pays. Le parti « Fereynigte » n'eut qu'une brève existence. Après des scissions en direction du Bund et du P.C. polonais, le reste du parti, sous la direction du Dr Kruk, rejoignit en 1922 le parti socialiste indépendant de Pologne qui était devenu, en 1924, le parti socialiste indépendant ouvrier de Pologne (Niezależna Socjalistyczna Partia Pracy), qu'il avait représenté aux instances de la II<sup>e</sup> Internationale jusqu'à sa rupture avec elle en mars 1933.

(5) Le N.S.P.P. était adhérent de l'I.A.G. Max SEYDEWITZ (né en 1892), militant social-démocrate depuis 1910, avait été le leader en Saxe de la gauche social-démocrate à partir de 1924. Il avait été exclu du parti et avait fondé le S.A.P. dont il avait été l'un des dirigeants jusqu'en janvier 1931, où il avait cédé sa place à Walcher et à ses camarades, après avoir annoncé la dissolution du parti et appelé ses militants à revenir à la social-démocratie. Kurt ROSENFELD (1877-1943), docteur en droit, avocat à Berlin, avait été en 1917 l'un des fondateurs du parti social-démocrate indépendant, ministre prussien en 1918, député au Reichstag de 1920 à 1932. Revenu au parti social-démocrate en 1922, il avait été l'un des principaux porte-parole de son opposition de gauche, et, après son exclusion, le principal dirigeant du S.A.P. avec Seydewitz jusqu'en janvier 1933. Seydewitz et Rosenfeld avaient en principe conservé leur siège au bureau de l'I.A.G.

(6) Le N.S.P.P. avait envoyé le Dr Kruk à la conférence de Paris, mais celui-ci s'était vu, au dernier moment, refuser son passeport. Le mandat du N.S.P.P. avait été remis à l'I.L.P.

# STALINE PREPARE UN MAUVAIS COUP (1)

(23 août 1933)

Des délégués soviétiques, incapables de proposer des raisons pour justifier la violence contre les camarades Rakovsky, Victor Serge (2) et bien d'autres, ont déclaré au congrès des enseignants qui s'est tenu à Reims (3) qu'un procès se tiendrait bientôt en Union soviétique qui démontrerait que les trotskystes ont participé aux activités contre-révolutionnaires et au sabotage ! C'est l'ultime argument que le bureau de Staline a confié au délégué

---

(1) T 3586. *The Militant*, 23 septembre 1933. Article signé Onken.

(2) Victor L. KIBALITCHITCH, dit Victor SERGE (1890-1947) était né en Belgique de parents russes et avait d'abord été anarchiste. Condamné à la prison pour « complicité » dans l'affaire de la « bande à Bonnot », il avait séjourné en Espagne avant de revenir en Russie au lendemain de la révolution. Il avait adhéré au parti bolchevique et travaillé dans l'appareil central et pour la presse de l'I.C., séjournant à ce titre dans plusieurs pays, notamment en Allemagne en 1923. Romancier de très grand talent, il avait fait partie à Leningrad du premier noyau de l'Opposition de gauche, puis avait été l'un des animateurs de sa « commission internationale ». Exclu du parti et déporté en 1928, il avait été libéré, mais venait d'être à nouveau arrêté en mars 1933. Christian G. RAKOVSKY (1873-1941) était l'une des figures les plus prestigieuses du mouvement révolutionnaire européen. Il avait été délégué des socialistes bulgares au congrès de la II<sup>e</sup> Internationale en 1893, avait collaboré à l'*Iskra* avec Lénine et la *Pravda* avec Trotsky auquel le liait une amitié personnelle. Internationaliste pendant la guerre, emprisonné en Roumanie, libéré par la révolution, il avait été de 1919 à 1923 le président du conseil des commissaires du peuple d'Ukraine, membre également du comité central du parti bolchevique de 1919 à 1925, et militant de l'Opposition de gauche dans le noyau de 1923. Il avait été ensuite ambassadeur à Paris jusqu'en 1927, était retourné en U.R.S.S. et avait été à plusieurs reprises, jusqu'au XV<sup>e</sup> congrès, le porte-parole de l'Opposition unifiée. Exclu à la fin de 1927, il avait été déporté à Astrakhan et était resté fidèle à l'Opposition en dépit des terribles pressions auxquelles il avait été soumis. Il semble qu'il avait tenté une évasion et que, repris, il avait été envoyé en déportation dans la région de Yakoutsk dont le terrible climat était très dangereux pour un homme de son âge, cardiaque de surcroît. Le bruit de sa mort avait circulé à plusieurs reprises.

(3) Le congrès de la Fédération de l'enseignement affiliée à la C.G.T.U. s'était tenu à Reims du 5 au 8 août 1933 ; cette organisation, familièrement appelée « fédération unitaire de l'enseignement », était dirigée par d'anciens militants du P.C. exclus pour leur opposition au stalinisme. La majorité des délégués avait

pour ce voyage. Faisant référence à une information de la radio de Moscou, les journaux bourgeois ont par la suite donné l'information selon laquelle quelques dizaines de « trotskystes » ont été réellement arrêtés en Ukraine et accusés de sabotage et de trahison de l'Etat ; ils ont tous été traduits devant un tribunal spécial.

Il est clair d'avance, pour quiconque pense, que les bolcheviks-léninistes baptisés « trotskystes » ne peuvent avoir avec le sabotage économique de l'Etat ouvrier que moins de rapport encore que les communistes allemands avec l'incendie du Reichstag (4). L'Opposition de gauche a toujours soutenu sans réserve l'industrialisation du pays, non seulement en théorie, mais aussi dans son travail pratique. Elle a considéré et considère toujours les succès économiques de l'Etat soviétique comme siens. Elle n'a combattu et ne combat toujours que contre la direction économique fautive de la bureaucratie incontrôlée.

Si de vrais saboteurs sont arrêtés en Ukraine, ils ne peuvent rien avoir et n'ont rien de commun avec l'Opposition de gauche ; si des membres de l'Opposition de gauche sont arrêtés en Ukraine, ils ne peuvent rien avoir et n'ont rien de commun avec le sabotage. Le fait que des « trotskystes » soient impliqués dans des affaires d'activité contre-révolutionnaire ne peut reposer que sur un « amalgame », c'est-à-dire une combinaison criminelle entre personnes qui n'ont aucun rapport entre elles.

En 1927 déjà, un agent du G.P.U., ancien officier de l'armée de Wrangel (5), a offert son « aide technique » à un membre de la Ligue des Jeunesses communistes qui sympathisait avec l'Opposition de gauche, et c'est sur la base de cette provocation que les bolcheviks-léninistes ont été accusés de relations... non avec le G.P.U., mais avec un officier de Wrangel (6). Il s'agit

---

manifesté au congrès sa sympathie pour Serge et Rakovsky, que plusieurs avaient connu en France quand il y était ambassadeur d'U.R.S.S. Les syndicats soviétiques avaient envoyé deux délégués. Stanislas T. CHATSKY (1878-1934), vieux spécialiste de la pédagogie moderne et collaborateur de Krupskaja (la veuve de Lénine) avait été écouté avec attention et respect. En revanche, l'arrogance et le ton menaçant du haut fonctionnaire Litvine avaient provoqué la colère des congressistes.

(4) Plusieurs militants communistes — et parmi eux le Bulgare G. Dimitrov, représentant de l'I.C., et E. Torgler, président du groupe parlementaire du K.P.D. au Reichstag — venaient d'être accusés d'avoir... mis le feu au Reichstag.

(5) PIOTR N. WRANGEL (1878-1928), général de l'armée tsariste, un des animateurs de la guerre civile jusqu'en 1920, avec l'appui de la France.

(6) En 1927, le C.C. avait interdit la reproduction et la diffusion dans le parti de la plate-forme de l'Opposition de gauche. Ses dirigeants décidèrent alors sa reproduction en copies dactylographiées ou manuscrites — à la façon du futur

aujourd'hui d'un crime d'une bien plus grande ampleur. Staline a absolument besoin de fusiller de prétendus trotskystes pour des crimes réels, ou de véritables trotskystes pour de prétendus crimes, afin de justifier la répression qui frappe des révolutionnaires irréprochables qu'il a gardés depuis maintenant six années en prison et en exil.

Même les rares communications officielles concernant l'épuration du parti permettent de voir que l'Opposition de gauche ne peut pas être extirpée : dans différents endroits du pays, sous les yeux des fonctionnaires officiels du parti, les « trotskystes » se groupent et agissent. Les maigres révélations de la *Pravda* montrent que l'Opposition de gauche est entourée d'une atmosphère de sympathie, car autrement les communistes locaux et les commissions locales de contrôle n'auraient aucune raison d'agir et de menacer d'exclure « les trotskystes ». Les succès de l'Opposition de gauche sur l'arène internationale ne sont pas moins clairs ni évidents. Les staliniens connaissent aussi bien que nous les succès importants remportés par les bolcheviks-léninistes dans l'avant-garde prolétarienne internationale. La bureaucratie est dans une grande panique. Il faut faire quelque chose, et tout de suite. Mais quoi ? Entamer des débats serait une entreprise sans espoir dans laquelle seuls les bolcheviks-léninistes auraient à gagner. Non, il faut des mesures draconiennes ! Staline n'est même pas arrêté par le fait qu'avec son nouvel amalgame il gêne considérablement le prolétariat mondial dans sa lutte contre l'amalgame de Hitler. Dans les deux cas, des révolutionnaires prolétariens sont impliqués.

C'est la tâche de l'Opposition de gauche que de prévenir les ouvriers avancés du monde entier au sujet du crime qui se prépare. Il faut retourner contre les empoisonneurs leur arme empoisonnée. Dans le même temps, nous devons veiller à ce que la légitime indignation du prolétariat mondial contre les méthodes bonapartistes ne détourne pas complètement sa sympathie de l'Etat soviétique. L'avant-garde prolétarienne doit assumer elle-même la défense de l'héritage de la révolution d'Octobre — contre la bureaucratie stalinienne.

---

*samizdat*. Mais un groupe de jeunes, animés par un militant J.C. du nom de Chtcherbakov, réussirent à se procurer une ronéo et se virent proposer une aide matérielle — papier, encre, etc., — par un dénommé Stroïlov. Or Stroïlov était lui-même un agent du G.P.U. et, avec un autre agent du nom de Tverskoy, venait de « découvrir » un « complot » d'anciens officiers blancs en Sibérie. Comme Stroïlov avait été officier dans l'armée de Wrangel, Staline et les siens présentèrent l'affaire sous la forme de l'amalgame Opposition de gauche - « officier blanc » - complot en Sibérie. Mais Staline dut reconnaître devant le C.C. que l'« officier blanc » était du G.P.U. et l'affaire fut abandonnée.

# LA CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE INTERNATIONALE ET LA POLITIQUE DU FRONT UNIQUE (1)

Sur la conférence prochaine des organisations  
socialistes de gauche et communistes de Paris  
(24 août 1933)

1. La construction d'une nouvelle Internationale présuppose un travail en commun et des liens d'organisation toujours plus étroits entre les partis politiques révolutionnaires sur la base d'un programme répondant à tous les problèmes de notre époque.

2. Une politique de *front unique* présuppose un accord des organisations ouvrières (politiques, syndicales, etc.) pour un travail en commun, indépendamment de leurs positions sur les questions principales, en vue d'un certain nombre d'objectifs pratiques spécifiques — non pas une coopération permanente, mais un accord sur tel ou tel point pour une durée limitée par la nature même de la tâche en question.

3. Aucun parti prolétarien révolutionnaire ne peut mener une politique juste sur l'arène internationale s'il n'opère pas une claire distinction entre le travail systématique de construction d'une nouvelle Internationale et les accords épisodiques, bien qu'également très importants, d'un type « front unique ».

4. Une politique de front unique ne peut être menée avec succès à une échelle internationale (la lutte contre le fascisme, le boycottage de l'Allemagne hitlérienne, la lutte contre le danger de guerre en général et contre l'intervention en U.R.S.S. en particulier) que

---

(1) T 3587, Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre au S.I. sous forme de projet de thèses.

s'il existe un noyau international bien trempé, c'est-à-dire une *union* de plusieurs partis prolétariens sur une base programmatique solide et une perspective politique claire. Seule une telle union ou alliance, qui constituerait la première étape du développement d'une nouvelle Internationale, pourra mobiliser plus d'organisations avec des audiences plus massives en vue de telle ou telle tâche.

5. La composition de la conférence de Paris telle qu'elle est projetée repose incontestablement sur une confusion entre deux tâches distinctes : celle de la construction d'une nouvelle Internationale, et celle de l'organisation d'un front unique (2). Continuer sur cette voie en se fermant les yeux n'aurait comme résultat que de dissoudre les partis prolétariens révolutionnaires en un conglomerat informe d'organisations ne sachant pas clairement ce qu'elles veulent. Un tel cours serait aussi désastreux pour la nouvelle Internationale que pour les tâches du front unique.

6. Pour apporter un peu de clarté sur la nature des relations réciproques entre les diverses organisations qui participent à la conférence de Paris (ou qu'on se propose seulement d'inviter jusqu'à présent), le noyau des organisations révolutionnaires doit immédiatement s'unir autour d'un document programmatique précis qui formulerait les principes qu'elles ont en commun et poserait ouvertement la tâche de la construction d'une nouvelle Internationale. Le projet d'une déclaration de ce genre (voir ci-joint)(3) devrait être discuté, revu, rédigé et signé bien avant l'ouverture de la conférence. Il y a toutes raisons de penser que quatre organisations au moins pourraient s'unir autour d'une telle déclaration (4).

7. Il n'y a pas de raison de se perdre en conjectures pour savoir si une telle déclaration pourrait être tout de suite soutenue par le parti communiste Kilbom, l'organisation norvégienne *Mot Dag*

---

(2) La proposition initiale, convocation d'un congrès mondial de toutes les organisations ouvrières contre le fascisme et la guerre, ressortissait bien de la deuxième perspective. Mais nombre d'organisations convoquées et présentes se posaient dans le même temps la question d'une nouvelle organisation internationale.

(3) Il s'agit du texte intitulé « déclaration des quatre » (ci-dessous, pp. 130-135).

(4) Au moment où il écrivait ce texte, Trotsky avait l'accord formel des dirigeants du S.A.P. et du R.S.P., et leur pronostic commun favorable pour l'O.S.P.

ou l'Independant Labour Party britannique. Même s'ils n'y adhèrent pas, la déclaration constituerait encore un puissant instrument pour les influencer dans l'avenir. La sphère d'influence de la déclaration ira en s'élargissant avec la formation de la nouvelle Internationale. A bref délai, disons, dans deux mois, la déclaration serait remplacée par un *Manifeste* de la nouvelle Internationale.

8. Il est tout à fait évident que le parti ouvrier norvégien ne peut en aucun cas accepter notre déclaration, laquelle contredit entièrement sa politique. Mais cela ne veut pas dire que nous devons rejeter toute coopération avec le D.N.A. C'est simplement que nos relations avec lui doivent reposer non sur le programme de la nouvelle Internationale, mais sur les méthodes générales du front unique. Ainsi, par exemple, dans la lutte pour la réunion d'un congrès mondial des organisations ouvrières, le D.N.A. pourrait, s'il le désirait, avoir sa position à lui.

9. Si l'I.L.P. britannique, le parti suédois de Kilbom et d'autres refusent de souscrire maintenant à notre déclaration, nos rapports avec eux à l'étape actuelle seront ceux du front unique, ce qui, au demeurant, n'empêcherait pas ces organisations de rejoindre la nouvelle Internationale à une étape ultérieure.

10. Le Leninbund, par exemple, ne pourrait souscrire à notre déclaration du fait de nos divergences inconciliables sur la nature de l'Etat soviétique et de nos obligations à cet égard. Faire dans ce domaine des concessions aux théories sur le « capitalisme d'Etat » du camarade Urbahns ôterait toute valeur à notre déclaration et jetterait les bases d'explosions internes à venir au cœur même de la nouvelle Internationale (5).

11. Cela ne peut pas nous nuire, au point où nous en sommes, de nous abstenir de toute appréciation sur les autres organisations ou groupes liés à la conférence ou qui s'en rapprochent. Certaines sont totalement dénuées d'intérêt, que ce soit du point de vue des cadres révolutionnaires ou de celui des organisations de masse. C'est ainsi que les pupistes ne peuvent que compromettre quelque organisme que ce soit qui pourrait les supporter quelque temps dans ses rangs. Mais les questions secondaires comme celles-ci se règlent d'elles-mêmes sans difficulté si on a adopté une ligne fondamentale juste.

---

(5) Le Leninbund, présent à la conférence, ne devait demander aucune concession de ce genre. Il votait cependant avec les « quatre » le texte pour une nouvelle Internationale.

12. Il faut donc commencer par une déclaration des quatre — voire trois — organisations qui sont déjà très proches les unes des autres. Ce serait une erreur que d'essayer au départ d'aboutir à un accord sur le texte de la déclaration avec des organisations comme l'I.L.P. britannique ou le parti de Kilbom. Cette méthode ne conduirait qu'à d'innombrables réunions, corrections, négociations, oscillations — et l'initiative des organisations les plus avancées se perdrait dans la confusion générale. La règle essentielle de la stratégie et de la tactique pour surmonter l'indécision des autres organisations est que notre propre organisation puisse manifester son esprit de décision. Si l'I.L.P. ou le parti de Kilbom sont d'accord avec une grande partie de notre déclaration, mais pas toute, ils peuvent la soutenir en exprimant réserves ou additifs au-dessus de leur signature. En ce cas, tout ouvrier avancé aura une image claire des rapports politiques entre nous. Nous ne pouvons rien demander de plus. La diplomatie et, le jeu de cache-cache nous sont étrangers. La nouvelle Internationale ne peut être construite que si l'on dit honnêtement ce qui existe réellement.

# LA DECLARATION DES QUATRE SUR LA NECESSITE ET LES PRINCIPES D'UNE NOUVELLE INTERNATIONALE (1)

(26 août 1933)

Les organisations soussignées, en pleine conscience des responsabilités historiques qui pèsent sur elles, ont unanimement décidé d'unir leurs efforts pour travailler ensemble à la régénération du mouvement prolétarien révolutionnaire à l'échelle internationale. Comme base de leur activité, elles posent les principes suivants :

---

(1) T 3589. Ce texte a été retraduit d'après la version anglaise révisée par Trotsky, (*The Red Flag*, X.XI.1933) et russe (*B.O.* n° 36/37, 1933), le texte en français publié dans *La Vérité* du 1<sup>er</sup> septembre 1933 comportant trop de fautes et même de lacunes. Le projet de déclaration avait été élaboré par Trotsky au lendemain de ses conversations avec Walcher et Sneevliet, représentants du S.A.P. et du R.S.P., du 17 au 20 août, puis soumis à Jacques De Kadt, représentant de l'O.S.P. qui avait séjourné à Saint-Palais les 24 et 25 août. Nous ignorons si le texte avait subi des retouches au cours de ces jours. Son premier titre était « Résolution sur les nécessités et les principes d'une nouvelle Internationale ». En fait, il avait été conçu d'abord comme une déclaration. Puis, redoutant qu'en tant que « déclaration », il ne soit pas publié dans le compte rendu de la conférence et porté à la connaissance des militants des différentes organisations participantes, Walcher, avec l'accord de Bauer et des autres délégués de l'Opposition de gauche internationale, l'avait soumis à la conférence sous la forme d'une « résolution ». Mais, au dernier moment, la commission des résolutions refusa de le recevoir en tant que tel, du fait qu'il ne lui était pas soumis simultanément en langue anglaise pour les délégués britanniques, et qu'aucune traduction n'était possible. Walcher prit alors sur lui de le présenter de nouveau sous forme de « déclaration ». En séance plénière, Naville et Blasco, délégués de l'Opposition de gauche, protestèrent avec une violence que Walcher jugea « sectaire » et « inutile » contre ce qu'ils prirent pour une manœuvre pour ne pas faire connaître la déclaration (Lettre de Walcher à Trotsky, 4 septembre 1933). Il s'agissait pourtant bel et bien d'une manœuvre, relatée dans ses mémoires par John Paton qui l'avait réalisée (cf. n. 3, p. 153). Rappelons qu'à la conférence de Paris, les groupes suivants étaient représentés : I.L.P., S.A.P., D.N.A., O.S.P., N.S.P.P., P.S.I. maximaliste, P.C. (indépendant) de Suède, P.U.P., P.S.I. de Roumanie, S.R. de gauche russes, F.C.I., Leninbund, Opposition de gauche internationale et allemande. Y assistaient en qualité d'observateurs des représentants de l'Action socialiste de la S.F.I.O., ainsi que de l'Effort communiste d'Albert Treint. L'ordre du jour comprenait trois points :

1) La lutte internationale de la classe ouvrière, 2) Le boycott contre le fascisme allemand, 3) Les conditions de convocation de congrès ouvriers internationaux.

1) La crise mortelle du capitalisme impérialiste qui a dérobé le sol sous les pas du réformisme (Social-démocratie, II<sup>e</sup> Internationale, bureaucratie de la Fédération syndicale internationale (2)), pose impérativement la question de la rupture avec la politique réformiste, la mise à l'ordre du jour de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir et l'établissement de la dictature prolétarienne comme l'unique moyen de transformation de la société capitaliste en société socialiste.

2) Le problème de la révolution prolétarienne possède, par sa nature même, un caractère international. Le parti révolutionnaire du prolétariat doit cependant, dans tous les pays où les conditions historiques sont mûres, conduire la classe ouvrière à la lutte pour le pouvoir. Mais le prolétariat ne peut construire une société socialiste achevée que sur la base de la division internationale du travail et d'une collaboration mondiale. Les signataires repoussent donc résolument la théorie du « socialisme dans un seul pays » qui sape les bases mêmes de l'internationalisme prolétarien.

3) Il faut rejeter avec non moins d'énergie la théorie des austro-marxistes (3), centristes et réformistes de gauche qui, sous le prétexte du caractère international de la révolution socialiste, préconisent, en ce qui concerne leur propre pays, une attitude passive et attentiste, livrant ainsi dans la réalité le prolétariat aux mains du fascisme. Un parti prolétarien qui se refuse à prendre le pouvoir dans les conditions historiques présentes commet la pire des trahisons. Le prolétariat victorieux dans un seul pays doit renforcer sa dictature nationale par une construction socialiste, laquelle demeure nécessairement inachevée et contradictoire jusqu'à ce que la classe ouvrière se soit emparée du pouvoir politique dans au moins plusieurs pays capitalistes avancés. En même temps, la classe ouvrière victorieuse dans un seul pays doit diriger tous ses efforts en vue de l'extension de la révolution socialiste aux autres pays. La contradiction entre le caractère national de la prise du pouvoir et le caractère international de la société socialiste ne peut être résolue que par une courageuse action révolutionnaire.

4) La III<sup>e</sup> Internationale, surgie de la révolution d'Octobre, a posé les principes de la politique prolétarienne à l'époque de l'impérialisme et donné au prolétariat mondial les premières

---

(2) La Fédération syndicale internationale d'inspiration réformiste, dont le siège était à Amsterdam, était appelée « Internationale jaune » par les communistes et les partisans de l'Internationale syndicale rouge dont le siège était à Moscou.

(3) Le terme « austro-marxisme » est appliqué, avec ou sans nuance péjorative, à la social-démocratie autrichienne.

leçons de lutte révolutionnaire pour le pouvoir ; elle est tombée victime d'un enchaînement de contradictions historiques. Le rôle traître de la social-démocratie, l'absence de maturité et l'inexpérience des partis communistes ont conduit à la défaite des mouvements révolutionnaires d'après-guerre en Orient comme en Occident. L'isolement de la dictature prolétarienne dans un pays arriéré a conféré une puissance extraordinaire à la bureaucratie soviétique toujours plus conservatrice et nationalement bornée. L'état de dépendance servile des sections de l'I.C. vis-à-vis de la direction soviétique a conduit à son tour à une nouvelle série de graves défaites, à la dégénérescence bureaucratique de la théorie et de la pratique des partis communistes et à leur affaiblissement en tant qu'organisations. Pire encore, l'Internationale communiste, non seulement s'est révélée incapable de remplir son rôle historique, mais elle est devenue en outre de plus en plus un obstacle sur la voie du mouvement révolutionnaire.

5) La montée du fascisme en Allemagne a soumis les organisations de la classe ouvrière à une épreuve décisive. La social-démocratie a confirmé une fois de plus le jugement porté sur elle par Rosa Luxemburg (4) et s'est montrée pour la deuxième fois un « cadavre puant ». La victoire sur les organisations, les idées et les méthodes du réformisme est la condition préalable indispensable de la victoire de la classe ouvrière sur le capitalisme.

6) C'est avec une vigueur non moindre que les événements d'Allemagne ont dévoilé l'effondrement de l'Internationale communiste. En dépit de ses quatorze années d'existence, en dépit de l'expérience acquise au cours de batailles gigantesques, en dépit du soutien moral de l'Etat soviétique et de l'importance de ses moyens de propagande, le parti communiste d'Allemagne, dans des conditions de crise économique, sociale et politique grave, extrêmement favorables pour un parti révolutionnaire, a démontré son absolue incapacité révolutionnaire. Il a ainsi démontré sans appel qu'en dépit de l'héroïsme de beaucoup de ses membres, il était devenu parfaitement incapable de remplir son rôle historique.

---

(4) Rosa LUXEMBURG (1871-1919), militante de la social-démocratie allemande et polonaise, et théoricienne distinguée de la lutte contre le révisionnisme en même temps que chef de file de la gauche social-démocrate avant-guerre, avait organisé en Allemagne la lutte contre l'Union sacrée, proclamé la faillite de la social-démocratie et de la II<sup>e</sup> Internationale dès 1914, et, plus tard, participé à la fondation du parti communiste allemand. On sait qu'elle fut assassinée par des militaires aux ordres du gouvernement social-démocrate de Friedrich Ebert (P. BROUÉ, *Révolution en Allemagne*, pp. 253-256)

7) La situation du capitalisme mondial, la crise épouvantable qui plonge les masses laborieuses dans une misère sans précédent, le mouvement révolutionnaire des masses coloniales opprimées, le danger mondial du fascisme, la perspective d'un nouveau cycle de guerres qui menacent de détruire l'ensemble de la civilisation humaine — telles sont les conditions qui exigent de façon impérative le rassemblement de l'avant-garde prolétarienne dans une *nouvelle Internationale*. Les organisations soussignées s'engagent à employer toutes leurs forces à la formation de cette Internationale dans le plus bref délai possible sur les fondements inébranlables des principes théoriques et stratégiques établis par Marx et Lénine.

8) Tout en étant prêtes à collaborer avec toutes les organisations, groupes et fractions qui sont en train d'évoluer réellement du réformisme ou du centrisme bureaucratique (stalinisme) vers la politique marxiste révolutionnaire, les organisations soussignées déclarent en même temps que la nouvelle Internationale ne saurait tolérer aucun esprit de conciliation vis-à-vis du réformisme ou du centrisme. L'unité nécessaire de la classe ouvrière ne peut être obtenue ni par la combinaison des conceptions réformistes et des conceptions révolutionnaires, ni par l'adaptation à la politique stalinienne, mais seulement par le combat contre la politique des deux Internationales faillies. Pour demeurer à la hauteur de cette tâche, la nouvelle Internationale ne peut se permettre aucune déviation des principes révolutionnaires dans les questions de l'insurrection, de la dictature prolétarienne, de la forme soviétique de l'Etat, etc.

9) Par ses bases de classe, ses fondements sociaux, la forme incontestablement dominante de propriété, l'U.R.S.S. demeure aujourd'hui encore un Etat ouvrier, c'est-à-dire un instrument pour la construction d'une société socialiste. La nouvelle Internationale inscrira sur son drapeau comme l'une des ses tâches les plus importantes la défense de l'Etat soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure. C'est précisément la défense révolutionnaire de l'U.R.S.S. qui nous fait l'impérieux devoir de libérer les forces révolutionnaires du monde entier de l'influence corruptrice de l'Internationale stalinienne et de construire une nouvelle Internationale. C'est seulement à la condition de l'indépendance complète des organisations prolétariennes internationales vis-à-vis de la bureaucratie soviétique et du travail pour démasquer impitoyablement, aux yeux des masses ouvrières,

ses méthodes erronées, qu'il est possible de défendre victorieusement l'Union soviétique.

10) *La démocratie du parti* est une condition préalable nécessaire d'un développement sain des partis prolétariens révolutionnaires à l'échelle nationale aussi bien qu'internationale. Sans liberté de critique, sans élection des responsables du haut en bas, sans le contrôle de l'appareil par la base, aucun parti révolutionnaire véritable n'est possible.

La nécessité du secret, *dans les conditions d'illégalité*, modifie profondément les formes de vie interne d'un parti révolutionnaire et rend difficiles, sinon presque impossibles, les discussions larges et des élections. Mais, même dans les conditions et circonstances les plus difficiles, les revendications fondamentales pour un régime sain du parti conservent toute leur force : information honnête sur le parti, liberté de critique et réelle unité interne autour de la direction et de la majorité du parti. Après avoir étouffé et écrasé la volonté des ouvriers révolutionnaires, la bureaucratie réformiste a transformé la social-démocratie et les syndicats en organismes impuissants malgré des membres qui se comptent en millions. En étouffant la démocratie interne, la bureaucratie stalinienne a du même coup étouffé l'Internationale communiste. La nouvelle Internationale, de même que les partis qui y adhéreront, devront construire toute leur vie interne sur la base du *centralisme démocratique*.

11) Les organisations soussignées ont créé une commission permanente de leurs représentants et lui ont assigné les tâches suivantes :

(a) l'élaboration d'un manifeste programmatique, charte de la nouvelle Internationale.

(b) la préparation d'une étude critique de l'ensemble des organisations et tendances du mouvement ouvrier actuel (le commentaire théorique du manifeste).

(c) l'élaboration de thèses sur toutes les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire du prolétariat.

(d) la représentation des organisations soussignées devant les yeux du monde entier, l'organisation permanente et systématique du travail préparatoire pour la nouvelle Internationale, la transmission du matériel ci-dessus mentionné à toutes les organisations et groupes adhérents ou sympathisants et aux initiateurs de la conférence aux fins d'une discussion générale de fond sur les principes de la nouvelle Internationale.

*Secrétariat international de l'Opposition de gauche internationale* : E. BAUER (5).

*Sozialistische Arbeiterpartei (S.A.P.) d'Allemagne* : J. SCHWAB (6).

*Revolutionair Socialistische Partij (R.S.P.) de Hollande* : H. SNEEVLIET.

*Onafhankelijk Socialistische Partij (O.S.P.) de Hollande* : P.J. SCHMIDT (7).

---

(5) Sur Bauer, voir ci-dessus, n. 2, p. 51. Il semble que Trotsky avait primitivement envisagé la participation à la conférence de Paris des différentes sections nationales de l'Opposition de gauche ou au moins de plusieurs d'entre elles. C'est à la suite des conversations de Saint-Palais avec Jacques De Kadet qu'il avait finalement été décidé de réduire la représentation de l'Opposition de gauche à celle de l'Opposition allemande et celle de l'Opposition internationale, dirigée par Bauer, membre du S.I.

(6) Walcher.

(7) Peter J. Schmidt (voir ci-dessus, n. 6, p. 94) présida la conférence de Paris — et John Paton donne de sa présidence un récit pittoresque dans ses mémoires — puis se rendit à Saint-Palais où il rencontra Trotsky le 30 août.

# DES QUESTIONS QUI NE SONT PAS « TACTIQUES » (1)

(26 août 1933)

Cher Camarade Walcher,

En ce qui concerne le D.N.A., je crois que vous, et surtout plusieurs de vos camarades, vous engagez sur un chemin où vous risquez de ne gagner ni ennemi, ni adversaire, mais au contraire de perdre beaucoup de vos amis. Cela arrive assez souvent quand on ne s'oriente pas d'après les faits et tendances essentiels, mais en fonction d'accords conjoncturels et de considérations purement organisationnelles (2).

Vous opposez toujours, à propos du parti norvégien, « ce qu'il est » à « ce qu'il doit être ». Je ne veux connaître que le premier point : le second n'est que l'expression d'un vœu pieux. Que les travailleurs norvégiens soient plus « radicalisés » que leur parti, ce n'est pas une exception, c'est la règle dans les partis réformistes. Mais le parti norvégien est le parti de la classe, et c'est vrai également des partis belge et austro-marxiste. Dois-je, dans mes appréciations, remplacer le parti autrichien « tel qu'il est » par le parti autrichien « tel qu'il devrait être », et conclure un accord avec le produit de mes désirs ?

---

(1) D 275. Archives Walcher, Arbetarrörelsens Arkiv, Stockholm. Trotsky répond à une lettre que lui avait adressée Walcher à son retour à Paris, le 23 août.

(2) Dans sa lettre du 23 août, Walcher écrivait à Trotsky qu'il était bien persuadé que le D.N.A. n'était pas susceptible de s'engager dans la voie de la création de la nouvelle Internationale. Mais il ajoutait que la rupture — inévitable — avec le parti norvégien ne devait pas être accélérée par des initiatives et des déclarations « prématurées », surtout parce que les illusions sur lui étaient encore très répandues dans les organisations révolutionnaires. Il indiquait au passage qu'il avait avoué à Bauer avoir été l'objet de vives attaques de la part d'autres membres de la direction de son parti qui lui reprochaient une attitude « trop » hostile au D.N.A. Il assurait enfin que sa position vis-à-vis du D.N.A. n'était inspirée que par des considérations tactiques d'opportunité.

En revanche, les développements récents ont montré que des partis qui ont un certain passé et un « appareil » solide sont des réalités très dures et qu'il faut les prendre exactement « tels qu'ils sont », et non tels qu'on voudrait qu'ils soient.

Avec l'alliance, et son appréciation totalement erronée, avec le D.N.A., vous êtes sur le point de perdre le *Mot Dag* (3). Cette fraction constitue pourtant le seul groupe que vous ayez en Norvège. Ce groupe est loin d'être « intransigeant ». Mais il n'est pas arrivé du tout à influencer le D.N.A. « tel qu'il est ». Une des causes en est, du moins je crois, l'appartenance du D.N.A. à l'I.A.G., qui n'engage en rien Tranmael et compagnie, mais les couvre et les protège aux yeux des travailleurs norvégiens sur le plan international. Penseriez-vous réellement avoir réussi à gagner à Paris sur Tranmael l'influence que Falk n'a jamais réussi à gagner sur lui, d'Oslo même, pendant des années (4) ? Non. Il est seulement plus facile de se faire des illusions sur Oslo à Paris qu'à Oslo même.

Lorsqu'on suit à Paris les discussions de la II<sup>e</sup> Internationale, on s'aperçoit que différents partis et fractions sont sur le point de s'engager dans la voie de l'Internationale 2 1/2 (5). La différence entre le D.N.A. et les partis autrichien ou américain (6) tient aux conjonctures nationales, non aux principes. La rupture avec le D.N.A. sera d'autant plus brutale qu'on aura apporté moins de clarté, à temps, sur cette question.

Il est important, écrivez-vous, de ne pas chercher à anticiper sur l'évolution ? Vraiment ? Il me semblait pourtant que le devoir de l'avant-garde — et nous ne voulons rien être d'autre que l'avant-garde de l'avant-garde — consistait précisément à anticiper sur l'évolution.

Le plus désastreux serait d'employer cette politique vis-à-vis de l'I.L.P. Il ne faut se laisser aller là-dessus à aucune illusion. La

---

(3) Dans sa lettre du 23 août, Walcher avait expliqué à Trotsky qu'un membre de la direction — *Vorstand* — du S.A.P. lui avait reproché d'avoir poussé trop loin en Norvège ses relations avec le groupe *Mot Dag*, et compromis ainsi, par une « tactique fautive », les relations du S.A.P. et du D.N.A.

(4) Sur Erling Falk, voir ci-dessus n. 12, p. 96.

(5) Rappelons que l'« Internationale 2 1/2 » était le nom donné par ses adversaires à l'Union des partis socialistes, Internationale « centriste » de 1920 à 1923.

(6) Le parti social-démocrate autrichien et le Socialist party of America étaient tous deux membres de la II<sup>e</sup> Internationale. Le second, dans lequel surgissait une forte poussée à gauche, envoyait un observateur à la conférence de Paris.

politique de l'attente, « faire comme Levi » (7), « gagner du temps » (c'est-à-dire en perdre), signifie la mort de l'I.L.P. à très bref délai. La crise de l'I.L.P. réside dans ce que ses militants de base ont une soif ardente de réponses fermes et clairement révolutionnaires, tandis que la direction oscille entre Manuilsky et Traumaël, sans se décider à s'engager dans la voie indépendante de la politique marxiste (et, en même temps, aujourd'hui, de la nouvelle Internationale). Il est donc inévitable que l'aile droite de ce parti passe au Labour Party, et que sa gauche rejoigne les staliniens. Encore quelques mois d'oscillations, et il ne restera plus de l'I.L.P. qu'un souvenir. Ce n'est pas une question de tactique, mais une question de principe. Les arguments que de nombreux camarades avancent contre nous à ce sujet sont les pires relents de l'ancien « trotskysme ». Toute cette argumentation-là, je l'ai développée contre Lénine, il y a une trentaine d'années, plus d'une fois, oralement et par écrit. Moi aussi, alors, j'ai voulu faire une différence entre le menchevisme, ou son aile gauche, « tels qu'ils étaient » et « tels qu'ils devaient être » d'après mes supputations, et j'ai considéré comme nuisibles les efforts de Lénine pour la scission. D'ailleurs Marx et Engels, toute leur vie, ont été tenus par tous les autres groupes comme des « fauteurs de division ». Lénine aussi... jusqu'à la victoire, où l'on a commencé à louer son sens de l'opportunité, sans avoir compris son long et difficile travail de sélection et d'éducation des militants. L'école de Marx-Engels-Lénine est suffisamment bonne pour que nous ayons tous à apprendre d'elle.

---

(7) Paul LEVI (1883-1930), avocat, avait été le successeur de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht à la tête du K.P.D. En cette qualité, il avait joué un rôle important dans la conquête de la majorité de l'U.S.P.D. et l'adhésion de ce parti de masse à l'I.C. en septembre 1920. Mais la politique du parti unifié (V.K.P.D.), constitué après la fusion et dont il était le principal dirigeant, avait été vivement critiquée au cours des mois suivants par la direction de l'Internationale qui opposait ce qu'elle appelait une ligne d'« activation » du parti à sa politique à lui, qualifiée d'« attentiste » (P. BROUÉ, *Révolution en Allemagne*, pp. 448-449).

# DERNIERS PREPARATIFS POUR LA CONFERENCE (1)

(26 août 1933)

Cher Camarade De Kadt (2),

Je vous envoie ci-joint, comme convenu, la version amendée du projet de déclaration (3). J'ai le sentiment d'avoir très exactement tenu compte de toutes vos suggestions et propositions, et, manifestement, tout à l'avantage du document. Je voudrais espérer que, dans la commission (4), on le corrigera dans le but de le compléter et de le préciser, non de le rendre flou. On vous a envoyé aujourd'hui une copie de ma lettre au camarade Walcher (5). Pour l'essentiel, elle est consacrée au parti norvégien. J'accorde la plus grande importance à cette question : dans ce différend, il s'agit de savoir si la nouvelle Internationale apparaîtra un an plus tôt ou plus tard sur l'arène mondiale.

Je suis en train d'étudier les dernières résolutions de l'I.L.P. Je vous écrirai peut-être demain quelques lignes sur ce sujet.

---

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam.

(2) Sur Jacques De Kadt, voir n. 6, p. 94. Il avait rendu visite à Trotsky à Saint-Palais les 24 et 25 août, quelques jours après les entretiens de ce dernier avec Walcher et Sneevliet.

(3) Il semble qu'il s'agisse de la version définitive publiée ci-dessus, pp. 130-135. Un premier texte avait été rédigé sur la base des entretiens avec Walcher et Sneevliet, et Trotsky l'avait repris pour tenir compte des remarques formulées par De Kadt.

(4) Une commission formée d'un membre de chacune des organisations intéressées devait revoir le projet rédigé à Saint-Palais.

(5) Voir ci-dessus, p. 111.

## OU VA L'I.L.P. ? (1)

(28 août 1933)

Les dernières décisions politiques du conseil national de l'I.L.P. démontrent clairement que ce parti, après sa rupture avec les réformistes (2), continue d'aller à gauche. On peut observer un processus similaire dans nombre de pays : au sein des partis social-démocrates se constitue une aile gauche qui rompt ultérieurement avec le parti et cherche par ses propres moyens à se frayer une voie révolutionnaire. Ces processus reflètent d'une part la crise profonde du capitalisme et du réformisme qui lui est indissolublement lié, et, de l'autre, l'incapacité de l'Internationale communiste à rassembler autour d'elle les courants révolutionnaires du prolétariat.

En Angleterre, la situation se complique cependant par suite d'une combinaison sans précédent de circonstances. Alors que, dans les autres pays, l'Internationale communiste continue à traiter de « social-fascistes de gauche » et de « contre-révolutionnaires les plus dangereux » les organisations social-démocrates de gauche, il s'est établi entre l'I.L.P. et le P.C. de Grande-Bretagne une collaboration permanente. Comment les chefs de l'I.C. concilient-ils cette collaboration avec la théorie du « social-fascisme de gauche » ? Cela reste une énigme. Dans le numéro de juillet de l'organe théorique de l'I.C., Fenner Brockway (3), récemment élevé au poste de secrétaire de l'I.L.P., est

---

(1) T 3590. Rédigé en anglais, publié d'abord aux Etats-Unis dans *The Militant*, 23 septembre 1933, ce texte ne parut en Grande-Bretagne que dans le numéro 6 (octobre/novembre) du *Red Flag*.

(2) C'est au sommet de la vague d'indignation provoquée par le ralliement de MacDonal et autres dirigeants du Labour Party à l'Union sacrée et aux exigences des grandes banques internationales, que l'I.L.P. avait décidé de mettre fin à son affiliation au Labour Party, dont il était membre depuis l'origine en refusant pour ses députés la discipline parlementaire du Labour Party.

(3) Voir ci-dessus, n. 3, p. 113.

qualifié, comme auparavant, de « contre-révolutionnaire ». Pourquoi le P.C. britannique a-t-il cette fois-ci conclu un front unique non seulement à la base, mais aussi au sommet, et, qui plus est, avec des chefs qui se sont révélés être des « contre-révolutionnaires » — un front unique qui n'a pas été conclu en vue d'une action concrète donnée, mais pour un travail en commun de façon générale ? Aucun mortel ne saurait débrouiller ces contradictions. Mais, si on laisse de côté les principes, l'affaire s'explique très simplement : dans les conditions exceptionnellement favorables de la Grande-Bretagne, l'Internationale communiste, par suite de sa politique désastreuse du comité anglo-russe, de la « troisième période », du « social-fascisme » et le reste (4), est arrivée à isoler et à affaiblir gravement sa section anglaise. D'autre part, la profonde crise sociale du capitalisme britannique a brutalement poussé à gauche l'I.L.P. Sans se soucier ni des conséquences, ni de logique, l'Internationale communiste, complètement découragée, s'est raccrochée cette fois des deux mains à l'alliance qu'on lui proposait.

On pourrait, et on devrait, saluer et soutenir ardemment la collaboration entre l'I.L.P. et le P.C. si elle ne reposait des deux côtés sur des réticences, des demi-mots et des ambiguïtés.

Du parti communiste, le C.N. ( de l'I.L.P.) dit qu'il est « comme nous, révolutionnaire dans ses objectifs ». C'est là tout ce que nous apprenons concernant l'appréciation du P.C. et de sa politique. Tout ouvrier sérieux et qui réfléchit ne manquera pas de se demander : « Pourquoi donc deux partis, s'ils ont tous deux des conceptions révolutionnaires ? ». Et cet ouvrier sera plus étonné encore d'apprendre que les chefs d'un de ces deux partis, également révolutionnaires, jugent les chefs de l'autre comme des « contre-révolutionnaires » et des « social-fascistes de gauche ». Peut-être le conseil national de l'I.L.P. s'abstient-il de porter sur son allié des appréciations critiques afin de ne pas torpiller leur alliance elle-même ? Mais une alliance entre organisations révolutionnaires qui serait fondée non sur une critique réciproque franche, mais sur la diplomatie, s'effondrera comme un château de cartes aux premiers coups de la tempête politique.

---

(4) C'est en 1928 que la direction de l'I.C. avait proclamé le début d'une « troisième période », depuis la révolution russe, caractérisée selon elle comme celle de la crise finale du capitalisme, de la lutte ouverte pour le pouvoir passant par la « conquête de la rue », etc. Trotsky avait repris le terme comme titre d'une brochure consacrée à ce qu'il appelait « la troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste » et chargeait le terme d'un contenu gauchiste, aventuriste et sectaire.

Les thèses du conseil national présentent le bloc avec le P.C. d'abord comme un pas sur la voie du front unique et ensuite comme une étape sur la voie de la création d'un parti révolutionnaire de masse. Chacun de ces arguments a son poids ; mais, mécaniquement juxtaposés, ils se contredisent l'un l'autre. Les thèses répètent que le front unique doit embrasser toutes et chacune des organisations du prolétariat dans la mesure où elles veulent prendre part à la lutte : le Labour Party, les Trade-Unions, et même les « coopératives ». Mais nous savons très bien — et pas par des lectures, mais par la tragique expérience de la catastrophe allemande — que l'Internationale communiste rejette le front unique avec les organisations réformistes « social-fascistes ». Comment l'I.L.P. espère-t-il donc, une fois allié au P.C., bâtir le front unique avec les organisations réformistes : à la base seulement, et sous la direction, garantie d'avance, de la bureaucratie communiste ? A cette question, il n'y a point de réponse.

Tout en mentionnant au passage le fait que son bloc avec le P.C. a déjà repoussé à droite certaines sections du « mouvement officiel », le comité national exprime l'espoir que la participation active aux luttes quotidiennes permettra de surmonter de semblables préjugés. Que les préjugés réactionnaires des leaders du Labour Party et du conseil des Trade-Unions ne fassent pas peur aux chefs de l'I.L.P., c'est tout à l'honneur de ces derniers. Malheureusement il ne s'agit pas seulement de préjugés. Quand la bureaucratie communiste déclare que le fascisme et le réformisme sont des frères jumeaux, non seulement elle formule une appréciation fautive des chefs réformistes, mais elle provoque à juste titre l'indignation des ouvriers réformistes. Il est vrai que les thèses disent que la critique du réformisme devrait correspondre à la réalité des faits, et pousser les ouvriers réformistes en avant, non les rejeter en arrière ; mais il n'est pas dit un mot du P.C. à ce propos. Et la théorie du social-fascisme ? Comment peut-on bâtir une politique de front unique sur cette théorie ? Le fait de passer sous silence dans la résolution ce genre de questions ne signifie pas pour autant qu'elles soient éliminées de la vie. Une discussion ouverte pourrait peut-être obliger le P.C. à adopter une position juste, mais une dérobade diplomatique ne peut qu'accumuler les contradictions et préparer ainsi une nouvelle catastrophe pour le prochain mouvement des masses.

Sans déterminer leur attitude de principe vis-à-vis du communisme officiel (le stalinisme), les thèses du conseil national s'arrêtent à mi-chemin vis-à-vis du réformisme. Il faut critiquer les réformistes en tant que *démocrates conservateurs*, pas en tant que

*fascistes*. Et cela ne doit en rien atténuer l'intransigeance de notre lutte contre eux. Car le réformisme britannique est désormais le principal frein, non seulement pour la libération du prolétariat britannique, mais pour celle du prolétariat européen. La politique de front unique avec les réformistes est indispensable. Mais elle se limite nécessairement à des objectifs particuliers, essentiellement au combat défensif. Il ne peut être question de réaliser la révolution socialiste au moyen du front unique avec les organisations réformistes. La tâche fondamentale du parti révolutionnaire consiste à affranchir la classe ouvrière de l'influence des réformistes. L'erreur de la bureaucratie de l'I.C. ne consiste pas en ce qu'elle considère comme la plus importante des conditions de la victoire la direction d'un parti révolutionnaire — ce qui est tout à fait juste —, mais en ce que, elle-même incapable de conquérir les masses ouvrières au cours des luttes quotidiennes en commençant modestement comme minorité, elle exige d'avance cette confiance, présente au prolétariat des ultimatums et brise les tentatives de front unique parce que les autres organisations refusent de lui céder de leur plein gré le bâton de maréchal. Ce n'est pas une politique marxiste, c'est du sabotage bureaucratique.

Une victoire assurée et durable de la révolution prolétarienne — répétons-le une fois encore — n'est possible qu'à la seule condition que le parti révolutionnaire — c'est-à-dire un parti communiste véritable — réussisse à gagner, avant la prise du pouvoir, la confiance inébranlable de la majorité de la classe ouvrière. Or cette question centrale n'est pas abordée dans les thèses. Pourquoi ? Par prévenance vis-à-vis de l'allié ? Pas seulement. Il y a à cela des causes plus profondes. L'insuffisante clarté des thèses sur la question du front unique découle d'une conception imparfaite des méthodes de la révolution prolétarienne. Les thèses parlent de « la nécessité d'arracher le contrôle du système économique et de l'Etat à la classe capitaliste, et de le transférer à la classe ouvrière. » Comment résoudre cette tâche grandiose ? A cette question centrale de notre époque, les thèses répondent par cette simple phrase : « On ne peut y parvenir que par l'action unie de la classe ouvrière ». La lutte pour le pouvoir et pour la dictature du prolétariat demeurent ainsi des abstractions qui se dissolvent sans peine dans les perspectives amorphes du front unique.

La bureaucratie du P.C. britannique est incomparablement mieux armée dans le domaine des formules révolutionnaires toutes faites. C'est en cela que consiste sa supériorité actuelle sur la direction de l'I.L.P. Il faut le dire ouvertement : cette supériorité superficielle, purement formelle, peut, dans les conditions don-

nées, aboutir à la liquidation de l'I.L.P., sans le moindre profit ni pour le P.C., ni pour la révolution.

Les conditions objectives ont bien des fois poussé vers la section britannique de l'I.C. des dizaines et même des milliers d'ouvriers ; mais la direction de l'I.C. ne s'est jamais montrée capable que de les décevoir et de les rejeter en arrière. Si l'I.L.P. dans son ensemble entrerait aujourd'hui dans les rangs du P.C., un tiers de ces adhérents retournerait au Labour Party dans les deux mois, un autre tiers serait exclu pour « attitude conciliatrice vis-à-vis du trotskysme » et autres crimes de ce genre, et le dernier tiers, enfin, déçu dans toutes ses espérances, tomberait dans une complète indifférence. Le résultat d'une telle expérience serait que le P.C. se retrouverait plus faible et plus isolé encore qu'aujourd'hui.

Pour préserver le mouvement ouvrier anglais de ce nouveau danger, l'I.L.P. ne dispose que d'un seul moyen : se libérer de toute confusion et de toute réticence quant aux voies et aux méthodes de la révolution prolétarienne, et devenir un véritable parti révolutionnaire du prolétariat. Dans ce domaine, il n'est pas nécessaire d'inventer quoi que ce soit de nouveau : l'essentiel a été dit, et bien dit, par les quatre premiers congrès de l'I.C. Au lieu de les nourrir des succédanés bureaucratiques des épigones (5), il faut mettre tous les membres de l'I.L.P. à l'étude des quatre premiers congrès de l'I.C. Mais cela ne suffira pas. Il faut ouvrir dans le parti une discussion sur les leçons de la dernière décennie qui a été marquée par la lutte entre la bureaucratie stalinienne et l'*Opposition de gauche*. Le contenu de cette lutte est fait des étapes les plus importantes du mouvement révolutionnaire mondial : les tâches économiques et politiques de l'U.R.S.S., les problèmes de la révolution chinoise, la politique du comité anglo-russe, les méthodes de la « troisième période » et la politique du front unique, la question de la démocratie dans le parti, les causes de la catastrophe allemande. On ne peut laisser de côté ce cycle grandiose de problèmes. Il ne s'agit pas de questions russes, mais de questions internationales.

A notre époque, le parti révolutionnaire ne peut pas ne pas être *international*. Quelle est donc à cet égard la position de l'I.L.P. ? Tout en s'alliant avec le P.C., l'I.L.P. n'a pourtant pas défini sa position internationale. Il a rompu avec la

---

(5) Trotsky emploie souvent ce mot, servant à désigner des héritiers trahissant celui dont ils ont hérité, pour désigner les successeurs de Lénine.

II<sup>e</sup> Internationale et conclu une alliance avec la III<sup>e</sup>, mais il est également entré dans une « communauté de travail » (6) avec les partis socialistes de gauche. Et cette dernière non plus n'est pas homogène. Elle comprend des éléments qui gravitent vers le bolchevisme, mais également d'autres qui cherchent à se rapprocher du parti ouvrier norvégien, c'est-à-dire, au fond, de la social-démocratie (7). Quelle est la position de l'I.L.P. sur toutes ces questions ? Est-il disposé à partager le sort de la bureaucratie de l'I.C., déjà condamnée par l'histoire ? Cherche-t-il à prendre une position intermédiaire — ce qui signifierait revenir, par des voies détournées, au réformisme ? Ou bien a-t-il l'intention de prendre part à la construction de la nouvelle Internationale, sur les bases qui ont été posées par Marx et Lénine ?

Le lecteur sérieux comprendra parfaitement que notre critique n'est pas le moins du monde inspirée par des sentiments hostiles à l'I.L.P. Au contraire, nous ne comprenons que trop bien que, si ce parti devait quitter sans gloire la scène politique, cela constituerait pour le socialisme un nouveau et rude coup. Ce danger existe, et il n'est pas tellement éloigné. Il est impossible à notre époque de se maintenir longtemps sur des positions intermédiaires. Seule la clarté politique peut sauver l'I.L.P. pour la révolution prolétarienne. Le but de ces lignes est d'aider la clarté révolutionnaire à faire son chemin.

---

(6) Traduction qui correspond aux initiales, plus souvent utilisées, d'I.A.G., constituée en 1932.

(7) Dès l'été 1930, le D.N.A. avait participé aux discussions qui devaient aboutir à la création de l'I.A.G., deux ans plus tard. En 1933, cependant, Fenner Brockway, dirigeant de l'I.L.P., jugeait le D.N.A. « perdu » pour l'I.A.G. où il faisait figure d'aile droite (*Inside the Left*, op. cit. p. 283).

# DISCUSSION AVEC CHARLES A. SMITH (1)

(29 août 1933)

Tout cela coupait plutôt le souffle. Conduits à minuit dans une gare parisienne ; mis dans un train, mais tenus dans l'ignorance de sa destination ; quittant le train conformément à des instructions données à un moment précis, reconnus par un camarade muni d'une description télégraphique de nous ; pris dans le tourbillon d'un nouveau déplacement ; admis après avoir franchi divers obstacles ; finalement accueillis avec une chaleur impétueuse par Léon Trotsky en personne...

Nous nous sommes mis immédiatement au travail, et pour plus de dix heures, avec des arrêts seulement pour manger, assaillis de questions par l'un des révolutionnaires les plus éminents du monde. Personne ne saurait ne pas être impressionné par l'énorme vitalité de l'homme, ni charmé par sa franche et ardente courtoisie. Un exposé analytique clair, complété par la richesse d'images vivantes et de métaphores puissantes, faisait de cette conversation un délice à la fois intellectuel et esthétique.

« Vous savez, ai-je dit, que lors de la conférence de Paris des partis socialistes révolutionnaires, l'I.L.P. a voté contre la résolution principale — parce que nous considérons la condamnation du Comintern comme unilatérale et excessive — et également contre la proposition de fonder une IV<sup>e</sup> Internationale. Par conséquent, nous sommes particulièrement désireux de connaître : a) vos principales critiques contre le Comintern, b) pourquoi vous

---

(1) *The New Leader*, 13 octobre 1933. Il s'agit du récit, fait par un dirigeant de l'I.L.P., de sa visite à Saint-Palais. Charles Andrew SMITH (né en 1895), enseignant, puis médecin, avait été au sein de l'I.L.P. l'animateur du « comité pour une politique révolutionnaire ». Président de la conférence nationale de l'I.L.P. en 1933, il avait fait partie de sa délégation à Paris et s'était rendu à Saint-Palais en compagnie d'une autre militante responsable, Jennie LEE (née en 1904), la future compagne d'Aneurin BEVAN (1897-1960).

désespérez de sa réforme, c) quelle action vous proposez d'entreprendre ? »

Les critiques de Trotsky, exposées avec énormément de verve et de clarté, portaient à la fois sur la politique de l'Internationale communiste et sur son organisation. Il affirma que cette dernière était bureaucratique et l'était de façon corrompue : la discussion était étouffée, les critiques tenues pour déloyales, et quiconque s'oppose aux sommets bureaucratiques est exclu comme hérétique.

« L'autocritique bolchevique », dit Trotsky, « est une gloire qui appartient au passé. Dans les premiers temps, même au cours de la guerre civile, la règle était une totale liberté de discussion. Dans l'Armée rouge, il existait une discipline militaire stricte avec des punitions sévères ; pourtant, dans les discussions politiques, de simples soldats, en tant que membres du parti, s'en prenaient souvent à Lénine — comme à Trotsky lui-même — ou au comité central dans son ensemble, et les critiquaient sans ménagement. Pendant la guerre civile, il se tint un congrès par an, et un congrès extraordinaire pour des raisons d'urgence ; cinq années se sont écoulées maintenant, et il n'y a toujours pas de congrès du Comintern. »

« Des membres responsables du présidium du Comintern sont changés par des décrets du bureau politique du P.C.U.S. Brandler, le dirigeant du P.C. allemand, avait critiqué la politique de l'I.C. Il a été convoqué à Moscou et y a été retenu plusieurs années, ne réussissant à partir que par des moyens extraordinaires (2). Quiconque refuse de se rendre à Moscou quand il y est convoqué est exclu immédiatement. »

« Cette suppression de la critique interne », insiste Trotsky, « provient de la détermination de la fraction stalinienne de conserver son contrôle dans l'engrenage où elle se trouve d'une politique erronée. Mais les résultats même de cette domination bureaucratique ont une influence politique. L'état d'esprit bureaucratique relève d'une méfiance fondamentale vis-à-vis des masses et développe en conséquence les traits habituels des bureaucraties, indépendamment du temps et de l'espace. La bureaucratie russe actuelle diffère par essence de la bureaucratie bourgeoise des pays capitalistes en ce qu'elle cherche à protéger l'Union soviétique que

---

(2) Retenu à Moscou en 1924 sous le prétexte de la discussion de l'Octobre allemand, Brandler y demeura par décision de l'I.C. en tant que membre du parti russe et petit fonctionnaire. Nous ignorons les « moyens extraordinaires » qu'il dut employer pour quitter l'U.R.S.S.

cette dernière cherche à détruire. Elles sont cependant en substance identiques de par leur horizon et leurs méthodes ».

« Les décisions sont prises sans consultation de la base, et on utilise toute espèce de mensonge, de dissimulation et de répression pour obtenir l'acceptation par elle de la ligne définie par l'exécutif, sans qu'il connaisse même souvent la situation qu'il s'agit précisément de maîtriser. Plus grave encore, la bureaucratie n'ose jamais reconnaître ses propres erreurs, lesquelles sont d'autant plus graves que la bureaucratie se considère elle-même comme infaillible. L'exemple le plus éclatant de ce refus de reconnaître ses erreurs est fourni par la débâcle allemande ».

« La ligne de l'I.C., là, a été tragiquement erronée, » déclare Trotsky, « et nombre des dirigeants communistes les plus capables le reconnaissent. Elle a conduit les travailleurs allemands à un désastre inévitable et qui avait été souvent prédit. Pourtant, dès le lendemain du désastre, l'I.C. a solennellement proclamé que sa ligne avait été juste ! »

« C'est le même mépris des masses qui a été révélé à travers l'histoire du comité anglo-russe, lorsque l'I.C. reconnut la bureaucratie trade-unioniste comme représentant les ouvriers britanniques — y compris au moment même où elle était en train de trahir la grève générale de 1926 — et, ce qui est pire encore, après. Ce mépris bureaucratique s'est manifesté également dans la façon catastrophique dont la révolution chinoise fut traitée par l'I.C. qui la plaça sous la direction du Kuomintang bourgeois, lequel, ainsi que Trotsky l'avait prédit, la trahit peu après en massacrant et torturant ».

« Ce mépris bureaucratique », continue Trotsky, « s'est manifesté souvent dans l'attitude de l'I.C. vis-à-vis des autres organisations, avec lesquelles, en dépit du mot d'ordre de « front unique à la base », son objectif n'a pas été tellement de mobiliser les ouvriers révolutionnaires que de capturer l'appareil de l'organisation. Tout cela, plus le contrôle financier de l'I.C. sur ses sections nationales, nourrit une mentalité de dépendance, d'obéissance inconditionnelle qui est l'antithèse de l'esprit critique et d'indépendance nécessaires à un révolutionnaire. »

— « Quelles ont été les erreurs du Comintern en Allemagne ? », ai-je demandé dans une interruption.

— « Ces erreurs se sont accumulées pendant dix ans : manquer la situation révolutionnaire en 1923 lors de l'occupation de la

Ruhr (3), s'orienter vers l'insurrection armée alors que le rapport de forces avait changé fondamentalement vis-à-vis du prolétariat, un cours pendant lequel on courtisait la social-démocratie (1926-27), un nouveau tournant vers l'aventurisme (« troisième période », conquête de la rue), une politique radicalement fautive vis-à-vis des syndicats ; la substitution de l'ultimatum à un travail d'éducation ; la création de syndicats parallèles squelettiques, c'est-à-dire l'isolement du parti par rapport à la classe ; la théorie du social-fascisme et l'abandon de la politique de front unique ; l'agitation nationaliste et l'adaptation au fascisme (« libération nationale » en Allemagne ; participation au plébiscite en Prusse au côté des nazis (4), etc.) ; destruction systématique de toutes les organisations de défense construites par les organisations ouvrières au plan local. »

« La social-démocratie et le fascisme ne sont *pas jumeaux*, contrairement à ce qu'a dit l'I.C. », insiste Trotsky. « C'est vrai que la social-démocratie soutient la bourgeoisie, mais, en dépit de dirigeants traîtres, elle ne soutient pas le fascisme dont la victoire signifierait sa propre destruction en tant que parti. »

— « Quelles sont vos principales critiques contre la politique *actuelle* de l'I.C. ? », ai-je demandé.

— « Avant tout la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la politique du « centrisme » qui en découle. » Trotsky définit le centrisme comme la somme de toutes les tendances entre le marxisme et le réformisme qui vont de l'un à l'autre. La bureaucratie de l'I.C. est prédisposée à devenir réformiste, mais elle ne peut le faire du fait de ses liens avec l'Etat soviétique. Elle ne peut pourtant pas être révolutionnaire puisqu'elle a abandonné la théorie de la révolution mondiale. Aussi oscille-t-elle d'un pôle à l'autre et demeure-t-elle centriste.

---

(3) L'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges en janvier 1923, qualifiée de « saisie de gage productif » en vue du paiement des réparations dues par l'Allemagne, déclencha en réalité la crise révolutionnaire qui culmina en août et conduisit les dirigeants russes à préparer pour octobre une insurrection qui fut finalement décommandée.

(4) Au cours des années 1930, le K.P.D. rivalisait avec le parti nazi sur le thème de la « libération nationale » de l'Allemagne asservie par Versailles aux impérialistes étrangers. Lors du référendum organisé à la demande des nazis en 1931 pour contraindre à la démission le gouvernement social-démocrate de Prusse, minoritaire au Landtag, le K.P.D., qui avait d'abord soutenu les social-démocrates, se ravisa, sur ordre de l'I.C., et soutint le même mot d'ordre que les nazis, se contentant de baptiser « plébiscite rouge » ce qu'eux appelaient le « plébiscite brun ».

« Deuxièmement, la théorie du socialisme dans un seul pays n'est pas un principe abstrait, mais une question de vie ou de mort. La crise actuelle du capitalisme résulte non seulement de la contradiction entre les forces productives et la propriété privée, mais également de la contradiction entre les forces productives et les Etats nationaux. La tâche du socialisme n'est pas de refouler les forces productives à l'intérieur des frontières d'un seul Etat, mais au contraire de les organiser à l'échelle mondiale. Et ceci pré-suppose la révolution mondiale qui devrait être la base du Comintern. »

« Ce n'est pas incompatible avec l'industrialisation rapide de la Russie. En 1923, c'était Trotsky qui, dans ses écrits et ses discours, plaidait en faveur d'un plan quinquennal, tandis que Staline se gaussait de lui pour son optimisme. Lorsque, au bout du compte, la bureaucratie s'est convertie à cet optimisme, elle s'est jetée dans l'extrême opposé, et est tombée dans l'erreur du « socialisme dans un seul pays. »

— « Soutenez-vous la proposition d'organiser aussi vite que possible le boycottage de l'industrie et des transports de l'Allemagne fasciste ? »

— « Oui, au moment *opportun*, le plus vite possible ; la seule question est de pouvoir. »

— « A la conférence de Paris, » dis-je, « l'I.L.P. a proposé un amendement qui prévoyait une grève de protestation ou de manifestation de durée définie et limitée contre tout crime nazi particulier, mais il a été rejeté. »

« La ligne de l'I.L.P. sur cette question était une politique révolutionnaire tout à fait correcte », répond Trotsky.

Je lui ai ensuite demandé :

— « Pourquoi désespérez-vous de voir l'Internationale communiste corriger ses erreurs ? »

— « D'abord parce qu'il n'existe pas de démocratie dans ses partis et que les gens critiques qui essaient de corriger la ligne en sont exclus. Ensuite parce que le combat ne date pas d'hier, mais qu'il a commencé il y a plus de dix ans. L'exemple décisif, c'est l'Allemagne. Si cet exemple ne peut pas convaincre les bureaucrates de leurs erreurs, c'est que rien ne peut les en convaincre. Et si l'I.L.P. veut espérer pendant un peu plus longtemps, combien de temps allez-vous attendre, et quelles preuves vous faudra-t-il finalement ? »

— « Que pensez-vous qu'il faille faire ? »

— « Former la IV<sup>e</sup> Internationale », dit Trotsky, « y inclure tous les révolutionnaires qui acceptent les principes de Marx et de Lénine, et qui savent que la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales ont toutes deux fait faillite, l'une du fait de son réformisme réactionnaire, l'autre de son centrisme bureaucratique. Nous, Opposition de gauche internationale, nous sommes cependant prêts à réaliser un front unique avec la bureaucratie soviétique pour défendre l'U.R.S.S. »

— « Que conseillez-vous à l'I.L.P. ? »

— « De demeurer à tout prix indépendant, jusqu'à ce qu'il ait achevé son mouvement du réformisme à la révolution, d'une démarche empirique à une base théorique. Vous avez besoin d'une compréhension claire de la théorie révolutionnaire de l'Etat capitaliste, d'une évaluation correcte des forces sociales et économiques, d'une information adéquate sur le mouvement de la révolution et de la réaction hors de Grande-Bretagne, et un plan net du cours révolutionnaire en Grande-Bretagne, souple dans les détails, mais rigide quant aux principes. »

Et c'est à regret que nous avons pris congé pour attraper le train de nuit en direction de Paris. Nous nous sommes plus d'une fois retournés pour saluer la silhouette de l'ancien chef de l'Armée rouge qui nous faisait des gestes d'adieu. Bien que nous ne soyons pas prêts à accepter l'ensemble de ses conclusions, nous avons été heureux de l'entendre présenter lui-même son cas. Nous croyons que la majorité des socialistes révolutionnaires de Grande-Bretagne s'en réjouiront également.

## FAILLITE DU REFORMISME ET DU STALINISME (1)

(31 août 1933)

1— La tenue même d'une conférence de quatorze partis, organisations et groupes de caractères et de tendances très hétérogènes constitue le résultat d'une crise très profonde du mouvement socialiste et communiste, plus précisément, le fruit de l'écroulement, non seulement de la II<sup>e</sup>, mais aussi, sur un autre plan historique et pour des raisons différentes, de la III<sup>e</sup> Internationale (2).

2— Il ne saurait bien entendu être question de construire la nouvelle Internationale avec des organisations qui reposent sur des bases principielles profondément différentes, voire opposées. L'Opposition de gauche a participé à la conférence sous son propre drapeau, avec pour but d'aider à la séparation principielle d'avec réformistes et centristes et au rassemblement d'organisations révolutionnaires homogènes.

3— L'unique résultat tangible — mais en revanche extrêmement important — de la conférence est la déclaration signée par quatre organisations, l'Opposition de gauche, le S.A.P. et les deux partis hollandais, O.S.P. et R.S.P. : elle constitue le premier pas délibéré dans la voie de la construction de la nouvelle Internationale sur la base des principes de Marx et de Lénine (3).

---

(1) T 3591. *La Vérité*, 22 septembre 1933, sous le titre « Résolution du plénum de l'Opposition de gauche internationale (au sujet de la conférence des organisations de la gauche socialiste et de l'opposition communiste, Paris, les 27-28 août 1933) ». Rédigé en russe et signé Gourov, le texte avait été adopté par le plénum de l'Opposition de gauche internationale le 13 septembre 1933. Il constitue la réponse définitive de l'Opposition de gauche aux décisions et propositions de la conférence de Paris, lesquelles devaient être ratifiées ou repoussées par les organisations participantes avant le 15 octobre.

(2) La totalité des organisations participantes avaient fait partie à un moment ou un autre de la II<sup>e</sup> ou de la III<sup>e</sup> Internationale, ou avaient été constituées par des militants ayant appartenu à ces dernières.

(3) La « déclaration » avait été primitivement conçue comme telle ; puis les « quatre » avaient décidé de la soumettre au vote de la conférence. Ils s'étaient

4— Le plénum a pleinement conscience que les quatre organisations énumérées ci-dessus, dont les origines politiques sont différentes, ne peuvent atteindre en quelques jours une unité totale sur les principes fondamentaux, les méthodes tactiques et d'organisation. En tout cas, le résultat obtenu permet de penser que le travail ultérieur de ces organisations sur le manifeste programmatique et les documents sur la tactique, donnera la possibilité, non seulement d'arriver à la nécessaire unité de conceptions, mais encore d'attirer sous le drapeau de la nouvelle Internationale nombre d'autres organisations et fractions révolutionnaires.

5— Le plénum estime nécessaire de commencer immédiatement l'élaboration des documents programmatiques et de constituer un secrétariat technique qui pourrait, pendant la période de la rédaction du manifeste et des résolutions, entrer en rapport avec des organisations sympathisantes afin que leurs opinions, propositions et critiques, puissent être reflétées dans les textes des documents programmatiques.

6— Le plénum charge son représentant à la commission du programme de se guider d'après les conceptions fondamentales exposées dans la déclaration des bolcheviks-léninistes qui a été présentée à la conférence de Paris les 27 et 28 août 1933.

7— En ce qui concerne les décisions prises par la majorité hétérogène de la conférence (4), et qui sont marquées du sceau de cette hétérogénéité, le plénum des bolcheviks-léninistes n'estime

---

heurtés au veto de la délégation de l'I.L.P., cette dernière arguant de son ignorance de la langue allemande, et dans l'absence de toute traduction anglaise. Les quatre se divisèrent sur cette question, Walcher et le S.A.P. acceptant l'argument, tandis que les représentants de l'Opposition de gauche y voyaient une manœuvre. La question est tranchée par le témoignage un tantinet cynique de John Paton qui raconte dans ses mémoires que « les trotskystes » étaient venus avec un « jeu complet » de textes à opposer aux textes du bureau. Il ajoute en effet : « Ils avaient commis une seule erreur : ils ne les avaient préparées qu'en allemand, et, comme je ne lis pas cette langue, je pus les mettre en échec en refusant d'accepter ces thèses jusqu'à ce qu'ils puissent m'en remettre un exemplaire en anglais ». Après avoir ironisé sur la difficulté dans laquelle se trouvèrent « les trotskystes » pour traduire en anglais leur texte allemand, il conclut avec satisfaction : « Il est des circonstances dans lesquelles c'est un avantage que de ne connaître qu'une seule langue » (John PATON, *Left Turn !*, pp. 411-412). Le texte était devenu à nouveau une simple déclaration communiquée au congrès...

(4) La conférence avait adopté un texte sur les congrès internationaux, un sur la reconstruction du mouvement ouvrier international, et un sur l'organisation du boycottage de l'Allemagne hitlérienne. L'Opposition de gauche avait voté pour le premier et le troisième et contre le second, après qu'ait été repoussé un amendement proposé par les quatre se prononçant pour une nouvelle Internationale. Cet amendement avait été repoussé par sept voix contre sept (L'Opposition de gauche internationale, l'Opposition de gauche allemande, le S.A.P., l'O.S.P., le Leninbund, le R.S.P. hollandais et le N.S.P.P. de Pologne le soutenant). Mais les quatre s'étaient divisés sur la résolution dont l'amendement avait été ainsi repoussé,

pas possible d'en assumer la responsabilité politique (\*). Dans la mesure où les décisions prises pourraient aboutir à telle ou telle action pratique (par exemple, le boycott de l'Allemagne hitlérienne), l'Opposition de gauche est prête, en fonction des circonstances, à prendre part à celles de ces actions qui correspondent à ses positions de principe générales.

Sur le terrain des actions pratiques, l'Opposition de gauche cherchera constamment à se rapprocher étroitement des partis et organisations les plus proches d'elle. C'est à cette seule condition qu'une politique large et audacieuse de front unique, en vue des tâches politiques actuelles, nourrira l'œuvre de construction de la nouvelle Internationale communiste.

Le plénum appelle toutes les sections de l'Opposition de gauche internationale à prendre clairement conscience de l'importance historique du pas qui vient d'être accompli.

Notre tâche immédiate est maintenant de donner à la « déclaration des quatre » la diffusion la plus large possible dans les rangs communistes, socialistes, dans les syndicats et surtout dans la jeunesse. Dans nos journaux, nos tracts, nos affiches, nos discours et nos discussions, il nous faut populariser et expliquer le sens de la déclaration. Il faut, sans ménager nos efforts, soulever l'avant-garde prolétarienne pour la création de la nouvelle Internationale.

La déclaration des bolcheviks-léninistes à la conférence se termine par ces mots : « Notre responsabilité révolutionnaire est immense. Que notre travail créateur s'élève au niveau de cette responsabilité ! » Nous devons bien comprendre que c'est avant tout aux bolcheviks-léninistes eux-mêmes que s'adressent ces paroles (5).

---

l'Opposition de gauche internationale et allemande se retrouvant contre avec le R.S.P., le S.A.P. et l'O.S.P. votant pour. Le fait que deux des « quatre » avaient voté pour des décisions « marquées du sceau de l'hétérogénéité » constituait le principal problème de leur bloc au départ.

(\*) En adoptant cette position, le plénum ne fait qu'user du droit reconnu par la conférence elle-même, qui lui donne, ainsi qu'aux autres partis participants, jusqu'au 15 octobre pour ratifier ou au contraire rejeter les décisions de la conférence. (Note de L.T.)

(5) C'est au cours du même plénum du 13 septembre qu'avait été prise la décision hautement symbolique de transformer l'Opposition de gauche internationale en « Ligue communiste internationaliste », un geste qui marquait la fin de la politique de la « fraction » et de la « réforme », affirmait l'« indépendance » nécessaire dans la lutte pour de nouveaux partis et une nouvelle Internationale.

# LA CONFERENCE DE PARIS UN SOLIDE NOYAU POUR UNE NOUVELLE INTERNATIONALE (1)

(1<sup>er</sup> septembre 1933)

La conférence est terminée. Nous n'avons encore ni son compte rendu, ni le texte final de la résolution. Il est pourtant possible d'en tirer les conclusions principales : elles sont tout à fait favorables à l'Opposition de gauche. C'est en faisant la comparaison entre ce que nous nous attendions à obtenir et ce que nous avons obtenu que l'on s'en rend le mieux compte. Au cours des discussions et de la correspondance préliminaires, nous étions tous d'accord que, si nous arrivions à obtenir quatre ou même seulement trois signatures au bas d'un texte clair et précis en faveur de la nouvelle Internationale, nous aurions fait un pas en avant énorme. Nous avons obtenu les quatre signatures que nous escomptions (le R.S.P. de Hollande, le S.A.P. allemand, l'O.S.P. de Hollande avec l'Opposition de gauche internationale) au bas d'un texte qui constitue le seul résultat tangible de la conférence, et qui peut et doit devenir d'une importance historique.

Ce résultat considérable, nous l'avons obtenu non pas par quelque combinaison hasardeuse ou de savantes manœuvres (au contraire, sur ce terrain, nous avons commis quelques erreurs), mais du fait que le pas historique que nous avons accompli a pleinement mûri. En dépit de dix ans de persécution et de calomnie contre l'Opposition de gauche, en dépit du fait que cette calomnie a laissé des traces, même dans la conscience des adversaires du stalinisme, y compris chez les ouvriers social-démocrates, en dépit de tout cela, trois organisations, qui dirigent quelques dizaines de

---

(1) T 3592. Titre primitif : « La conférence des socialistes de gauche — noyau pour une nouvelle Internationale », *Bulletin intérieur de l'Opposition communiste de gauche*, n° 9, septembre 1933, signé G. Gourov. Cet article répond aux inquiétudes voire au mécontentement des militants qui désapprouvaient la conclusion d'un bloc avec des organisations qu'ils jugeaient opportunistes, et qui avaient notamment fait remarquer que S.A.P. et O.S.P. avaient également voté la résolution finale majoritaire de la conférence de Paris.

milliers d'ouvriers, n'ont trouvé d'autre voie que de s'unir à nous sur un texte commun qui présuppose une lutte longue et acharnée. Une large brèche a ainsi été ouverte dans le mur qui enserrait l'Opposition de gauche. Nous pouvons nous attendre à coup sûr à ce que de nouvelles organisations et fractions, qui sont poussées dans la voie de la révolution par l'ensemble de la situation, se convainquent un peu plus chaque mois que l'unique drapeau autour duquel l'avant-garde prolétarienne puisse se rallier est celui du bolchevisme-léninisme.

Nous avons dit plus haut que la déclaration des quatre était le seul résultat sérieux de la conférence de Paris. En ce qui concerne les vagues décisions de sa majorité, elles n'ont pas d'avenir. Ce n'est pas difficile à comprendre si l'on analyse la composition de cette conférence. Si les délégués des quatre organisations signataires constituaient la gauche, la droite était formée des représentants du D.N.A., qui cherche à créer une « Internationale » scandiave par une alliance avec les social-démocraties suédoise et hollandaise, et craint par conséquent de se compromettre en se rapprochant des communistes. Il faudrait être un naïf sans espoir ou, pire, un calculateur sans principes, pour espérer une union ou une collaboration avec ce parti profondément opportuniste ou avec les petits groupes qui gravitent autour de lui, comme les pupistes français (2), les maximalistes italiens (3), la fédération catalane de Maurín (4), le groupe polonais du Docteur Kruk (5) ou le parti

---

(2) Le P.U.P., une des tendances les plus « droitières » issues du P.C., était en train d'évoluer vers la social-démocratie.

(3) Le P.S.I. maximaliste constituait l'une des deux branches du mouvement socialiste italien en exil. Au lendemain des lois d'exception de 1924, il avait rassemblé, autour d'Angelica Balabanov, les tenants du vieux « maximalisme » de l'époque de Serrati qui s'opposaient aux partisans d'un retour à la II<sup>e</sup> Internationale (Treves, Turati, Buozzi, Modigliani). Balabanov et ses camarades avaient publié *l'Avanti !* à Paris à partir de 1926. Le groupe avait été très affaibli par deux scissions, en 1928 et en 1930, cette dernière ayant vu le retour de Pietro Nenni au P.S.I. et à la II<sup>e</sup> Internationale.

(4) La Federación Ibérica avait vu le jour lors d'un congrès de fusion tenu en décembre 1931 par le minuscule Partit comunista català, de tendance « catalaniste », fondé en novembre 1928, et surtout la Fédération communiste catalano-baléare. Le nombre limité de ses membres était compensé par l'influence plus large qu'elle exerçait en Catalogne par l'intermédiaire du Bloc Obrer i Camperol (Bloc ouvrier et paysan). Joaquim MAURIN (1896-1973), ancien dirigeant du P.C. espagnol, exclu avec l'ensemble de la fédération catalane, en était le dirigeant incontesté. Trotsky dénonçait son « nationalisme petit-bourgeois » et demandait que ses camarades le soumettent à « une critique impitoyable » (Cf *La Révolution espagnole*, I<sup>re</sup> partie, *passim*).

(5) Le N.S.P.P. (Niezalezna Socjalistyczna Partia Pracy), fondé en 1922, avait été membre de l'U.P.S. Il avait gagné toute une aile du mouvement social-démocrate juif de Pologne, le Bund. Le Dr Joseph Kruk était son principal dirigeant depuis que son fondateur Boris Drobner était retourné au P.P.S. et à la

totalemment fantômatique de l'ancien commissaire du peuple Steinberg (6).

Urbahns (7) représentait à la conférence le peu qui a subsisté du Leninbund. Si Urbahns, avec les meilleures intentions révolutionnaires, a démontré quelque chose au cours des dernières années, c'est sa totale incapacité à un travail collectif, d'une part, à une pensée systématique de l'autre. Son ahurissante théorie du « capitalisme d'Etat » qui place sur le même plan l'U.R.S.S., les Etats-Unis, l'Allemagne de Hitler et l'Italie de Mussolini, exclut à elle seule la possibilité d'un travail en commun avec lui en vue de la création d'une nouvelle Internationale.

Le P.C. indépendant suédois de Kilbom et l'I.L.P. britannique constituent un groupe à part. Tous deux sont à la croisée des chemins. Le parti suédois est une organisation ouvrière trop sérieuse pour suivre la politique de Brandler-Thalheimer, laquelle repose entièrement sur le servile espoir que Manuilsky (8) leur pardonnera peut-être et les rappellera au pouvoir. D'un autre côté, le parti de Kilbom est apparemment déjà fortement infesté de tendances droitières et surtout de méfiance à l'égard de l'Opposition de gauche. Il ne peut conserver sa position intermédiaire actuelle. Il lui faut *choisir*. Nous devons l'aider à *bien* choisir.

Si le parti de Kilbom oscille entre la droite et l'Opposition de gauche, l'I.L.P., lui, balance entre l'Internationale communiste et la nouvelle Internationale. Peut-être pas tout de suite, mais inéluc-

---

II<sup>e</sup> Internationale. Le N.S.P.P. était membre de l'I.A.G. mais n'avait rompu qu'en mai 1933 avec la II<sup>e</sup> Internationale. A son apogée, il avait compté 3 000 adhérents, mais ce chiffre était vraisemblablement très réduit en 1933.

(6) Sur I.N. Steinberg, voir ci-dessus, n. 43, p. 108. Son « parti » se réduisait sans doute en émigration en quelques unités.

(7) Hugo URBAHNS (1890-1946), instituteur socialisant avant guerre, avait rejoint le K.P.D. à sa fondation. A partir de 1920, il avait été, avec Ruth Fischer et Maslow, un des dirigeants de sa « gauche ». Il avait été le dirigeant de l'insurrection de Hambourg en 1923, et avait passé deux ans en prison. Exclu avec la gauche du K.P.D. en novembre 1926, il avait été, en mai 1928, l'un des fondateurs du Leninbund qui rassemblait en Allemagne « zinoviévistes » et « trotskystes ». Abandonné d'abord par Ruth Fischer et Maslow dès 1928, puis par la fraction trotskyste de Grylewicz en 1930, il avait perdu beaucoup de militants en cours de route et ne représentait qu'un tout petit groupe émigré. Trotsky avait défendu la scission d'avec lui dès qu'il s'était rallié à la théorie du « capitalisme d'Etat » en U.R.S.S.

(8) Dimitri MANUILSKY (1883-1952), bolchevik en 1903, avait quitté le parti bolchevique pour y revenir en 1917 avec Trotsky. Il s'était rallié à Staline au cours des années vingt et était depuis 1929 secrétaire de l'exécutif de l'Internationale, mais rien de plus qu'un exécutant. C'est délibérément que Trotsky le mentionne, lui, afin de renforcer le caractère démonstratif de son affirmation sur la servilité des brandlériens attendant le « pardon » de l'I.C.

tablement, les bureaucrates de l'I.C. pousseront l'I.L.P. sur la voie de la nouvelle Internationale. Tôt ou tard, ce parti, au moins son noyau révolutionnaire, et nous, nous nous rencontrerons.

Il est absolument clair que les décisions adoptées par une majorité aussi hétérogène ne peuvent avoir qu'un caractère platonique et décoratif. Ils ne sont pas peu à vouloir « condamner » la II<sup>e</sup> Internationale, crier à sa faillite, tout en continuant à pratiquer une politique opportuniste. Ils ne sont pas peu à crier à la faillite de l'Internationale communiste, tout en menant une politique de combinaisons de couloirs qui est dans son esprit très voisine du centrisme bureaucratique. Les ouvriers avancés ne peuvent se contenter de dénonciations de la II<sup>e</sup> Internationale et de la III<sup>e</sup> Internationale, mais non plus de la simple reconnaissance de la nécessité d'une nouvelle Internationale. Il faut dire clairement quelle Internationale nous avons à l'esprit : la restauration d'une misérable Internationale 2 1/2 (9) ou l'unification de l'avant-garde prolétarienne sur la base d'un programme révolutionnaire répondant réellement aux besoins de notre époque. Elaborer un tel programme en compagnie de Tranmael, Louis Sellier (10), Maurin et autres, ou même soutenir avec eux la fiction d'une organisation internationale, en commun avec eux, reviendrait à semer le chaos et la démoralisation idéologique au lieu de la nécessaire et salutaire clarté.

Nous ne pouvons négliger le fait que deux de nos alliés (le S.A.P. allemand et l'O.S.P. hollandais) ont non seulement rejoint le bloc des quatre signataires de la déclaration, mais aussi le comité de la majorité (avec deux représentants de l'I.L.P. et un du parti norvégien). Nous, Opposition de gauche, ne pouvons attendre, et n'attendons rien de positif de ce comité. Nous considérons la participation de deux de nos alliés (S.A.P. et O.S.P.) à ce comité (le parti de Sneevliet, le R.S.P., n'y est pas entré) comme une contradiction flagrante. Nous considérons également le vote des délégués de l'O.S.P. et du S.A.P. en faveur de la résolution de la majorité comme une erreur politique grave, susceptible seulement de semer confusion et illusions. Mais il serait complètement faux de renoncer, à partir de là, à la tentative honnête de collabo-

(9) Sur l'Union des partis socialistes (U.P.S.), surnommée Internationale 2 1/2, voir ci-dessus, p. 108. En fait, cette perspective était exprimée seulement par l'aile droite des organisations représentées à Paris, mais elle n'avait pas été clairement repoussée par les « alliés » de l'Opposition.

(10) Louis SELLIER (1885-1978), ancien secrétaire général du P.C.F. dont il avait été exclu en 1929, avait conservé son mandat de député. Il avait fondé le P.O.P. qui avait été en novembre 1930 l'un des éléments constitutifs du P.U.P.

rer avec ces deux alliés. Leur participation à un bloc avec nous est une indication sur l'avenir, leur participation au comité un reflet du passé (11).

L'intransigeance révolutionnaire ne consiste pas à exiger la reconnaissance *a priori* de notre « direction », ou à présenter en toute occasion des ultimatums et des menaces de rupture, le retrait de signatures, etc. Nous laissons ce genre de méthodes aux bureaucrates staliniens, d'une part, à quelques alliés impatients de l'autre. Nous avons pleinement conscience qu'il apparaîtra encore plus d'une fois des divergences entre nous et nos alliés. Mais nous espérons — mieux, nous sommes convaincus — que la marche des événements révélera dans les faits qu'il est impossible de participer en même temps au bloc principal des quatre et au bloc sans principe de la majorité. Sans avoir recours à des « ultimatums » inopportuns, nous conservons cependant le droit entier, non seulement d'apparaître sous notre propre drapeau, mais aussi de donner ouvertement notre opinion à nos alliés sur ce que nous considérons comme des erreurs de leur part. Nous attendons d'eux la même franchise. C'est cela seulement qui peut renforcer notre alliance.

L'élaboration d'un document programmatique est maintenant à l'ordre du jour. Le manifeste de la nouvelle Internationale devrait tracer un tableau général du monde capitaliste moderne — comme de l'Union soviétique —, de ses rapports économiques, politiques, et internationaux. Toutes les convulsions de notre époque — guerres, crises, barbarie fasciste — doivent être expliquées comme le résultat du retard de la révolution prolétarienne. La responsabilité de ce retard doit être attribuée à la II<sup>e</sup> et à la III<sup>e</sup> Internationales. Un chapitre spécial de ce manifeste devait être consacré au tableau du déclin des deux Internationales. En conclusion, les problèmes de la révolution prolétarienne, aussi bien que ceux de la défense de l'U.R.S.S., exigent la création d'une nouvelle Internationale. Les chapitres de conclusion devraient donner les

---

(11) Les arguments que donne Walcher, dans sa lettre à Trotsky du 4 septembre, pour justifier le vote du S.A.P. pour la résolution de la majorité, sont exclusivement d'ordre tactique. Il affirme par exemple que l'O.S.P. était de toute façon décidée à voter pour cette résolution et qu'il aurait pu refuser de signer la déclaration des quatre si le S.A.P. n'avait pas également voté avec lui là-dessus. Boris Goldenberg (voir ci-dessus, n. 24, p. 32) parle à ce sujet des « menaces » proférées par P.-J. Schmidt. Walcher souligne également que la résolution en question avait été rédigée plusieurs semaines avant la conférence de Paris par un des dirigeants du S.A.P., Boris Goldenberg. On peut penser que l'orientation exprimée par Walcher dans ses entretiens avec Trotsky était loin de faire l'unanimité à la direction de son propre parti. Mais il faut encore noter que Trotsky, qui en avait conscience, se refusait à toute impatience.

grandes lignes du programme d'action de la nouvelle Internationale.

L'élaboration d'un tel document est la tâche des deux ou trois mois qui viennent. On ne peut réaliser que collectivement une tâche aussi responsable. Bien qu'il s'agisse d'un texte de caractère international, les plus importants des problèmes nationaux doivent s'y refléter. Il faut souhaiter que nous recevions différents textes politiques et, de façon générale, des matériaux écrits ou imprimés qui puissent aider à l'élaboration de telle ou telle partie du manifeste.

Les sections de l'Opposition de gauche appliqueront bien entendu toutes leurs forces pour donner à la déclaration des quatre la publicité et la popularisation les plus larges possibles. Des dizaines de milliers, des centaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires pousseront un soupir de soulagement en apprenant qu'il existe une issue à l'impasse de la révolution. Nous devons battre le fer quand il est chaud !

# DISCUSSION AVEC PIERRE RIMBERT (1)

(2 septembre 1933)

RIMBERT (2) : La question de la nouvelle Internationale conditionne mon entrée dans la Ligue. Je suis contre le mot d'ordre du nouveau parti en Allemagne. Il fallait, dès le début, aller jusqu'au bout : on ne pouvait pas en rester à ce mot d'ordre. Le mot d'ordre de la IV<sup>e</sup> Internationale est faux : *l'Internationale était morte bien avant les événements d'Allemagne*. Nous savions déjà que la direction centriste ne pouvait que mener à la défaite internationale. La dégénérescence a commencé dès 1924. Dès 1926-1927, l'Internationale communiste s'est révélée comme n'étant plus l'organisation politique du prolétariat. Au point de vue organisationnel, l'Internationale communiste avait disparu également depuis plusieurs années. Les sections de l'Internationale communiste n'agissent que sporadiquement (tel, par exemple, le parti italien), car elles n'ont plus de base d'organisation vivante dans la classe ouvrière de la plupart des pays. La débâcle était donc déjà apparente, même pour les ouvriers en général (qui quittaient les organisations de l'Internationale communiste).

Il y avait des divergences sur la discipline de fraction. Des camarades pensaient qu'au sujet du « plébiscite rouge », par exemple, ou sur la question électorale, nous devions rompre la dis-

---

(1) V 58. Bibliothèque du Collège de Harvard. Ce sténogramme qui reproduit une discussion à Saint-Palais entre deux camarades présentés sous les initiales de R. et T. comporte un avertissement : « Le camarade T. n'est membre ni de la Ligue française, ni, à plus forte raison, de son C.E., ni du S.I. Il parle strictement en son nom personnel, et son opinion n'engage absolument personne. »

(2) Pietro TORIELLI, dit Pierre RIMBERT (né en 1910), ouvrier typographe, membre du P.C. à Marseille, puis Paris, en avait été exclu sur l'intervention personnelle de Maurice Thorez en avril 1932. Membre de la Ligue communiste, élu en mai 1932 à sa commission exécutive, il avait été le porte-parole des jeunesses léninistes dans le meeting unitaire du Boxing-Hall, le 13 janvier 1933, avec les J.S. et les J.C. Il avait quitté la Ligue en avril 1933 et participait aux tentatives de regroupement de la « fraction communiste de gauche ».

discipline et agir comme fraction indépendante (3). L'autre courant voulait que la discipline soit suivie dans ses absurdités. Maintenant vient l'idée de la IV<sup>e</sup> Internationale et des nouveaux partis. Nous continuons, quant à nous, à rester sur la position de la fraction indépendante. Faut-il constituer de nouveaux partis ? Seuls les événements trancheront. Il y a dans la classe ouvrière un lourd découragement, même parmi les militants révolutionnaires : d'où le fractionnement du mouvement ouvrier et même de l'Opposition de gauche. Dans cette période de reflux, s'engager sur la voie de la création de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale, c'est tout à fait prématuré et bureaucratique. Si nous nous engageons aujourd'hui sur cette voie, numériquement nous aurons un très grand succès, comme Souvarine (4) a un certain succès. Mais le succès de Souvarine n'est que quantitatif. De même, l'Opposition de gauche pourra se gonfler de nombreux éléments dégoûtés du P.S., du P.U.P. et du P.C. Mais ces éléments ne sont pas les meilleurs de la classe révolutionnaire. Cet accroissement serait seulement un désavantage politique. Les quelques éléments oppositionnels qui ont acquis une expérience révolutionnaire dans le parti ou l'Opposition de gauche, seuls susceptibles d'avoir des perspectives, risquent fort d'être submergés par ce flot composé d'éléments nouveaux et non politiquement formés ou encore déformés (syndicalistes, social-démocrates de gauche, ultra-gauchistes).

---

(3) En avril 1931, au cours du référendum constitutionnel organisé en Prusse à la demande des nazis pour contraindre à la démission le gouvernement social-démocrate, minoritaire au Landtag, le K.P.D., qui nommait ce référendum le « plébiscite rouge », appelait à voter contre le gouvernement social-démocrate, et avait donc la même position que les nazis, sauf que ces derniers parlaient, eux, de « plébiscite brun ». Des militants de l'Opposition avaient souhaité ne pas respecter la discipline du parti, dont ils étaient théoriquement une fraction, dans un cas aussi criant. Les mêmes problèmes de discipline s'étaient posés à travers les questions d'élections, le refus systématique des candidats du P.C. de se désister en faveur des socialistes conduisant en général au succès de la droite. Rimbert évoque ici les problèmes anciens de la Ligue.

(4) Boris LIFSHITZ, dit Boris SOUVARINE (né en 1893), d'abord minoritaire dans le parti socialiste, membre du comité de la III<sup>e</sup> Internationale, avait été directeur du *Bulletin communiste*, membre du C.D. du P.C., où il représentait la « gauche » favorable à la ligne de l'I.C., puis délégué du P.C. à Moscou, surnommé « l'œil de Moscou ». Au lendemain de la discussion de 1923 dans le parti russe, il avait publié en français le recueil des articles de Trotsky sous le titre de *Cours nouveau*, puis avait pris sa défense devant le XIII<sup>e</sup> congrès du P.C. russe, ce qui lui avait valu d'être exclu en juin 1924. Il avait poursuivi ensuite la publication du *Bulletin communiste*, fondé le Cercle Marx-Lénine et maintenu avec Trotsky des relations politiques qui s'étaient terminées par une rupture brutale en 1929 (Voir à ce sujet *Le Mouvement communiste en France*, pp. 322-323). Il avait ensuite transformé son cercle en « Cercle communiste démocratique », regroupant d'anciens militants du P.C. sur des positions assez proches de celles des brandlériens allemands.

D'autre part, constituer une Internationale parce qu'il y a des camarades convaincus de cette nécessité, n'indique pas qu'on puisse y arriver. Les P.C. ne sont pas des cadavres, car ils ont une activité dans la classe ouvrière, quoique cette activité soit mal orientée et dégénérée. Il faut donc rester *fraction indépendante* — non disciplinée — du parti et des mouvements qui gravitent autour de lui, contre la direction. Seuls les événements décideront où nous irons. Certes nous ne pouvons pas redresser les bureaucrates centristes, mais nous pourrions conquérir des cellules, des rayons ou des régions. La tâche essentielle n'est pas de gonfler très rapidement ses effectifs, mais de se forger politiquement, de former des cadres de jeunes, dont beaucoup sont d'ailleurs venus à nous directement sans passer par le parti, et de faire pression sur les communistes pour battre la direction et la chasser du parti.

TROTSKY : Dans ces conditions, puisque vous êtes fondamentalement contre notre orientation politique générale, quel sens cela a-t-il, de votre part, de critiquer la direction de la Ligue et de l'Opposition de gauche internationale ? Vous êtes en retard de six à huit mois, c'est-à-dire d'une éternité... et malgré cela, vous analysez la composition de la direction. Cela prouve que vous n'êtes pas conséquent, sinon vous devriez souhaiter seulement la décomposition de la Ligue. Vous avez de toute notre action passée et future une conception formaliste. Au contraire, notre conception de fraction était tout à fait réaliste. Il s'agissait pour nous de conquérir et de redresser le parti et l'Internationale communiste. Vous objectez à notre nouvelle orientation que l'Internationale communiste était déjà morte depuis longtemps. Mais cela ne pourrait être une critique que contre l'orientation ancienne. Que l'Internationale communiste soit morte depuis longtemps ou depuis peu, il faut créer une nouvelle Internationale.

Vous affirmez que nous avons des illusions sur le Comintern. Puisque sa direction était centriste, il était exclu d'avance que le parti puisse faire quelque chose ? Vous venez vers le cadavre, vous le disséquez, et vous critiquez le médecin. Nous n'avions pas la perspicacité suffisante pour prévoir à coup sûr le résultat d'un conflit de classes aussi gigantesque. Et d'ailleurs est-il de façon générale possible de mesurer *a priori* l'ensemble des forces en lutte et les possibilités que cette lutte recèle ? S'il en était ainsi, nous nous contenterions de présenter la note des rapports de forces. Hitler lui-même a beaucoup hésité, car il ne connaissait pas d'avance le résultat et ignorait les possibilités de résistance de la classe ouvrière. Le centrisme n'est pas une chose en soi : poussé par la masse, il pouvait s'engager dans la lutte et même conclure

une alliance avec nous, sous la pression impérieuse des événements.

C'est seulement après les événements d'Allemagne que nous nous sommes persuadés que l'I.C. était complètement *pétrifiée*. Même si nous nous sommes trompés — et vous avec nous, camarade Rimbart — le fait demeurerait qu'il nous faudrait corriger notre « erreur ». Le K.P.D. n'existe plus en tant que force révolutionnaire. Vous le reconnaissez vous-même. Dans quelle autre fonction hystérique ou métaphysique existe-t-il donc ? Avant la catastrophe, nous pensions que le parti pourrait entraîner dans la lutte une bonne partie de la classe ouvrière, en commençant par les chômeurs. Il n'y a même pas entraîné ses propres membres. Vous dites que seuls les événements futurs peuvent décider qu'il y a lieu de créer une nouvelle Internationale. Vous prêtez ainsi attention aux événements futurs, mais vous ne prêtez pas attention à ceux qui viennent de se dérouler et qui ont déjà déterminé la nécessité d'une nouvelle Internationale (dont le développement dépendra naturellement des événements futurs). L'I.C. existe encore grâce à une certaine tradition, à une certaine désorientation des ouvriers, et ce qui n'est pas le moins important, grâce à la caisse (5). La II<sup>e</sup> Internationale, après 1914, n'était pas non plus physiquement morte, elle l'était moins que la III<sup>e</sup> à l'heure actuelle. Elle était néanmoins morte en tant que force progressiste, c'est-à-dire en tant que force révolutionnaire du prolétariat. C'est ce que nous avons dit en automne 1914. On nous a, en ce temps-là, traités d'aventuristes, en disant que seuls les événements... Mais si nous avions été à la remorque des événements, alors des événements comme Octobre ne se seraient pas produits. Le rôle des révolutionnaires, c'est de tirer « un tout petit peu » les événements par les cheveux. Attendre les événements, c'est un fatalisme passif, à la Souvarine. Mais Souvarine lui-même essaie maintenant de créer une organisation. Il ne créera rien, car il n'a aucune théorie, aucun programme, aucune perspective, aucune conception stratégique, aucune faculté d'orientation politique. S'il y a un afflux d'éléments vers lui — ce que je ne puis contrôler — c'est un épisode, caractéristique de la désorientation des ouvriers et qui ne peut être que momentané.

Vous donnez une définition abstraite et métaphysique de la fraction et du parti, de ce qui est mort et de ce qui est « vivant ». Il faut dire franchement aux ouvriers qu'on ne peut plus avoir

---

(5) Allusion au financement de nombreux partis communistes par la caisse de l'I.C.

confiance dans la III<sup>e</sup> Internationale. Que faire ? Attendre ? Étudier ? Non, *agir*. Je le répète, il ne dépend pas de nous de déterminer les délais, c'est-à-dire le rythme du nouveau parti et de la nouvelle Internationale. Mais, dans la situation présente, tergiverser est la meilleure façon de semer le trouble, la désorientation et le pessimisme.

Seuls les événements trancheront, dites-vous. Ce n'est pas là un langage marxiste. Ils sont certes seuls à pouvoir déterminer le rythme. Mais cela ne nous affranchit pas du devoir de créer dès maintenant les embryons du nouveau parti et de la nouvelle Internationale. Il faut préparer les événements. Préparerons-nous nos cadres à galvaniser le cadavre de la III<sup>e</sup>, ou forgerons-nous les cadres de la IV<sup>e</sup> ? Votre terminologie de « fraction indépendante » d'un parti mort et néanmoins « vivant » peut sembler bien savante et bien profonde dans un petit cercle qui utilise un argot conventionnel. Mais les ouvriers ne vous comprendront même pas, alors que tous comprendront notre position, même s'ils nous combattent.

Quand nous avons proclamé la nécessité d'un nouveau parti en Allemagne, il y avait, dites-vous, une contradiction intenable dans notre attitude ? Oui et non. C'était une contradiction, non de la logique, mais de l'action. Autrefois nous étions fraction, et nous disions : « Seuls les événements peuvent dire si l'I.C. est redressable ; après la faillite du K.P.D., il reste encore une possibilité, assez problématique, c'est vrai, que d'autres sections, réveillées par le tonnerre de la catastrophe, puissent corriger leur ligne et proclamer une nouvelle politique — comme le parti socialiste français en 1919 (6). Si l'I.C. n'est pas morte, elle exigera un congrès, une discussion où, nous servant de (l'exemple de) l'Allemagne, nous pourrions intervenir ». C'était le délai laissé par l'histoire à la bureaucratie stalinienne. Mais nous avons vu au contraire que tout a empiré, que tout est tombé dans une totale décadence dans tous les pays. Nous avons alors déclaré : « L'Internationale est fichue ! » Ce délai était également nécessaire pour que nos sections digèrent cette orientation nouvelle, et nous y sommes arrivés sans heurts internes, ce qui n'est pas négligeable.

Rimbert nous oppose la multitude des groupements. Il y en aura d'autant plus que nous serons indécis et confus. Une attitude

---

(6) C'est en octobre 1918 que les « centristes » dirigés par Longuet, avaient pris la majorité au congrès du parti socialiste, et en janvier 1920 que le congrès de Strasbourg de ce parti avait décidé de quitter la II<sup>e</sup> Internationale. Mais ce ne fut qu'au congrès de Tours, du 25 au 30 décembre 1920, que fut décidée l'adhésion du parti socialiste français — de sa majorité — à l'Internationale communiste.

d'expectative de notre part prolongerait et augmenterait la confusion.

Nous aurons, paraît-il, les gens « dégoûtés », un très grand afflux d'ouvriers non préparés ? Mais la tâche de l'Internationale est précisément d'opérer la sélection. Nous aurons un afflux de masses neuves, et nous les éduquerons.

L'I.C. mène une activité, quoique bien réduite ? Mais l'I.O.S. aussi (7). Si l'I.C. n'existe plus en tant que facteur progressiste, alors comment pourrions-nous, en restant fraction de l'I.C., agir sur les partis socialistes, bien plus nombreux, et sur les syndicats ? Pendant que nous militons en tant que fraction de l'I.C., une aile gauche s'est formée dans les partis socialistes. Elle n'est certes pas mûre, mais elle constitue un champ de recrutement bien plus riche pour nous que l'I.C. pétrifiée (8). Nous avons déjà progressé dans ce sens (S.A.P., O.S.P., R.S.P., et jusqu'à un certain point, I.L.P., Kilbom, etc.). Cela montre que ces éléments, venus au communisme, ne voulaient pas se plier aux exigences bureaucratiques de l'I.C. sous le joug des staliniens. On ne peut pas leur dire d'attendre que le groupe Rimbert ait tranché [la question de savoir] si la III<sup>e</sup> Internationale est morte ou si elle respire encore. La déclaration des quatre à la conférence de Paris a au moins l'importance historique de Zimmerwald-Kienthal, qui, elles aussi, étaient considérées dans le mouvement ouvrier comme une aventure sans importance. La première chose est de dire la vérité aux ouvriers. C'est ce que nous avons fait. Voilà ce qu'exigent les événements passés ; seuls les événements futurs en préciseront le rythme.

RIMBERT : En effet, dans ces conditions, la question de la direction ne peut plus se poser (9). La divergence politique est trop grande pour que nous réintégrions la Ligue. La divergence est fondamentale. Mon intention n'était d'ailleurs nullement de prendre la direction d'abord, et de poser la question politique ensuite : nous essaierons, tout en contribuant à l'activité au jour le jour, de voir si nous pourrions être gagnés à cette position.

---

(7) I.O.S. : Internationale ouvrière socialiste, titre officiel de la II<sup>e</sup> Internationale, après la « réunification » de 1923 avec l'U.P.S.

(8) Remarque qui dénote l'intérêt croissant de Trotsky, non seulement pour les « organisations socialistes de gauche », mais pour les tendances de gauche en train de se développer au sein des partis socialistes traditionnels.

(9) Il s'agit de la question de la direction de la Ligue communiste, posée par Rimbert au début de son intervention.

Sur la question de la IV<sup>e</sup> Internationale, vous aviez jadis écrit que la construction de la nouvelle Internationale aurait comme conséquence logique la révolution en Union soviétique.

TROTSKY : C'était la réponse à ceux qui, comme Urbahns, affirmaient que l'U.R.S.S. n'est pas un Etat ouvrier, et que, par conséquent, il faut une nouvelle Internationale. Les événements se présentent autrement quand ils sont à venir et lorsqu'ils sont déjà là. Nous tracions cette perspective, qui nous semblait décisive : « Si l'U.R.S.S. tombe, elle entraînera derrière elle toute l'I.C. » Ce que nous avions prévu comme décisif, c'était la chute de la dictature en U.R.S.S., entraînant l'I.C. Mais les événements en ont décidé autrement : l'Etat ouvrier, quoique dégénéré, bureaucratise et déformé, existe encore, mais l'I.C., par la force des événements d'Allemagne, a fait une faillite complète et irréparable. Heureusement, l'U.R.S.S. demeure debout : sans l'Internationale, l'U.R.S.S. est également vouée à la mort. Pour la sauver, il faut une nouvelle Internationale. Contrairement à Urbahns, qui parle d'un capitalisme d'Etat en U.R.S.S. comme aux Etats-Unis et en Allemagne, nous disons que l'Etat ouvrier existe encore. Si nous devenons une force importante, nous proposerons le front unique à la bureaucratie stalinienne pour la défense de l'U.R.S.S. Et cette action, donnant du courage à l'avant-garde soviétique, aidera à faire surgir en U.R.S.S. un nouveau parti bolchevique (10). Dès maintenant l'Opposition bolchevique-léniniste constitue l'embryon de ce nouveau parti. Après février 1917, quand nous avons défendu la nécessité d'une nouvelle révolution, de nombreux militants, parmi les mencheviks et même les bolcheviks, nous objectaient que c'était de l'aventurisme, parce que les ouvriers d'Occident ne bougeaient pas. Lénine disait : « Nous pouvons faire la révolution en Russie : il faut agir ici, et entraîner ainsi derrière nous le prolétariat d'Occident, qui, d'ailleurs, commence à bouger derrière Liebknecht. » Maintenant la situation est renversée ; l'avant-garde a beaucoup plus de facilités pour bouger dans le monde capitaliste, alors que nos camarades sont écrasés en U.R.S.S. par la répression stalinienne.

Nous avons eu une formule qui nous a servi pendant dix ans : la fraction, et la réforme. Le plus grand danger que court une organisation révolutionnaire, c'est de se laisser hypnotiser par ses propres formules. Depuis la catastrophe allemande, la situation

---

(10) Cette position, nouvelle, sera bientôt exprimée publiquement.

mondiale a changé. Ce n'est pas seulement l'Etat de Weimar, ce sont aussi les deux Internationales qui ont été réduites en poussière. L'avant-garde exige une orientation nette, et sur une longue course. Les équivoques ne sont pas permises. Il s'agit de la nouvelle Internationale (11).

---

(11) Pierre Rimbert, qui collaborait déjà avec la « fraction communiste de gauche » et écrivait dans *Le Communiste*, n'avait pas été convaincu et on le retrouvera bientôt parmi les rédacteurs de l'*Internationale*, fondée par les minoritaires de la Ligue.

# INQUIETUDE A PROPOS DU GROUPE JUIF (1)

(2 septembre 1933)

Cher Camarade Henri Molinier, (2)

Vous ne devez avoir aucun scrupule à cause du fait que vous n'apparaissez pas ici. On serait naturellement bien heureux de vous revoir et de parcourir avec vous toutes les questions générales et personnelles (et il y en a suffisamment). Mais étant donné votre situation précaire, il serait vraiment déraisonnable de vous dépenser physiquement pour un assez long voyage et pour un assez court séjour. Dans quatre semaines à peu près, on devra changer de domicile (3) et j'espère que, cette fois-là, nous trouverons la possibilité de nous revoir.

La situation dans la Ligue nous inquiète ici beaucoup. Je crains une seule chose : le libéralisme pourri envers les éléments qui se décomposent et enveniment l'organisation depuis au moins deux ans. Je ne puis pas m'imaginer qu'il n'y ait pas derrière le dos du groupe juif des opérateurs, staliniens et autres, qui préparent quelque explosion à la Roman Well (4). Il ne faut pas oublier que depuis notre passage en France et depuis la conférence de Paris, l'appareil, non seulement du parti français, mais l'appareil

---

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre dictée en français, adressée à Henri Molinier.

(2) Henri MOLINIER (1898-1944), dit AUDOIN, TESTU, plus tard Marc LAURENT, ingénieur chimiste, était le frère aîné de Raymond Molinier. Il avait été l'un des signataires du manifeste de *La Vérité* et le véritable « chargé d'affaires » de Trotsky dans plusieurs circonstances importantes. Il était à l'époque en train de négocier avec les autorités françaises pour que Trotsky soit autorisé à s'installer dans la région parisienne.

(3) Le fait qu'aucun incident ne s'était produit à Saint-Palais avait rendu possible l'hypothèse d'un « déménagement » plus près de Paris.

(4) Roman WELL était le pseudonyme de Ruvin SOBOLEVICIUS (1901-1962), d'origine lituanienne, membre du K.P.D., qui avait visité Trotsky à Prinkipo et était devenu ensuite l'un des principaux dirigeants de la section allemande, après le

tout court, s'intéresse à nous dix fois plus qu'auparavant. La prudence et même l'esprit de suspicion sont plus nécessaires que jamais. Quant au groupe juif, il faut en finir implacablement. Ce sont des ennemis qui reste (*sic*) avec nous parce que rien ne se présente pour eux ailleurs. Ils sont en colère quand nous avons des succès, ils expriment de la joie quand quelque malheur nous arrive. Il faut en finir. Les possibilités actuelles sont beaucoup plus larges (5) pour les compromettre par la liaison avec ces éléments qui ne représentent que des débris du passé.

---

départ de Landau, et membre du S.I. Dès 1931, pourtant, il avait éveillé les soupçons de Léon Sedov ; en janvier 1933, par un véritable coup de force, il avait publié un faux numéro du journal de l'Opposition allemande, *Die permanente Revolution*, et rallié la politique du K.P.D. au moment où sa faillite était évidente. Trotsky l'avait d'abord cru seulement influencé par le stalinisme. En fait, Well et son frère Abraham SOBOLEVICIUS (né en 1904), dit Adolf SENINE, étaient des agents du G.P.U. infiltrés dans l'Opposition de gauche. Le « groupe juif » de la Ligue communiste était issu du « groupe de langue juive » du P.C. à Paris ; il avait été l'un des noyaux constituants de l'Opposition en France et comptait un tiers environ des militants de la Ligue dans la région parisienne. Rompu aux manœuvres fractionnelles, vivant dans le cercle fermé des ouvriers juifs émigrés, il avait pratiqué à l'intérieur de l'organisation une politique de bascule que lui permettaient ses effectifs et une position-charnière. L'un des siens, Pavel OHKUN (1905-1937 ?), dit M. MILL, dit Jack OBIN, qui avait été secrétaire administratif du S.I., avait été démasqué au mois d'octobre précédent pour ses rapports avec l'ambassade soviétique. Le « groupe juif » avait constitué avec Molinier et Frank l'« aile marxiste » qui avait écarté de la direction Rosmer et Naville, puis le groupe des « droitiers ». Puis il s'en était pris à Treint, son allié de la veille, et enfin à Molinier. Il était hostile au tournant et dénonçait une orientation droitière et des concessions opportunistes dans les préparatifs et le déroulement de la conférence de Paris. L'un de ses animateurs, l'ouvrier fourreur polonais Michiel MAZLIAK (1900-1943), connu sous son pseudonyme de FELIX, venait de démissionner de la Ligue, en mai. Le reste du groupe, sous la direction du fourreur polonais Emile ROSIJANSKY et de l'ouvrier maroquinier Paul WALFISZ (né en 1908), avait rallié plusieurs étudiants dont l'étudiant en médecine Jean Lastérad de Chavigny que Trotsky avait apprécié pendant son séjour à Saint-Palais. Le « groupe juif » était en liaison — plus ou moins secrète — avec un membre du S.I., le Grec Yotopoulos, dit Vitte (ci-dessus, n. 2, p. 57), et avec quelques camarades de la nouvelle Opposition italienne également hostiles au tournant. Les uns et les autres reprenaient également les critiques habituelles des opposants contre Raymond Molinier.

(5) Il faut sans doute lire ici « beaucoup trop larges ».

# MES PROPOSITIONS SUR L'ENTREE DANS L'I.L.P. (1)

(3 septembre 1933)

Sur la question de l'I.L.P., le secrétariat a altéré à ce point ma proposition qu'il suggère à notre section britannique — si mes informations sont bonnes — que quelques camarades n'entrent pas dans l'I.L.P. afin de continuer à publier le journal (2). Ce plan, après une longue conversation avec Smith qui m'a fait personnellement la meilleure impression (3), me semble sans intérêt. L'I.L.P., et c'est à son crédit, a exclu deux de ses membres parce qu'ils étaient également membres du parti communiste (4). L'I.L.P. se méfierait de nous pour la même raison. On ne peut surmonter cette méfiance que si nos camarades entrent dans l'I.L.P. avec le désir d'influencer ce parti dans son ensemble et d'y devenir puissants, mais non d'y travailler pour rompre en emmenant avec eux une petite fraction de tout le parti (5).

La publication d'un petit journal mensuel dans ces conditions est dénuée de sens, car les mêmes articles sont publiés en même

---

(1) Titre primitif : « Une lettre au sujet de l'Opposition de gauche internationale et de l'I.L.P. », *Internal Bulletin Communist League, British section of the I.L.O.*, n° 15/16, 24 octobre 1933. Rédigée en anglais, la lettre était vraisemblablement destinée au S.I.

(2) On sait que le S.I. avait approuvé la proposition de l'« entrée dans l'I.L.P. » et l'avait transmise par lettre à la section britannique. Mais on peut en effet penser que la suggestion de maintenir la publication du mensuel *Red Flag*, par des camarades qui, eux, ne rejoindraient évidemment pas l'I.L.P., n'était pas conforme à la proposition même de Trotsky.

(3) Sur l'entretien de Trotsky avec Charles A. Smith, voir ci-dessus, pp. 146-151. Le fait que Trotsky précise ici l'impression qu'il a eue de ce dirigeant de l'I.L.P. éclaire ses intentions.

(4) Il ne nous a pas été possible de retrouver trace de cet épisode, les archives de l'I.L.P. étant temporairement inaccessibles. *New Leader* ne mentionne pas ces exclusions.

(5) La divergence paraît importante. Le S.I., par sa proposition, s'oriente vers un « travail de fraction » dans l'I.L.P., alors que Trotsky veut gagner l'ensemble de ce parti.

temps, ou avant, dans *The Militant* (6). Nous pouvons faire un bon usage de *The Militant* comme organe central pour notre travail interne dans l'I.L.P.

Le camarade Vitte va en Grande-Bretagne et il serait bon qu'il discute et examine avec vous l'ensemble de la question, de ce point de vue, avec les camarades britanniques (7).

Je pense que, dans les circonstances données, la section britannique doit employer vis-à-vis de l'I.L.P. la tactique qui a été appliquée au S.A.P. par la minorité brandlérienne (8). Si nous n'envoyons qu'une partie de nos militants dans l'I.L.P. et si nous conservons une publication extérieure, nous courons le risque de voir nos militants exclus à bref délai de l'I.L.P. Cela empoisonnerait nos rapports, et nous perdriions, du fait de notre action à l'extérieur, la possibilité d'acquérir une influence considérable.

---

(6) *The Militant* était l'hebdomadaire de la Communist League of America. Dans le passé, déjà, l'existence de cet hebdomadaire en langue anglaise avait pallié pour un temps plus ou moins long l'inexistence ou l'irrégularité des publications anglaises de l'Opposition. L'idée de Trotsky, déjà exposée dans une lettre à Cannon (ci-dessus, pp. 113-115), était que c'était seulement *The Militant* qui devait fournir l'aide extérieure aux bolcheviks-léninistes entrés dans l'I.L.P.

(7) Rappelons que le grec Dimitri Yotopoulos, dit Vitte, était membre du secrétariat international.

(8) Sur la conquête de la direction du S.A.P. par le groupe Walcher-Frölich, voir ci-dessus, n. 23, p. 101. Trotsky avait incontestablement été impressionné par la réussite de cette entreprise.

# LE DEBUT D'UNE GRANDE ENTREPRISE (1)

(4 septembre 1933)

Cher Camarade Sternberg, (2)

Je m'empresse de résumer à grands traits les résultats de nos entretiens qui ont été assez poussés.

1) Le résultat le plus important est le début du travail sur le manifeste programmatique de la IV<sup>e</sup> Internationale (3). Je vais envoyer immédiatement votre projet — que je tiens pour très significatif — à tous les camarades qui ont leur mot à dire dans l'élaboration de la partie économique du programme.

2) Je vous rappelle votre promesse de me faire parvenir bientôt un second projet, relatif aux causes de la défaite du S.P.D. et du K.P.D.

---

(1) D 276. Archives Walcher, Arbetarrörelsens Arkiv, Stockholm.

(2) Fritz STERNBERG (1895-1963), dit UNGEWITTER, économiste marxiste de grande réputation et militant social-démocrate allemand, avait adhéré au S.A.P. dès sa fondation et était l'un des chefs de file de la tendance Walcher-Frölich dans ce parti. Il avait publié en 1926 *Der Imperialismus*, en 1929 *Der Imperialismus und seine Kritiker*, et en 1932 *Der Niedergang des deutschen Kapitalismus*, dans lequel il critiquait avec autant de sévérité l'attitude des partis social-démocrate et communiste allemands face à la montée du nazisme. Dans les dernières années du régime de Weimar, vivant à Berlin, il s'y était lié avec Léon Sedov qui avait vainement tenté de le persuader de rencontrer Trotsky à Prinkipo, puis Copenhague. Il était l'un des délégués du S.A.P. à la conférence de Paris et s'était rendu aussitôt après à Saint-Palais. Il a narré cette visite sous le titre « Conversation with Trotsky », dans *Survey* n° 47, avril 1963, pp. 146-159, un témoignage malheureusement sujet à caution, puisqu'il y situe la visite et la conférence de Paris en... 1934, ne mentionne pas la déclaration des quatre, mais affirme en revanche que le S.A.P. et ses alliés avaient voté à la conférence contre une « résolution » trotskyste en faveur de la IV<sup>e</sup> Internationale...

(3) Trotsky avait demandé à Sternberg de rédiger un projet pour la partie économique du futur manifeste de la IV<sup>e</sup> Internationale. Il fut publié dans *Documents et Discussions*, supplément au *Bulletin* publié par le Secrétariat de la L.C.I. (B.L.) n° 1, janvier 1934, sous le titre « Projet de thèse économique pour le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale ».

3) En ce qui concerne les divergences théoriques, réelles ou supposées, je suis heureux de pouvoir constater ce qui suit :

a) Votre pénétrante comparaison entre le capitalisme ascendant et le capitalisme déclinant, sous l'angle des salaires réels, me paraît très importante, et, de façon générale, irréfutable. Une insistance particulière sur cette comparaison me semble politiquement tout à fait justifiée.

b) A côté de cela, la théorie de l'accumulation est secondaire.

c) Le rôle de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières n'est pas, à mon avis, diminué par la montée de la courbe du salaire réel sous le capitalisme d'avant-guerre, mais s'appuie au contraire sur des causes sociales plus profondes. Je considère comme partielle votre polémique avec Lénine sur ce point, mais je suis persuadé que nous trouverons sans grande difficulté une formulation théorique commune pour le programme.

d) J'admets volontiers que le concept d'*impérialisme* est utilisé de façon assez diverse dans la nouvelle littérature marxiste, de même que celui de capitalisme monopoliste. Du point de vue du programme également, la précision et la justesse de la terminologie en la matière sont d'une grande importance. Mais je pense que si une œuvre scientifique peut s'offrir le luxe de se créer une terminologie à elle pour élaborer ses idées avec plus d'exactitude, le programme doit au contraire — avec toutes les précisions nécessaires — s'écarter aussi peu que possible de l'usage courant des mots car, là, il s'agit de l'influence sur les masses. Mais cette question n'entraînera sans doute pas la moindre difficulté sérieuse.

4) J'espère que vos amis s'attaquent à la mise au point du programme avec autant de savoir-faire que vous en avez démontré. Du camarade Walcher, nous devons attendre surtout des propositions pour la partie concernant les syndicats (mais évidemment pas exclusivement). Il faut en dire autant, naturellement, des camarades compétents de l'O.G., du S.A.P., du R.S.P. et de l'O.S.P.

5) Le résultat le plus important de nos conversations peut être ainsi formulé : ne pas perdre une minute, je veux dire, pour que notre alliance quadripartite constitue le point de départ de la grande action politique à mener. J'ai dit oralement qu'en dépit de la modestie de son apparence, le pacte des quatre (4) n'était en

---

(4) Allusion à l'alliance des quatre signataires de la déclaration.

aucune façon inférieur, quant à sa signification propre, aux accords de Zimmerwald et de Kienthal. Vus de l'intérieur, Zimmerwald et Kienthal apparaissaient également comme bien modestes (5). Le bolchevisme avait alors douze ans d'âge, deux ans en tant que parti indépendant, et il n'était, pendant la guerre, pas beaucoup plus puissant, par ses effectifs et ses cadres, que ne l'est l'Opposition de gauche en Union soviétique. Les autres participants, pour nombreux qu'ils étaient, se trouvaient dans une confusion à peu près aussi grande que la nombreuse assistance à la conférence de Paris : puissants par leur nombre, ils étaient en fait beaucoup plus faibles. Quant à leur gauche, elle était incomparablement plus faible que notre pacte des quatre. Nous n'avons plus avec nous Lénine, c'est vrai, mais nous avons la grande expérience acquise depuis Zimmerwald, et c'est beaucoup.

6) Il est très important de gagner le parti suédois, l'I.L.P., etc. Nous devons pour cela faire le maximum. Mais il serait désastreux d'attendre avec notre avant-garde — le pacte des quatre — que les autres aient d'abord été gagnés. De cette façon nous ne pouvons gagner personne et courrons plutôt le risque de nous dissoudre. Les hésitants viendront à nous s'ils se persuadent que nous-mêmes nous n'hésitons pas, c'est-à-dire que nous sommes convaincus de la grande mission que nous impose aujourd'hui la marche des événements.

7) Un bon hebdomadaire en allemand serait, dans les circonstances actuelles, une arme d'une portée extraordinaire, et nous pourrions le créer ensemble (6).

J'adresse une copie de cette lettre à notre S.I. et aux camarades hollandais.

---

(5) Les conférences socialistes internationales de Zimmerwald (septembre 1915) et Kienthal (mars 1916), en Suisse, par le nombre des participants (« qui tenaient dans quelques voitures ») et le soutien dont elles avaient joui sur le coup, avaient été effectivement plus que modestes. Mais elles avaient posé les jalons de l'organisation de la future Internationale communiste.

(6) Cette proposition, qui allait de pair avec les propositions d'unification, pouvait en outre contribuer à accélérer cette dernière et Trotsky espérait des soutiens financiers pour une telle entreprise.

# L'I.L.P. ET LA NOUVELLE INTERNATIONALE (1)

(4 septembre 1933)

Après un court intervalle, je reviens de nouveau sur la politique de l'Independent Labour Party. L'occasion m'en est donnée par la déclaration de la délégation de l'I.L.P. à la conférence de Paris, qui permet de se représenter clairement aussi bien l'orientation générale de l'I.L.P. que le stade auquel il se trouve actuellement.

La délégation estime nécessaire de convoquer un congrès mondial de « tous » les partis révolutionnaires, en commençant par ceux qui adhèrent à la III<sup>e</sup> Internationale. « Si la Troisième Internationale s'avère incapable de changer sa tactique et son organisation, le moment sera venu de s'occuper de former une nouvelle Internationale. » Cette phrase exprime l'essence même de la politique actuelle de l'I.L.P. Marchant délibérément vers la gauche, vers le communisme, les membres de ce parti refusent de croire que l'Internationale communiste, qui dispose de nombreux cadres, de moyens matériels et techniques, est morte pour le mouvement révolutionnaire. Il faut vérifier encore une fois, disent-ils, si le Comintern est capable ou non de changer sa politique.

Une telle façon de poser la question est fautive, voire naïve. La capacité ou l'incapacité d'un parti ne se déterminent pas dans un congrès, où, pour un ou deux jours, se rassemblent divers groupes ou organisations, mais dans la lutte de tous les jours, et surtout au temps des grands dangers, des décisions lourdes de responsabilités et des actions de masses. Après la victoire de Hitler, pour laquelle le Comintern porte une responsabilité directe, la direction du Comintern n'a pas corrigé sa politique : au contraire, elle a accentué ses méthodes funestes. Cette preuve historique a mille fois plus de poids que toutes les déclarations que les repré-

---

(1) T 3593. *The Militant*, 30 septembre 1933. Signé Trotsky.

sentants du Comintern pourraient faire à quelque congrès que ce soit. Il ne faut pas oublier que les congrès représentent des éléments de « parlementarisme » dans le mouvement ouvrier lui-même. Quoique inévitable et nécessaire, le parlementarisme ne peut rien donner de fondamentalement nouveau, en plus de ce qui a été réellement conquis dans la lutte des masses. Ceci s'applique non seulement au parlementarisme de l'Etat bourgeois, mais aussi aux institutions « parlementaires » du prolétariat lui-même. Il faut s'orienter selon l'activité réelle des organisations ouvrières et n'attendre aucun miracle du congrès mondial projeté.

Pendant dix années, de 1923 à 1933, l'Opposition de gauche a agi en tant que *fraction* du Comintern, espérant, par sa critique systématique et par sa participation active à la vie du Comintern et de ses sections, parvenir à redresser sa politique et son régime. Ainsi, l'Opposition de gauche possède-t-elle une expérience colossale, de caractère international. Il n'y eut pas un seul grand événement historique qui n'ait obligé l'Opposition de gauche à opposer ses mots d'ordre et ses méthodes aux mots d'ordre et aux méthodes de la bureaucratie du Comintern. La lutte autour des questions de l'économie soviétique et du régime du P.C. de l'Union soviétique, à propos de la révolution chinoise, du comité anglo-russe, etc., est restée pendant longtemps relativement peu connue des ouvriers des partis occidentaux. Mais deux chapitres de notre lutte se sont déroulés sous les yeux des ouvriers avancés du monde entier ; ils ont trait à la théorie et la pratique de la « troisième période » et à la stratégie du Comintern en Allemagne.

Si on peut reprocher quelque chose à l'Opposition de gauche, ce n'est en aucun cas sa rupture d'aujourd'hui avec le Comintern. C'est seulement après que le K.P.D., qui avait réuni des millions de voix, se soit avéré incapable d'opposer la moindre résistance à Hitler, et après que le Comintern se soit refusé à reconnaître, non seulement la fausseté de sa politique, mais encore le fait même de la défaite du prolétariat (en réalité, la victoire de Hitler est la plus grande défaite du prolétariat dans l'histoire mondiale), et qu'il ait remplacé l'analyse de ses propres fautes et crimes par une nouvelle campagne de haine et de calomnies contre les véritables marxistes, c'est seulement après tout cela que nous avons dit : rien ne sauvera plus ces gens-là. Pour le prolétariat mondial, la catastrophe allemande et le rôle qu'y a joué le Comintern sont incomparablement plus importants que toutes leurs manœuvres organisationnelles, les congrès, les déclarations évasives, les accords diplomatiques, etc. Le tribunal de l'Histoire a rendu son verdict sur le Comintern. Il est sans appel.

L'histoire du Comintern est presque inconnue des membres de l'I.L.P., dont le parti ne s'est engagé que depuis peu sur la voie révolutionnaire. D'ailleurs, aucune organisation n'apprend *seulement* dans les livres et les dossiers. L'I.L.P. veut faire de façon indépendante l'expérience que d'autres ont déjà faite sur une échelle beaucoup plus grande. Si cela n'impliquait que la perte de quelques mois, ce serait acceptable, bien que chacun des mois de notre époque vaille des années d'une autre. Mais le danger est que, cherchant à mettre le Comintern à l'« épreuve » en se rapprochant de lui, l'I.L.P. lui-même, sans en avoir conscience, s'engage dans la même voie et court à sa propre perte.

La question syndicale demeure la question la plus importante dans la politique prolétarienne en Grande-Bretagne, comme dans la majorité des vieux pays capitalistes. Les fautes du Comintern sont innombrables dans ce domaine. Rien d'étonnant à cela : c'est dans le domaine du mouvement syndical que se manifeste le plus clairement l'incapacité d'un parti à établir des rapports corrects avec la classe ouvrière. C'est pourquoi je crois nécessaire de m'attarder plus en détail sur cette question.

Les syndicats sont apparus dans la période de croissance et de montée du capitalisme. Leur tâche était d'élever le niveau matériel et culturel du prolétariat, et d'étendre ses droits politiques. Ce travail, qui s'est étendu en Grande-Bretagne sur plus d'un siècle, a donné aux trade-unions une autorité immense au sein du prolétariat. La décadence du capitalisme britannique, dans les conditions du déclin du système capitaliste mondial, a sapé les bases même du travail réformiste des trade-unions. Le capitalisme ne peut se maintenir plus longtemps qu'en abaissant le niveau de vie des travailleurs. Dans ces conditions, les syndicats doivent, ou bien se transformer en organisations révolutionnaires, ou bien se faire les agents du capital pour renforcer l'exploitation des ouvriers. La bureaucratie syndicale, qui a résolu d'heureuse façon sa propre question sociale, a choisi la deuxième voie. Toute l'autorité accumulée des syndicats, elle l'a tournée contre la révolution socialiste et même contre toutes les tentatives des ouvriers pour s'opposer à l'offensive du capital et de la réaction.

A partir de là, la tâche la plus importante du parti révolutionnaire est devenue *la libération des ouvriers de l'influence réactionnaire de la bureaucratie syndicale*. Dans ce domaine décisif, le Comintern a fait preuve d'une carence totale. En 1926-1927, surtout dans la période de la grève des mineurs et de la grève générale, au moment par conséquent des pires trahisons du conseil

général du T.U.C. (2), le Comintern a cherché humblement les faveurs des briseurs de grève bien placés, les a couverts devant les masses de son autorité et les a aidés à se maintenir en selle : c'est ainsi qu'on porta un coup mortel au « Mouvement minoritaire » (3). Epouvantée des résultats de son propre travail, la bureaucratie du Comintern s'est lancée alors dans la voie d'un ultra-radicalisme extrême. Les funestes extravagances de la « troisième période » sont nées des aspirations de la petite minorité communiste à agir comme si elle avait derrière elle la majorité. S'isolant toujours plus de la classe ouvrière, le parti communiste opposait aux syndicats, qui regroupaient des millions d'ouvriers, ses propres organisations syndicales hautement dociles à la direction du Comintern, mais séparées de la classe ouvrière par un abîme. Il était impossible de rendre un meilleur service à la bureaucratie syndicale. Si cette dernière avait eu le pouvoir de décerner l'Ordre de la Jarretière (4), elle en aurait décoré tous les chefs de l'I.C. et de l'I.S.R. (5).

Le rôle des syndicats, nous l'avons dit plus haut, n'est plus un rôle progressif, mais un rôle réactionnaire. Ils regroupent cependant des millions d'ouvriers. Il ne faut pas croire que les ouvriers soient aveugles et n'aient pas vu ce changement dans le rôle historique des syndicats. Mais que faire ? La voie révolutionnaire est

---

(2) La grève des mineurs britanniques avait commencé le 1<sup>er</sup> mai 1926 contre la baisse des salaires décidée par le patronat. Pour la soutenir, le conseil général du T.U.C. avait appelé à une grève générale dont la première vague commença le 3 avril, mais il en décida la fin le 12, sur la base d'un accord sur des propositions pourtant rejetées antérieurement par les mineurs. Ces derniers poursuivirent jusqu'à épuisement complet, en novembre. Cette grève marqua le début d'une période de recul ouvrier. Les communistes britanniques avaient ménagé les dirigeants syndicaux, pourtant passifs dans la période de préparation à la grève générale, en contraste avec le gouvernement. Pendant la grève elle-même, leurs critiques furent discrètes et surtout tardives. Trotsky expliquait cette attitude par le souci de l'I.C. de préserver l'existence du « comité syndical anglo-russe ». Sur ce comité, voir Daniel F. CALHOUN, *The United Front. The TUC and the Russians (1923-1928)* (Cambridge, 1976).

(3) Le Mouvement national minoritaire (N.M.M.) avait été formé, en 1922, à l'initiative de l'I.S.R., en tant que tendance à l'intérieur des syndicats britanniques et avait recueilli l'adhésion de syndicats, de métier ou d'industrie, de fédérations, d'unions locales, et se proposait la conquête de la majorité. Il avait progressé de façon foudroyante à partir de 1924 et faisait figure de candidat sérieux à la direction, mais Trotsky pensait que la politique dictée par l'I.C. en avait fait une « opposition de Sa Majesté » précisément pendant la période décisive en 1926. Il avait ultérieurement été liquidé par les conséquences de la politique « gauchiste » de l'I.C. dans la « 3<sup>e</sup> période ». Voir Roderick MARTIN, *Communism and the British Trade-Unions. A Study of the National Minority Movement* (Clarendon, Oxford, 1969).

(4) L'une des plus hautes décorations britanniques.

(5) Internationale syndicale rouge, abréviation russe, Profintern.

gravement compromise, à leurs yeux et à ceux de leur aile gauche, par les zigzags et les aventures du communisme officiel. Les ouvriers se disent que les syndicats sont mauvais, mais que, sans eux, ce pourrait être pire. Ils ont la psychologie de gens qui sont dans une impasse. Pendant ce temps, la bureaucratie syndicale persécute toujours plus hardiment les ouvriers révolutionnaires, remplace toujours plus impudemment la démocratie interne par l'action arbitraire d'une clique, transformant, au fond, les syndicats en des espèces de camps de concentration pour ouvriers dans la période du déclin du capitalisme.

Dans ces conditions, l'idée vient facilement à l'esprit : n'est-il pas possible de passer par-dessus les syndicats ? N'est-il pas possible de les remplacer par une espèce d'organisations nouvelles, non corrompues, dans le genre de syndicats révolutionnaires, comités d'usine, conseils ouvriers, etc. ? L'erreur fondamentale des entreprises de ce genre consiste en ce qu'elles réduisent à des expériences d'organisation le problème politique majeur qui est : *comment libérer les masses ouvrières de l'influence de la bureaucratie syndicale* ? Il ne suffit pas de donner aux masses une nouvelle adresse. Il faut savoir les trouver là où elles sont, et les diriger.

Des « gauchistes » impatientes disent parfois qu'on ne peut pas gagner les syndicats, car la bureaucratie syndicale utilise leur régime interne à la défense de ses propres intérêts, recourt à des ruses viles, des violences et de pures filouteries dans l'esprit de l'oligarchie parlementaire de l'époque des « bourgs pourris » (6). Pourquoi dépenser vainement du temps et des forces ? Ce raisonnement se ramène en réalité au refus de lutter réellement pour conquérir les masses, en invoquant pour cela la dépravation de la bureaucratie syndicale. Mais on peut aller plus loin encore sur cette voie : pourquoi ne pas refuser tout travail révolutionnaire puisque les autorités gouvernementales répriment et provoquent ? Et il n'y a pas ici de différence principielle, car la bureaucratie syndicale est définitivement devenue partie intégrante de l'appareil capitaliste économique et de gouvernement. Il est absurde de penser qu'on pourrait arriver à œuvrer contre la bureaucratie syndicale avec son aide ou ne fût-ce que son autorisation. Dans la mesure où elle se défend par des persécutions, des violences, des exclusions, où elle a souvent recours à l'aide et l'assistance des autorités gouvernementales, il faut savoir travailler à l'intérieur

---

(6) Les « bourgs pourris », en Grande-Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle, étaient les localités qui s'étaient vidées de leur population, mais avaient conservé le droit d'élire un député. Les électeurs de ces bourgs peu nombreux disposaient d'un siège à vendre au plus offrant !

des syndicats de façon conspirative, en trouvant avec les masses un langage commun, mais sans se livrer soi-même, prématurément, à la bureaucratie. C'est précisément à l'époque actuelle, où la bureaucratie réformiste du prolétariat lui-même s'est transformée en police économique du capital, que le travail révolutionnaire dans les syndicats, mené avec intelligence et persévérance, peut donner des résultats décisifs dans un délai relativement bref.

Nous ne voulons absolument pas dire par là que le parti révolutionnaire aurait une garantie quelconque de conquérir entièrement les syndicats à la révolution socialiste. Le problème n'est pas si simple. L'appareil syndical s'est acquis une grande indépendance à l'égard des masses. La bureaucratie est capable de conserver ses positions longtemps après que les masses se soient retournées contre elle. Mais, c'est précisément une telle situation, dans laquelle les masses sont déjà hostiles à la bureaucratie syndicale, mais où la bureaucratie est encore capable de déformer la représentation de l'opinion de l'organisation et de saboter de nouvelles élections, qui est la plus favorable pour la création de comités d'ateliers, de conseils ouvriers et autres organisations répondant aux exigences du moment. Même en Russie, où les syndicats étaient loin d'avoir quoi que ce soit des puissantes traditions des trade-unions britanniques, la révolution d'Octobre s'est produite alors que les mencheviks prédominaient encore dans les directions des syndicats (7). Ayant perdu les masses, elles étaient encore capables de saboter les élections dans l'appareil, bien que déjà impuissantes à saboter la révolution prolétarienne.

Il faut absolument préparer dès maintenant les ouvriers avancés à l'idée de créer des comités d'atelier et des conseils ouvriers au moment d'un tournant brutal. Mais ce serait une grosse erreur de « jouer » dans la pratique avec le mot d'ordre des comités d'atelier, et de se consoler, avec cette « idée », du manque de travail et d'influence réels dans les syndicats. Opposer aux syndicats qui existent l'idée abstraite de conseils ouvriers aboutirait à dresser contre nous non seulement la bureaucratie, mais les masses, nous privant ainsi de l'unique possibilité de préparer le terrain pour la création de conseils ouvriers.

Là-dessus, le Comintern jouit d'une expérience non négligeable. Ayant créé des syndicats dociles, c'est-à-dire purement com-

---

(7) Rappelons que le syndicat des cheminots russes, le *Vikjel*, avait organisé une grève pour contraindre le gouvernement purement bolchevique constitué au lendemain de la révolution d'Octobre, à s'« élargir » aux mencheviks et aux s.r. Le syndicat des instituteurs fut également à la pointe de l'opposition aux bolcheviks et fut finalement dissous en 1920.

munistes, il a opposé ses sections aux masses ouvrières comme à des adversaires et s'est condamné ainsi à une totale impuissance. C'est l'une des causes les plus importantes de l'effondrement du parti communiste allemand. Il est vrai que, pour autant que je sache, le parti communiste est dans les conditions actuelles opposé au mot d'ordre des conseils ouvriers. Superficiellement, cela peut sembler constituer une appréciation réaliste de la situation. En réalité, le parti communiste britannique ne fait que rejeter *une des formes* d'aventurisme politique pour *une autre*, plus hystérique. La théorie et la pratique du social-fascisme et le rejet de la politique du front unique créent des obstacles insurmontables au travail dans les syndicats, dans la mesure où tout syndicat est, par sa nature même, l'arène d'un front unique des partis révolutionnaires avec les masses réformistes et sans-parti. Dans la mesure où le parti communiste britannique s'est révélé incapable, même après la tragédie allemande, d'en apprendre quelque chose et de se réarmer, dans cette mesure même, une alliance avec lui peut mettre à genoux même l'I.L.P. qui n'a commencé que depuis peu son apprentissage révolutionnaire.

Les pseudo-communistes invoqueront, certes, le dernier congrès des trade-unions, qui a affirmé qu'il ne pouvait y avoir de front unique avec les communistes contre le fascisme. Mais ce serait pire folie que d'accepter cette philosophie comme si elle constituait le verdict final de l'Histoire. Les bureaucrates syndicaux ne peuvent se permettre de telles formules fanfaronnes que parce qu'ils ne sont immédiatement menacés ni par le fascisme, ni par le communisme. Quand le manteau du fascisme sera brandi au-dessus de la tête des syndicats, alors, avec une politique juste du parti révolutionnaire, les masses des syndicats pousseront irrésistiblement à une alliance avec les révolutionnaires et entraîneront même sur cette voie une fraction de l'appareil syndical. En revanche, si le communisme devient une force décisive menaçant le conseil général de perdre ses honneurs, ses positions, ses revenus, MM. Citrine (8) et consorts concluraient sans aucun doute un bloc avec Mosley (9) et autres contre les communistes. Ainsi,

---

(8) Walter CITRINE (né en 1887), électricien, permanent syndical en 1914, secrétaire général adjoint du syndicat des électriciens en 1920, du conseil général en 1923, secrétaire général du T.U.C. en 1925.

(9) Oswald MOSLEY (né en 1896), fils de famille aristocratique, lui-même baronnet en 1928. Député conservateur en 1918, passe au Labour Party en 1924 et est réélu. Ministre en 1929 dans le deuxième gouvernement MacDonald, il démissionne devant le rejet de plans « de gauche » pour faire face à la crise économique et fonde, en 1930, le « Nouveau parti », qui devient en 1932 l'Union britannique des fascistes (British Union of Fascists and National-socialists).

en août 1917, les mencheviks russes et les s.r. (10) ont-ils ensemble repoussé le général Kornilov avec les bolcheviks (11). Deux mois plus tard, en octobre, ils combattaient la main dans la main avec les kornilovistes contre les bolcheviks. Et, dans les premiers mois de 1917, quand le réformisme était encore fort, ils braimaient, exactement comme Citrine et consorts, qu'il était impossible pour eux de s'allier à une dictature de droite ou de gauche.

Le parti prolétarien révolutionnaire doit être soudé par une claire compréhension de ses tâches historiques. Cela présuppose un programme scientifiquement établi. En même temps, le parti révolutionnaire doit apprendre à nouer avec la classe des rapports justes. Cela présuppose une politique de réalisme révolutionnaire, également éloignée de l'imprécision opportuniste et du repliement centriste. C'est sous l'angle de ces deux critères intimement liés que l'I.L.P. doit examiner ses rapports avec le Comintern aussi bien qu'avec toutes les autres tendances et organisations de la classe ouvrière. Il s'agit avant tout du sort de l'I.L.P. lui-même.

---

(10) Le parti socialiste-révolutionnaire (s.r.) fondé en 1900 s'inscrivait dans la tradition du « populisme » russe. Membre de la II<sup>e</sup> Internationale, il exerçait une influence quasi-prépondérante dans la paysannerie au début de la révolution. Il fut la cheville ouvrière des gouvernements provisoires de coalition de février à octobre 1917.

(11) Lavr G. KORNILOV (1870-1918), général tsariste, commandant en chef de l'armée en juillet 1917, dirigea en septembre un putsch militaire contre le gouvernement provisoire de Kerensky, dont faisaient partie des mencheviks et des s.r. Les bolcheviks appelèrent à la lutte immédiate contre le putsch.

# PAS DE NOUVELLES (1)

(4 septembre 1933)

Cher Ami (2),

Je suis extrêmement étonné de n'avoir pas reçu le moindre signe de vie de toi, ni de Paris, ni d'Amsterdam.

Je t'adresse ci-joint : 1° Une copie de la lettre de Gourov (3), 2° une copie de ma lettre à Sternberg (S.A.P.) (4) et 3° la première contribution de Sternberg à l'élaboration du manifeste (5). Il ne s'agit naturellement là que d'une esquisse de la partie économique.

---

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam. Lettre à Sneevliet. On notera le tutoiement, exceptionnel.

(2) Sneevliet (ci-dessus, n. 42, p. 93) avait quitté Saint-Palais pour participer à la conférence de Paris et était revenu ensuite à Amsterdam.

(3) Ci-dessus, pp. 155-160.

(4) Ci-dessus, pp. 173-175.

(5) Ci-dessus, n. 3, p. 172.

# REUSSITE OU ECHEC ? (1)

( 7 septembre 1933 )

## *I - Les réalisations et les difficultés de l'économie soviétique*

L'œuvre économique du gouvernement soviétique a-t-elle été couronnée de succès, ou bien a-t-elle au contraire mené à un échec ? Cette question en recouvre une autre : les méthodes économiques de l'Etat soviétique sont-elles, dans leur ensemble, efficaces ou non ? En général le lecteur attend qu'on réponde d'une syllabe : oui ou non. Nous nous refusons à donner ce genre de réponse. Construire une nouvelle société, ce n'est pas résoudre un problème statistique ou technique isolé. Il s'agit de l'adaptation planifiée de tous les secteurs de l'économie l'un à l'autre, et de leur ensemble aux besoins des hommes. Il faut coordonner des entités dynamiques et non statistiques. Pour ce genre de problème, ni un livre, ni un cerveau humain (ni même un « brain trust » (2)) ne possède des formules toutes prêtes. La seule imagination créatrice, même armée de calculs scientifiques effectués par des spécialistes, est insuffisante dans ce domaine. Il y va de la vie de la société tout entière, de ses fonctions les plus profondes, de ses besoins les plus élémentaires. A l'échelle d'une nation (même avec les principes de la propriété collective et de la direction planifiée, englobant tous les secteurs de l'économie) l'harmonie ne peut être que le résultat d'une longue période d'efforts, d'expériences, d'erreurs, de crises, de réformes et de reconstructions.

---

(1) T 3794. La *Bibliography* de Louis Sinclair ne mentionne pas ce texte qui n'a donc sans doute pas été publié.

(2) Allusion au nom donné par la presse aux intellectuels américains qui constituaient le groupe des conseillers du président Roosevelt.

Comment répartir la force de travail vivante de la nation entre les différents secteurs de l'économie ? Quelle unité de mesure prendre pour les besoins humains ? Quelle part du revenu national doit-on destiner à la consommation et quelle part réserver à l'accroissement de la production ? Comment répartir les biens de consommation entre la ville et la campagne, entre les différentes catégories de travailleurs de l'industrie et de l'administration ? Ces questions fondamentales ne font qu'effleurer les gigantesques difficultés du système planifié, qui, dans sa réalisation idéale, doit se présenter comme une chaîne englobant toutes les fonctions productives de la société dans la complexité infinie de leurs relations internes.

En examinant les problèmes de la planification, on ne peut laisser de côté la question qui possède en fin de compte une importance décisive : la division mondiale du travail. Dans la mesure où la planification est aux mains des organes gouvernementaux, elle est par nécessité, en tout cas à l'étape actuelle, limitée aux frontières du pays. Cependant les forces productives de l'humanité ont depuis longtemps dépassé les cadres nationaux. Dans les limites d'un seul Etat il est impossible de planifier l'exportation et l'importation. L'élévation du niveau économique de l'U.R.S.S. n'affaiblit pas, mais renforce au contraire ses liens avec le marché mondial. Ici le système de la planification se trouve devant une alternative : ou bien l'autarcie, ou bien l'extension de la planification à d'autres Etats, à toute notre planète. L'idée de l'autarcie, sous tous ses aspects, y compris celui du socialisme dans un seul pays, n'est qu'une utopie réactionnaire. L'humanité ne peut renoncer à la division mondiale du travail. La seule possibilité reste l'extension de la planification au-delà des frontières nationales au moyen de la convergence des plans nationaux. Le problème est d'une ampleur et d'une difficulté exceptionnelles.

Il serait fondamentalement erroné de voir dans nos propos l'expression d'un scepticisme envers le principe de la planification. Au contraire, nous le considérons comme l'unique principe créateur de notre époque. Mais nous rejetons fermement tout dilettantisme sportif dans l'approche de la question de la construction d'une économie socialiste. On ne peut résoudre ce problème dans un court délai arbitrairement fixé : il y faudra le travail de plusieurs générations. S'il y a un élément de scepticisme dans cette appréciation, il n'est pas dirigé contre les possibilités et les capacités de l'humanité, mais contre les prétentions démesurées de la bureaucratie.

Ce qui vient d'être dit définit dans une certaine mesure notre façon d'envisager les résultats du premier plan quinquennal et les perspectives du second. Il est difficile de dire qui fait le plus violence à la réalité : ceux qui claironnent à propos de l'exécution impeccable du premier plan, ou bien ceux qui criaillent sur son échec complet. Au fond, on ne peut pas dire que la première hypothèse, encore extrêmement primitive, d'une économie planifiée pour cinq ans — recherche d'un équilibre comportant une grande quantité d'inconnues — a été « réalisée » au sens propre du terme.

Le pourcentage réel de réalisation restera toujours un mystère, étant donné la refonte complète du plan en cours d'exécution, et l'absence d'une unité monétaire stable pour l'évaluation des résultats atteints. En partie sous l'influence des exigences de politique intérieure, en partie à cause des critiques malveillantes des ennemis, les autorités soviétiques se sont senties obligées, parce qu'elles en ont fait une question de prestige, de prétendre que le plan a été exécuté presque à 100 %. Beaucoup d'ennemis disent alors avec une joie mauvaise (mais malheureusement non sans fondement) : dans ce cas, pourquoi le niveau de vie des masses reste-t-il si éloigné des normes fixées par le plan ? D'où viennent les graves difficultés alimentaires et autres ?

Du point de vue des réalisations techniques et industrielles (nouvelles usines, stations énergétiques, etc.) les résultats matériels du premier plan, même indépendamment des indices statistiques, peuvent frapper l'imagination. En fait, l'humanité a vu pour la première fois quelles immenses possibilités recèle la technique contemporaine, même pour un pays extrêmement arriéré, dans le cadre de l'utilisation centralisée et planifiée de la force de travail. Cependant, du point de vue des besoins quotidiens de la population les conclusions sont plutôt pessimistes. Ce contraste témoigne des profondes disproportions internes de l'économie, partiellement héritées du passé, partiellement dues à une mauvaise répartition des forces et des moyens. Il ne faut surtout pas oublier que la gestion planifiée est une arme à double tranchant : elle peut réduire les disproportions économiques, mais elle peut aussi les agrandir. Ayant concentré entre ses mains tous les leviers de commande de l'économie, l'Etat peut parvenir d'un côté à des résultats vertigineux, et, de l'autre, laisser insatisfaits les besoins les plus élémentaires. Ceci n'est pas un argument contre le principe du plan. Mais c'en est un utile à une approche critique de ce principe.

Le degré de réussite du premier plan quinquennal se mesure en particulier par les possibilités de réalisation qu'il offre au nouveau plan. Beaucoup d'illusions ont été répandues à ce sujet. Le deuxième plan a d'abord été élaboré avec des rythmes absolument fantastiques : 30 à 40 % d'accroissement annuel du revenu national. L'auteur de ces lignes, dès 1929, avait averti dans la presse que les rythmes exagérés du premier plan devaient inévitablement accroître les disproportions, qui se solderaient par un abaissement brusque de la croissance dans le second. En 1932 nous avons proposé de reporter la croissance (3) au second plan, et de consacrer l'année 1933 au redressement général de l'économie soviétique, c'est-à-dire de combler les lacunes, de réduire les disproportions, de surmonter les contradictions. La proposition n'a pas été formellement retenue par Moscou. Mais en fait le deuxième plan quinquennal n'est pas appliqué, il est peu probable qu'à ce jour il existe même sur le papier. Les rythmes de la croissance économique sont terriblement ralentis. Des réformes sérieuses sont nécessaires dans l'économie soviétique et dans les méthodes mêmes de planification, pour rendre possible à l'avenir une croissance régulière de coefficient élevé. Seuls des critiques très superficiels ou notoirement partiels peuvent découvrir une « banqueroute » de l'économie planifiée dans ces flux et reflux du processus économique, ainsi que dans les comptes erronés de la bureaucratie soviétique. On ne doit pas considérer la formation d'un nouveau régime social en termes de record sportif.

## *H — L'U.R.S.S. et les Etats-Unis d'Amérique*

Selon nous, l'appréciation la plus réaliste des résultats du plan et, en général, de toute l'économie soviétique, peut s'exprimer ainsi : le seul fait que la première expérience de planification nationale dans un pays arriéré et isolé ne se soit pas terminée par un effondrement mais ait ouvert de nouvelles possibilités, ce seul fait représente une victoire historique indubitable. L'importance de cette victoire, sur le plan des principes, sera d'autant plus indiscutable que nous éviterons d'exagérer les chiffres des résultats économiques concrets.

Avant tout, il faut rappeler que l'Union soviétique, qui a hérité de la misère et de la barbarie, doit, à l'aide des méthodes de planification, conquérir un niveau matériel qui était déjà dépassé

---

(3) Littéralement « l'assaut » ( N.D.T. ).

sous le régime de la libre concurrence dans les pays capitalistes avancés. Aujourd'hui encore les soviets, en ce qui concerne le revenu national par habitant, sont terriblement en retard sur les pays avancés, en particulier les Etats-Unis. Il n'est pas utile d'expliquer dans quelle mesure l'arriération économique et culturelle complique et ralentit l'application du principe de la planification.

Les plus grandes difficultés ont surgi, évidemment, dans le domaine agricole où ont été commises les plus graves erreurs. Le caractère morcelé et primitif de la production agricole a donné toute latitude aux engouements et aux expériences de l'administration ; tout cela est encore loin d'être achevé aujourd'hui. Le pourcentage de la collectivisation de l'agriculture dépasse d'au moins trois fois le chiffre initialement prévu par le plan (20 %) ; mais on ne peut pas encore parler de l'accroissement de la productivité du travail agricole, laquelle est extrêmement faible malgré la mécanisation déjà bien avancée. On n'a toujours pas résolu le problème de la répartition du revenu qui possède une importance décisive pour la production en général et pour l'agriculture en particulier : c'est précisément la manière de répartir les produits prêts à la consommation qui doit stimuler l'accroissement de la productivité du travail. La collectivisation dans sa totalité n'a pas dépassé le stade des premières expériences. Il est à regretter qu'on ait tenté ces expériences à une trop grande échelle.

Par conséquent, en règle générale, on peut dire que les réussites les plus évidentes de la planification concernent les secteurs où un rôle décisif a été joué par l'initiative centralisée de l'Etat, avec le soutien actif des couches les plus avancées de la classe ouvrière. Tandis que le plan donne ses plus faibles résultats dans les secteurs qui exigent la participation des masses nombreuses, paysannes en particulier, et qui supposent une élévation systématique du niveau culturel et technique. La contradiction entre la ville et la campagne est la part la plus lourde de l'héritage du tsarisme, dont l'économie unissait le nomadisme des temps barbares et la technique la plus récente. La croissance de l'industrie soviétique a jeté les fondements de la réorganisation de l'agriculture et de l'assainissement des relations entre la ville et la campagne. Mais pour le moment les succès même de l'industrie ont été acquis au prix de la tension de ces relations. Ici, il faut payer non seulement pour le passé historique, mais pour les fautes récentes de la bureaucratie soviétique qui substituent, à la hâte, des facteurs purement administratifs aux facteurs économiques et culturels.

C'est à ce sujet qu'au cours des dernières années de profondes divergences se sont manifestées entre ce qu'on appelle l'Opposition, à laquelle appartient l'auteur de ces lignes, et l'actuelle fraction droitière (4). Un nouveau régime social ne peut pas se créer d'après des plans bureaucratiques faits d'avance.

Telle est notre inébranlable conviction. Le plan n'est qu'une hypothèse de travail. Sa réalisation suppose inévitablement une refonte radicale par les masses dont les intérêts vitaux s'y trouvent exprimés. Sans contrôle, la bureaucratie accroît à coup sûr les contradictions et les disproportions. Seule la population laborieuse organisée, prenant une part active à l'élaboration et à la réalisation du plan, est capable de signaler ses défauts en temps voulu, et de parvenir à les corriger. Sans une réelle *démocratie soviétique*, active et souple, à la ville et à la campagne, le principe du plan recèle les plus grands dangers d'aventurisme administratif. Il faut reconnaître que les graves difficultés alimentaires et autres sont le résultat direct de la bureaucratisation du régime soviétique, telle qu'elle s'est déroulée ces dernières années. Mais ce sujet important, dans lequel l'économie et la politique sont étroitement liées, n'entre pas directement dans le cadre de cet article.

Ce serait une très naïve utopie que d'espérer pour les mois et les années qui viennent la réalisation de l'harmonie économique sur le territoire de l'ancienne Russie des tsars. Affirmer qu'en U.R.S.S. « le socialisme est réalisé », c'est se moquer des faits et des idées. Le principal reste à faire. Les contradictions et les crises sont encore inévitables. Pour ne pas tomber dans la pusillanimité et l'abattement, il faut considérer les réussites et les échecs de l'édification planifiée dans une vaste perspective historique qui ne se mesure pas en années, mais en décennies.

Le capitalisme libéral, à l'époque de son ascension et de son épanouissement, a résolu le problème des proportions économiques par le libre jeu de l'offre et de la demande, et par des fluctuations conjoncturelles périodiques. Le capitalisme monopoliste contemporain, avec toute la puissance de ses moyens techniques, se heurte, impuissant, au problème des proportions qui s'impose à lui sous la forme du problème de « l'écoulement ». La nationalisation des moyens de production et de circulation a créé en U.R.S.S. les prémisses d'une résolution planifiée du problème des proportions. Le jeu automatique de l'offre et de la demande est

---

(4) Allusion à la bureaucratie.

remplacé par la comptabilité, les prévisions statistiques, la direction administrative. Les difficultés matérielles n'ont pas disparu pour autant, mais elles ont été traduites dans la langue de la direction planifiée. Si le capitalisme s'est formé et développé au cours de plusieurs siècles, la nouvelle économie planifiée exige au moins quelques décennies pour élaborer et corriger ses méthodes fondamentales, et pour éduquer les dirigeants et les cadres indispensables. Il est tout à fait possible de résoudre ce problème — seulement il ne faut pas déclarer que c'est déjà fait. On peut d'autant moins le considérer comme résolu que, malgré la nationalisation des moyens de production et le monopole du commerce extérieur, l'Union soviétique n'est absolument pas séparée du reste du monde par un mur infranchissable. Le développement de l'édification économique dépend dans une grande mesure de l'avenir proche de l'économie européenne et mondiale qui se débat en ce moment dans les convulsions d'une épouvantable crise. Ici nous touchons de près à la question de la possibilité des relations économiques entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique. Malgré la différence radicale des systèmes sociaux, l'économie américaine présente deux traits communs avec celle de l'U.R.S.S. : le gigantisme des dimensions et le caractère concentré des moyens de production, au moins en ce qui concerne l'industrie. Avec de l'intelligence et de la perspicacité des deux côtés, la coopération économique peut prendre sur ces bases un élan inconnu dans l'histoire (5).

Les nouvelles méthodes économiques appliquées à l'heure actuelle aux Etats-Unis sont fondées sur la planification à l'échelle nationale, tout en conservant la propriété privée des moyens de production. Ce n'est pas le lieu de porter un jugement sur ces méthodes. C'est l'expérience qui décidera. Il est clair cependant que même avec des résultats favorables, la planification interne doit faire face au problème du commerce extérieur ; est-il soumis à un contrôle rationnel ? La conférence de Londres a donné une réponse éloquente. Renoncer au développement de l'exportation, cela aurait signifié pour les Etats-Unis renoncer au développement en général. Cependant, sur la carte du marché mondial il y a un secteur qui permet de planifier dès maintenant : c'est le commerce avec l'U.R.S.S. Le crayon en main on peut tracer le schéma des relations entre les deux gigantesques Etats, le plan probable des échanges qui se développe suivant une spirale.

---

(5) Le goût de l'« américanisme » en tant que modèle de construction économique avait été très répandu dans la jeunesse soviétique des années vingt et Trotsky était sensible à ceux de ses aspects qu'il jugeait positifs.

Malgré les lacunes et les contradictions, l'économie soviétique permet de regarder vers l'avenir avec plus d'espoir que, disons, l'économie allemande qui va mal de bout en bout. Le gouvernement américain qui, par la force des choses, est devenu maintenant plus soucieux des questions économiques que ne l'était le gouvernement de n'importe quelle république européenne, a, dans les conditions de l'établissement de relations diplomatiques normales, des possibilités suffisantes pour une approche systématique et correcte de tous les processus de l'économie soviétique, et par conséquent pour une définition des « coefficients de risque » que comporteraient des relations économiques américano-soviétiques. Sur notre planète en proie aux désordres, dans une atmosphère de nouveaux dangers de guerre et de bouleversements sanglants, s'il reste encore une expérience économique qui mérite d'être menée jusqu'au bout, c'est bien celle de la coopération soviéto-américaine.

# UN PAS EN AVANT, OU UN PAS A DROITE ? (1)

(10 septembre 1933)

Quand un mouvement accède à un stade nouveau, à un niveau plus élevé, il se trouve toujours des gens pour défendre le passé. L'élargissement de la perspective les effraye. Ils ne voient que difficultés et dangers.

Des camarades qui ont pris part à une réunion de bolcheviks-léninistes m'ont communiqué l'essentiel des critiques formulées par l'un des participants (2) : « Nous n'avons fait aucun progrès à la conférence de Paris ; tout s'est ramené à des négociations et des accords au sommet ; une telle politique ne peut avoir aucune signification révolutionnaire ; la déclaration commune signée par les dirigeants de quatre organisations signifie en réalité une déviation vers la social-démocratie... ». Dans la mesure où cette critique reflète — de façon il est vrai exagérée — les doutes et appréhensions d'un certain nombre de camarades (selon les données dont je dispose, une faible minorité), il faut examiner sérieusement les arguments ci-dessus.

« Les négociations n'ont été menées qu'au sommet. » Que signifie cet argument ? Conférences et congrès sont toujours formés de « sommets », c'est-à-dire de délégués. Il serait impossible de réunir dans une seule salle tous les membres de l'Opposition de

---

(1) T 3595. Paru sous le titre « Encore une fois sur la conférence de Paris » dans *La Vérité*, 15 septembre 1933, signé G. Gourov. Le tournant vers la IV<sup>e</sup> Internationale n'avait pas soulevé d'énormes problèmes dans les rangs de l'Opposition de gauche internationale, bien qu'il fût vivement attaqué par des militants qui avaient précédemment rompu avec elle, comme Kurt Landau. En revanche, l'alliance avec les « centristes » à la conférence de Paris y soulevait plus que des critiques.

(2) Nous ne savons ni de quelle réunion, ni de quel militant il s'agit. Nous savons toutefois que des critiques étaient déjà formulées par les Italiens Giacomi et Teresa (cf. n. 1, p. 209) et par les principaux militants du « groupe juif ». Vitte ne s'était pas encore exprimé contre la ligne du plénum.

gauche, du S.A.P., du R.S.P., de l'O.S.P. Comment conclure des accords entre organisations sans pourparlers entre ceux qui les représentent, c'est-à-dire leurs « sommets » ? Sur ce point la critique est manifestement absurde.

Peut-être l'auteur de la critique veut-il dire que les représentants des organisations qui ont signé la déclaration commune n'exprimaient pas l'opinion de la base ? Examinons également cet argument. En ce qui concerne le S.A.P., tout le monde sait que depuis longtemps ses militants de base aspirent non seulement à un rapprochement, mais à une fusion totale avec nous, alors que ses dirigeants ont esquivé le problème jusqu'à très récemment, et ont freiné le mouvement, de peur de se couper d'éventuels alliés sur leur droite. Dans ce cas, pourquoi ses dirigeants ont-ils été obligés de signer avec nous un document très important ? La réponse est claire : la poussée de la base à gauche, c'est-à-dire vers nous, est devenue si forte que les dirigeants ont été obligés de se tourner vers nous. Quiconque sait interpréter correctement les faits et les indications politiques dira qu'il s'agit d'une grande victoire. Et cette conclusion conserve toute sa valeur, indépendamment de l'habileté et de l'adresse avec laquelle les pourparlers ont pu être menés. Car ce ne sont pas les pourparlers qui ont tranché, mais tout le travail antérieur de l'Opposition de gauche.

Avec l'O.S.P., la situation est à peu de choses près identique. Cette organisation n'avait aucun lien avec nous. Il y a deux ans, elle était dans un bloc avec Seydewitz et Rosenfeld (3). Aujourd'hui, elle s'est rapprochée de nous. Il est clair que ses dirigeants n'auraient jamais effectué un tel pas si leur base n'avait pas fortement poussé à gauche.

La question est un peu différente avec le R.S.P. de Sneevliet. Là, il y avait entre nous et depuis pas mal de temps des relations amicales. Beaucoup de camarades savent que Sneevliet et ses amis ont aidé efficacement l'Opposition de gauche au moment de la conférence de Copenhague (4) et surtout lors du congrès d'Ams-

---

(3) Max Seydewitz et Kurt Rosenfeld avaient été les fondateurs du S.A.P. Au début de 1933, ils avaient tenté de ramener ce parti vers la social-démocratie. Ils avaient entretenu des rapports étroits avec la gauche social-démocrate hollandaise dirigée par De Kadt et P.-J. Schmidt, lesquels ne s'étaient décidés qu'en 1932 à rompre et fonder l'O.S.P.

(4) Trotsky fait allusion ici, non à sa conférence sur la révolution russe devant les étudiants social-démocrates danois (cf. n. 2, p. 73), mais à la réunion qui s'était tenue à cette occasion à Copenhague entre les principaux dirigeants européens de l'Opposition de gauche. (Cf. *La Révolution espagnole*, p. 221).

terdam contre la guerre (5). Mais la question du Comintern empêchait que cette proximité politique se concrétise en termes d'organisations. (Les désaccords sur la question syndicale, s'ils n'ont pas définitivement disparu, me semblent avoir perdu de leur acuité). Quand nous avons pris position pour la nouvelle Internationale, le mur qui nous séparait est tombé. N'est-il pas évident que c'est notre orientation qui, dans ce cas, nous a donné d'un coup ce résultat concret si précieux ?

Il y a trois mois, nous écrivions, à titre d'hypothèse qu'il nous serait sans doute possible, avec une politique plus large et plus décidée, de trouver pas mal d'alliés dans les groupements socialistes de gauche (6). Il y a un mois et demi, nous formulions la supposition que notre rupture avec le Comintern devrait considérablement faciliter la venue vers nous de groupements révolutionnaires d'origine social-démocrate. N'est-il pas évident que la conférence de Paris confirme ces deux hypothèses, à une échelle d'ailleurs à laquelle nous ne nous attendions pas il y a deux ou trois mois ? Dans ces conditions, se plaindre que tout aurait été fait à travers des pourparlers « au sommet », affirmer que la nouvelle alliance n'a pas de signification révolutionnaire, c'est faire preuve d'une totale incompréhension des processus fondamentaux qui se déroulent actuellement au sein de l'avant-garde prolétarienne.

Mais c'est de façon particulièrement étrange — pour parler avec modération — que résonne l'argument selon lequel nous serions en train d'effectuer un tournant en direction de... la social-démocratie (7). C'est de cette façon que les staliniens nous calomnient, et cela ne date d'ailleurs pas d'hier. Sur quelle base transporter ces « arguments » à l'intérieur de notre organisation ? Examinons-les cependant de plus près. La conférence de Paris n'a pas été convoquée par nous. Nous ne portons pas la moindre responsabilité pour sa composition et son ordre du jour. Nous y sommes allés pour exposer notre point de vue. Peut-être notre déclaration contient-elle des concessions à la social-démocratie ? Alors, qu'on le dise ! La déclaration signée par quatre organisations ne contient pas, c'est évident, notre programme. Mais elle trace net-

---

(5) Lors du congrès contre la guerre à Amsterdam, le R.S.P. de Sneevliet avait apporté aux délégués de l'Opposition de gauche le soutien matériel nécessaire à leur action.

(6) C'est le 15 juin que Trotsky avait évoqué pour la première fois l'apparition des tendances de gauche au sein ou aux marges de la social-démocratie, cf. *Œuvres, mars-juillet 1933*, p. 209 : « Les organisations socialistes de gauche et nos tâches ».

(7) Argument central de la minorité de la Ligue.

tement la voie de la IV<sup>e</sup> Internationale sur la base d'une lutte implacable contre la social-démocratie, d'une rupture complète avec le centrisme bureaucratique, et d'une condamnation résolue de toute tentative dans l'esprit de l'Internationale 2 1/2. Où y a-t-il concession à la social-démocratie ?

La déclaration des quatre ne fournit pas — et dans les circonstances données ne pouvait pas fournir — de réponse à toutes les questions du programme et de la stratégie. Il est évidemment impossible de construire la nouvelle Internationale sur la seule base de cette unique déclaration. mais nous n'avons pas l'intention de le faire. Il est indiqué dans la déclaration elle-même que les organisations qui l'ont signée avec nous s'engagent à élaborer à bref délai un manifeste programmatique qui devra devenir le document fondamental de la nouvelle Internationale. Il faudra entraîner dans ce travail toutes nos sections, les trois organisations alliées, mais aussi des groupes et éléments sympathisants. Allons-nous faire dans ce manifeste des concessions à la social-démocratie ? La déclaration des bolcheviks-léninistes à la conférence indique clairement les bases sur lesquelles nous pensons rédiger ce manifeste : les décisions des quatre premiers congrès de l'I.C., les « 21 conditions », les « 11 points » de l'Opposition de gauche. Seul l'avenir nous dira si des divergences sérieuses se manifesteront avec nos alliés sur ces points. S'il y a des désaccords, nous défendrons sérieusement notre point de vue. Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas manifesté de tendance excessive à la conciliation sur le terrain des principes. Ou sont les raisons qui permettent de parler d'un tournant vers la social-démocratie ?

Les mêmes critiques ajoutent encore l'argument suivant : « On ne peut construire la nouvelle Internationale qu'en s'appuyant sur la montée du mouvement révolutionnaire ; actuellement, dans l'atmosphère de la défaite, toute tentative en ce sens est vouée d'avance à l'échec ». Ce profond argument historique est intégralement emprunté, hélas, au stérile et scholastique Souvarine (8) (qui, autant que je sache, a réussi en son temps à décrire un angle de 180°). La nécessité de rompre avec la II<sup>e</sup> Internationale et de préparer la III<sup>e</sup> a été proclamée par les bolcheviks à

---

(8) Sur Boris Souvarine, voir ci-dessus, n. 4, p. 162. L'argument avait été développé à la conférence de Paris par l'espagnol Maurin, qui était son beau-frère. Signalons d'ailleurs que Boris Souvarine avait critiqué dans *Le Travailleur* de la Fédération communiste indépendante de l'Est la nouvelle orientation de Trotsky et de l'Opposition de gauche comme un rapprochement vers la social-démocratie en comparant la conférence au bloc d'août (*Le Travailleur*, 2 septembre 1933), bientôt rejoint par Maurin qualifiant la conférence de « trotsko-pupiste » (*Le Travailleur*, 11 novembre 1933).

l'automne 1914, c'est-à-dire dans une atmosphère de désagrégation épouvantable des partis socialistes. A cette époque également, il ne manquait pas de sages qui parlaient du caractère « utopique » — à cette époque on n'abusait pas encore du mot « bureaucratique » — du mot d'ordre de III<sup>e</sup> Internationale. Kautsky alla plus loin avec son célèbre aphorisme : « L'Internationale est un instrument pour le temps de paix et non pour le temps de guerre ». C'est au fond la même idée qu'expriment les critiques cités plus haut : « L'Internationale est un instrument pour période de montée et non pour période de défaite. » (9) Le prolétariat a besoin d'une Internationale, *en tous temps et dans toutes les conditions*. S'il n'y a pas aujourd'hui d'Internationale, il faut le dire ouvertement et se mettre tout de suite à la préparation d'une nouvelle Internationale. Le délai dans lequel nous serons capables de la mettre sur pied dépend bien entendu de tout le cours de la lutte de classes, du déclin ou de la montée du mouvement ouvrier, etc. Mais, même dans la période du pire déclin, il faut préparer la montée future en donnant à nos propres cadres une orientation correcte. Les plaintes fatalistes sur le déclin objectif reflètent le plus souvent une décadence subjective de ceux qui les formulent.

Prenons à titre de comparaison les conférences de Zimmerwald et de Kienthal. Elles sont entrées dans l'Histoire comme des étapes indispensables de la transition entre la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales. Que représentaient-elles dans les faits ? Elles réunissaient, par nécessité, des « sommets ». Du point de vue du nombre des ouvriers directement représentés, elles étaient au-dessous de la conférence de Paris. La majorité de Zimmerwald et de Kienthal comprenait des éléments centristes de droite (Ledebour (10) qui hésitait encore à voter contre le budget de guerre, Hoffmann, Bourderon, Merrheim, Grimm, Axelrod, Martov et autres (11)).

---

(9) Karl KAUTSKY (1854-1938) avait été, après la mort d'Engels, le principal théoricien de la social-démocratie (son « pape » selon ses adversaires) et avait notamment conduit le débat contre le révisionnisme de Bernstein. Membre du « centre » pacifiste pendant la guerre, il avait été partisan de la « reconstruction » de la II<sup>e</sup> Internationale sur la base d'une « amnistie réciproque » entre social-patriotes des partis belligérants.

(10) Georg LEDEBOUR (1850-1947), un des éléments de la gauche social-démocrate avant la guerre en Allemagne, avait été centriste pendant la guerre et très critique des bolcheviks à partir de 1917. Il avait été l'un des fondateurs de l'U.S.P.D., constitué en 1917 par les pacifistes exclus.

(11) Adolf HOFFMANN (1858-1930) était député social-démocrate au Landtag, également un des fondateurs de l'U.S.P.D. en 1917, après avoir été délégué à Zimmerwald. Albert BOURDERON (1859-1930) syndicaliste et socialiste, et Alphonse MERRHEIM (1871-1923) dirigeant du syndicat des métaux, au cœur du mouvement

Lénine jugea possible de signer le manifeste de *l'ensemble* de la conférence en dépit de son imprécision (\*).

En ce qui concerne la « gauche » de Zimmerwald, elle était extrêmement faible. Après l'écrasement de la fraction bolchevique à la Douma (12) et des organisations locales, le parti bolchevique n'était pas plus fort pendant la guerre que l'Opposition de gauche actuellement. Les autres groupes de gauche étaient plus faibles encore que nos alliés d'aujourd'hui. La situation générale du mouvement ouvrier dans les conditions de la guerre paraissait désespérée. Néanmoins les bolcheviks, ainsi que le groupe *Naché Slovo* (13), s'engagèrent dans la voie de la III<sup>e</sup> Internationale dès le début même de la guerre. Sans cette orientation, la révolution d'Octobre aurait été impossible.

Répetons-le, Lénine jugea possible dans les conditions d'alors de signer avec Ledebour, Bourderon, Grimm et Martov, un manifeste contre la guerre. Les bolcheviks-léninistes n'ont pas signé la résolution de la majorité à la conférence et n'assumeront bien entendu aucune responsabilité pour cette majorité. Peut-être que la politique de Lénine à Zimmerwald et à Kienthal constitua... un tournant vers le social-patriotisme ? On peut nous objecter qu'il faut être plus strict dans nos choix en temps de paix qu'en temps de guerre. C'est juste ! Ledebour et Bourderon couraient un risque en signant le manifeste de Zimmerwald, tandis que Tranmael et compagnie se livrent à leurs manœuvres (la main droite dans celle de la social-démocratie scandinave et le petit doigt de la main gauche à la conférence de Paris) sans le moindre risque. C'est précisément pour cela que nous avons refusé de

zimmerwaldien en France, devaient rompre avec lui en 1917 et se rapprocher de Léon Jouhaux, chef de file des social-patriotes, sur la base du soutien du programme « de paix » du président américain Wilson. Robert GRIMM (1881-1958), dirigeant du P.S. suisse, avait joué un rôle capital dans l'organisation des deux conférences internationales de temps de guerre et devait également rester dans la social-démocratie. Pavel AXELROD (1850-1925), et Iouli CEDERBAUM, dit MARTOV (1873-1923), compagnons de Lénine au temps de l'*Iskra*, étaient les chefs de file de la fraction menchevique hostile à l'union sacrée pendant la guerre.

(\*) A propos : quelques sages se plaisent à rappeler sans rime ni raison le « bloc d'août » de 1912 qui se situait dans un cadre national, mais laissent de côté la conférence internationale de Zimmerwald, une comparaison qui s'impose d'elle-même ! (L. T.)

(12) Les « Doumas » ont été sous le tsarisme des assemblées législatives aux pouvoirs limités. Les députés bolcheviques de la 4<sup>e</sup> Douma avaient été arrêtés et condamnés dès 1914.

(13) Le quotidien de langue russe de Paris, *Naché Slovo* (Notre Parole) avait été, jusqu'à son interdiction en septembre 1916, l'un des centres de regroupement des internationalistes en France. Trotsky, qui était son inspirateur, était en liaison avec le « noyau » de *La Vie ouvrière*.

signer la résolution dénuée de sens de la majorité de Paris. Où sont les concessions à la social-démocratie ?

Cependant, nous diront nos contradicteurs, deux de nos alliés ont signé la résolution de la majorité (14), démontrant ainsi qu'ils n'avaient pas encore définitivement choisi. Parfaitement exact ! Mais nous n'endossons aucune responsabilité pour eux, de même qu'ils n'en prennent pas pour nous. Les termes de notre accord ont été formulés avec précision et sont accessibles à tous. L'avenir montrera quel sera leur choix définitif. Nous voulons les aider à faire le *bon choix*. Un des principes les plus importants de la stratégie révolutionnaire, c'est : « Surveillance des alliés aussi bien que des adversaires. » *Une critique réciproque sur la base d'une égalité complète* — il n'y a pas là la moindre trace de diplomatie de couloirs entre dirigeants. Tout est fait, tout sera fait sous les yeux des masses, sous leur contrôle, avec pour objectif de les éduquer. Il n'existe pas d'autres voies et moyens de la politique révolutionnaire.

Il existe également d'autres règles de politique révolutionnaire qu'il est bon de rappeler : ne pas s'effrayer à tort et à travers et ne pas effrayer les autres sans raisons ; ne pas lancer de fausses accusations ; ne pas chercher de capitulation là où il n'y en a pas ; ne pas tirer l'organisation en arrière quand elle se prépare à avancer ; ne pas remplacer la discussion marxiste par une querelle de clique sans principes. Une longue expérience a montré que c'est précisément au moment où une organisation se prépare à sortir d'un passage étroit pour déboucher sur une large arène qu'il y a toujours des gens qui ont pris l'habitude de leur ruelle, qui connaissent tous les voisins, qui ont l'habitude de répercuter les bruits et les nouvelles du quartier et sont absorbés dans les affaires terriblement importantes de « renversements de ministères » dans leur petit coin. Ces éléments conservateurs et sectaires ont très peur que, sur une large arène, leur adresse ne trouve plus à s'exercer. Alors ils empoignent les roues du char et s'efforcent de le retourner, et ils justifient leur attitude, réactionnaire par essence, avec des arguments terriblement « révolutionnaires » et « principiels ». Nous avons essayé de peser ces arguments sur la balance de la dialectique marxiste. Que les camarades décident eux-mêmes quel est leur poids.

---

(14) Allusion au vote du S.A.P. et de l'O.S.P. pour la résolution générale de la conférence de Paris sur la « récréation du mouvement ouvrier international » qui avait également obtenu la voix du D.N.A. et des formations les plus à droite.

# CONSIDERATIONS DE PRINCIPE SUR L'ENTREE DANS L'I.L.P. (1)

(16 septembre 1933)

Chers Camarades,

Je n'ai pas encore reçu la lettre dans laquelle vous expliquez votre hostilité à l'entrée dans l'I.L.P. (2). Mais pour ne pas retarder cette affaire, je vais essayer d'étudier les principaux arguments *en faveur de* l'entrée et *contre* elle. Si votre lettre contenait des arguments supplémentaires, je vous écrirais de nouveau.

Dans son état actuel, l'I.L.P. est un parti centriste de gauche, constitué par différentes fractions et groupes significatifs des différentes phases de l'évolution du réformisme au communisme. Les bolcheviks-léninistes devraient-ils entrer dans les partis communistes officiels, qu'ils ont longtemps qualifiés, à juste titre, d'organisations centristes ? Des années durant, nous nous sommes considérés comme des fractions marxistes de partis centristes. Une réponse catégorique — oui, oui ; non, non — ne suffit pas non plus dans ce cas. Un parti marxiste devrait bien sûr lutter pour une indépendance totale et la plus grande homogénéité. Mais, dans le processus de sa formation, un parti marxiste doit souvent agir en tant que fraction d'un parti centriste ou même d'un parti réformiste. Ainsi les bolcheviks ont-ils, pendant de nombreuses années, adhéré au même parti que les mencheviks (3). Ainsi, ce n'est que graduellement que la III<sup>e</sup> Internationale s'est constituée à partir de la II<sup>e</sup>.

---

(1) T 3597. Lettre à la section britannique signée G. Gourov, « Au sujet de l'Opposition de gauche internationale et de l'I.L.P. », *Internal Bulletin*, Communist League, British section of the I.L.O., n° 15/16, 24 octobre 1933.

(2) L'idée de faire entrer ses camarades britanniques dans l'I.L.P. était venue à Trotsky au cours des entretiens qu'il avait eus à la veille de la conférence de Paris, et avait été reprise par le S.I.

(3) Même au lendemain de la scission de 1903 entre bolcheviks et mencheviks, l'unité du parti ouvrier social-démocrate russe fut formellement rétablie à plu-

Le centrisme — nous l'avons dit plus d'une fois — est le terme général qui sert à désigner les tendances et les groupes les plus variés qui s'échelonnent entre le réformisme et le marxisme. Devant chaque groupe centriste, il faut placer une flèche indiquant la direction dans laquelle il se développe : de droite à gauche ou de gauche à droite. Le centrisme bureaucratique (4), en dépit de tous ses zigzags, a un caractère tout à fait conservateur qui correspond à sa base sociale : la bureaucratie soviétique. Après dix années d'expérience, nous sommes arrivés à la conclusion que le centrisme bureaucratique ne se rapproche pas et n'est pas capable de se rapprocher du marxisme des rangs duquel il est issu. Et c'est précisément pour cette raison que nous avons rompu avec l'Internationale communiste (5).

Pendant que les partis communistes s'affaiblissaient et se décomposaient, des flancs gauche se sont détachés du camp réformiste qui a énormément grandi numériquement. Ces flancs ont également un caractère centriste, mais ils vont à gauche, et, comme l'expérience l'a prouvé, ils sont capables de se développer et de subir l'influence du marxisme. Rappelons une fois de plus que la III<sup>e</sup> Internationale est issue d'organisations de ce type.

Un exemple clair de ce que nous venons de dire nous est fourni par l'histoire du S.A.P. allemand. Quelques centaines de communistes qui ont rompu avec l'opposition brandlérienne et sont entrés au S.A.P. ont réussi, dans un délai relativement bref, à prendre la direction de cette organisation, formée en majorité d'anciens militants social-démocrates (6). Nous avons à l'époque

---

sieurs reprises : d'abord à la suite du congrès dit d'« unification » d'avril 1906, puis, au terme d'une longue période de crise et d'éclatements, après la réunion du C.C. de janvier 1910 qui vit la victoire des « conciliateurs ». La scission définitive n'intervint qu'en janvier 1912, à partir de la conférence de Prague organisée par les bolcheviks et la fraction dite « mencheviks du parti ». Encore la « réunification » ne cessa-t-elle pas d'être à l'ordre du jour des congrès et conférences, y compris après février 1917. La force des bolcheviks consistait précisément en ce que, depuis 1903, ils avaient constitué, même dans les périodes d'« unification », une « fraction » ayant sa propre discipline et sa propre expression publique.

(4) C'est par ce terme que Trotsky désignait depuis des années la fraction stalinienne de l'I.C., la distinguant ainsi de l'Opposition de gauche qu'il dirigeait et de l'Opposition de droite qu'incarnait en Allemagne Brandler.

(5) Cette décision avait été prise au mois de juin 1933, quand Trotsky avait constaté que la défaite sans combat de la classe ouvrière allemande face à Hitler n'avait provoqué aucune réaction sérieuse de la part d'aucun parti communiste ou fraction de parti.

(6) Allusion à la conquête du S.A.P. — constitué en 1931 autour des députés social-démocrates de gauche exclus — par une minorité de la K.P.O. brandlérienne conduite par Walcher (voir ci-dessus, n. 1, p. 93).

critiqué le groupe de Walcher, Frölich, Thomas (7) et autres, non parce qu'ils avaient décidé d'entrer dans un parti centriste de gauche, mais parce qu'ils y étaient entrés sans avoir un programme complet et sans un organe à eux. Notre critique était et demeure juste. Aujourd'hui encore, le S.A.P. porte les traces de ce caractère indécis. Certains de ses dirigeants considèrent encore la critique marxiste intransigeante comme du « sectarisme » (8). En réalité, pourtant, si l'Opposition de gauche, avec sa critique principale, n'avait pas été aux côtés du S.A.P., la position des marxistes à l'intérieur de ce parti aurait été incomparablement plus difficile : aucun groupe révolutionnaire ne peut vivre sans un laboratoire idéologique en constante création. Néanmoins le fait demeure que le mouvement de ce parti centriste (S.A.P.) vers la gauche a été si décisif que le groupe communiste, même sans un programme complet et sans organe propre, s'est trouvé très vite porté à la tête du parti.

**L'histoire du S.A.P. ne constitue ni un hasard, ni une exception. Pendant de nombreuses années, la politique de l'Internationale communiste a empêché le passage des ouvriers socialistes sur une voie révolutionnaire. C'est ainsi qu'il s'est accumulé à l'intérieur du camp réformiste une grande quantité de matériaux explosifs. La crise effroyable du capitalisme, et la marche triomphale du fascisme, combinées à l'impuissance totale des deux Internationales, ont donné aux organisations centristes de gauche un élan**

---

(7) Frölich et Thomas étaient, avec Walcher, les principaux dirigeants de la minorité de la K.P.O. entrée au S.A.P. Paul FRÖLICH (1894-1953), militant de la social-démocratie avant la guerre, animateur des jeunesses, avait été l'élève de Rosa Luxemburg ; internationaliste pendant la guerre, il avait dirigé le groupe I.K.D. de Brème qui avait refusé d'imiter le groupe Spartakus et d'entrer dans l'U.S.P.D. En 1918, il n'avait rejoint le K.P.D.(S), lors de sa fondation, que sous la pression de son vieux camarade Radek, envoyé par le parti russe. D'abord « gauchiste », il s'était rallié à Brandler en 1922 et avait suivi ensuite le même itinéraire que Walcher, du K.P.D. à la K.P.O. puis au S.A.P. Il avait été arrêté et se trouvait dans un camp de concentration. Yakov REICH dit J. THOMAS (1886-1956), galicien d'origine, étudiant en Suisse, y avait rejoint les bolcheviks et avait fait partie de leur mission diplomatique de Berne en 1918. Expulsé en 1919, il avait pris des responsabilités dans l'I.C. et avait été chargé à l'automne de mettre sur pied à Berlin son « secrétariat d'Europe occidentale », où il était connu sous le nom de « camarade Thomas », une toute puissante « éminence grise ». Il avait rompu avec l'I.C. en 1925, avait rejoint la K.P.O. à sa fondation, puis le S.A.P. dont il était l'un des dirigeants. Il passait pour proche des positions de Trotsky qui espérait, à Prinkipo, recevoir sa visite (il s'était réfugié à Prague). On l'a parfois confondu avec Bernhard Thomas, qui était le pseudonyme d'un autre dirigeant du S.A.P., Boris Goldenberg.

(8) Walcher, dans sa lettre à Trotsky du 4 septembre, s'était fait l'écho de ces critiques au sein de la direction du S.A.P. contre l'Opposition de gauche, et avait taxé de « sectaire » l'attitude de Blasco et Naville à la conférence de Paris (ci-dessus, n. 1, p. 130).

vers le communisme. C'est là l'une des conditions préalables les plus importantes de la création de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale.

Dans le domaine de la théorie, l'I.L.P. est totalement désespéré. Cela donne un avantage au parti communiste officiel, et c'est là que se trouve le danger. C'est aussi ce qui ouvre un champ pour l'intervention de notre section britannique. Il ne suffit pas d'avoir des idées justes. Il faut savoir, au moment décisif, démontrer sa propre force à l'avant-garde ouvrière. Autant que je puisse en juger d'ici, la possibilité d'influencer le développement ultérieur de l'I.L.P. dans son ensemble n'est pas encore perdue. Mais, dans deux mois, l'I.L.P. sera complètement tombé dans l'engrenage de la bureaucratie stalinienne, et il sera perdu, laissant des milliers de travailleurs déçus. Il faut agir, et agir tout de suite.

Il vaut la peine d'entrer dans l'I.L.P. si nous le faisons avec l'objectif d'aider ce parti, c'est-à-dire *sa majorité révolutionnaire*, à se transformer en un parti marxiste authentique. Bien entendu, une telle entrée serait inadmissible si le comité central de l'I.L.P. exigeait de nos amis qu'ils renoncent à leurs idées, ou à la lutte ouverte pour elles dans ce parti. Mais on peut parfaitement s'engager à lutter pour ses idées sur la base des statuts du parti et dans le cadre de sa discipline. Le grand avantage de l'Opposition de gauche réside en ce qu'elle possède un programme théorique élaboré, une expérience internationale et un contrôle international. Dans ces conditions, il n'y a pas la moindre raison de craindre que les bolcheviks-léninistes anglais se dissolvent dans l'I.L.P. sans laisser de traces.

Quelques camarades soulignent que l'I.L.P. s'est beaucoup affaibli et qu'une structure délabrée se cache derrière sa vieille façade. C'est bien possible. mais ce n'est pas un argument contre l'entrée. Dans sa composition actuelle, l'I.L.P., c'est clair, n'est pas viable. Il ne cesse de s'affaiblir et perd des membres non seulement sur sa droite, mais aussi sur sa gauche (9), parce que sa direction n'a pas de politique claire et parce qu'elle n'est pas capable de donner au parti confiance en ses propres forces. Il n'est possible d'arrêter à l'avenir cette désintégration qu'en lui injectant des idées marxistes sur les problèmes de notre époque, et en particulier une analyse marxiste de la bureaucratie stalinienne. Seuls les bolcheviks-léninistes peuvent le faire. Mais, pour le faire, il leur faut courageusement abattre le mur qui les sépare, aujourd'hui,

---

(9) Il existait dans l'I.L.P. des tendances pro-I.C. et des individus — et même des groupes — l'avaient quitté pour rejoindre le P.C.

des ouvriers révolutionnaires de l'I.L.P. Si l'appareil de l'I.L.P. refusait d'admettre notre section dans les rangs de son parti, ce serait la meilleure preuve que la direction a fait sa soumission complète à la bureaucratie stalinienne dans le dos du parti. Au pire, cela nous procurerait une arme contre les dirigeants et nous vaudrait la sympathie des militants de base de l'I.L.P.

On peut nous objecter que la faiblesse numérique de notre section britannique (10) ne nous permettrait pas de jouer vis-à-vis de l'I.L.P. le rôle que le groupe de Walcher-Frölich a joué vis-à-vis du S.A.P. C'est possible. Mais, même si l'I.L.P. est voué à se désintégrer, les bolcheviks-léninistes peuvent en sauver pour la révolution un important noyau. Il ne faut pas oublier non plus que le groupe de Walcher-Frölich était complètement isolé, tandis que nos camarades britanniques, eux, peuvent compter sur l'aide internationale.

J'ai grand peur que nos amis britanniques, au moins certains d'entre eux, ne soient retenus d'entrer dans l'I.L.P. par la crainte d'une critique malveillante de la part des staliniens. Il n'est rien de pire en matière de politique révolutionnaire que de se laisser guider par des critères purement externes, superficiels, ou par la crainte de l'opinion publique de la bureaucratie pour la seule rai-

---

(10) La section britannique, constituée en 1932 à partir d'un noyau de militants du P.C. de la banlieue londonienne, le « groupe de Balham », comptait une quarantaine de membres.

son que nous avons été liés à elle dans le passé (11). Il faut déterminer sa route conformément aux courants profonds à l'intérieur de l'avant-garde prolétarienne, sans regarder en arrière dans la direction de la bureaucratie stalinienne.

---

(11) Les B.L. britanniques avaient mal accueilli la proposition d'entrée à l'I.L.P. Déjà en 1932, le contact avait été difficile lors de la venue de Shachtman, notamment avec Reg GROVES (né en 1908) qui était le dirigeant du groupe, après avoir été un « espoir » du P.C. dans la 3<sup>e</sup> période. La situation s'était compliquée du fait que le secrétariat international, tout en se déclarant d'accord avec la proposition de Trotsky, l'avait sensiblement modifiée en envisageant le maintien du *Red Flag*, donc une entrée partielle des militants seulement. L'envoyé spécial du S.I. en Grande-Bretagne, le Grec Yotopoulos dit Vitte, avait accru la confusion en affirmant que le S.I. n'avait pas pris de position sur la question, et les réticences étaient devenues résistances. Le noyau du groupe autour de Groves, Henry SARA (1886-1953), le cheminot Harry WICKS (né en 1905), ainsi qu'Hugo DEWAR (né en 1908), ancien de l'I.L.P. qui avait rejoint directement le groupe de Balham, s'était prononcé contre l'entrée et pour la construction d'une organisation indépendante autour du *Red Flag*. Ils avaient avec eux la majorité, soit une trentaine de militants. Mais une minorité — une douzaine environ — de militants plus jeunes se prononçaient en revanche pour l'entrée dans l'I.L.P. A sa tête, deux recrues récentes du groupe, Margaret JOHNS (née en 1912) étudiante gagnée au marxisme à la London School of Economics et Denzil D. HARBER (1909-1965). Ce dernier, étudiant également à la L.S.E. et membre du P.C., avait effectué en 1932 un long séjour en U.R.S.S. et en était revenu très critique. Il avait découvert par hasard le *Bulleten Oppositsii* dans une librairie, écrit à Trotsky qui l'avait mis en contact avec Groves, et était, depuis, le principal traducteur de Trotsky en Angleterre.

# APPUI AU SECRETARIAT INTERNATIONAL (1)

(18 septembre 1933)

Chers Camarades,

Le travail du secrétariat international acquiert maintenant une importance absolument exceptionnelle : outre les anciennes tâches d'unir les nombreuses sections et de diriger leur travail révolutionnaire, le secrétariat (plénium) devient maintenant le représentant de toute l'Opposition de gauche dans l'« union des quatre » qui lève le drapeau de la nouvelle Internationale. Le secrétariat doit désormais suivre avec attention l'activité de nos alliés, échanger avec eux expériences et critiques, participer à l'élaboration du programme de la nouvelle Internationale, mener des pourparlers avec des organisations sympathisantes, etc. Le secrétariat ne peut accomplir ces tâches historiques qu'à la condition d'une réelle cohésion interne et d'un soutien de tous côtés de la part de toutes les sections. Tout bolchevik-léniniste sérieux repoussera avec indignation les insinuations sans principes à l'adresse du secrétariat, les atteintes à son autorité et la violation directe de ses décisions. De puissants centres dirigeants ne tombent pas du ciel. Ils se forment par l'expérience au fur et à mesure du développement et de la maturation des organisations elles-mêmes. La condition élémentaire de la formation d'un centre puissant, c'est une attitude marxiste vis-à-vis du principe du centralisme, de l'autorité de la direction et de la discipline.

Le plénium (secrétariat) a pris sur lui la responsabilité du nouveau cours de notre politique et, par l'intermédiaire d'une délégation spéciale, il a participé aux travaux de la conférence de Paris. Il suffit seulement de réfléchir sérieusement à ce que signifie ce fait et aux perspectives qu'il ouvre pour comprendre quelle impor-

---

(1) T 3599, V 59. Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre au secrétariat international.

tance gigantesque acquiert l'organisme dirigeant international des bolcheviks-léninistes dans les conditions présentes ! On doit d'autant plus impitoyablement condamner et arrêter toute tentative d'affaiblir le secrétariat international et de saper son autorité, car cela équivaldrait à tenter de désarmer les bolcheviks-léninistes face à leurs alliés comme à leurs ennemis.

Vous avez reconnu comme incompatible avec l'appartenance au secrétariat international le travail de l'un de ses membres, dirigé vers le discrédit du secrétariat international et la violation directe de ses décisions (2). Pas un révolutionnaire sérieux ne contestera la justesse et la nécessité de votre décision. Ne peut diriger que celui qui sait se diriger lui-même. Les membres du secrétariat international doivent donner l'exemple de la discipline, et non prendre sur eux l'initiative criminelle de sa violation.

Le secrétariat international a été élu par une assemblée légale des représentants des sections. Les directions des sections ont été élues par la voie démocratique. Personne n'a le moindre droit de nier que le plénum (secrétariat international) exprime la volonté réelle de notre organisation internationale.

En cas de doute au sujet de la compétence du secrétariat et de sa majorité, le secrétariat a un moyen simple de résoudre la question : exposer la situation telle qu'elle est à toutes les sections et demander leur opinion. *Il ne peut y avoir le moindre doute que la majorité écrasante des sections soutiendra la majorité du secrétariat international* et rappellera à l'ordre les désorganiseurs. Si même ceci se manifestait peu, il resterait encore une voie : convoquer les représentants de toutes les sections pour examiner les questions en litige et pour prendre des décisions qui rendraient impossible à l'avenir le sabotage frauduleux du travail central, c'est-à-dire du plus responsable, par des groupes et des individus isolés.

Si tels ou tels groupes préfèrent une fédération anarchiste au centralisme démocratique, restent avec cela au-delà du seuil de notre organisation, ceci même ne nous empêchera pas de nous développer, de croître et d'aller de l'avant. Tous ces groupes qui se sont séparés des bolcheviks-léninistes mènent une existence pitoyable, sans espoirs ni perspectives. Que ceci serve d'avertisse-

---

(2) L'« affaire Vitte » venait d'éclater, ce dernier étant apparu d'une part comme solidaire du « groupe juif », et, d'autre part, comme ayant abusé de la confiance du S.I. comme des dirigeants britanniques en critiquant auprès de ces derniers une résolution qu'il avait lui-même votée.

ment à ceux qui prennent trop à la légère le problème de la discipline dans l'organisation.

Je vous prie de croire que mon appui est assuré entièrement et complètement au secrétariat international, c'est-à-dire à sa majorité légale.

# IL FAUT EN FINIR (1)

(18 septembre 1933)

Le 19 août, le plénum (secrétariat international) a adopté une décision de la plus grande responsabilité politique : la rupture avec le Comintern, et le cours vers la nouvelle Internationale. Le premier résultat de la nouvelle orientation a été le document principal de quatre organisations qui a ouvert l'ère de la préparation pour la nouvelle Internationale. Le deuxième résultat a été l'adhésion à l'organisation bolchevique-léniniste internationale du parti socialiste révolutionnaire de Hollande (R.S.P.) comptant environ mille membres (2). Dans un certain nombre de pays (Angleterre, Suède, Tchécoslovaquie, Suisse...) la nouvelle orientation a ouvert de vastes perspectives. Tout notre travail antérieur n'avait qu'un caractère préparatoire. Nous entrons dans une époque nouvelle, au plein sens du mot ; de cercles de propagande, nous sommes en train de nous transformer en organisations politiques de combat du prolétariat.

C'est dans ces conditions que s'est ouverte la discussion dans la Ligue française. Le fait que la décomposition du parti communiste français traîne en longueur, l'abondance des éléments d'une

---

(1) T 3600, V 60. *Bulletin intérieur*, Ligue communiste n° 5, 22 septembre 1933. Article signé G. Gourov. Les décisions du plénum d'août, l'orientation nouvelle vers les organisations centristes et socialistes de gauche soulevaient résistances et oppositions. Elles étaient animées et soutenues à Paris par le « groupe juif » et une fraction de l'Opposition italienne dans l'émigration dont l'Italien Mario Bavassano dit Giacomi, dit Rey (cf. n. 4, p. 286). Sa compagne Teresa RECCHIA (1900-1934), ancienne ouvrière de la Fiat, ancienne membre du P.C.I., était également à ses côtés dans l'opposition au tournant. Vitte, quoique membre du S.I., avait pris langue et lié partie avec le groupe juif. Quelques étudiants — dont Jean Lastéradé de Chavigny — les accompagnaient. Les opposants n'étaient pas loin, selon Craipeau, de représenter la moitié des effectifs de la Ligue dans la région parisienne. Le groupe juif comptait 34 membres selon Vitte.

(2) L'adhésion du R.S.P. avait entraîné la cooptation de Sneevliet au secrétariat international de la L.C.I.

décomposition révolutionnaire (groupes, sectes, cliques sans idées et sans avenir), le nombre des groupes nationaux d'immigrés particulièrement affectés par la décomposition du communisme — toutes ces causes, combinées à l'absence d'une direction ferme et conséquente, ont fait que, dès le début de l'existence de la Ligue française, sa vie intérieure a été constituée par une série de crises qui n'ont jamais atteint le niveau des principes, mais se sont distinguées par leur extrême âpreté et ont empoisonné l'atmosphère de l'organisation, repoussant des travailleurs sérieux en dépit de leur sympathie pour les idées de l'Opposition (3).

La crise actuelle de la Ligue, en dépit de sa ressemblance externe, au moins à sa première phase, avec les crises antérieures, en diffère néanmoins profondément en ce qu'elle coïncide avec un grand tournant dans l'ensemble de la politique de notre organisation internationale. L'énorme importance positive de la nouvelle orientation consiste en partie en ce qu'elle permet de mettre à l'épreuve les vieux groupes, tendances et ouvriers individuels, non sur la base du hasard et de critères subjectifs, mais sur la base de critères indiscutablement objectifs découlant de l'ensemble du cours de notre propre développement. Quelle qu'ait été l'origine du mécontentement, des conflits, des frictions personnelles, etc., tous les désaccords anciens doivent nécessairement se regrouper maintenant autour de l'alternative fondamentale : *en avant*, vers une vaste arène, celle de la IV<sup>e</sup> Internationale, ou *en arrière*, vers les petits cercles cuisant dans leur jus.

Des éléments sans vie, sectaires, de la Ligue française comme d'autres sections, pensent que le sol se dérobe sous leurs pieds. Le fait de déboucher sur une arène plus vaste les effraie, car toute leur psychologie est adaptée à une atmosphère de cercles fermés. Quelques défenseurs de la vie de cercle se rebellent ouvertement

---

(3) La section française avait en effet connu plusieurs crises et scissions d'inégale portée. En 1930, à la suite de son conflit aigu avec Raymond Molinier, et du refus de Trotsky de le soutenir, Alfred Rosmer s'était retiré. En 1931 avait eu lieu une nouvelle scission : à la suite du conflit entre « l'aile marxiste » (Molinier, le groupe de Treint et le groupe juif) et les « droitiers », avait eu lieu une scission formelle, avec le départ des enseignants Michel COLLINET, dit Paul SIZOFF (1904-1977), et Aimé PATRI, dit André ARIAT (né en 1904), et du jeune frère de Pierre Naville, Claude NAVILLE (1908-1935). L'année suivante, tandis qu'Alfred BERNARD (1899-1944), ancien membre du bureau politique du P.C., se retirait, c'était une nouvelle scission, celle du groupe de l'ancien secrétaire général du P.C. Albert TREINT (1889-1972) avec son lieutenant, Marc BAROZINE, dit Pierre GOURGET, était retourné au P.C. et il y avait eu également le départ du groupe des étudiants avec Edouard Labin, de Pierre Rimbart, etc. L'aspect personnel de ces crises était surtout marqué par le fait que les dissidents mettaient en cause Raymond Molinier.

contre la nouvelle orientation où ils découvrent des tendances vers la II<sup>e</sup> Internationale ; sous le couvert de formules ultra-révolutionnaires empruntées aux staliniens se dissimule une capitulation devant des tâches nouvelles, des difficultés et des perspectives nouvelles. D'autres reconnaissent en paroles la nouvelle orientation, mais déterminent leur politique indépendamment de cette dernière, concluent des blocs avec ses adversaires ou avancent les critères d'hier, comme si rien n'avait changé ni dans le monde extérieur, ni dans notre politique. Les irrésolus disent : « La nouvelle orientation n'a rien changé en France pratiquement. » Grande erreur ! En dépit de la plus grande lenteur et de la plus profonde arriération de la différenciation à l'intérieur du mouvement ouvrier français, de nombreux éléments révolutionnaires se sont accumulés qui attendent un nouveau drapeau et une nouvelle orientation. La lutte actuelle entre les dirigeants socialistes (4) reflète les profonds regroupements à l'intérieur de la classe ouvrière elle-même. Le drapeau de la nouvelle Internationale deviendra une force de rassemblement irrésistible pour les ouvriers français également : il faut seulement saisir ce drapeau d'une main ferme et confiante !

La profonde signification de la nouvelle orientation pour la Ligue — nous le répétons encore — consiste en ce qu'elle permet de se débarrasser de tout ce qui est accidentel, personnel, secondaire, qu'elle pose carrément la question de principe et sépare sans erreur possible les éléments vivants et créateurs des produits sans espoir de la vie de cercle.

Les problèmes du régime interne de la Ligue, des méthodes de travail et de la composition de la direction n'ont évidemment pas perdu de leur importance, même aujourd'hui ; au contraire, toutes ces questions sont inséparables de celle de la nouvelle orientation. Ç'aurait été une réaction bien misérable que de tenter de construire et de reconstruire l'organisation interne de la Ligue indépendamment de la tâche principale de la nouvelle période. A partir de maintenant, il faudra admettre — et on admettra — dans la direction de la Ligue, comme des autres sections, ceux qui ont compris la signification de la nouvelle orientation, qui la met-

---

(4) Le conflit faisait rage alors au sein du parti socialiste S.F.I.O., entre le groupe parlementaire inspiré par les « néo-socialistes » de Marcel Déat, Renaudel, Marquet, et la majorité de la C.A.P., sur la question de la participation aux gouvernements dirigés par les radicaux et du soutien de leur politique déflationniste. L'âpreté de la lutte, le fait qu'elle menait de toute évidence tout droit à la scission, révélaient un changement qualitatif au sein de la S.F.I.O. où les conflits de ce genre avaient été surmontés sans difficulté dans le passé.

tent à la base de toute leur activité, qui sont prêts à briser tous les obstacles sur la nouvelle voie, et qui conduisent avec ardeur l'organisation en avant sans permettre aux réactionnaires de l'intérieur de la tirer en arrière.

En relation avec la nouvelle orientation, il faut poser d'une façon nouvelle les questions de *l'organisation, de la discipline et de la direction*.

Incontestablement, la direction de la Ligue française, pas plus que celle de nombreuses autres sections, n'a appris les nécessaires méthodes d'un contact idéologique constant avec l'organisation, d'une information permanente et au bon moment à tous ses membres sur les initiatives importantes qui sont projetées, les tournants tactiques, etc. Cette sérieuse faiblesse dans le travail conduit à une coupure entre les dirigeants et l'organisation, donne naissance à des malentendus et à des conflits inutiles, et gêne l'éducation politique des militants. Une information exacte, donnée à temps, constitue la base de la démocratie du parti. Le développement de la Ligue n'est pas moins gravement affecté par une autre caractéristique de la direction : la tolérance passive vis-à-vis d'éléments connus pour être étrangers et se livrer à une activité destructrice. Une organisation révolutionnaire ne peut pas se développer sans s'épurer, surtout dans des conditions de travail légal, quand il n'est pas rare que des éléments de rencontre, étrangers et dégénérés, se rassemblent sous le drapeau de la révolution. Dans la mesure où, en outre, la Ligue s'est constituée au cours de la lutte contre un bureaucratisme monstrueux, beaucoup de presque-oppositionnels en ont conclu qu'à l'intérieur de l'opposition « tout était permis ». Dans la Ligue française et à sa périphérie prévalent des pratiques qui n'ont rien de commun avec une organisation prolétarienne révolutionnaire. Des groupes distincts ou des individus changent facilement de position politique, ou, de façon générale, ne s'y intéressent guère, consacrent tout leur temps et leurs efforts à discréditer l'Opposition de gauche, à de misérables conflits personnels, des insinuations et un sabotage de l'organisation. Au cours des trois dernières années, le groupe juif est devenu un exemple d'une telle « politique » (5). L'impunité dont il jouit, ainsi que des éléments proches de lui, doit être tenue pour une faute grave de la direction de la Ligue française, en tant

---

(5) Une fois de plus, le « groupe juif » était au centre de la crise, et une fois de plus les critiques des opposants étaient concentrées sur les « méthodes » de Molinier dont il semble bien que Trotsky avait jusqu'alors freiné l'impatience, en empêchant des sanctions qu'il jugeait prématurées.

que manifestation d'une inadmissible faiblesse et d'un type d'organisation relâché.

Toute mesure de défense de l'organisation contre des éléments de décomposition, tout appel à la discipline, toute mesure de répression, a été décrite par certains membres de notre organisation comme du stalinisme. Ils montraient ainsi seulement qu'ils étaient bien loin de comprendre aussi bien le stalinisme que l'esprit d'une organisation authentiquement révolutionnaire. L'histoire du bolchevisme a été, depuis ses tout premier pas, l'histoire de l'éducation d'une organisation dans l'esprit d'une discipline de fer. A l'origine, on appelait les bolcheviks les « durs » et les mencheviks les « mous », parce que les premiers étaient partisans d'une discipline révolutionnaire rude, tandis que les seconds la remplaçaient par la complaisance mutuelle, l'indulgence et l'approximation. Les méthodes d'organisation du menchevisme n'étaient pas moins hostiles à une organisation prolétarienne que ne l'est le bureaucratisme stalinien. Le groupe juif et les éléments qui sont liés à lui défendent et répandent des conceptions purement mencheviques de l'organisation, de la discipline et de la direction. De telles pratiques sont à leur place dans le club de Souvarine et autres organisations « démocrates » (6) (en esprit, social-démocrates). Les bolcheviks rejettent la démocratie sans le centralisme comme une expression de contenu petit-bourgeois. Pour pouvoir faire face aux nouvelles tâches, il faut brûler au fer rouge les méthodes anarchistes et mencheviques d'organisation pour les extirper des organisations des bolcheviks-léninistes.

Nous sommes en train de réaliser un important tournant révolutionnaire. Dans de tels moments, crises internes ou scissions sont absolument inévitables. En avoir peur, c'est substituer le sentimentalisme petit-bourgeois et les intrigues personnelles à la politique révolutionnaire. La Ligue est en train de traverser la première de ses crises qui se produise sous le drapeau de critères révolutionnaires importants et clairs. Dans ces conditions, la scission d'une partie de la Ligue constituera un pas en avant important (7).

---

(6) Le Cercle Marx-Lénine, animé par Boris Souvarine, venait de changer de nom et s'intitulait désormais « Cercle communiste démocratique ».

(7) La scission sera consommée quelques jours plus tard, à la suite de la conférence nationale de la Ligue communiste. Une lettre de Vitte, datée du 10 octobre, accusait la direction de cette organisation d'avoir exclu 34 militants, « les meilleurs de l'organisation française ». La direction de la Ligue répondait à cette lettre que la scission avait été faite par ceux qui avaient en réalité *démisionné* de la Ligue, que Vitte, instigateur et inspirateur de ce courant, n'avait pas osé signer la lettre de démission, que le fond de l'affaire était en réalité la volonté des « opposants » de s'opposer au rapprochement avec les socialistes de gauche, et leur évolution vers

Elle rejettera tout ce qui est malsain, bancal, infirme ; elle donnera une leçon aux hésitants et aux irrésolus ; elle durcira les secteurs les meilleurs de la jeunesse ; elle améliorera la situation interne ; elle ouvrira devant la Ligue des possibilités nouvelles. Ce qu'on y perdra — en partie de façon seulement temporaire — sera regagné cent fois à l'étape suivante. La Ligue y gagnera finalement la possibilité de se transformer en une organisation de combat des ouvriers.

---

les positions bordiguistes. Les démissionnaires (ou « exclus ») allaient fonder l'Union communiste, dont le secrétaire général était l'étudiant en médecine Jean Lastéradé de Chavigny et dont les effectifs ne dépassaient guère les limites de l'ancien « groupe juif », bien qu'ils aient rallié également deux militants italiens (M. Bavassano et T. Recchia) et quelques « anciens », démissionnaires avant eux, comme Pierre Rimbart et le Polonais Michiel Mazliak, dit Félix.

# SUR LE FRONT UNIQUE AVEC GRZESINSKY...(1)

(20 septembre 1933)

*L'Humanité* du 19 septembre reproduit la photographie de Grzesinsky (2), l'ancien chef social-démocrate de la police de Berlin, en train de témoigner au contre-procès de Londres sur l'affaire de l'incendie du Reichstag (3). Il est clair que les malheureux éditeurs de *L'Humanité* n'ont pas réfléchi à la signification de la reproduction de cette photographie. Autrement, ils auraient démissionné tout honteux, reconnaissant qu'ils n'ont pas le droit d'avoir la responsabilité d'un journal ouvrier.

Le contre-procès de Londres, qui tente d'établir la vérité sur l'incendie du Reichstag, est un acte de lutte politique contre le fascisme. Juges, témoins et experts se sont présentés à ce tribunal non sous la contrainte, mais pour réaliser un objectif politique défini : la lutte contre les bandes de Hitler. Grzesinsky déteste le commu-

---

(1) T 3601. *Biulleten Oppositsii*, n° 36-37, octobre 1933, *La Vérité*, 10 octobre 1933.

(2) Albert GRZESINSKY (1879-1948) était chef social-démocrate de la police de Berlin au temps du gouvernement social-démocrate de Prusse (dissous par Von Papen le 20 juillet 1932). Il avait émigré après la prise du pouvoir par Hitler et était l'un des dirigeants du parti social-démocrate en exil. Il avait été l'une des « bêtes noires » du K.P.D. dans la période précédente.

(3) Rappelons que l'incendie du Reichstag, le 27 février 1933, avait servi de prétexte aux nazis pour déclencher une féroce répression contre le K.P.D. et ses militants ; les communistes bulgares Dimitrov, Popov et Tanev, le député communiste allemand Torgler, ainsi que le chômeur hollandais Van der Lubbe, avaient été arrêtés et accusés d'avoir eux-mêmes incendié le Reichstag. Leur procès allait commencer à Leipzig le 21 septembre. Le K.P.D., avec l'aide d'autres formations politiques en émigration, avait organisé à Londres un « contre-procès », destiné à prouver que les accusés étaient innocents et que l'incendie avait vraisemblablement été allumé par les nazis eux-mêmes. La commission était formée de juristes, l'Anglais D.N. Pritt, le Hollandais Bakkert-Nort, le Français Gaston Bergery, le Suédois G. Branting, l'Américain Hays, le Danois Huidt, le Français de Morogiafferi et le Belge Vermeylen. Elle siégea du 14 au 18 septembre 1933 et remit son rapport le 20, concluant à l'innocence de tous les accusés à l'exception du Hollandais Van der Lubbe.

nisme ; il l'a prouvé dans les faits puisqu'il a fait abattre des ouvriers communistes (4). Cependant le même Grzesinsky s'est présenté volontairement au contre-procès de Londres pour témoigner en faveur des communistes, Torgler, Dimitrov et autres, contre le fasciste Göring et compagnie (5). En publiant le rapport du contre-procès de Londres et en particulier la photo du témoin Grzesinsky, *L'Humanité* participe à un front unique avec Grzesinsky contre Göring. Est-ce clair ?

Il y a plus de deux ans, nous écrivions que, dans la lutte contre Hitler, nous étions prêts à faire un front unique non seulement avec le diable et sa grand-mère, mais même avec Grzesinsky (6). Les malheureux rédacteurs de *L'Humanité* et des *Cahiers du Bolchevisme* ont fait couler des flots d'encre pour essayer de prouver notre adhésion totale au social-fascisme. Le sort est vraiment impitoyable pour ces gens. Grzesinsky aurait pu être mort maintenant ou être passé au fascisme pour alléger un peu le fardeau des malheureux rédacteurs de *L'Humanité*. Mais Grzesinsky a vécu, il a émigré, il s'est présenté au procès en faveur des communistes, et, ce faisant, a obligé *L'Humanité* à publier sa photo en tant qu'allié dans le front unique.

Le contre-procès de Londres, indépendamment de la modestie de sa signification politique, est néanmoins très valable. Peut-être les lecteurs de *L'Humanité* — pour les rédacteurs, il n'y a plus d'espoir — vont-ils penser qu'un front unique avec la social-démocratie aurait dû être commencé avant et pas après la victoire d'Hitler, non au moment où communistes et social-démocrates ont été battus et Torgler emprisonné, mais quand il existait encore une possibilité de vaincre Hitler.

Si les dirigeants du Comintern avaient connu les premières leçons de l'A B C communiste et n'avaient pas servilement répété la formule idiote de la social-démocratie et du fascisme « jumeaux », ce ne serait pas Torgler qui serait en prison, mais Göring et Hitler lui-même. Bien plus, il est probable

---

(4) Au cours des années 1925-1932, la répression par la police aux ordres de Grzesinsky de manifestations communistes en Prusse avait fait plusieurs morts.

(5) Principal lieutenant de Hitler, Hermann GÖRING (1893-1946) était ministre de l'Intérieur de Prusse, le principal organisateur du procès et vraisemblablement... de l'incendie lui-même. ERNST TORGLER (1893-1963) était chef du groupe parlementaire du K.P.D. et Gueorgui DIMITROV (1862-1949), dirigeant du P.C. bulgare était en mission pour l'I.C.

(6) Trotsky avait utilisé cette formule à deux reprises, dans l'article « Pour un Front unique ouvrier contre le fascisme » et dans la brochure *La Seule Voie*.

qu'aujourd'hui Grzesinsky aurait eu le temps de les rejoindre car le fait qu'il soit aujourd'hui obligé de participer à la lutte contre le fascisme ne le libère pas en définitive de sa responsabilité devant le tribunal prolétarien pour le meurtre des ouvriers de Berlin. Les rédacteurs de *L'Humanité* devront-ils un jour comparaître devant le tribunal prolétarien pour avoir systématiquement semé la confusion dans l'esprit des travailleurs ? Ils ne peuvent espérer l'acquittement que sur la base de la formule : « Ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient. »

# LES PROBLEMES DES SYNDICATS EN AMERIQUE (1)

(23 septembre 1933)

Chers camarades,

La question du travail dans les syndicats continue à être d'une importance exceptionnelle dans tous les pays. Aux Etats-Unis, elle se pose pour la première fois sur une grande échelle dans un moment où toute la vie économique et politique de la nation est bouleversée et où la politique du gouvernement donne un élan au mouvement syndical (2). Il est tout à fait improbable que le libéralisme gouvernemental vis-à-vis des syndicats, sans parler de la politique actuelle de planification en général, se poursuive longtemps. On peut dire en tout cas à coup sûr que le libéralisme de l'administration vis-à-vis des syndicats ne se transformera pas subitement, en ce qui concerne la bureaucratie syndicale, en libéralisme vis-à-vis des communistes. Bien au contraire, car non seulement l'esprit réactionnaire de Green et compagnie (3), mais également la bureaucratie « progressiste » (4) des syndicats, vont redoubler leurs attaques contre l'aile révolutionnaire afin de bien

---

(1) T 3603. *International Bulletin*, Communist League of America, n° 1, nouvelle série. Rédigé le 23 septembre 1933, ce texte fut publié avec la signature du plénum, qui l'adopta, et la date du 25, sous forme de lettre du S.I. à sa section américaine.

(2) L'arrivée à la présidence des Etats-Unis de Franklin Delano ROOSEVELT (1882-1945), sous l'étiquette démocrate, avait ouvert la période de la politique du New Deal, marquée notamment en mai par l'adoption du National Industrial Recovery Act, dont la section 7a reconnaissait pleinement le droit des ouvriers de se syndiquer, d'élire leurs représentants et de négocier des conventions collectives.

(3) William GREEN (1873-1952), ancien mineur devenu permanent syndical, était devenu président de l'A.F.L. en 1924, succédant à Samuel Gompers, et avait poursuivi la politique du « gomperisme » le plus étroit, combattant l'organisation des syndicats d'industrie et participant à la « chasse aux rouges ».

(4) L'aile « progressiste » des syndicats s'incarnait dans des bureaucrates syndicaux ralliés à l'organisation des ouvriers non spécialisés dans des syndicats d'industrie : David DUBINSKY (né en 1892), président de l'I.L.G.W.U. (tailleurs

montrer à la Maison Blanche qu'ils méritent pleinement sa confiance et son appui. Le grand danger est que, dans cette période de profonde agitation des masses et de développement des syndicats, les communistes se laissent de nouveau isoler des organisations syndicales (5). Il est d'autant plus facile pour les bureaucrates syndicaux d'y arriver que la bureaucratie stalinienne a gravement compromis le communisme aux yeux des travailleurs par sa politique d'ultimatums, d'ordres et d'impuissance, et nous en serons nous aussi compromis.

Partout où l'on exclut des communistes des syndicats, partout où on est susceptible de le faire demain, il est non seulement permis, mais obligatoire, de ne pas déployer prématurément la bannière du communisme, mais d'accomplir un travail révolutionnaire « anonyme ». On peut objecter qu'une telle méthode de travail comporte des dangers : en dissimulant son drapeau, l'organisation peut à son insu le perdre de vue. S'adapter à un ennemi ou aux préjugés des masses comporte en soi le danger d'une dégénérescence vers l'opportunisme. Tout cela est vrai. Le parti en tant que tel doit agir drapeau déployé et appeler les choses par leur nom. Mais, dans le cas qui nous occupe, nous ne parlons pas du parti (la Ligue (6)), mais de ses détachements d'élite qui travaillent à l'intérieur de syndicats hostiles (7). Ce n'est pas du tout la même chose. Les communistes qui travaillent dans les syndicats ne peuvent évidemment en aucun cas désavouer leur parti, c'est-à-dire faire des déclarations en contradiction avec son programme et ses décisions. Mais le communiste à l'intérieur du syndicat n'est certainement pas obligé de dire ce que dit le parti en tant que tel. Il n'est pas obligé d'afficher sa qualité de communiste (8). Le parti

---

pour dames), Sydney HILLMAN (1887-1946), président de l'Amalgamated Clothing Workers (vêtements) et surtout, le dernier rallié, John L. LEWIS (1880-1969), de l'U.M.W. (mineurs).

(5) Au cours de la « troisième période », les communistes des Etats-Unis avaient pratiquement abandonné le travail à l'intérieur des syndicats affiliés à l'A.F.L. pour tenter de constituer des « syndicats rouges » affiliés à la Trade-Union Unity League.

(6) La Communist League of America.

(7) L'un de ces « détachements » devait devenir célèbre : celui qui constituait à l'intérieur du Local 574 de la Fraternité des Teamsters de l'A.F.L. à Minneapolis les vétérans de l'Opposition communiste Carl SKOGLUND (1884-1961) et trois des frères DUNNE, Grant (1894-1941), Miles (1896-1958) et Vincent (1889-1970).

(8) C'est à peu près à cette date que Farrell DOBBS (né en 1907) abordait l'un des trotskystes du Local 574 en lui demandant s'il était vrai qu'il était « communiste », dans l'intention de le devenir aussi. (Voir son livre *Teamster Rebellion*, p. 24)

peut et doit expliquer en détail dans sa presse, au cours de meetings de masse, dans les assemblées de grévistes et les assemblées générales de syndicats, ce que les communistes à l'intérieur des syndicats peuvent être dans l'impossibilité de dire à un moment donné. Il est indispensable d'organiser une sage division du travail grâce à laquelle les différents éléments de l'organisation politique se complètent les uns les autres.

Cela ne signifie pas bien entendu que les communistes qui travaillent à l'intérieur des syndicats peuvent de leur propre chef décider de leur politique dans le travail au syndicat : c'est à l'organisation politique dans son ensemble qu'il appartient de décider quelles formes d'adaptation à la situation du syndicat sont permises et souhaitables. Plus le travail révolutionnaire dans les syndicats devient difficile, plus le contrôle du parti sur ses membres dans les syndicats doit être rigoureusement systématique. Mais ce contrôle peut — et, dans la majorité des cas, doit —, dans les conditions actuelles, demeurer totalement secret.

Il est vrai que, même lorsqu'un tel contrôle existe, le travail « anonyme » dans les syndicats peut entraîner un rétrécissement de l'horizon et un abaissement du niveau révolutionnaire. Il n'existe qu'un moyen de s'en prémunir : les communistes ne doivent pas n'être que des syndicalistes, mais travailler aussi dans le parti, à l'extérieur des syndicats, au besoin clandestinement pour ne pas se compromettre vis-à-vis d'eux.

Dans de nombreux cas, les staliniens ont déclaré qu'ils accepteraient de travailler à l'intérieur des syndicats, mais à la condition qu'on leur accorde au départ le droit de posséder leurs fractions communistes. De telles « conditions » sont grotesques : exiger de la bureaucratie syndicale qui fait la chasse aux communistes que ces derniers bénéficient d'un confort total pour travailler, tout en menaçant, en cas de refus de la part des bureaucrates, de faire grève, c'est-à-dire de ne plus accepter de faire du travail révolutionnaire, voilà qui est d'une absurdité manifeste. Il faut que nous sachions travailler sans confort dans les syndicats, et sans l'autorisation de la bureaucratie.

Il est clair que les communistes doivent s'unir en une fraction, mais cette fraction, tout en travaillant sur la base d'une discipline interne rigoureuse, ne doit en aucun cas apparaître ouvertement comme telle si les conditions se révélaient défavorables — et il en est ainsi dans la majorité des cas.

Le parti doit, c'est évident, avoir une plate-forme pour le travail syndical dans une période donnée. Il faut savoir l'exprimer

dans le langage des syndicalistes de manière à faire progresser plus sûrement les masses. Le danger de ce que nous appelons le « suivisme » — danger très réel et très sérieux — sera d'autant mieux évité que le parti dans son ensemble complètera le travail de ses fractions syndicales.

Il est d'autre part clair qu'un travail aussi prudent à l'intérieur des syndicats devrait se poursuivre jusqu'à ce que les communistes aient réussi à apporter aux travailleurs la preuve qu'ils ne sont pas des bureaucrates staliniens, des ultimatisés obtus, mais des combattants sérieux et capables sur qui l'on peut compter, et qui, par conséquent, sont dignes de confiance. Plus l'influence de la fraction communiste grandira à l'intérieur du syndicat, et plus elle sera en mesure de déployer audacieusement et ouvertement le drapeau de son parti.

Nous espérons sincèrement que vous approuverez ces considérations fondamentales.

# L'U.R.S.S. ET L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (1)

(24 septembre 1933)

Des dépêches d'agence indiquent que Washington se prépare à reconnaître le gouvernement soviétique. On peut à coup sûr dire que dans la discussion à venir entre le président Roosevelt et M. Litvinov (2), les éventuelles activités de l'I.C. joueront un rôle important. L'Amérique est en train d'entrer dans une période de profonds changements sociaux. Dans de telles circonstances, l'intervention de l'I.C. doit apparaître particulièrement dangereuse. Plus encore, on considère généralement dans des cercles bien connus comme un fait irréfutable que la reconnaissance de l'U.R.S.S. implique en réalité avec elle celle de l'I.C. Nous avons tout à fait raison de dire que, selon nous, cette idée constitue l'anachronisme le plus vulgaire, défendu par des gens, particulièrement des politiciens professionnels, qui répugnent à évaluer des faits nouveaux, surtout quand ils vont contre leurs préjugés.

Dès les premiers jours de son existence, le gouvernement soviétique a protesté contre les tentatives de l'identifier à l'I.C. Juridiquement, ces protestations étaient inattaquables puisque, en dépit de la communauté de leurs idéaux, ces deux organisations reposaient sur des bases nationales et internationales différentes et que, dans leurs activités, elles demeuraient formellement indépendantes l'une de l'autre. Mais les hommes d'Etat d'Europe et d'Amérique n'étaient pas rassurés par cette distinction legaliste. Ils invoquaient le lien de fait entre le gouvernement soviétique et la III<sup>e</sup> Internationale. Les mêmes hommes étaient à la tête des

---

(1) T 3602. Titre donné par *The New Republic*, 1<sup>er</sup> novembre 1933 : « La Russie et la révolution mondiale. »

(2) Franklin D. Roosevelt (cf. ci-dessus, n. 2, p. 218) esquissait une nouvelle politique extérieure. Maxim M. WALLACH, dit LITVINOV (1876-1951), vieux-bolchevik, était commissaire du peuple aux affaires étrangères de l'U.R.S.S. depuis 1930.

deux. Ni Lénine, ni ses proches collaborateurs ne dissimulaient, ni ne cherchaient à dissimuler leur rôle de dirigeant dans la vie de l'Internationale communiste. Tandis que le gouvernement soviétique, pendant cette période, estimait possible de faire d'immenses sacrifices matériels, afin de sauvegarder des rapports pacifiques avec les gouvernements capitalistes, la diplomatie soviétique avait les instructions les plus strictes de ne pas s'engager dans des discussions sur l'Internationale communiste, l'établissement de son siège à Moscou, la participation de membres dirigeants de son gouvernement, etc. Dans ce domaine, on considérait les concessions comme plus inadmissibles encore que dans celui des principes fondamentaux du régime soviétique, son système de production, la nationalisation des moyens de production, le monopole du commerce extérieur, etc. Lorsque Tchitchérine (3), dans une lettre à Lénine, suggéra de faire des concessions à Wilson (4) concernant les lois électorales de la république soviétique, Lénine répondit par lettre par une contre-proposition d'envoyer quelque temps Tchitchérine à l'hôpital, eu égard à l'évident effondrement de son équilibre politique. Et il n'est pas difficile d'imaginer comment Lénine aurait répondu si un diplomate soviétique avait eu l'audace de suggérer une concession ou une autre aux partenaires capitalistes au détriment de l'I.C. Autant que je me souvienne, aucun n'a jamais formulé de propositions de ce genre, même sous une forme voilée.

Pendant les négociations de Brest-Litovsk (5), quand il insistait sur la nécessité d'accepter l'ultimatum allemand, Lénine ne cessait de répéter : « C'est une folie de risquer les conquêtes de la révolution d'Octobre dans une guerre de toute évidence désespérée ; s'il s'agissait du salut de la révolution allemande, ce serait autre chose. Dans ce cas, il nous faudrait courir le risque de mettre en jeu le destin de la république soviétique, parce que la révolution allemande est infiniment plus importante que la nôtre ». Fondamentalement, les autres dirigeants de la république soviétique con-

---

(3) Georghi TCHITCHERINE (1876-1936) avait été commissaire du peuple aux affaires étrangères, succédant à ce poste à Trotsky, de 1918 à 1930.

(4) Woodrow WILSON (1856-1924) avait été président démocrate des Etats-Unis de 1913 à 1921 et avait été à la tête des pressions exercées par les Etats capitalistes contre la Russie soviétique.

(5) Les négociations de paix séparée entre la Russie d'une part et les puissances « centrales », Allemagne et Autriche-Hongrie, de l'autre, s'étaient poursuivies dans la ville de Brest-Litovsk, où l'armistice avait été signé. Les dirigeants bolcheviques s'étaient divisés sur la réponse à donner à l'ultimatum allemand du 5 janvier 1918.

sidéraient la question de façon identique. A l'époque, on citait leurs discours et articles comme des preuves de la liaison organique entre le gouvernement soviétique et l'I.C. Ainsi, les politiciens conservateurs d'Europe et d'Amérique ne réagissaient pas aux arguments *de jure*, mais se référaient à la situation *de facto*.

Cependant, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis l'époque où les idées de Lénine et de ses proches collaborateurs étaient celles de la république soviétique et de l'I.C. Les circonstances ont changé ; les hommes ont changé ; la couche dirigeante en U.R.S.S. a été totalement renouvelée ; les anciennes idées et les anciens mots d'ordre ont été chassés par de nouveaux. Ce qui constituait autrefois l'essence a été maintenant transformé en rituel inoffensif. Mais, à la place, sont demeurées délibérément intactes les convictions de quelques hommes d'Etat d'Occident, basées sur leurs souvenirs, concernant le lien indissoluble entre le gouvernement soviétique et l'I.C. Il est temps de réviser cette opinion ! Dans le monde actuel, tellement déchiré de contradictions, il existe beaucoup trop de bases réelles pour l'inimitié pour que l'on cherche des raisons artificielles de l'attiser. Non seulement les dirigeants actuels de l'Union soviétique ne sont pas prêts à faire des sacrifices nationaux pour la révolution et, de façon générale, pour la révolution mondiale, mais encore ils n'hésitent pas un instant à prendre des mesures ou faire des déclarations qui portent les coups les plus rudes à l'I.C. et au mouvement ouvrier dans son ensemble. Plus l'U.R.S.S. renforce sa position internationale, plus s'aggrave le divorce entre le gouvernement soviétique et la lutte révolutionnaire internationale.

Les moments les plus brillants de la vie de l'I.C. ont été ses congrès, immanquablement réunis à Moscou. Là, à travers un échange d'expériences internationales et le heurt entre différentes tendances, on formulait les idées fondamentales du programme et les méthodes tactiques. Le rôle décisif des dirigeants soviétiques dans la politique de l'I.C. se manifestait précisément de la façon la plus convaincante pendant ces congrès. Lénine ouvrit et clôtura le 1<sup>er</sup> congrès de l'I.C. Il prononça les rapports les plus importants au 2<sup>e</sup>. Au 3<sup>e</sup> congrès, il dirigea la lutte contre la politique erronée de Zinoviev, Béla Kun (6) et autres. A peine remis de la première attaque de sa maladie, Lénine lut le rapport sur la nouvelle politi-

---

(6) Grigori Y. RADOMYLSKY, dit G. ZINOVIEV (1883-1936), vieux-bolchevik et principal lieutenant de Lénine dans l'émigration, était devenu président de l'I.C. lors de sa fondation. En 1921, il avait inspiré et soutenu une politique quelque peu « aventuriste » qui s'était notamment traduite en Allemagne dans ce qu'on devait

que économique des soviets (7) au 4<sup>e</sup> congrès. Son esprit était aussi lucide qu'avant, mais par moment, ses artères avaient des défaillances, et il restait dans l'angoisse... Pour compléter ce tableau, on pourrait ajouter que les manifestes programmatiques des deux premiers congrès ont été rédigés par l'auteur de ces lignes et que le rapporteur sur les questions tactiques fondamentales aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> congrès était le commissaire du peuple à l'armée et à la marine.

Il faut ajouter qu'à cette époque les congrès de l'I.C. étaient convoqués tous les ans. Pendant les quatre premières années de l'existence de la III<sup>e</sup> Internationale (1919-22), il se tint quatre congrès. Mais c'était l'époque de Lénine. Depuis le 4<sup>e</sup> congrès, onze années ont passé. Dans toute cette période, il ne s'est tenu que deux congrès, un en 1924, l'autre en 1928. Il y a maintenant cinq ans et demi que le dernier congrès de l'I.C. a été convoqué. Ce simple résumé chronologique sert mieux que toute autre discussion à éclairer la situation actuelle. Pendant les années de guerre civile, quand la république soviétique était encerclée de tous côtés par les barbelés du blocus, et quand un voyage en Union soviétique comportait non seulement d'immenses difficultés, mais aussi des risques mortels, le congrès se tenait tous les ans. Au cours des dernières années, où les voyages en U.R.S.S. sont devenus quelque chose de tout à fait prosaïque, l'I.C. a été obligée de ne pas tenir de congrès du tout. A leur place, il y a eu des conférences intimes de dirigeants bureaucrates, lesquelles sont dénuées même de l'ombre de la signification qui était implicite dans les congrès fréquents et démocratiquement élus. Mais même à ces réunions à huis clos de fonctionnaires, aucun des dirigeants responsables de l'Union soviétique ne participe plus désormais. Le Kremlin ne s'intéresse au travail de l'I.C. que dans la mesure où il lui faut protéger les intérêts de l'U.R.S.S. de toute sorte d'actions ou de déclarations compromettantes. Il ne s'agit plus désormais d'une délimitation juridique des fonctions, mais d'une rupture politique.

---

appeler « l'action de mars », une politique d'« offensive » qui se termina par une grave défaite pour le K.P.D. Béla KUN (1886-1939) avait été le principal dirigeant de la révolution hongroise en 1919. Membre du « petit bureau » de l'I.C., il avait été envoyé en Allemagne quelques jours avant l'« action de mars » pour laquelle il semble avoir porté une responsabilité personnelle (P. BROUÉ, *Révolution en Allemagne, op. cit.*, pp. 474-485). La ligne « gauchiste » de Zinoviev-Béla Kun fut combattue au 3<sup>e</sup> congrès de l'I.C. par le « bloc » Lénine-Trotsky (*ibidem*, pp. 506-530).

(7) La nouvelle politique économique, ou Nep, fut adoptée en mars 1921 à la place de celle du « communisme de guerre » qui avait été appliquée pendant la guerre civile. Elle consistait essentiellement en une série de concessions à la paysannerie, destinées à ranimer le marché et, par lui, la production agricole, et prévoyait également des « concessions » limitées à des entreprises étrangères.

On peut suivre de façon tout à fait convaincante le même cours idéologique à travers l'évolution de la politique étrangère de l'I.C. Nous nous bornerons à opposer la politique initiale de la diplomatie soviétique à celle d'aujourd'hui. Lénine qualifiait la paix de Brest-Litovsk de « répit », c'est-à-dire de pause brève dans la lutte entre l'Etat soviétique et l'impérialisme mondial. Dans cette lutte, on reconnaissait officiellement et franchement que l'Armée rouge constituait le même type d'arme que l'I.C. La politique actuelle de l'Union soviétique n'a rien de commun avec ces principes. La suprême réalisation de la diplomatie soviétique est la formule de Genève, laquelle donne les définitions de la nation « agresseur » et de l'agressé, une formule qui s'applique non seulement aux relations entre l'Union soviétique et ses voisins, mais aussi aux relations entre les Etats capitalistes eux-mêmes. De cette façon, le gouvernement soviétique a assumé officiellement la charge de sauvegarde de la carte politique de l'Europe telle qu'elle est sortie du laboratoire de Versailles (8). Lénine considérait que le danger historique de guerre était déterminé par les forces sociales qui s'opposent sur le champ de bataille et les objectifs politiques qu'elles poursuivent. L'actuelle diplomatie soviétique découle totalement du principe conservateur de maintien du *statu quo*. Son attitude vis-à-vis de la guerre et des belligérants n'est pas déterminée par un critère révolutionnaire mais par celui de la légalité : lequel franchit le premier les frontières de l'autre. Ainsi la formule soviétique sanctionne-t-elle également la défense du territoire national contre l'agression pour les Etats capitalistes. Nous ne discuterons pas si c'est bien ou non. De façon générale, l'objet de cet article n'est pas la critique de la politique du Kremlin actuel, mais de démontrer la profonde altération des principes de toute l'orientation internationale du gouvernement soviétique, afin d'éliminer ainsi les barrières fictives sur le chemin de la reconnaissance de l'U.R.S.S.

Le plan de construction du socialisme dans un seul pays n'est en rien par lui-même une phrase creuse ; c'est un programme pratique, embrassant également l'économie, la politique intérieure et la diplomatie. Plus la bureaucratie soviétique s'est retranchée sur ses positions en tant que socialisme national et plus les questions de la révolution internationale — et avec elle l'I.C. — ont été reléguées à l'arrière plan. Toute révolution nouvelle est une équation à nombreuses inconnues et comporte par conséquent en elle-même

---

(8) Le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, avait remodelé la carte de l'Europe et de ses colonies. Les bolcheviks, qui avaient été tenus à l'écart des négociations, avaient dénoncé en elles une « paix de brigandage ».

un élément de risque majeur. Le gouvernement soviétique actuel cherche de toutes ses forces à assurer sa sécurité à l'intérieur contre le risque que comportent non seulement les guerres mais aussi les révolutions. Sa politique internationale, de politique internationale-révolutionnaire, est devenue conservatrice.

A vrai dire, la direction soviétique ne peut pas franchement avouer les faits tels qu'ils sont, ni à ses propres ouvriers, ni à ceux des autres pays. Elle est ligotée par l'héritage idéologique d'Octobre qui constitue le réservoir de son autorité dans les masses laborieuses. Mais la coquille de la tradition révolutionnaire est seule à subsister alors que le contenu s'est évaporé. Le gouvernement soviétique permet aux organismes rudimentaires de l'I.C. de continuer à résider à Moscou. Mais il ne leur permet plus de convoquer des congrès internationaux. Dans la mesure où il n'escompte plus l'aide des partis communistes étrangers, il ne s'intéresse plus du tout, dans sa politique étrangère, à leurs intérêts. Il suffit de mentionner la nature de la réception donnée à Moscou pour les politiciens français (9) pour être frappé en plein visage par la contradiction entre l'époque de Staline et celle de Lénine.

Un récent numéro de l'organe officieux français *Le Temps*, du 24 septembre, reproduit une dépêche très significative de Moscou : « Les espoirs platoniques de révolution mondiale sont exprimés de façon d'autant plus fervente qu'on y renonce dans la pratique ». *Le Temps* continue en expliquant : « Depuis la mise à l'écart de Trotsky, qui, avec sa théorie de la révolution permanente, constituait un véritable danger international, les gouvernements soviétiques, dirigés par Staline, ont adhéré à la politique de construction du socialisme dans un seul pays sans attendre une problématique révolution dans le reste du monde. » Le journal met en garde avec insistance contre l'erreur de ceux des politiciens français qui ont encore tendance à confondre les réalités du passé avec les fantômes d'aujourd'hui. N'oublions pas qu'il ne s'agit pas ici d'une publication de hasard, mais de l'organe le plus influent. Jaurès (10) disait fort justement du *Temps* : « C'est la bourgeoisie faite journal. »

---

(9) En août 1933, le dirigeant radical Edouard Herriot s'était rendu en U.R.S.S. « à titre privé », en réalité à titre officieux, et avait rencontré Molotov. En septembre, un contact officiel avait été pris à travers le voyage à Moscou du ministre de l'air, également radical, Pierre Cot. L'un et l'autre avaient été reçus avec honneur et chaleur.

(10) Jean JAURES (1859-1914) avait été le chef de file incontesté et le prestigieux orateur du parti socialiste en France avant la guerre. Il avait été assassiné à la veille de la guerre.

Parmi tous les gouvernements du monde, le gouvernement américain s'est jusqu'à maintenant tenu, de la façon la plus irrécyclable vis-à-vis des Soviets, au principe de la « légitimité » capitaliste. Dans cette affaire, la question de l'I.C. a joué le rôle décisif : il suffit de rappeler le comité Hamilton Fish (11) ! Cependant, si l'honorable membre du congrès reste en contact avec la réalité vivante, laquelle n'a nul besoin de témoins — car ils parlent d'eux-mêmes —, il doit en venir à la conclusion que la politique étrangère du gouvernement soviétique ne constitue en rien un obstacle à sa reconnaissance, non seulement *de facto*, mais *de jure*.

---

(11) Hamilton FISH (né en 1888) était depuis 1919 député à la Chambre des représentants des Etats-Unis et l'un des porte-parole d'une politique systématiquement anticommuniste et antisoviétique en même temps qu'isolationniste. Il était vigoureusement opposé à la reconnaissance de l'U.R.S.S. par le gouvernement des Etats-Unis.

# AU SUJET DE L'ENTREE DANS L'I.L.P.(1)

(25 septembre 1933)

Chers Camarades, (2)

Le camarade Paton (3), de l'I.L.P., m'a offert de publier mes articles sur l'I.L.P. dans la revue *Adelphi* (4). Ma réponse vous apparaîtra clairement dans la copie ci-jointe.

Vous avez sans doute reçu l'extrait du procès-verbal du plénum du secrétariat international où il apparaît que la suggestion d'entrer dans l'I.L.P. a été adoptée à l'unanimité. Je ne puis comprendre qui peut vous avoir donné des informations aussi erronées (5). En tout cas, ce n'est pas le camarade Vitte, qui a participé au plénum et a voté pour la résolution générale (6). Il est clair, bien entendu, que je suis loin de penser que l'opinion unanime du plénum vous oblige à vous soumettre en silence. Le plénum n'a pas adopté une *décision*, mais une *proposition*. Cette proposition a cependant été examinée et étudiée très sérieusement, et adoptée à l'unanimité.

---

(1) *Internal Bulletin*, Communist League, British section of the I.L.O. n° 15/16, 24 octobre 1933. Titre primitif : « Lettre au sujet des rapports entre l'Opposition de gauche internationale et l'I.L.P. », signée Trotsky.

(2) La lettre est vraisemblablement adressée aux dirigeants de la section britannique.

(3) John PATON (ci-dessus, n. 3, p. 114) avait été l'un des délégués de l'I.L.P. à la conférence de Paris et avait visité Trotsky à Saint-Palais le 30 août.

(4) *Adelphi*, qui paraissait depuis 1923, était une revue politique et littéraire que dirigeait John Middleton Murry, et qui se voulait un carrefour de la gauche britannique.

(5) La lettre des dirigeants britanniques, à laquelle Trotsky fait allusion ici, faisait état de l'information selon laquelle la proposition d'entrée dans l'I.L.P. n'émanait pas du S.I. lui-même, mais seulement de Trotsky et de quelques autres à titre personnel. C'est pourquoi Trotsky avait demandé au S.I. d'envoyer aux Britanniques l'extrait du procès-verbal de la réunion qui s'était prononcée dessus.

(6) En réalité, l'information erronée mentionnée ci-dessus avait été donnée aux dirigeants britanniques par Vitte lui-même.

Le camarade Fenner Brockway m'a demandé la permission d'imprimer dans *The New Leader* un article du camarade Smith relatant ma conversation avec lui (7). J'ai bien entendu accepté. Vous aurez ainsi une idée de la nature générale de ma conversation avec lui qui coïncide presque entièrement avec le contenu de l'article que je vous ai adressé.

Je continue de croire que le destin de notre section britannique dans les deux années qui viennent dépend d'une attitude correcte vis-à-vis de l'I.L.P. C'était Shakespeare qui conseillait d'utiliser l'époque des marées pour ne pas rester sur le rivage sa vie durant. J'attends votre décision finale sur ce point avec beaucoup d'impatience et d'intérêt.

---

(7) Il s'agit de l'entrevue mentionnée ci-dessus, pp. 146-150.

# SUR UNE PROPOSITION DE L'I.L.P. (1) (25 septembre 1933)

Cher Camarade Paton,

Merci beaucoup pour l'attention que vous avez accordée à mes articles. Je suis désolé de ne pouvoir profiter de votre aimable offre (2), du fait que, dès le début, j'ai mis mes articles à la disposition du groupe britannique de l'Opposition de gauche, et que je m'en remets à ces camarades pour trouver un moyen de les porter à la connaissance des membres de l'I.L.P. D'autre part, avant d'avoir reçu votre lettre, j'avais déjà donné mon accord au camarade Fenner Brockway en ce qui concerne l'organe de discussion.

J'ai reçu voici deux jours votre remarquable rapport sur la conférence de Paris (3). C'est la première fois que je puis avoir une vue claire de ce qui s'est passé. Malheureusement, l'exemplaire que je possède souffre d'une imperfection technique : il y manque toute la page 18. Si vous pouviez disposer d'un exemplaire de la page 17-18, je vous serais très reconnaissant de me l'envoyer. J'aimerais beaucoup avoir un exemplaire complet de cet important document historique dans mes dossiers.

---

(1) Archives J.P. Cannon. Bibliothèque d'Histoire sociale, New York.

(2) Voir ci-dessus, p. 229.

(3) Nous avons vainement cherché à nous procurer ce rapport de John Paton.

# A PROPOS DES TENTATIVES DE GALVANISER LE CADAVRE DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE (1)

(27 septembre 1933)

La commission exécutive constitua en son temps une commission de contrôle *ad hoc*, exclusivement pour examiner les calomnies propagées contre quelques camarades par les ennemis de la Ligue et introduites à l'intérieur même de la Ligue (2). Pour composer la commission, furent choisis trois camarades qui connaissaient bien le caractère malhonnête de ces insinuations (3). A la tête de cette commission fut placé le camarade Vitte, qui non seulement ne blâmait pas les actes des camarades calomniés, mais avait pris officiellement sur lui, en tant que membre du plénum, la responsabilité de ces actes.

La commission de contrôle instituée s'est révélée cependant incapable de travailler. Au cours de plusieurs mois, elle ne s'est pas réunie une seule fois. Elle n'effectua aucune enquête sur les calomnies et les insinuations.

Devant la carence manifeste de la commission de contrôle temporaire, le plénum, l'organisme le plus haut des bolcheviks-léninistes, adopta une résolution catégorique sur la question des calomnies. Par cela même, la commission de contrôle, qui en fait n'existait plus, était aussi liquidée formellement.

Cependant, après que les membres de la commission, et surtout le camarade Vitte, aient été entraînés dans une lutte sans principes contre la Ligue et contre le plénum, ils ont tenté de ressusciter la commission de contrôle déjà liquidée, pour sanctionner en

---

(1) T 3604, V 62. Bibliothèque du Collège de Harvard. Projet de résolution pour la C.E.

(2) Il s'agit des accusations portant sur Raymond Molinier et concernant ses « affaires ». Sur la dite commission, cf. ci-dessus, pp. 91-92.

(3) Il nous a été impossible de retrouver la liste des membres de cette commission.

son nom les calomnies malpropres, auparavant condamnées par eux, contre leurs adversaires politiques actuels (4).

La commission exécutive condamne avec indignation et répulsion cette manière d'agir inadmissible et prévient qu'elle extirpera au fer rouge de ses rangs de telles mœurs de corruption petite-bourgeoise et lumpen-prolétarienne.

---

(4) Nous n'avons trouvé aucun document, autre que la lettre ci-dessus, permettant de préciser l'activité et le rôle de la « commission de contrôle » dans cette période.

# POUR L'UNIFICATION EN TCHECOSLOVAQUIE (1)

(27 septembre 1933)

Cher Camarade Held (2),

Grand merci pour votre intéressante lettre (3). Ne pourrait-on pas réunir tous les groupes tchécoslovaques dans une conférence commune, sur la base du principe de la proportionnalité, c'est-à-

---

(1) Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam. Lettre à Heinz Epe.

(2) Heinz EPE, dit Walter HELD (1910-1941), animateur du groupe de Remscheid de l'Opposition de gauche allemande, traqué par les nazis, avait gagné Prague où il avait commencé la publication du nouveau journal de l'Opposition allemande, *Unser Wort*. D'avril à juin, il avait entretenu une importante correspondance avec Trotsky. Il venait de quitter Prague pour Paris, à la suite de la décision de transférer la rédaction du journal émigré allemand de Tchécoslovaquie en France, du fait des nouvelles lois sur la presse en vigueur à Prague.

(3) Cette lettre de Held, datée du 22 septembre — le lendemain de son arrivée à Paris — est conservée à l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam, dans les archives Sneevliet. Elle constitue un rapport sur la situation des différents groupes de l'Opposition de gauche en Tchécoslovaquie. Held y souligne à la fois l'importance numérique du groupe de langue allemande animé par Alois NEURATH (1886-1952), ancien dirigeant du P.C.T. et de l'I.C. qui se préparait alors à publier *Neue Tribüne* — et l'inexistence de son travail en direction des ouvriers non allemands et tchèques en particulier. Il mentionnait également l'activité du groupe dirigé par Otto FRIEDMAN (né en 1908), qui éditait *Delnicka Politika*, critiquant à la fois ses « méthodes d'organisation » et son « fractionnisme », notamment ses liens avec le groupe autrichien du vieux communiste Josef Frey (cf. n. 38, p. 105), qui éditait *Arbeiter-Stimme* et avait quitté en 1932 l'Opposition de gauche internationale. Il mentionnait également l'activité menée à Bratislava par le groupe d'Hyňek Lenorovič (voir ci-dessus, n. 5, p. 59), un pionnier communisme en Slovaquie, et de Václav Škandera (1912-?), et soulignait les résultats qu'il avait obtenus parmi les travailleurs slovaques et hongrois. Il ne mentionnait pas le groupe qui, autour de Wolfgang SÁLUS (1909-1953), ancien secrétaire de Trotsky à Prinkipo, éditait *Jiskra*. Held préconisait, en vue d'une unification qui lui paraissait urgente, la « reconnaissance » par l'Opposition de gauche internationale du groupe de Neurath comme « section officielle », avec une « pression amicale » pour qu'il se tourne vers les travailleurs et la jeunesse tchèques et élargisse sa direction à des militants non allemands, notamment Lenorovič, Škandera et « éventuellement Burián ». Il ne s'agissait sans doute pas d'Edmond BURIÁN (1878-1935), également pionnier du mouvement communiste slovaque, qui était à cette époque membre du groupe de l'Opposition de gauche de Brno, mais de l'ani-

dire de la démocratie du parti ? Celui qui ne viendrait pas resterait dehors. Proposez la conférence dans les délais les plus brefs. Parlez de cette question avec le camarade Bauer (4). Du reste, je lui envoie copie de cette lettre.

Quels sont vos projets ? Allez-vous en Hollande ? Ce serait une bonne chose, si la direction allemande jugeait que c'est possible (5). Avant d'aller en Hollande — si cela se fait —, je voudrais avoir encore une discussion avec vous, par lettre, ou peut-être de vive voix (6).

---

mateur de ce dernier, Vladimir BURIÁN. Un des premiers militants communistes de Brno, animateur du journal *Rovnost* et de l'hebdomadaire *Svornost*, il avait passé plusieurs années en prison et avait été affecté à la rédaction d'*Inprekorr* à Vienne sous le nom de RILKE. Il avait séjourné en U.R.S.S. de 1925 à 1927 et y avait été gagné par l'Opposition de gauche russe. Après un séjour à Berlin, il était revenu à Brno en 1932 et y avait constitué un groupe de l'Opposition de gauche. Held avait épousé en Tchécoslovaquie une militante du groupe Friedman. La publication d'*Unser Wort* à Prague était assurée par le groupe allemand de Neurath, à Reichenberg (Liberec), et c'est là que les jeunes « courriers » allemands venaient chercher le journal (Cf. le témoignage de Gustav STERN (né en 1916), qui assura à plusieurs reprises ce périlleux « passage »).

(4) Bauer était devenu secrétaire permanent du S.I. et allait assurer la liaison épistolaire avec Held.

(5) Le groupe allemand émigré à Prague était en train de se replier partiellement sur Paris, avec la venue, une semaine après Held, de l'ancien secrétaire de Trotsky, Otto SCHUESSLER, dit Oskar FISCHER (né en 1905). Sneevliet avait réclamé la venue à Amsterdam de van Heijenoort, à cause de l'ascendance hollandaise de ce dernier. Il fut jugé préférable d'y envoyer Held, dont la présence à Paris n'était pas indispensable, et il devint donc l'homme de liaison entre le S.I. et le R.S.P.

(6) Held devait peu après se rendre à Saint-Palais, où il fut sans doute l'un des derniers visiteurs. Début octobre, il s'installa à Amsterdam.

# PROJET DE STATUTS DU PLENUM DU S.I. (1)

(27 septembre 1933)

1. Le plénum reçoit son mandat du plénum élargi ou de la conférence internationale et agit sur la base de leurs directives générales.

2. Toutes les questions sont décidées au plénum à la majorité des voix et sont obligatoires pour toutes les organisations qui se trouvent au-dessous, et, avant tout, pour les membres du plénum lui-même.

3. Les membres du plénum qui se trouvent en minorité ont le droit de porter leur opinion personnelle à la connaissance des directions de toutes les sections. Evidemment, les décisions prises entrent en vigueur immédiatement. D'ailleurs, les membres de la minorité sont tenus de donner l'exemple d'une discipline inébranlable.

4. Quant aux questions d'une importance exceptionnelle, les membres de la minorité du plénum peuvent exiger la convocation du plénum élargi. Au cas où la majorité du plénum trouve que la convocation du plénum élargi n'est pas opportune ou n'est pas réalisable pour des raisons matérielles, la minorité au plénum peut exiger un référendum des directions de toutes les sections. Les décisions de la majorité des directions des sections sont obligatoires.

---

(1) T 3605, V 63. Bibliothèque du Collège de Harvard. L'indiscipline de Vitte conduisait Trotsky à proposer un projet de statuts du « plénum du S.I. ». Selon le texte qui fut définitivement adopté ensuite, le plénum était composé des délégués des sections suivantes : Allemagne, U.R.S.S., France, Belgique, Italie, Grèce et Hollande, (à cette date, Bauer, Sedov, Frank, Vereeken, Leonetti, Vitte et Sneevliet). Le « plénum élargi » était composé des membres du plénum, plus des délégués des autres sections. Le S.I. enfin était composé des représentants des sections qui résidaient à Paris.

Complément : Vu que le représentant de la section belge (2) réside dans une autre ville, il se montre nécessaire de régulariser les relations de façon, d'un côté, à faciliter la participation du représentant de la section belge aux solutions des questions les plus importantes, d'un autre côté, à ne pas retarder le travail courant et les décisions les plus importantes à cause de la correspondance — vu cela, le plénum décide :

1) Tous les documents sur les questions pendantes doivent être communiqués à temps au représentant de la section belge.

2) Une fois (deux fois) par mois a lieu une session avec la participation du délégué belge, à laquelle est soumise la solution des plus importantes questions principielles.

3) Dans les intervalles de deux de ces sessions, la voix du représentant belge est comptée dans les questions les plus importantes qui permettent un ajournement.

5) Tout le travail courant est rempli par l'ensemble des membres du plénum qui se trouvent à Paris.

6) Dans toutes les questions qui exigent une décision immédiate, indépendamment de leur importance, l'ensemble des membres du plénum qui se trouvent à Paris peuvent prendre la décision sous leur propre responsabilité (3).

---

(2) Le texte définitif comportera la mention « section belge *et hollandaise* ».

(3) Selon un procès-verbal du secrétariat international du 11 octobre 1933 (Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam), le projet de statuts fut adopté à une session du S.I. début octobre à laquelle Vitte-Yotopoulos était absent. Le 11 octobre, malgré l'insistance de Bauer, Feroci et Léon Sedov, les autres membres présents, il refusa obstinément de se prononcer à ce sujet, disant qu'il devait consulter là-dessus sa section. Vitte dénonça dans cette exigence la volonté du S.I. — et, derrière lui, de Trotsky — de l'exclure « à tout prix ». Il repartit peu après pour la Grèce.

# A PROPOS DU MANQUEMENT DU CAMARADE VITTE AUX PRINCIPES FONDAMENTAUX DU BOLCHEVISME (1)

(Projet)

(28 septembre 1933)

(Après la citation exacte de *tous* les actes illégaux de Vitte)

Il semble absolument inimaginable que, dans son activité, le camarade Vitte en appelle à la démocratie. Laissons même de côté le caractère de la « démocratie » dans sa propre section (2). En tout cas, un des principes fondamentaux de la démocratie, c'est de se soumettre aux décisions de la majorité. Le S.I., bon ou mauvais, est élu par les représentants des principales sections, et reflète par conséquent le point de vue de la majorité de notre organisation internationale. Restant en minorité au plénum, Vitte avait le droit de porter son point de vue à la connaissance des directions de toutes les sections pour préparer ainsi, pour la future conférence internationale ou pour un nouveau plénum élargi, un changement de la composition du S.I. ou de sa politique. Une telle conduite serait tout à fait compatible avec les principes du centralisme démocratique. Au lieu de cela, Vitte s'est adressé directement à la Ligue avec un appel à *ne pas exécuter les décisions du centre démocratiquement élu*. Une telle façon d'agir est en même temps une atteinte à la démocratie et un mépris du centralisme. En d'autres termes, la conduite du camarade Vitte est absolument incompatible avec les principes bolcheviques d'organisation.

A la réunion du plénum, le camarade Vitte a dit tout simplement : « La section grecque vous quittera, la section grecque, c'est moi. » Ces seules paroles caractérisent suffisamment les méthodes politiques et organisationnelles de Vitte et le régime établi par lui dans la section grecque. Pourtant Vitte surestime mani-

---

(1) T 3606, V 64. Bibliothèque du Collège de Harvard. Lettre au secrétariat international.

(2) Vitte avait la réputation de diriger d'une poigne de fer sa propre organisation et de ne pas y tolérer de critiques contre ses conceptions personnelles.

festement ses possibilités et ses forces, ignorant objectivement l'état des choses. Si même il pouvait réussir sur la base du principe : « La section grecque, c'est moi », principe bonapartiste et non marxiste, à arracher passagèrement la section grecque, cet acte ne pourrait pas ne pas amener à une fermentation profonde à l'intérieur de la section. Les ouvriers voudraient savoir pourquoi et comment on les a détachés de l'Opposition internationale qui, jusqu'à maintenant, leur avait donné les idées fondamentales et les directives politiques. Déjà, au cours des années précédentes, il s'est produit pas mal de scissions dans la section grecque. Il est d'ailleurs tout à fait évident qu'une des causes importantes de ces scissions, c'était le principe : « La section, c'est moi ». On ne peut pas douter que les idées du marxisme-léninisme, opposées aux méthodes de Vitte, produiront dans la section grecque une nouvelle différenciation (3). Il ne restera autour de Vitte qu'une secte infime, purement nationale, qui, à la manière de la secte de Landau et Cie, mènera une existence sans espoir, à côté des grandes perspectives qui s'ouvrent actuellement devant nous.

En analysant l'histoire du conflit de Vitte avec notre organisation internationale, on peut établir la situation suivante : Vitte est manifestement habitué à commander sa section nationale, en réduisant au minimum les éléments de démocratie. C'est avec ces habitudes qu'il a été appelé au travail central (4). Les circonstances ont rapidement fait voir que son expérience nationale est absolument insuffisante pour les tâches d'une direction internationale indépendante. En soi, ce n'est pas un malheur irréparable. Le S.I. dans son ensemble est composé surtout de jeunes militants, qui sont obligés d'apprendre par expérience. La condition d'un tel apprentissage, c'est un travail *collectif* amical. Mais le camarade Vitte a apporté avec lui un principe tout prêt : « Le S.I., c'est moi. » Quand il s'est heurté à une résistance naturelle, il s'est donné pour tâche de *posséder* (sic) *le S.I. dans son ensemble à l'aide d'actions organisationnelles dans les coulisses*. Ainsi, il a commencé, systématiquement et avec un plan, derrière le dos du S.I. et de la commission exécutive de la Ligue, à gonfler toutes sortes de mécontentements, à compromettre le S.I., sans s'arrêter devant des informations sciemment fausses, etc.

Dans ce travail, il s'est allié avec les éléments les plus dénués de principes et les plus indisciplinés, qui, au fond, n'ont aucun

(3) Vitte devait dénoncer ultérieurement ce passage comme une menace d'organiser la scission dans la section grecque.

(4) C'est en juin 1932 que Vitte avait été appelé à siéger au S.I. qui résidait alors à Berlin ; il allait très vite entrer en conflit avec Léon Sedov.

rapport avec les idées des bolcheviks-léninistes et ne sont restés en notre sein que parce que leur travail désorganisateur, et dans une très large mesure démoralisant, est resté trop longtemps impuni. Même pendant son court voyage à Londres, Vitte a tenté d'opposer la section britannique à notre organisation internationale et à son centre dirigeant. Dans ce but, il a déclaré en particulier aux camarades anglais que la proposition d'entrer dans l'I.L.P. émanerait de personnes individuelles, pas du tout du plénum (5). Cependant, le plénum, avec la participation active de Vitte, a adopté à l'unanimité une résolution sur cette question (Ci-joint un extrait correspondant du procès-verbal). Le camarade Vitte ne pouvait pas ne pas se rappeler cette décision, car il a pris sur lui sa réalisation, c'est-à-dire sa défense devant les camarades anglais. Cet exemple, avec ceux qui sont cités plus haut, nous donne une représentation suffisante des méthodes auxquelles le camarade Vitte a recours.

Au nom de quel but ? Il déclare qu'aucune divergence politique ne le sépare de l'Opposition de gauche. Nous avons entendu des dizaines de fois ces mêmes déclarations dans la bouche de Rosmer, Landau, Frey, Mill (6), etc. Tous étaient d'accord pour accepter les « idées » de l'Opposition de gauche, pourvu que cela ne les oblige ni à une pratique, ni à une politique conséquentes, ni à un travail collectif sincère, ni à une discipline révolutionnaire. Une attitude de ce genre vis-à-vis des idées de l'Opposition de gauche caractérise non pas un bolchevik-léniniste, mais un « compagnon de route » petit-bourgeois. La présence de tels éléments dans notre organisation est pour un certain temps inévitable. Les meilleurs d'entre eux feront peu à peu leur éducation dans le milieu prolétarien, les pires seront rejetés. Mais il est absolument évident que les compagnons de route petits-bourgeois, imprégnés en outre de l'idée « l'organisation, c'est moi », n'ont pas de place dans l'organisme dirigeant de notre organisation internationale. Le camarade Vitte mène une large agitation contre le plénum du S.I., l'accusant d'être incapable de travailler, etc. Nous ne sommes pas du tout enclins à fermer les yeux sur les défauts et les insuffisances de notre travail. Nous sommes disposés à tout faire pour améliorer le travail du S.I. dans tous les domaines. Cependant, nous demandons aux camarades de ne pas oublier que, dans le plénum, il n'y a pas un seul militant appointé qui puisse consacrer son

(5) Voir-dessus, n. 5, p. 229.

(6) Trotsky énumère une fois de plus les noms des militants connus qui ont rompu avec l'organisation internationale. Soulignons cependant que c'était là le seul point commun entre des hommes comme Rosmer, Frey et Landau, d'une part, et Mill, rallié au stalinisme ou agent stalinien, de l'autre.

temps aux affaires du S.I. Nous n'avons même personne pour faire le travail technique de copier et photocopier les documents.

Pourtant, malgré toutes les grandes insuffisances de notre travail, Vitte, moins que tout autre, a le droit de nous faire des reproches (sur ce plan). Jusqu'au mois de septembre et pendant [...] mois, le camarade Vitte a été le secrétaire permanent appointé. De l'aveu de tous les camarades, c'est précisément pendant cette période que le S.I. a été presque complètement inexistant. Les lettres restaient sans réponse, la majorité des sections se plaignaient du manque de toute direction. Nous ne pouvons considérer que ce soit une justification pour le camarade Vitte d'avoir consacré tout son temps à une agitation de coulisses...

A plusieurs reprises, le plénum du S.I. s'est adressé au camarade Vitte en lui rappelant ses devoirs et en lui proposant de mener son opposition dans les cadres légaux. Vitte n'a répondu à ces appels et rappels des camarades qu'en renforçant son activité désorganisatrice. Une telle situation ne peut être tolérée plus longtemps. Le plénum ne peut tolérer que l'un de ses membres, systématiquement et consciemment, viole la discipline et appelle les organisations subordonnées à une telle violation.

Le plénum statue : estimer inadmissible une collaboration ultérieure avec Vitte ; charger le camarade Vitte de la responsabilité d'un tel résultat ; appeler notre section grecque à remplacer Vitte par un autre camarade, qui soit véritablement sur la base des principes organisationnels du bolchevisme (7).

*Post-scriptum* : Il serait bon d'introduire dans le texte une phrase du genre de : le camarade Vitte est un homme assez nouveau dans l'Opposition de gauche. C'est à peine s'il avait participé aux travaux de notre organisation (8). Il n'a guère eu l'occasion de montrer qu'il est vraiment pénétré des idées et des méthodes du bolchevisme. Nous croyons qu'il a encore beaucoup à apprendre en ce domaine. C'est pourquoi nous estimons absolument déplacé le fait que le camarade Vitte s'érige en juge implacable de tout et de tous et prétende même à la division personnelle de notre organisation tout entière (9).

(7) Vitte devait retourner en Grèce dès octobre 1933.

(8) Les premiers contacts avec l'organisation de Vitte remontaient à 1929 où il avait visité Prinkipo ; en 1930, Raymond Molinier et Mill avaient séjourné en Grèce. L'adhésion de l'organisation archéiomarxiste s'était formalisée en 1932, et c'est alors que Vitte avait été appelé au S.I. comme secrétaire permanent.

(9) Dans une lettre récente (12 janvier 1978), Yvan Craipeau souligne que Vitte se sentait fort de l'écrasante supériorité numérique de son organisation qui lui assurait à ses yeux le premier rôle sur le plan international.

# LA QUESTION DE LA SARRE (1)

(octobre 1933)

La position du parti officiel comme celle de la K.P.O. (Brandlériens) sur la question de la Sarre m'apparaît comme la couardise du pseudo-radicalisme, une espèce très répandue de couardise (2). Naturellement nous devons nous prononcer pour une Sarre soviétique, c'est-à-dire enseigner la nécessité de prendre le pouvoir. Mais la date de cette prise du pouvoir n'est fixée nulle part, alors que la date du référendum a été fixée avec beaucoup de précision par le Traité de Versailles (3). Cela signifie que le parti qui combat pour une Sarre soviétique doit aux ouvriers une réponse à la question : comment devront-ils voter en 1935 ?

Se rallier à l'Allemagne hitlérienne en pratique, c'est-à-dire dans le référendum, signifie sur le plan théorique placer le mysticisme national au-dessus de l'intérêt de classe et, psychologiquement parlant, faire une politique de roquet (4).

Naturellement, seuls des traîtres peuvent revendiquer aujourd'hui l'annexion, car cela signifierait sacrifier les questions les plus concrètes et les plus vitales pour les ouvriers allemands dans le territoire sarrois au facteur national abstrait.

---

(1) *Unser Wort*, 1<sup>ère</sup> année, n° 13, octobre 1933. Rappelons que le traité de Versailles avait placé la Sarre sous mandat international confié à la Société des nations.

(2) La proposition du parti communiste allemand était à l'époque de se prononcer sur une « Sarre rouge » et le « pouvoir des conseils ». Mais elle ne constituait pas une réponse à la question qui allait être posée aux Sarrois selon les termes du traité : maintien du statut international, rattachement à la France ou rattachement à l'Allemagne.

(3) Le référendum avait été prévu par le traité de Versailles comme devant être organisé quinze ans après. Il allait avoir lieu en janvier 1935.

(4) Un militant de l'Opposition de gauche qui occupait d'importantes fonctions dans le K.P.D. en Sarre, Karl GROEHL dit FRIEDBERG dans le K.P.D. et ERDE dans l'Opposition (né en 1896) avait organisé une pétition de militants sur cette question. C'est également en Sarre que militait l'ancien animateur de l'Opposition de gauche et du corps de défense d'Oranienburg, Helmut SCHNEEWEISS (né en 1903), ouvrier maçon.

# LA QUATRIEME INTERNATIONALE ET L'U.R.S.S. LA NATURE DE CLASSE DE L'ETAT SOVIETIQUE (1)

(1<sup>er</sup> octobre 1933)

## *Comment se pose la question*

La rupture avec l'Internationale communiste et l'orientation vers la nouvelle Internationale ont posé de nouveau la question du caractère social de l'U.R.S.S. L'effondrement de l'I.C. ne signifie-t-il pas en même temps l'effondrement de l'Etat qui est issu de la révolution d'Octobre ? Dans les deux cas, il s'agit d'une seule et même organisation dirigeante : de l'appareil stalinien. Il appliquait les mêmes méthodes à l'intérieur de l'U.R.S.S. que sur l'arène internationale. Nous, marxistes, nous n'avons jamais défendu la comptabilité double des brandlériens (2), pour qui la politique des staliniens est sans reproche en U.R.S.S., mais désastreuse en dehors de l'U.R.S.S. (\*). Notre conviction est qu'elle est aussi désastreuse dans les deux cas. Ne faut-il pas alors reconnaître en même temps l'effondrement de l'I.C. et la liquidation de la dictature prolétarienne en U.R.S.S. ?

---

(1) T 3607, *Biulleten Oppositsii* n° 36, octobre 1933. Reproduit ici avec l'autorisation des éditions François Maspero.

(2) Sur Brandler, voir ci-dessus, n. 11, p. 86. Les brandlériens, de façon générale, refusaient de s'« intégrer » dans les affaires russes, comme ils demandaient aux Russes de ne pas le faire dans les leurs. Ils espéraient en fait être rappelés un jour par l'I.C. aux postes de commande en échange de cette attitude et de leur hostilité aux « trotskystes ». C'est à cette position que Trotsky fait allusion en parlant de « comptabilité en partie double ».

(\*) Les doctes brandlériens d'Amérique (groupe de Lovestone (3)) compliquent encore la question : la politique économique des staliniens est sans reproche, mais le régime politique de l'U.R.S.S. est mauvais — pas de démocratie. Il ne vient pas à l'idée de ces théoriciens de se demander pourquoi Staline liquide la démocratie alors que sa politique économique serait juste et irait de succès en succès. Ne serait-ce pas de crainte que le parti et la classe ouvrière, jouissant de la démocratie prolétarienne, n'expriment de façon trop bruyante et trop inquiétante leur enthousiasme pour la politique économique ? (Note de L. Trotsky).

(3) Sur Jacob Liebstein, devenu Jay Lovestone, cf. n. 18, p. 98.

Ce raisonnement semble à première vue inattaquable. Mais il est erroné. Si les méthodes de la bureaucratie stalinienne sont de la même espèce dans tous les domaines, les résultats objectifs de ces méthodes dépendent des conditions extérieures, ou, dans le langage de la mécanique, de la résistance des matériaux. L'Internationale communiste représentait une arme destinée à anéantir le régime capitaliste et à instaurer la dictature du prolétariat. L'Etat soviétique représente une arme destinée à sauvegarder les conquêtes d'une révolution déjà accomplie, les partis communistes d'Occident n'ont hérité d'aucun capital. Leur force (en fait leur faiblesse) est en eux-mêmes et seulement en eux. La force de l'appareil n'est pour les neuf dixièmes pas en lui-même, mais dans les changements sociaux effectués par la révolution victorieuse. Certes, cette seule considération ne tranche pas la question : mais elle a une grande importance méthodologique. Elle nous montre comment et pourquoi l'appareil stalinien a pu perdre définitivement son importance comme facteur révolutionnaire international et conserver une partie de son importance progressive comme gardien des conquêtes sociales de la révolution prolétarienne. Cette situation double représente, c'est le cas de le dire, une des manifestations de la loi du développement inégal de l'histoire.

Une politique juste de l'Etat ouvrier ne peut se réduire *seulement* à une construction économique nationale. Si la révolution ne s'élargit pas sur l'arène internationale suivant le système d'une spirale prolétarienne, elle commencera inévitablement à se rétrécir dans les cadres nationaux suivant le système d'une spirale bureaucratique. Si la dictature du prolétariat ne devient pas européenne et mondiale, elle ira au-devant de son propre effondrement : Dans une grande perspective historique, tout cela est absolument incontestable. Mais toute la question est dans les délais historiques concrets. Peut-on dire que la politique de la démocratie stalinienne a déjà mené à la liquidation de l'Etat ouvrier ? C'est en cela qu'est maintenant la question.

A l'affirmation que l'Etat ouvrier serait déjà liquidé s'oppose, avant tout, l'importante position méthodologique du marxisme. La dictature prolétarienne a été instaurée par une révolution politique et trois années de guerre civile. La théorie des classes sociales comme l'expérience historique témoignent également de l'impossibilité de la victoire du prolétariat par la voie pacifique, c'est-à-dire sans grandioses luttes de classes, les armes à la main. En ce cas, une contre-révolution bourgeoise pacifique, insensible, « graduelle », est-elle concevable ? Jusqu'à maintenant, en tout cas, les contre-révolutions féodales comme bour-

geoises ne se sont jamais déroulées « organiquement », mais ont absolument exigé l'intervention chirurgicale militaire. Les théories du réformisme, pour autant que le réformisme, d'une façon générale, s'est élevé jusqu'à la théorie, sont toujours fondées en fin de compte sur l'incompréhension de la profondeur et de l'inconciliabilité des contradictions des classes : d'où la perspective de la transformation pacifique du capitalisme en socialisme. La thèse marxiste du caractère catastrophique qu'a le passage du pouvoir des mains d'une classe aux mains d'une autre ne se rapporte pas seulement aux périodes révolutionnaires, quand l'histoire se précipite furieusement en avant, mais aussi aux périodes de contre-révolution, quand la société recule. Qui affirme que l'Etat soviétique s'est transformé graduellement d'Etat prolétarien en Etat bourgeois ne fait que dérouler en sens inverse le film du réformisme.

Nos adversaires peuvent dire que c'est là un raisonnement méthodologique général et affirmer que, malgré son importance, il est tout de même trop abstrait pour trancher la question. La vérité est toujours concrète. La thèse de l'inconciliabilité des contradictions de classes peut et doit nous diriger dans notre analyse, mais elle ne peut en remplacer les résultats. Il faut pénétrer dans le contenu matériel du processus historique même.

Nous répondons : il est vrai que l'argument méthodologique n'épuise pas le problème. Mais, en tout cas, il fait passer la charge de la démonstration sur la partie adverse. Les critiques qui se croient marxistes doivent montrer de quelle manière la bourgeoisie, qui a cédé le pouvoir après une lutte de trois années, pourrait le rattraper sans aucune lutte. Mais, puisque nos adversaires n'essaient pour ainsi dire pas de donner à leur appréciation de l'Etat soviétique une quelconque expression théorique sérieuse, nous essaierons de faire ici ce travail pour eux.

### « Dictature sur le prolétariat »

L'argument le plus répandu, le plus courant et, à première vue, le plus irréfutable en faveur du caractère non prolétarien de l'Etat soviétique actuel, consiste à s'appuyer sur l'étouffement de la liberté des organisations prolétariennes et la toute-puissance de la bureaucratie. Peut-on, en réalité, identifier la dictature d'un appareil, qui a mené à la dictature d'une seule personne, à la dictature du prolétariat en tant que classe ? N'est-il pas clair que la dictature du prolétariat est exclue par la dictature *sur* le prolétariat ? Ce raisonnement séduisant n'est pas basé sur une analyse

matérialiste du processus, tel qu'il se développe dans la réalité, mais sur des schémas purement idéalistes, sur des normes kantien-nes. Certains nobles « amis » de la révolution se sont fait de la dictature une image très resplendissante et tombent dans une prostration complète devant le fait que la dictature réelle, avec tout son héritage de barbarie de classe, avec toutes ses contradictions internes, avec les erreurs et les crimes de la direction, ne ressemble absolument pas à cette image léchée qu'ils s'étaient faite. Désillusionnés dans leurs sentiments les meilleurs, ils tournent le dos à l'Union soviétique.

Où et dans quels livres peut-on trouver une recette infaillible de dictature prolétarienne ? La dictature d'une classe ne signifie pas toujours la participation directe de toute la masse à la direction de l'Etat. Nous avons vu cela surtout par l'exemple des classes possédantes. La noblesse a dominé par l'entremise de la monarchie, devant laquelle elle était à genoux. La dictature de la bourgeoisie n'a pris des formes démocratiques relativement étendues que dans les conditions de montée du capitalisme, quand la classe dominante n'avait rien à craindre. Sous nos yeux, la démocratie a fait place en Allemagne à l'autocratie de Hitler, où tous les partis bourgeois traditionnels ont été mis en miettes. Actuellement, la bourgeoisie allemande ne gouverne pas directement : politiquement, elle se trouve dans une soumission complète à Hitler et à ses bandes. Néanmoins, la dictature de la bourgeoisie en Allemagne reste inaltérée, car toutes les conditions de sa domination sociale sont conservées et renforcées. En expropriant politiquement la bourgeoisie, Hitler l'a sauvée, ne fût-ce que provisoirement, de l'expropriation économique. Le fait que la bourgeoisie s'est montrée contrainte de recourir au régime fasciste témoigne que sa domination était menacée, mais nullement qu'elle se soit effondrée.

Anticipant sur nos arguments ultérieurs, nos adversaires s'empresseront de nous objecter : si la bourgeoisie, comme minorité exploiteuse, peut maintenir sa domination même à l'aide de la dictature fasciste, le prolétariat, qui édifie la société socialiste, doit diriger son Etat lui-même, directement, entraînant des couches toujours plus larges du peuples dans les affaires de direction. Sous cette forme générale, cet argument est absolument indiscutable, mais, dans le *cas donné*, il signifie seulement que la dictature soviétique actuelle est une dictature malade. Les difficultés terribles de l'édification socialiste dans un pays isolé et arriéré, jointes à la fausse politique de la direction, qui, elle aussi, reflète en fin de compte la pression du retard et de l'isolement, ont abouti à ce que la bureaucratie a exproprié le prolétariat politiquement pour sau-

vegarder *par ses propres méthodes* les conquêtes sociales de celui-ci. L'anatomie de la société est déterminée par ses rapports économiques. Tant que les formes de la propriété créées par la révolution d'Octobre ne seront pas renversées, le prolétariat reste la classe dominante.

Les considérations sur « la dictature de la bureaucratie sur le prolétariat », sans analyse plus profonde, c'est-à-dire sans définition des racines sociales et des limites de classe de la domination bureaucratique, se réduisent tout simplement à des phrases démocratiques clinquantes, très populaires chez les mencheviks. On ne peut pas douter que l'immense majorité des ouvriers soviétiques ne sont pas contents de la bureaucratie, qu'une importante partie d'entre eux, et ce n'est pas la pire, la déteste. Si cependant ce mécontentement ne prend pas des formes violentes de masse, ce n'est pas seulement à cause de la répression : les ouvriers ont peur, en renversant la bureaucratie, d'ouvrir le champ aux ennemis de classe. Les relations entre la bureaucratie et la classe sont en réalité plus compliquées que des « démocrates » légers ne se le représentent. Les ouvriers soviétiques viendraient à bout de l'absolutisme de l'appareil si s'ouvrait devant eux une autre perspective, si à l'Occident le ciel ne prenait pas la teinte brune du fascisme, mais la couleur rouge de la révolution. Tant qu'il n'y aura rien de cela, le prolétariat supporte (« tolère ») en grinçant des dents la bureaucratie et dans ce sens voit en elle l'instrument de la dictature prolétarienne. Tout ouvrier soviétique, dans une conversation à cœur ouvert, ne ménagera pas les fortes paroles à l'adresse de la bureaucratie stalinienne. Mais pas un d'entre eux n'admettra que la contre-révolution est déjà accomplie. Le prolétariat forme la colonne vertébrale de l'Etat soviétique. Mais dans la mesure où la fonction de gouvernement est concentrée dans les mains d'une bureaucratie irresponsable, nous avons devant nous un Etat manifestement malade. Est-il guérissable ? Poursuivre des tentatives de traitement, cela ne signifie-t-il pas une dépense stérile de temps précieux ? La question est mal posée. Par traitement, nous entendons non pas des mesures artificielles, détachées du mouvement révolutionnaire mondial, mais la continuation de la lutte sous le drapeau du marxisme. La critique impitoyable de la bureaucratie stalinienne, l'éducation des cadres de la nouvelle Internationale, la régénération de la capacité de lutte de l'avant-garde prolétarienne mondiale — telle est l'essence du « traitement ». Il coïncide avec la direction fondamentale du progrès historique.

Ces dernières années — notons-le en passant —, des adversaires nous ont dit plus d'une fois que « nous perdions du temps en vain », en nous occupant du traitement de l'Internationale com-

muniste. Nous n'avons jamais promis à personne que nous guéririons l'I.C. Nous nous sommes seulement refusés, jusqu'à vérification définitive, à déclarer que le malade était mort ou sans espoir. En tout cas, nous n'avons pas perdu un seul jour pour ce « traitement ». Nous avons formé des cadres révolutionnaires et, ce n'est pas moins important, préparé les positions fondamentales théoriques et programmatiques de la nouvelle Internationale.

### *Dictature du prolétariat, norme idéaliste*

Messieurs les sociologues « kantistes » (nous nous excusons devant l'ombre de Kant) (4) aboutissent souvent à la conclusion que la dictature « véritable », c'est-à-dire telle qu'elle répond à leurs normes idéales, n'a existé que dans les journées de la Commune de Paris ou dans la première période de la révolution d'Octobre, avant la paix de Brest-Litovsk, dans le meilleur des cas, jusqu'à la Nep. Voilà ce que signifie se mettre le doigt dans l'œil. Si Marx et Engels ont appelé la Commune de Paris la « dictature du prolétariat », c'est seulement en vertu des possibilités qu'elle recérait. Mais en soi la Commune n'était *pas encore* la dictature du prolétariat. S'étant emparée du pouvoir, elle ne sut pas bien qu'en faire : elle n'attaquait pas, mais attendait ; elle restait enfermée dans Paris ; elle n'osait pas toucher à la banque gouvernementale ; elle n'a pas accompli et ne pouvait accomplir la révolution dans les rapports de propriété, car elle ne disposait pas du pouvoir à l'échelle nationale. A cela, il faut ajouter le sectarisme blanquiste et les préjugés proudhoniens (5), qui ne permettaient pas, même aux chefs du mouvement, de comprendre pleinement la Commune comme la dictature du prolétariat.

La référence à la première période de la révolution d'Octobre n'est pas plus heureuse. Non seulement jusqu'à la paix de Brest-Litovsk, mais même jusqu'à l'automne 1918, le contenu social de

---

(4) Emmanuel KANT (1724-1804), philosophe idéaliste allemand, était l'auteur de la *Critique de la Raison pure*.

(5) Les courants « blanquiste » et « proudhonien » prédominaient dans le prolétariat parisien en 1870-1871. Louis-Auguste BLANQUI (1805-1881), surnommé l'« Enfermé » à cause de ses trente-trois années de prison, était détenu en province pendant la Commune de Paris où ses disciples jouèrent un rôle important. Le « blanquisme » se caractérisait par son activité conspiratrice et la croyance que les révolutionnaires pouvaient prendre le pouvoir par des soulèvements armés — des *putsch* — sans liens avec le mouvement et l'activité des masses. Les idées de Pierre-Joseph PROUDHON (1809-1865) sur la coopération, l'autonomie communale, etc., étaient largement répandues dans le mouvement ouvrier et exercèrent sur la Commune une influence indiscutable, bien que diffuse.

la révolution se limitait au soulèvement agraire petit-bourgeois et au contrôle ouvrier sur la production. Cela signifie que la révolution ne dépassait pas encore, par ses actions, les limites de la société bourgeoise. Dans cette première période, à côté des soviets ouvriers, et plus d'une fois les écartant, dominaient les soviets de soldats. C'est seulement en l'automne 1918 que l'élément petit-bourgeois agraire, soldats et paysans, rentre dans son lit et que les ouvriers se mettent à nationaliser les moyens de production. C'est seulement à ce moment qu'on peut parler du commencement de la véritable dictature du prolétariat. Mais, même ici, il faut encore une grande réserve. Géographiquement, la dictature dans ses premières années se limitait à l'ancienne principauté de Moscou et a été obligée de mener une guerre de trois ans dans toutes les directions qui vont de Moscou vers la périphérie. Cela signifie que, jusqu'en 1921, c'est-à-dire précisément jusqu'à la Nep (6), on ne faisait que mener encore la lutte pour l'instauration de la dictature du prolétariat à l'échelle de tout l'Etat. Et puisque, dès le début de la Nep, selon l'opinion des philistins pseudo-marxistes, la dictature disparut, c'est dire qu'elle n'a absolument jamais existé. Pour ces messieurs, la dictature du prolétariat est une simple notion impondérable, une norme idéale irréalisable sur notre terre pécheresse. Il n'est pas étonnant que les « théoriciens » de ce type, dans la mesure où ils ne renoncent pas purement et simplement au nom de dictature, s'efforcent d'effacer la contradiction irréductible entre elle et la démocratie bourgeoise.

Extrêmement curieuse, d'un point de vue de laboratoire et non politique, est la secte parisienne des « communistes-démocrates » (Souvarine et compagnie) (7). Leur nom même implique déjà une rupture avec le marxisme. Dans la *Critique du programme de Gotha* (8), Marx rejetait le nom de social-démocrate, vu qu'il place la lutte socialiste révolutionnaire sous le contrôle formel de la démocratie. Il est absolument évident que les « communistes-démocrates » ne se distinguent pas principiellement des « socialistes-démocrates », c'est-à-dire des social-démocrates. Entre le socialisme et le communisme, il n'y a pas de

---

(6) La Nep — ou Nouvelle politique économique — adoptée en 1921, prévoyait la réanimation de l'économie à partir de la production agricole et du rétablissement des lois du marché.

(7) Sur Souvarine, voir ci-dessus, n. 4, p. 162.

(8) Le congrès de Gotha (22 au 27 mai 1875) avait vu la réalisation de la fusion des deux partis socialistes allemands qui se réclamaient jusque-là l'un de Karl Marx et l'autre de Ferdinand Lassalle. On sait que Marx fit une critique sévère du programme adopté au congrès de fondation.

cloison stable. La chute commence au moment où le socialisme et le communisme, en tant que mouvement ou en tant qu'Etat, ne se subordonnent pas à la marche réelle de la lutte de classes, aux conditions matérielles du processus historique, mais à l'abstraction supra-sociale et supra-historique de la « démocratie », qui en fait est un instrument d'autodéfense de la bourgeoisie contre la dictature prolétarienne. Si, à l'époque du programme de Gotha, on pouvait voir dans le mot *social-démocratie* seulement un nom inexact, non-scientifique pour un parti prolétarien sain dans son esprit, toute l'histoire ultérieure de la démocratie bourgeoise et « sociale » fait du drapeau du « communisme (?) *démocratique* » celui d'une trahison ouverte de classe.

### *Bonapartisme*

Un adversaire du type d'Urbahns (9) dira : il n'y a pas encore réellement de restauration du régime bourgeois, mais il n'y a déjà plus d'Etat ouvrier ; le régime soviétique actuel est un Etat bonapartiste au-dessus des classes ou entre les classes. En son temps, nous avons déjà réglé son compte à cette théorie. Historiquement, le bonapartisme fut et reste un gouvernement de la bourgeoisie dans les périodes de crise de la société bourgeoise. On peut et on doit distinguer le bonapartisme « progressif », qui consolide les conquêtes purement capitalistes de la révolution bourgeoise, et le bonapartisme de déclin de la société capitaliste, le bonapartisme convulsif de notre époque (Papen-Schleicher, Dollfuss, le candidat au titre de bonaparte hollandais Colijn (10), etc.). Bonapartisme signifie toujours un louvoiement politique entre les classes ; mais, sous le bonapartisme dans toutes ses réincarnations historiques, se retrouve une seule et même base sociale : la propriété bourgeoise. Il n'y a rien de plus absurde que de conclure au carac-

---

(9) Hugo Urbahns (cf. n. 7, p. 157), avait rompu avec les trotskystes en 1930, au moment où il avait analysé l'U.R.S.S. comme un « capitalisme d'Etat ».

(10) Franz von PAPEN (1879-1969), de famille aristocratique, chef du « cabinet des barons » en Allemagne de juin à décembre 1932, avait ôté des pas de Hitler un obstacle de taille en dissolvant — sans rencontrer de résistance — le gouvernement social-démocrate prussien, minoritaire au Landtag. Kurt von SCHLEICHER (1882-1934) était un général politique, dont le rôle avait été important alors qu'il n'avait encore que le grade de major, en 1918-1919 ; il avait essayé de se donner la physionomie de « général social » en s'appuyant sur les syndicats réformistes et la fraction plébéienne du parti nazi. Le chancelier autrichien Engelbert DOLLFUSS (1892-1934), membre du parti du centre catholique, admirateur de Mussolini et champion du corporatisme, préparait méthodiquement la destruction des organisations ouvrières. Hendrik COLIJN (1869-1944) était le Premier ministre de Hollande dont Trotsky devait relever les tendances au bonapartisme.

tère sans classe de l'Etat bonapartiste à partir des louvoiements bonapartistes entre les classes ou de la situation « au-dessus des classes » de la clique bonapartiste. Monstrueuse niaiserie : le bonapartisme n'est qu'une des variétés de l'Etat capitaliste.

Si Urbahns veut généraliser la notion de bonapartisme, en l'étendant aussi au régime soviétique actuel, nous sommes prêts à accepter une telle interprétation élargie — à une seule condition : que le contenu social du « bonapartisme » soviétique soit défini avec la clarté nécessaire. Il est absolument vrai que l'absolutisme de la bureaucratie soviétique s'est formé sur le terrain du louvoiement entre les forces des classes, intérieures comme extérieures. Dans la mesure où le louvoiement bureaucratique fut couronné par le régime personnel et plébiscitaire de Staline, on peut parler de bonapartisme soviétique. Mais tandis que le bonapartisme des deux Bonaparte, comme celui de leurs lamentables rejetons actuels, s'est développé et se développe sur la base du régime bourgeois, le bonapartisme de la bureaucratie soviétique a sous lui le terrain d'un régime prolétarien. Les innovations de terminologie ou les analogies historiques peuvent présenter telle ou telle commodité pour l'analyse, mais ne peuvent changer la nature sociale de l'Etat soviétique.

### « *Capitalisme d'Etat* »

Dans la dernière période, Urbahns a créé, du reste, une nouvelle théorie : la structure économique soviétique est une variété de « capitalisme d'Etat ». Le « progrès » consiste en ce que, des exercices de terminologie dans le domaine de la superstructure politique, Urbahns est descendu au fondement économique. Mais cette descente, hélas, ne lui rapporte rien de bon.

Le capitalisme d'Etat est, selon Urbahns, la dernière forme d'autodéfense du régime bourgeois : il suffit de regarder l'Etat corporatif « planifié » en Italie, en Allemagne et aux Etats-Unis. Habitué aux gestes larges, Urbahns ajoute aussi ici l'U.R.S.S. De cela, nous parlerons plus loin. En ce qui concerne les Etats impérialistes, Urbahns touche un phénomène extrêmement important de notre époque. Le capitalisme monopolisateur a dépassé depuis longtemps les cadres même de la propriété privée des moyens de production et les limites de l'Etat national. Cependant la classe ouvrière, paralysée par ses propres organisations, n'a pas su libérer à temps des chaînes capitalistes les forces productives de la société. De là, une époque, qui traîne en longueur, de convulsions économiques et politiques. Les forces productives se heurtent aux

barrières de la propriété privée et des frontières nationales. Les Etats bourgeois sont contraints de réprimer la révolte de leurs propres forces productives à l'aide d'une matraque policière. C'est cela, la prétendue « économie planifiée ». On peut conditionnellement la nommer capitalisme d'Etat, dans la mesure où l'Etat tente de dompter et de discipliner l'anarchie capitaliste.

Rappelons, cependant, que, primitivement, les marxistes, sous le mot capitalisme d'Etat, comprenaient uniquement les entreprises économiques appartenant à l'Etat. Quand les réformistes rêvèrent de vaincre le capitalisme à l'aide de la municipalisation et de l'étatisation d'un nombre toujours plus grand d'entreprises des transports et de l'industrie, les marxistes répliquèrent : ce n'est pas le socialisme, mais du capitalisme d'Etat. Cependant, par la suite, cette mention reçut un sens élargi et vint s'appliquer à toutes les formes d'immixtion de l'Etat dans l'économie : les Français emploient dans ce sens le mot « étatisme ».

Urbahns, cependant, ne constate pas seulement les tentatives du « capitalisme d'Etat » — il les apprécie à sa manière. Autant qu'on peut comprendre quelque chose chez lui, il déclare que le régime du « capitalisme d'Etat » est un stade indispensable, et en outre progressif, dans le développement de la société, dans le même sens que le trust est un progrès en comparaison avec les entreprises dispersées. Cette seule erreur fondamentale dans l'appréciation de la planification capitaliste suffit à enterrer n'importe quelle tendance.

Si, à l'époque de l'ascension capitaliste, à laquelle la guerre mit fin, on pouvait considérer les différentes formes d'étatisation — avec certaines prémices politiques — comme un phénomène progressif, c'est-à-dire penser que le capitalisme d'Etat menait la société en avant, en facilitant le futur travail économique de la dictature prolétarienne, il faut considérer l'« économie planifiée » actuelle comme un stade absolument réactionnaire : le capitalisme d'Etat aspire à arracher l'économie à la division internationale du travail, à adapter les forces productives au lit de Procuste (11) de l'Etat national, à réduire artificiellement l'économie dans certaines branches et à créer artificiellement d'autres branches à l'aide d'immenses faux frais. La politique économique de l'Etat actuel, en commençant par des douanes du type de celles de l'ancienne Chine et en finissant aux périodes d'interdiction de machines dans

---

(11) Selon la légende, le célèbre bandit grec Procuste raccourcissait les corps de ses prisonniers pour les faire entrer dans son célèbre lit.

l'« économie planifiée » de Hitler, parvient à une régularisation instable, au prix de l'abaissement de l'économie nationale, de l'introduction du chaos dans les relations mondiales et d'un désarroi complet du système monétaire, dont on aura bien besoin pour la planification socialiste. Le capitalisme d'Etat actuel ne prépare pas et ne facilite pas le futur travail de l'Etat socialiste ; au contraire, il crée pour ce travail de colossales difficultés supplémentaires. Le prolétariat a laissé échapper un certain nombre de moments pour prendre le pouvoir. Ainsi, il a créé les conditions ; dans la politique — pour la barbarie fasciste, dans l'économie — pour le travail destructeur du « capitalisme d'Etat ». Après la conquête du pouvoir, le prolétariat aura à payer économiquement pour ses manquements politiques.

### *L'économie de l'U.R.S.S.*

Cependant, dans le cadre du présent travail, ce qui nous intéresse avant tout, c'est le fait qu'Urbahns tente de présenter aussi l'économie soviétique sous la notion de « capitalisme d'Etat ». Pour cela — c'est difficile à croire —, il se réfère à Lénine. Une seule manière d'expliquer cette référence : éternel inventeur, qui crée chaque mois une théorie nouvelle, Urbahns n'a pas le temps de lire les livres auxquels il se réfère. Le terme de « capitalisme d'Etat », Lénine l'applique réellement, mais pas à l'économie soviétique dans son ensemble, seulement à une partie déterminée de celle-ci : aux concessions étrangères, aux sociétés mixtes industrielles et commerciales et, en partie, à la coopération paysanne, dans une grande mesure « koulak » (12) contrôlée par l'Etat. Tout cela, ce sont des éléments indiscutables de capitalisme ; mais, puisqu'ils sont contrôlés par l'Etat et même fonctionnent avec sa participation directe, comme les sociétés mixtes, Lénine, conventionnellement, « entre guillemets », selon sa propre expression, nommait ces formes économiques « capitalisme d'Etat ». Ce qui faisait que le terme était conventionnel, c'était qu'il s'agissait non pas d'un Etat bourgeois, mais d'un Etat prolétarien : les guillemets devaient précisément souligner cette différence, qui n'est pas de peu d'importance. Cependant, dans la mesure où l'Etat prolétarien tolérait le capital privé et lui permettait, dans certaines limites, d'exploiter les ouvriers, il couvrait d'une de ses ailes des rapports bourgeois. C'est dans ce sens, strictement restreint, qu'on pouvait parler de « capitalisme d'Etat ».

---

(12) Le « koulak » désigne à l'époque, en Union soviétique, le paysan aisé, celui qui emploie sur ses terres des travailleurs salariés.

Lénine lança le terme même au moment du passage à la Nep, quand il supposait que les concessions et les « sociétés mixtes », c'est-à-dire les entreprises basées sur l'union du capital étatique et privé, prendraient une place très grande dans l'économie soviétique, à côté des trusts et des syndicats purement étatiques. En opposition avec les entreprises étatiques-capitalistes, c'est-à-dire les concessions, etc., Lénine définissait les trusts et syndicats soviétiques comme des « entreprises du type socialiste conséquent ». Le développement ultérieur de l'économie soviétique, particulièrement de l'industrie, Lénine se le représentait sous la forme d'une concurrence des entreprises étatiques-capitalistes et celles purement étatiques.

Maintenant, espérons-nous, on voit clairement dans quelles limites Lénine employait le terme qui a séduit Urbahns. Pour achever la catastrophe théorique du chef du « Lenin (!) bund » (13), il faut encore rappeler que les concessions et les sociétés mixtes, contrairement aux premières attentes de Lénine, n'ont joué dans l'économie soviétique presque aucun rôle. Il ne reste maintenant absolument rien de ces entreprises étatiques-capitalistes. Au contraire, les trusts soviétiques, dont le sort se montrait encore très précaire à l'aube de la Nep, ont reçu dans les années qui suivirent la mort de Lénine un développement gigantesque. Ainsi, si on utilise la terminologie de Lénine consciencieusement et en comprenant la chose, il revient à dire que le développement économique des soviets est complètement passé à côté du stade du « capitalisme d'Etat » et s'est développé par le canal des entreprises du « type socialiste conséquent ».

Cependant, ici aussi, il faut écarter des malentendus possibles, cette fois-ci d'un genre tout à fait contraire. Lénine choisissait ses termes exactement. Il appelait les trusts non pas des entreprises *socialistes*, comme les nomment maintenant les staliniens, mais des entreprises « *du type socialiste* ». Cette distinction précise dans la terminologie signifiait, sous la plume de Lénine, que les trusts recevront le droit de se qualifier de socialistes, non pas pour le type, c'est-à-dire pour les tendances, mais pour tout leur contenu, quand ils auront révolutionné l'économie agraire, quand ils auront anéanti la contradiction entre la ville et le village, quand ils auront appris à satisfaire complètement toutes les exigences humaines, autrement dit seulement quand, sur la base de l'industrie nationalisée et de l'agriculture collectivisée, ils formeront une véritable société socialiste. L'accomplissement de ce but, Lénine

---

(13) Sur le Leninbund, voir ci-dessus, n. 12, p. 87.

l'envisageait comme le travail successif de deux ou trois générations, d'ailleurs en liaison indissoluble avec le développement de la révolution internationale.

Résumons-nous. Par capitalisme d'Etat, dans le sens strict du mot, il faut comprendre la direction par l'Etat bourgeois d'entreprises industrielles et autres pour son propre compte ou l'immixtion « régularisante » de l'Etat bourgeois dans le travail des entreprises capitalistes privées. Par capitalisme d'Etat, entre guillemets, Lénine comprenait le contrôle de l'Etat prolétarien sur les entreprises et les rapports capitalistes privés. Pas une seule de ces définitions ne peut s'appliquer à l'Etat soviétique actuel. Quel contenu économique concret Urbahns donne-t-il précisément à la notion de « capitalisme d'Etat » soviétique, ça reste absolument secret. Autant dire que toute sa théorie nouvelle est construite sur une citation mal lue.

### *Bureaucratie et classe dirigeante*

Il y a cependant encore une autre théorie du caractère « non-prolétarien » de l'Etat soviétique, plus compliquée, plus mesurée, mais pas plus sérieuse. Le social-démocrate français Lucien Laurat (14), compagnon de Blum et précepteur de Souvarine, a écrit un livre pour défendre le point de vue que la société soviétique, sans être ni prolétarienne, ni bourgeoise, présente en soi un type absolument nouveau d'organisation de classe, puisque la bureaucratie non seulement domine politiquement le prolétariat, mais encore l'exploite économiquement, en absorbant la plus-value qui auparavant revenait en partage à la bourgeoisie. Laurat revêt ses découvertes de formules pesantes du *Capital* et donne ainsi à sa « sociologie » superficielle, purement descriptive, une apparence de profondeur. Le compilateur, à ce qu'il semble, ne sait pas que toute sa théorie, avec seulement beaucoup plus d'ardeur et d'éclat, fut formulée il y a plus de trente ans par le révolutionnaire russo-polonais Makhaïsky (15), qui avait sur son vulgarisateur français l'avantage de ne pas avoir attendu ni la

---

(14) OTTO MACHL, dit L. REVO, dit Lucien LAURAT (1898-1977), avait été l'un des fondateurs du parti communiste autrichien, puis collaborateur de l'I.C. avec laquelle il avait rompu en 1927. Il était devenu depuis l'un des théoriciens du courant « planiste » dans la S.F.I.O. Sur Léon Blum, cf. n. 13, p. 64.

(15) V.K. MAKHAISKY (1867-1926), socialiste russo-polonais, était l'inspirateur d'un courant proche de l'anarchisme et très anti-marxiste qui se caractérisait notamment par son hostilité aux intellectuels en tant que tels.

révolution d'Octobre, ni la bureaucratie stalinienne pour définir par avance la « dictature du prolétariat » comme un échafaudage pour les postes de commande de la bureaucratie exploiteuse. Mais même Makhaïsky ne créa pas sa théorie de rien : il ne fit qu'« approfondir » sociologiquement et économiquement les préjugés anarchistes contre le socialisme étatique. Makhaïsky, disons-le en passant, se servait aussi des formules de Marx, mais plus conséquemment que Laurat : selon Makhaïsky, l'auteur du *Capital* dissimula avec mauvaise foi dans les formules de la reproduction (2<sup>e</sup> volume) la part de la plus-value qu'engloutirait l'intelligentsia socialiste (bureaucratie).

En notre temps, une « théorie » de ce genre, mais sans dénonciation de Marx l'Exploiteur, fut défendue par Miasnikov (16), qui déclara que la dictature du prolétariat en Union soviétique était remplacée par la dictature d'une nouvelle classe : la *social-bureaucratie*. Il est bien vraisemblable que, directement ou indirectement, Laurat a pris sa théorie précisément chez Miasnikov et n'a fait que lui donner son expression pédante et « savante ». Pour être complet, il faut encore ajouter que Laurat s'est approprié toutes les erreurs (seulement les erreurs) de Rosa Luxemburg, y compris celles dont elle-même réussit à se débarrasser.

Cependant, approchons-nous de la « théorie » elle-même. La *classe*, pour un marxiste, représente une notion exceptionnellement importante et d'ailleurs scientifiquement définie. La classe se détermine non pas seulement par la participation dans la distribution du revenu national, mais aussi par un rôle indépendant dans la structure générale de l'économie, par des racines indépendantes dans les fondements économiques de la société. Chaque classe (féodaux, paysannerie, petite-bourgeoisie, bourgeoisie capitaliste, prolétariat) élabore ses formes particulières de propriété. De tous ces traits sociaux, la bureaucratie est dépourvue. Elle n'a pas de place indépendante dans le processus de production et de répartition. Elle n'a pas de racines indépendantes de propriété. Ses fonctions se rapportent, dans leur essence, à la *technique* politique de la domination de classe. La présence de la bureaucratie, avec toutes les différences de ses formes et de son poids spécifique, caractérise *tout* régime de classe. Sa force est un reflet. La

---

(16) G.I. MIASNIKOV (1889-1946), vieux-boïchevik, avait été exclu du parti du vivant de Lénine pour avoir enfreint la discipline en tant que dirigeant de l'opposition ouvrière, après l'interdiction des fractions.

bureaucratie, indissolublement liée à la classe économiquement dominante, est nourrie par les racines sociales de celle-ci, se maintient et tombe avec elle.

### *Exploitation de classe et parasitisme social*

Laurat dira qu'il « ne s'élève pas » contre le paiement du travail de la bureaucratie, dans la mesure où elle remplit des fonctions politiques, économiques et culturelles indispensables, mais qu'il s'agit de sa part d'une appropriation incontrôlée d'une fraction absolument démesurée du revenu national : c'est dans ce sens précisément qu'elle est une « classe exploiteuse ». Cet argument, qui s'appuie sur des faits irréfutables, ne change cependant pas la physionomie générale de la bureaucratie.

Toujours et sous tout régime, la bureaucratie absorbe une assez grande partie de la plus-value. Il ne serait pas sans intérêt de calculer, par exemple, quelle part du revenu national engloutissent en Italie et en Allemagne les criquets fascistes. Mais ce fait, qui n'est pas de peu d'importance en soi, est absolument insuffisant pour transformer la bureaucratie fasciste en classe dirigeante *indépendante*. Elle est le commis de la bourgeoisie. Ce commis, il est vrai, s'assoit sur la nuque du maître, lui arrache parfois de gras morceaux de la bouche et comme supplément crache sur son crâne chauve de bourgeois. Pour un commis, il faut l'avouer, il n'est vraiment pas très commode. Mais tout de même ce n'est pas plus qu'un commis. La bourgeoisie s'accommode de lui, car sans lui elle et son régime se trouveraient bien mal.

*Mutatis mutandis* (en changeant, ce qui nécessite un changement), ce qui vient d'être dit peut s'appliquer aussi à la bureaucratie stalinienne. Elle engloutit, dissipe et dilapide une partie importante du bien national. Sa direction revient extrêmement cher au prolétariat. Elle occupe une situation extraordinairement privilégiée dans la société soviétique, non seulement au sens de droits politiques et administratifs, mais aussi au sens d'énormes avantages matériels. Cependant, les appartements les plus grands, les beefsteaks les plus saignants et même les Rolls-Royce ne font pas encore de la bureaucratie une classe dominante indépendante.

Dans la société socialiste, l'inégalité, et d'autant plus une inégalité aussi criante, serait, assurément, absolument impossible. Mais, malgré les mensonges officiels et officieux, le régime soviétique actuel n'est pas un régime socialiste, mais transitoire. Il porte encore sur lui l'héritage monstrueux du capitalisme, en par-

ticulier l'inégalité sociale, non seulement d'ailleurs entre la bureaucratie et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de la bureaucratie et à l'intérieur du prolétariat. Dans certaines limites, l'inégalité reste encore au stade actuel une arme bourgeoise de progrès socialiste : le salaire différencié, les primes, etc., sont des stimulants de l'émulation.

En expliquant l'inégalité, le caractère de transition de la construction actuelle ne justifie nullement les privilèges monstrueux, visibles et cachés, que s'approprient les sommets incontrôlés de la bureaucratie. L'Opposition de gauche n'a pas attendu les découvertes d'Urbahns, Laurat, Souvarine, Simone Weil(17)(\*\*) et autres, pour déclarer que la bureaucratie, sous toutes ses manifestations, ébranle les attaches morales de la société soviétique, engendre un mécontentement aigu et légitime des masses et prépare de grands dangers. Néanmoins, les privilèges de la bureaucratie en eux-mêmes ne changent pas encore les bases de la société soviétique, car la bureaucratie tire ses privilèges, non de certains rapports particuliers de propriété, propres à elle, en tant que « classe », mais des rapports même de possession qui furent créés par la révolution d'Octobre et qui, dans l'essentiel, sont adéquats à la dictature du prolétariat.

Quand la bureaucratie, pour parler simplement, vole le peuple (et c'est ce que, sous des formes diverses, fait toute bureaucratie), nous avons à faire non pas à une *exploitation de classe*, au sens scientifique du mot, mais à un *parasitisme social*, quoique sur

---

(17) Sur Simone Weil, cf. n. 10, p. 64. Trotsky qui la rencontra à Paris la tenait pour un « esprit brouillon ».

(\*\*) Désespérant des « expériences malheureuses » de dictature du prolétariat », Simone Weil a trouvé une consolation dans une nouvelle mission : défendre sa personnalité contre la société. Formule de l'ancien libéralisme, rafraîchie par une exaltation anarchiste à bon marché. Et songez également que Simone Weil parle majestueusement de nos « illusions ». A elle et à ses semblables, il faudrait de nombreuses années pour se libérer des préjugés petits-bourgeois les plus réactionnaires. Evidemment, ses nouveaux points de vue ont trouvé asile dans l'organe qui porte le titre manifestement ironique de *La Révolution Prolétarienne*. La publication de Louzon (18) est on ne peut mieux appropriée aux révolutionnaires mélancoliques, aux rentiers politiques, qui vivent sur les intérêts d'un capital de souvenirs, et aux raisonneurs prétentieux, qui viendront peut-être à la révolution... quand elle sera faite. (Note de Trotsky).

(18) Robert LOUZON (1882-1976), militant socialiste et syndicaliste dès 1900, mécène de la C.G.T. avant-guerre, avait milité en Tunisie de 1913 à son expulsion en 1922. Il avait démissionné du P.C., qu'il avait rejoint à Tours, en 1924, par solidarité avec Pierre MONATTE (1881-1960), pionnier du syndicalisme révolutionnaire et fondateur de *La Vie ouvrière* qui avait lui-même été exclu pour s'être solidarisé avec Trotsky. Ils avaient fondé en 1925 la *Révolution Prolétarienne* qui avait été une revue « syndicaliste communiste » avant de se rebaptiser « syndicaliste révolutionnaire ».

une très grande échelle. Le clergé du Moyen Age était une classe, ou un « état » social, dans la mesure où sa domination s'appuyait sur un système déterminé de propriété foncière et de travail forcé. L'Eglise actuelle n'est pas une classe exploiteuse, mais une corporation parasite. Il serait absurde en fait de parler du clergé américain comme d'une classe dominante particulière ; pourtant, il est indubitable que les prêtres de différentes couleurs engloutissent aux Etats-Unis une grande part de plus-value. Par leurs traits de parasitisme, la bureaucratie comme le clergé s'apparentent au lumpenprolétariat, qui ne représente pas non plus, comme on sait, une « classe » indépendante.

### *Deux perspectives*

La question nous apparaîtra avec plus de relief si nous l'envisageons dans sa coupe non pas statique, mais dynamique. En consommant improductivement une part énorme du revenu national, la bureaucratie soviétique, par sa fonction même, est en même temps intéressée au développement économique et culturel du pays : plus élevé sera le revenu national, plus grand sera le montant de ses privilèges. Cependant, sur les bases sociales de l'Etat soviétique, l'essor économique et culturel doit saper les bases même de la domination bureaucratique. Il est clair que, dans le cas de cette variante historique heureuse, la bureaucratie n'apparaît que comme un instrument — un instrument mauvais et coûteux — de l'Etat socialiste.

Mais, en consommant une partie toujours plus grande du revenu national et en portant atteinte aux proportions fondamentales de l'économie, nous répliquera-t-on, la bureaucratie *entrave* la croissance économique et culturelle du pays. C'est absolument vrai : un développement ultérieur sans obstacle du bureaucratisme devrait inévitablement mener à un arrêt de la croissance économique et culturelle, à une crise sociale terrible et à un recul de toute la société. Mais cela signifierait non seulement l'effondrement de la dictature du prolétariat, mais aussi en même temps la fin de la domination bureaucratique. Pour remplacer l'Etat ouvrier viendraient des rapports non pas « social-bureaucratiques », mais capitalistes.

Nous espérons que cette double perspective nous aide définitivement à voir clair dans le débat sur la nature de classe de l'U.R.S.S. : prenons-nous la variante des progrès ultérieurs du régime soviétique ou, au contraire, la variante de son effondre-

ment, dans les deux cas, la bureaucratie apparaît non pas comme une classe indépendante, mais comme une excroissance du prolétariat. Une tumeur peut atteindre des dimensions énormes et même étouffer l'organisme vivant, mais la tumeur ne peut jamais se changer en un organisme indépendant.

Ajoutons enfin, pour faire une clarté complète : si aujourd'hui en U.R.S.S. apparaissait au pouvoir un parti marxiste, il restaurerait le régime politique, changerait, purifierait et dompterait la bureaucratie par le contrôle des masses, transformerait toute la pratique administrative, introduirait une série de réformes capitales dans la direction de l'économie, mais en aucun cas il n'aurait à accomplir *un bouleversement dans les rapports de propriété, c'est-à-dire une nouvelle révolution sociale.*

### *Les voies possibles de la contre-révolution*

La bureaucratie n'est pas une classe dominante. Mais le développement ultérieur du régime bureaucratique peut mener à l'apparition d'une nouvelle classe dominante : non pas par la voie organique de la dégénérescence, mais au travers de la contre-révolution. Nous qualifions l'appareil stalinien de *centriste*, précisément parce qu'il remplit un double rôle : *aujourd'hui*, quand il n'y a *plus* et qu'il n'y a pas *encore* de direction marxiste, il défend par ses méthodes la dictature prolétarienne ; mais ces méthodes sont telles qu'elles facilitent la victoire de l'ennemi *pour demain*. Qui n'a pas compris le double rôle du stalinisme en U.R.S.S. n'a rien compris.

La société socialiste vivra sans parti, comme sans pouvoir. Dans les conditions de l'époque de transition, la superstructure politique joue un rôle *décisif*. La dictature du prolétariat développée et consolidée implique le rôle du parti en tant qu'avant-garde indépendante, le rassemblement du prolétariat à l'aide du système des syndicats, la liaison indissoluble des travailleurs avec l'Etat au travers du système des soviets, enfin l'unité de lutte de l'Etat ouvrier avec le prolétariat mondial au travers de l'Internationale. Cependant, la bureaucratie a étouffé le parti, les syndicats, les soviets et l'Internationale. Inutile d'expliquer quelle part gigantesque de responsabilité pour la dégénérescence du régime prolétarien pèse sur la social-démocratie internationale, couverte de cri-

mes et de trahisons, parti auquel appartient en outre M. Laurat (\*\*\*)).

Mais, quelle que soit la véritable répartition de la responsabilité historique, le résultat est le même : l'étouffement du parti, des soviets et des syndicats signifie l'atomisation politique du prolétariat. Les antagonismes sociaux ne sont pas surmontés politiquement, mais sont étouffés administrativement. Ils s'accumulent sous la pression, dans la mesure même où disparaissent les ressources politiques pour leur solution normale. La première grande secousse sociale, extérieure ou intérieure, peut mener la société soviétique atomisée dans une situation de guerre civile. Les ouvriers, qui ont perdu le contrôle sur l'Etat et sur l'économie, peuvent recourir à des grèves de masse, comme instrument d'auto-défense. Sous la poussée des ouvriers comme sous la pression des difficultés économiques, les trusts seront obligés de rompre avec le principe de la planification et d'entrer en concurrence l'un avec l'autre. L'ébranlement du système trouvera, certainement, un écho bruyant et chaotique au village et inévitablement se répercutera dans l'armée. L'Etat socialiste s'écroulera, faisant place au régime capitaliste, ou plus exactement à l'anarchie capitaliste.

La presse stalinienne reproduira certainement l'avertissement qu'est notre analyse comme une prophétie contre-révolutionnaire ou même comme un « désir » des « trotskystes ». A l'adresse de la valetaille des journalistes de l'appareil, nous ne connaissons depuis longtemps d'autre sentiment qu'un calme mépris. Nous jugeons la situation dangereuse, mais pas du tout désespérée. En tout cas, ce serait une lâcheté infâme et une trahison directe de déclarer que l'immense position révolutionnaire est perdue — avant la lutte et sans lutte.

---

(\*\*\*) Ce prophète accuse les bolcheviks-léninistes russes de manquer d'audace révolutionnaire. En mêlant, dans le style austro-marxiste, révolution et contre-révolution, retour à la démocratie bourgeoise et conservation de la dictature prolétarienne, Laurat donne à Rakovsky des leçons d'action révolutionnaire. Ce même gentleman déclare en passant que Lénine est un « théoricien médiocre ». Ce n'est pas étonnant : Lénine, qui donnait aux conclusions théoriques les plus compliquées les expressions les plus simples, ne peut en imposer à un philistin prétentieux qui donne à de pauvres et plates généralités une apparence cabalistique.

Projet de carte de visite : « Lucien Laurat, théoricien et stratège de réserve de la révolution prolétarienne [...] pour la Russie ; profession habituelle — aide de Léon Blum. » Inscription un peu longue, mais juste. Et on dit que ce « théoricien » a des partisans au sein de la jeunesse. Pauvre jeunesse ! (N. de Trotsky)

## *Une élimination « pacifique » de la bureaucratie est-elle possible ?*

S'il est vrai que la bureaucratie concentre dans ses mains tout le pouvoir et toutes ses approches — et c'est vrai —, alors une question surgit qui n'a pas peu d'importance : comment parvenir à une réorganisation de l'Etat soviétique ? Et peut-on accomplir cette tâche par des moyens pacifiques ?

Etablissons avant tout, comme un axiome inébranlable, que seul le *parti* révolutionnaire peut accomplir cette tâche. La création d'un parti révolutionnaire en U.R.S.S. avec les éléments sains de l'ancien parti et avec la jeunesse, c'est la tâche historique fondamentale. Il sera dit plus loin à quelles conditions elle peut être accomplie. Cependant, supposons que ce parti existe déjà. Par quelle voie pourra-t-il s'emparer du pouvoir ? Déjà, en 1927, Staline disait à l'adresse de l'Opposition de gauche : « Le groupement actuellement dirigeant ne peut être écarté que par la guerre civile. » C'était un défi — bonapartiste par son esprit — non pas à l'adresse de l'Opposition de gauche, mais à l'adresse du parti. En concentrant dans ses mains tous les leviers, la bureaucratie proclama ouvertement qu'elle ne permettrait plus au prolétariat de lever la tête. La marche ultérieure des événements donna à ce défi un grand poids. Après l'expérience des dernières années, il serait puéril de penser qu'on peut éliminer la bureaucratie stalinienne à l'aide du congrès du parti ou des soviets. En réalité, le 12<sup>e</sup> congrès (au début de 1923) fut le dernier congrès du parti bolchevique. Les congrès suivants furent des parades bureaucratiques (19). Maintenant, même de tels congrès sont supprimés. Pour écarter la clique dirigeante, il ne reste pas de voies normales « constitutionnelles ». Contraindre la bureaucratie à remettre le pouvoir aux mains de l'avant-garde prolétarienne, on ne peut le faire que par la *force*.

La valetaille s'écriera tout de suite : les « trotskystes », comme Kautsky (20), prêchent l'insurrection armée contre la dictature du prolétariat. Passons outre. Pour le nouveau parti prolétarien, la question de la prise du pouvoir ne peut se poser pratiquement qu'au moment où il rassemblera autour de lui la majorité de la classe ouvrière. Sur la voie d'un tel changement radical dans

---

(19) C'est dans la préparation de la 12<sup>e</sup> conférence (janvier 1924) que l'appareil aux mains de Staline employa pour la première fois sur une grande échelle les méthodes de manipulation qui lui permettaient de supprimer pratiquement toute représentation de l'Opposition dans les congrès.

(20) Sur Karl Kautsky, cf. n. 9, p. 197. Pacifiste pendant la guerre, il avait été, dès l'origine, très hostile à la révolution russe.

le rapport des forces, la bureaucratie apparaîtra toujours plus isolée et plus divisée. Les racines sociales de la bureaucratie se trouvent, comme nous le savons, dans le prolétariat : sinon dans son appui actif, du moins dans sa « tolérance ». Avec la venue du prolétariat à l'activité, l'appareil stalinien restera suspendu en l'air. S'il tente malgré tout d'opposer de la résistance, il aura à appliquer contre le prolétariat non pas des mesures de guerre civile, mais plutôt des mesures d'ordre policier. Il s'agit, en tout cas, non d'une insurrection contre la dictature du prolétariat, mais de l'ablation de l'excroissance pernicieuse qui se trouve sur elle.

La véritable guerre civile pourrait éclater non pas entre la bureaucratie stalinienne et le prolétariat qui la soutient, mais entre le prolétariat et les forces actives de la contre-révolution. D'un rôle indépendant de la bureaucratie, au cas d'un conflit des deux camps de masse, il ne peut être question. Ses flancs opposés se répartiraient sur les divers côtés de la barricade. C'est l'issue de la lutte, naturellement, qui déterminerait le sort du développement ultérieur. En tout cas, la victoire du camp révolutionnaire n'est concevable que sous la direction d'un parti prolétarien qui, par la victoire sur la contre-révolution, serait naturellement élevé au pouvoir.

### *Le nouveau parti en U.R.S.S.*

Qu'est-ce qui est le plus près : le danger de l'effondrement du pouvoir soviétique, miné par le bureaucratisme, ou l'heure du rassemblement du prolétariat autour du nouveau parti capable de sauver l'héritage d'Octobre ? A une telle question, il n'y a pas de réponse a priori ; la lutte tranchera. Le rapport de forces se déterminera sur une grande épreuve historique qui pourra être aussi la guerre. Il est clair, en tout cas, qu'avec les seules forces intérieures, dans la situation de désagrégation ultérieure du mouvement prolétarien mondial et de domination fasciste, qui s'étend, il est impossible de maintenir longtemps le pouvoir soviétique. La condition fondamentale, à laquelle est seulement possible une réforme radicale de l'Etat soviétique, c'est le développement victorieux de la *révolution mondiale*.

Le mouvement révolutionnaire en Occident peut naître même sans parti, mais il ne peut vaincre que sous la direction d'un parti. Pour toute l'époque de révolution sociale, c'est-à-dire pour quelques dizaines d'années, le parti révolutionnaire international reste l'instrument principal du progrès historique. Urbahns, qui

crie que les « vieilles formes » sont périmées, qu'il faut quelque chose de « nouveau » — quoi précisément ? —, fait seulement preuve de confusion... sous des formes assez vieilles. Le travail syndical dans les conditions du capitalisme « planifié », la lutte contre le fascisme et la guerre qui menacent, sans aucun doute, font apparaître telle ou telle méthode, tel ou tel type nouveau d'organisation de combat. Il faut seulement ne pas faire de fantaisie, comme les brandlériens avec des syndicats illégaux, mais observer attentivement la marche réelle de la lutte, saisir l'initiative des ouvriers eux-mêmes, l'étendre et la généraliser. Mais précisément, pour accomplir ce travail, il faut avant tout un parti, c'est-à-dire un noyau politiquement lié de l'avant-garde prolétarienne. La position d'Urbahns est subjective : il s'est désenchanté du parti, quand il eut réussi à couler son propre « parti ».

Quelques-uns des novateurs déclarent : nous avons dit « depuis longtemps » qu'il faut de nouveaux partis, maintenant, même les trotskystes, enfin, le reconnaissent ; un jour ou l'autre, ils saisiront aussi que l'Union soviétique n'est pas un Etat ouvrier. Ces gens-là font des découvertes astronomiques au lieu d'examiner le processus historique réel. La secte de Gorter et le « parti communiste ouvrier » allemand (21) jugeaient dès 1921 que l'Internationale communiste était perdue. Depuis ce moment, il y eu pas mal de telles déclarations (Loriot, Korsch (22), Souvarine, etc.). Cependant, de ces « diagnostics », rien n'est absolument sorti, car ils reflétaient seulement le désillusionnement subjectif de cercles et d'individus, et non pas les exigences objectives du processus historique (\*\*\*\*). C'est précisément pourquoi les novateurs criards restent maintenant même sur la touche.

---

(21) Hermann GORTER (1864-1927), poète et militant hollandais, était le maître à penser, avec son camarade Anton PANNEKOEK (1873-1960), des courants « gauchistes » dans le mouvement communiste au lendemain de la première guerre mondiale, et le véritable inspirateur du parti allemand fondé en 1920 contre le K.P.D. (S), le K.A.P.D. (Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands), parti communiste ouvrier d'Allemagne, qui considérait que le tournant de l'I.C., à son 3<sup>e</sup> congrès en 1921, l'avait définitivement engagé dans la voie de l'opportunisme.

(22) Fernand LORIOT (1870-1930), instituteur et syndicaliste, avait été l'un des leaders de la gauche de la S.F.I.O. pendant la première guerre mondiale, et l'un des premiers dirigeants du P.C. en France. Il l'avait quitté en 1926 et milité quelque temps dans le groupe *Contre le Courant*, puis était revenu en 1928 au syndicalisme révolutionnaire et avait collaboré à la *Révolution prolétarienne*. Karl KORSCH (1889-1961), universitaire et philosophe, ancien militant de l'U.S.P.D., puis du K.P.D., y avait animé une tendance de gauche avant d'en être exclu en 1929.

(\*\*\*\*) Par son essence même, ce qui vient d'être dit ne peut se rapporter aux organisations qui se sont séparées depuis relativement peu de temps de la social-démocratie, ou ont eu leur type particulier de développement (comme le R.S.P. hollandais), et qui, naturellement, se sont refusées à lier leur sort à celui de l'I.C.

La marche des événements ne suit pas une feuille de route donnée par avance. C'est aux yeux des masses, et non à ceux des individus que l'I.C. est allée à sa perte par des capitulations devant le fascisme. Mais l'Etat soviétique, il est vrai, avec une autorité révolutionnaire extrêmement diminuée, existe même après l'effondrement de l'I.C. Il faut prendre les faits tels qu'ils sont donnés par le développement réel, ne pas avoir de caprices, ne pas faire la moue, comme Simone Weil, ne pas s'offenser de l'histoire et ne pas lui tourner le dos.

Pour construire de nouveaux partis et une nouvelle Internationale, il faut avoir des bases principielles sûres, qui soient au niveau de notre époque. Nous ne nous faisons aucune illusion pour ce qui est des insuffisances et des lacunes de l'inventaire théorique des bolcheviks-léninistes. Cependant, leur travail de dix années a préparé *les prémices théoriques et stratégiques fondamentales pour l'édification de la nouvelle Internationale*. La main dans la main avec nos nouveaux alliés, nous développerons ces prémices et les concrétiserons sur la base de la pratique de la lutte.

### *La Quatrième Internationale et l'U.R.S.S.*

Le noyau du nouveau parti en U.R.S.S. — au fond, du parti bolchevique régénéré dans des conditions nouvelles —, c'est le noyau du groupement des bolcheviks-léninistes. Même la presse soviétique officielle des derniers mois témoigne que nos partisans mènent leur travail courageusement et non sans succès. Mais des illusions seraient déplacées : le parti de l'internationalisme révolutionnaire ne pourra libérer les ouvriers de l'influence décomposante de la bureaucratie nationale qu'au cas où l'avant-garde prolétarienne internationale apparaîtra de nouveau sur l'arène comme une force de combat.

Dès le début de la guerre impérialiste et, dans un sens plus large, dès la révolution d'Octobre, le parti des bolcheviks joua le rôle dirigeant dans la lutte révolutionnaire mondiale. Maintenant, cette position est complètement perdue. Cela ne concerne pas seulement la caricature officielle de parti. Les conditions d'une difficulté absolument exceptionnelle, dans lesquelles travaillent les

---

dans la période de sa décadence. Les meilleures de ces organisations se placent maintenant sous le drapeau de la nouvelle Internationale. Les autres s'y placeront demain. (Note de Trotsky).

bolcheviks-léninistes russes, excluent pour eux la possibilité d'un rôle dirigeant à l'échelle internationale. Plus que cela : le groupement de l'« Opposition de gauche » ne pourra se développer en un nouveau parti que comme résultat de la formation victorieuse et de la croissance de la nouvelle Internationale. Le centre de gravité révolutionnaire est définitivement passé en Occident, où les possibilités immédiates pour construire de nouveaux partis sont incomparablement plus larges (23).

Sous l'influence de l'expérience tragique des dernières dizaines d'années s'est accumulée dans le prolétariat de tous les pays une énorme quantité d'éléments révolutionnaires qui attendent une parole claire et un drapeau sans tache. Les convulsions de l'I.C., il est vrai, ont repoussé presque partout de nouvelles couches d'ouvriers du côté de la social-démocratie. Mais précisément cet afflux de masses turbulentes devient le plus grand danger pour le réformisme : il craque sous toutes les coutures et se désagrège en fractions, en donnant partout naissance à une aile révolutionnaire. Ce sont les prémices politiques immédiates de la création de la nouvelle Internationale. La première pierre est déjà posée : c'est la déclaration principielle des quatre organisations.

La condition de succès ultérieurs est une juste appréciation de la situation mondiale, y compris de la nature de classe de l'Union soviétique. Sur cette ligne, la nouvelle Internationale subira une épreuve dès les premiers jours de son existence. Avant qu'elle puisse réformer l'Union soviétique, elle devra prendre sur elle sa défense.

Toute tendance politique qui, sous le couvert du caractère « non prolétarien » de l'Union soviétique, se détourne d'elle sans espoir, risque de se trouver un instrument passif de l'impérialisme. Aussi, de notre point de vue, n'est évidemment pas exclue la possibilité tragique que le premier Etat ouvrier, affaibli par la bureaucratie, ne tombe sous les coups réunis des ennemis, intérieurs et extérieurs. Mais, même avec cette pire variante, c'est une immense importance pour la marche ultérieure de la lutte révolutionnaire qu'aurait la question de savoir où sont les auteurs de la catastrophe. Sur les révolutionnaires internationalistes ne doit pas tomber la moindre parcelle de responsabilité. A l'heure du danger mortel, il doit rester sur la dernière barricade.

---

(23) Remarque décisive du point de vue de ce qui intéresse Trotsky en dernière analyse, la construction de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale.

Aujourd'hui, l'ébranlement de l'équilibre bureaucratique en U.R.S.S. tournerait presque à coup sûr à l'avantage des forces contre-révolutionnaires. Avec l'existence d'une Internationale véritablement révolutionnaire, la crise inévitable du régime stalinien ouvrira la possibilité de la régénération de l'U.R.S.S.

La politique extérieure du Kremlin porte chaque jour des coups au prolétariat mondial. Coupés des masses, les fonctionnaires diplomatiques, sous la direction de Staline, foulent aux pieds les sentiments révolutionnaires les plus élémentaires des ouvriers de tous les pays, avant tout au plus grand détriment de l'Union soviétique elle-même. Mais il n'y a là rien d'inattendu. La politique extérieure de la bureaucratie complète la politique intérieure. Nous combattons l'une comme l'autre. Mais nous les combattons sous l'angle de la défense de l'Etat ouvrier.

Les fonctionnaires de l'I.C. en décomposition dans les divers pays continuent à jurer fidélité à l'Union soviétique. Ce serait une sottise impardonnable de fonder quoi que ce soit sur ces serments. La « défense » criarde de l'U.R.S.S. constitue pour la majorité de ces gens non pas une conviction, mais une profession ! Ils ne combattent pas pour la dictature du prolétariat, mais ils essuient les petites saletés de la bureaucratie stalinienne (voir, par exemple, *L'Humanité*). A l'heure critique, le Comintern « barbussisé » (24) ne sera pas capable de prêter à l'Union soviétique un appui plus grand que l'opposition dont il a fait preuve contre Hitler. C'est tout autre chose avec les révolutionnaires internationalistes. Traqués honteusement par la bureaucratie pendant une décennie, ils appellent infatigablement les ouvriers à la défense de l'Union soviétique.

Le jour où la nouvelle Internationale montrera aux ouvriers russes, non pas en paroles, mais dans l'action qu'elle, et elle seule, est pour la défense de l'Etat ouvrier, la situation des bolcheviks-léninistes à l'intérieur de l'Union soviétique changera en vingt-quatre heures. La nouvelle Internationale proposera à la bureaucratie stalinienne le front unique contre les ennemis communs. Et si notre Internationale représente en soi une force, la bureaucratie ne pourra pas, à la minute du danger, se refuser au front unique. Que restera-t-il alors des mensonges et des calomnies accumulées pendant de nombreuses années ?

---

(24) Sur Henri Barbusse, cf. 3, p. 55.

Le front unique avec la bureaucratie stalinienne ne signifie pas, même en cas de guerre, « union sacrée », à l'exemple des partis bourgeois et social-démocrates, qui, au moment de la mêlée impérialiste, ont cessé toute critique réciproque pour mieux tromper le peuple. Non, même en cas de guerre, non conservons notre intransigeance critique à l'égard du centrisme bureaucratique, qui ne pourra pas d'ailleurs ne pas dévoiler son incapacité de mener une véritable guerre révolutionnaire.

Le problème de la révolution mondiale, comme le problème de l'Union soviétique, se résume en une seule et même brève formule : QUATRIEME INTERNATIONALE !

# POUR DISSIPER DES MALENTENDUS (1)

Lettre à *New Leader*  
(2 octobre 1933)

Chers Camarades,

Dans le *Daily Worker* du 14 septembre, j'ai trouvé une lettre du camarade C.A. Smith qui défend l'I.L.P. contre l'accusation selon laquelle ses délégués ont participé à Paris à la construction d'une Internationale 2 1/2. Je n'ai aucune base, quelle qu'elle soit, pour intervenir sur le cœur de cette polémique. Je dois pourtant souligner qu'on peut tirer de la lettre du camarade Smith la conclusion qu'on a réellement posé à Paris les bases d'une Internationale 2 1/2 bien que l'I.L.P. n'y ait pas pris part (2). Je juge nécessaire de dissiper tout malentendu qui pourrait sur ce point naître dans l'esprit des lecteurs du *New Leader*.

Il est vrai que certaines organisations qui occupent une position intermédiaire entre la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationale, comme le parti ouvrier norvégien, le P.U.P. français, les maximalistes italiens et d'autres, participaient à la conférence de Paris. Mais, précisément, *toutes ces organisations se sont prononcées contre la nouvelle Internationale* (3). Pour la création de la nouvelle Internationale, non pas une 2 1/2, mais une IV<sup>e</sup> Internationale, se prononçaient les organisations suivantes : l'Opposition de gauche internationale, le parti socialiste ouvrier (S.A.P.) d'Allemagne, et

---

(1) T 3608. Publié avec la signature de L. Trotsky et sous le titre « Lettre à *New Leader* » dans *The Militant*, 21 octobre 1933. Le journal de l'I.L.P. ne publia pas cette lettre.

(2) L'I.L.P. s'était opposé à la résolution sur la reconstruction du mouvement ouvrier international adoptée par la majorité de la conférence et avait fait à cette occasion une déclaration selon laquelle les chances de redressement de l'I.C. n'étaient pas épuisées.

(3) Les sept qui avaient voté contre l'amendement des quatre en faveur d'une nouvelle Internationale étaient les organisations suivantes : I.L.P. britannique, D.N.A. de Norvège, P.U.P. de France, P.C. indépendant de Suède, P.S.I. « maximaliste », S.R. de gauche russes et Fédération communiste ibérique.

deux partis hollandais, le parti socialiste indépendant et le parti socialiste révolutionnaire.

Je prie les lecteurs de *The New Leader*, aussi bien d'ailleurs que ceux du *Daily Worker*, de prendre connaissance de la déclaration des organisations mentionnées ci-dessus, « Sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale ». Et je vais citer ici un seul de ses onze paragraphes :

« Prêts à collaborer avec toutes les organisations, groupes, fractions, qui évoluent réellement du réformisme ou du centrisme bureaucratique (stalinisme) vers la politique du marxisme révolutionnaire, les signataires déclarent en même temps que la nouvelle Internationale ne peut permettre aucune tolérance à l'égard du réformisme et du centrisme. L'unité nécessaire de la classe ouvrière ne peut être atteinte par une mixture des conceptions réformiste et révolutionnaire, par une adaptation à la politique stalinienne, mais seulement en surmontant la politique des deux Internationales faillies. Pour remplir ces tâches, la nouvelle Internationale ne peut tolérer une déviation des principes révolutionnaires dans les questions de l'insurrection, de la dictature prolétarienne, de la forme soviétique de l'Etat, etc. »

En conclusion, je me permets de dire que l'Opposition de gauche internationale (bolcheviks-léninistes) est beaucoup plus éloignée du centrisme (l'esprit 2 1/2) que l'actuel Comintern barbussisé.

# LE LEVIER D'UN PETIT GROUPE (1)

(2 octobre 1933)

Chers camarades,

J'ai reçu la copie de votre lettre du 5 septembre et me permets d'exprimer quelques considérations supplémentaires sur la question de l'entrée dans l'I.L.P. (2).

1 — Nous n'exagérons pas la signification de l'I.L.P. En politique, comme dans le domaine physique, tout est relatif. En comparaison de votre petit groupe, l'I.L.P. est une grosse organisation. Votre petit levier n'est pas suffisant pour remuer le Labour Party, mais il peut avoir un effet important sur l'I.L.P.

2 — Il me semble que vous avez tendance à voir l'I.L.P. par les yeux du parti stalinien, c'est-à-dire à exagérer le nombre d'éléments petits-bourgeois et à minimiser les éléments prolétariens de ce parti. Mais si vous estimiez que les ouvriers ne constituent que 15 % (une sous-estimation évidente puisque vous ignorez les [...]) (3), même alors vous pourriez gagner un millier d'ouvriers d'esprit révolutionnaire et en réalité beaucoup plus.

3 — Le saut d'un millier à dix mille est beaucoup plus facile que celui de quarante à un millier.

4 — Vous parlez des avantages d'influencer l'I.L.P. de l'extérieur. Pris à une grande échelle historique, vos arguments

---

(1) *Internal Bulletin*, Communist League of America, n° 15, juin 1934, signée G.G. Lettre à la section britannique.

(2) Sur la proposition faite par Trotsky à la section britannique d'entrer dans l'I.L.P., voir ci-dessus, pp. 113-115. La réponse de la direction britannique — dans une lettre du 5 septembre — avait été plus que réservée. Il est vrai que le voyage du Grec Vitte, membre du S.I., avait compliqué l'affaire puisqu'il avait présenté la proposition d'entrée comme n'ayant pas été approuvée par le S.I.

(3) Mots illisibles. Ces mots non déchiffrés pourraient être « jeunes ouvriers » selon l'interprétation proposée par les éditeurs des *Writings 1933-1934*.

sont irréfutables. Mais il y a des circonstances uniques, exceptionnelles, que nous devons apprendre à utiliser par des moyens exceptionnels. Aujourd'hui les ouvriers révolutionnaires de l'I.L.P. tiennent encore à leur parti. La perspective de rejoindre un groupe d'une quarantaine, dont ils connaissent mal les principes, ne peut en rien les attirer. Si, au cours de l'année prochaine, ils sont de plus en plus déçus par l'I.L.P., ils n'iront pas à vous, mais aux staliniens qui leur casseront le cou.

Si vous entrez dans l'I.L.P. pour travailler à sa transformation bolchevique (c'est-à-dire, celle de son noyau révolutionnaire), les ouvriers vous considéreront comme des camarades et non comme des adversaires qui tentent de scissionner le parti de l'extérieur.

5 — S'il s'agissait d'un parti constitué, homogène, avec un appareil stable, l'entrée aurait été non seulement inutile, mais fatale. Mais l'I.L.P. est tout à fait différent aujourd'hui. Son appareil n'est pas homogène, et permet par conséquent une grande liberté à différents courants. La base révolutionnaire de ce parti cherche passionnément des solutions. En restant en tant que groupe indépendant, vous ne représentez aux yeux des ouvriers qu'un petit groupe concurrent du stalinisme. A l'intérieur du parti, vous pouvez bien plus facilement tenir les ouvriers à l'écart du stalinisme.

6 — Je crois — c'est mon opinion personnelle — que même si vous abandonniez votre organe particulier, vous pourriez utiliser à votre avantage la presse de l'I.L.P., le *New Leader* et le bulletin de discussion. Le *Militant* américain et l'*International Bulletin* pourraient très bien compléter votre travail (4).

7 — Tous les membres de votre groupe doivent-ils entrer dans l'I.L.P. ? C'est là une question purement pratique (si ceux de vos membres qui travaillent à l'intérieur du parti communiste de Grande-Bretagne ont un vaste champ ouvert à leur activité, ils peuvent y rester plus longtemps, bien que je crois personnellement que, dans les conditions actuelles, le plein effet de leur travail serait beaucoup plus utile dans l'I.L.P.).

8 — La question de savoir si vous entrez dans l'I.L.P. en tant que fraction ou en tant qu'individus est purement formelle. De toute évidence vous constituerez par essence une fraction soumise à une discipline commune. Avant d'entrer dans l'I.L.P., vous fai-

---

(4) Trotsky avait écrit en ce sens au dirigeant américain Cannon (ci-dessus, pp. 113-115).

tes une déclaration publique : « Nos idées sont connues. Nous nous fondons sur les principes du bolchevisme-léninisme et nous sommes constitués comme partie intégrante de l'Opposition de gauche internationale. Nous considérons nos idées comme l'unique base sur laquelle peut être construite la nouvelle Internationale. Nous entrons dans l'I.L.P. afin de convaincre les membres de ce parti dans le travail pratique quotidien de la justesse de nos idées et de la nécessité pour l'I.L.P. de rejoindre les initiateurs de la nouvelle Internationale. »

En quoi une telle déclaration pourrait-elle porter atteinte au prestige de votre groupe ? Cela ne me paraît pas clair.

Bien entendu, le secrétariat international ne cherche pas et n'a jamais cherché à vous obliger, sur ordre, à entrer dans l'I.L.P. Si vous n'êtes pas convaincus de l'utilité de cette initiative, votre entrée ne servira à rien. Cette initiative constituerait un geste exceptionnellement responsable ; il est nécessaire de bien le peser et le considérer. Le but de cette lettre ainsi que de celles qui suivront est d'aider à votre discussion (5).

---

(5) Sur les deux tendances qui s'affrontaient sur la question de l'entrée dans l'I.L.P., voir ci-dessus, n. 11, p. 204.

# L'ATTITUDE VIS-A-VIS DU D.N.A. EST UNE PIERRE DE TOUCHE (1)

(2 octobre 1933)

Cher Camarade W(alcher),

1) Dans ma dernière lettre, je vous ai fait un certain nombre de reproches, notamment d'introduire une différence entre le D.N.A. « tel qu'il est » et le D.N.A. « tel qu'il doit être ». Et j'ai déclaré que cette façon de voir n'était pas correcte. Je m'appuyais pour cela sur cette phrase importante de votre lettre du 23 août :

« Du point de vue révolutionnaire, il est parfaitement clair que le D.N.A., dans sa forme *actuelle* et avec sa politique *actuelle*, est inutilisable pour la nouvelle Internationale » (Souligné par moi. L.T.)

Mais, comme vous avez signé avec le D.N.A. une déclaration commune qui se fixe comme but la rénovation révolutionnaire du mouvement ouvrier, il faut admettre que vous avez affaire au D.N.A. sous sa forme *de demain* et avec sa politique *de demain*, c'est-à-dire non pas avec ce qui est, mais avec ce que vous voudriez qu'il soit. Je ne pourrais que me réjouir de vous avoir mal compris. Mais la résolution commune avec le D.N.A. a cependant grand besoin d'être clarifiée et corrigée.

2) Vous affirmiez plus loin dans votre lettre du 23 août que cette inaptitude du D.N.A. à la nouvelle Internationale était « loin d'être claire encore pour beaucoup de gens valables dans l'I.L.P., ainsi qu'à l'intérieur du D.N.A. », et qu'il en était « vraisemblablement de même pour l'O.S.P. hollandais »... C'est bien possi-

---

(1) Archives Walcher, Arbetarrörelsens Arkiv, Stockholm. Trotsky répond ici à des lettres de Walcher qui affirmait qu'il n'y avait pas entre eux de divergences de fond quant à l'appréciation à porter sur le parti norvégien, le D.N.A. de Tranmael, mais seulement des divergences tactiques. Des remarques de Walcher permettaient d'entrevoir des accusations de « sectarisme » de sa part.

ble. Mais c'est justement par l'accord principal avec le D.N.A. qu'on induit en erreur ces « gens valables ». Puisque la nature social-démocrate du D.N.A. est « loin d'être encore claire pour eux », il faut la leur expliquer. C'est précisément ce que j'ai fait. Et vous me reprochez ce travail d'éclaircissement en le qualifiant d'« imprudence ». Du point de vue marxiste, la prudence est ce qui correspond à la réalité et à ses tendances évolutives. C'est pourquoi il faut être fidèle à la devise : « Dire ce qui est. »

3) On vient de me faire savoir que le D.N.A. serait sorti de l'I.A.G. Si c'est exact, cela ne peut que renforcer l'autorité de ceux qui n'ont voulu faire avec lui aucune déclaration principale. Mais si ce n'est pas vrai, le D.N.A. ne peut, par tout le reste de son comportement, que confirmer notre appréciation (2). S'associer au D.N.A., non pas parce que *je* le considère comme bon pour une alliance, mais parce que *les autres* nourrissent ce préjugé, c'est la politique funeste de l'éternelle adaptation à la droite.

4) Dans votre lettre du 4 septembre, vous reproduisez une assez longue citation de votre lettre du 22 août au comité directeur du S.A.P. au sujet du D.N.A. Cette excellente citation caractérise le D.N.A. comme un parti social-démocrate par nature, un parti qui tolère le gouvernement bourgeois, et, pour cela, trompe les travailleurs et les trahit. Bien vu, très juste, en plein dans le mille ! Mais vous ne le dites que dans une lettre confidentielle au comité directeur. Pourquoi ne l'avez-vous pas dit publiquement ? Parce que, si vous aviez exprimé publiquement votre véritable opinion sur le D.N.A. — ce qui est selon moi le devoir de tout révolutionnaire —, votre alliance avec lui serait apparue tout à fait incompréhensible et inadmissible. Vous m'avez répété un mot de Brandler : « Nous sommes des hommes politiques, non des chercheurs de vérité. » Brandler veut dire par là que nos déclarations publiques n'ont aucun besoin d'être en harmonie avec nos convictions de principe (par exemple en ce qui concerne les staliniens), en d'autres termes, que nous avons le droit de tromper les travailleurs dans leur propre intérêt. C'est une véritable philosophie de bureaucrates et de curés. J'ai tiré de nos entretiens la ferme conviction que vous n'avez pas repris à votre compte cette méprisable philosophie. Mais je dois vous faire remarquer qu'entre votre appréciation du D.N.A. et vos rapports publics avec lui, il y a un gouffre, lequel risque de devenir fatal au S.A.P.

---

(2) L'information était inexacte, et le D.N.A. ne devait rompre avec l'I.A.G. qu'en 1935. Mais — ainsi que le confirment les mémoires de Fenner Brockway — la plupart des dirigeants des partis adhérents s'attendaient à un tel développement.

5) Vous avez déjà plusieurs fois affirmé que la déclaration des sept (avec le D.N.A. (3)) ne contenait rien que nous ne puissions défendre. Cher ami, ce n'est pas là une manière politique, révolutionnaire, d'envisager la question, mais purement juridique, je pourrais dire, une manière d'avocat. Il ne s'agit pas, dans ce cas, de ce que dit la déclaration, mais de ce qu'elle passe sciemment sous silence (4). Même les choses exactes qu'elle dit ne servent qu'à créer la confusion, car elles donnent l'impression d'un accord entre le S.A.P. et le D.N.A. sur les questions les plus brûlantes du mouvement ouvrier international. Vous écrivez au comité directeur de ce parti :

« Le D.N.A. est pour la réunification de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales, nous sommes pour la création d'une nouvelle Internationale, d'une Internationale communiste. Cette divergence ne saurait être négligée, nous devons tôt ou tard la régler. »

Votre résolution commune néglige pourtant tout à fait délibérément cette divergence, autrement dit elle, freine le développement révolutionnaire au lieu de le faire avancer.

6) Plusieurs camarades ont trouvé tout à fait « sectaire » que nous voulions marteler dans la tête de tout un chacun la fausseté du principe du comité anglo-russe. Alors, je dois vous dire que vous pratiquez en ce moment vis-à-vis du D.N.A. la politique qui fut celle des staliniens vis-à-vis du conseil général des Trade-Unions britanniques. Dans une situation donnée, on peut conclure un accord précis pour un objectif précis, y compris avec les canailles du conseil général. Mais les staliniens ont fabriqué des résolutions qui ne voulaient rien dire et qui étaient acceptables pour les Citrine, Purcell (5), etc., parce qu'elles ne les engageaient à rien. Ces résolutions, réunions, etc., ont rendu les plus grands services aux canailles du conseil général. Leur amitié avec Staline-

---

(3) Il s'agit des sept organisations qui avaient convoqué, le 6 février 1933, la conférence : I.L.P., O.S.P., N.S.P.P., D.N.A., P.U.P., P.S.I. maximaliste, S.A.P. Elles avaient ensemble adopté à Bruxelles, en juin, une résolution rédigée par Goldenberg du S.A.P., qui avait été reprise, pour l'essentiel, dans la résolution générale adoptée à la conférence de Paris.

(4) Rappelons que l'Opposition de gauche avait considéré ce texte comme un « pas en avant » lors de sa publication en juin. Depuis, cependant, il y avait eu la « déclaration des quatre » sur la nouvelle Internationale, et la résolution de juin était évidemment en retrait sur elle.

(5) Sur Walter McLellan Citrine, cf. n. 8, p. 182. Albert A. PURCELL (1872-1935) était l'un des dirigeants de la « gauche » des syndicats britanniques en même temps que membre du comité syndical anglo-russe des années vingt, dans lequel Trotsky avait dénoncé un « bloc sans principes » avec les opportunistes des Trade-Unions britanniques.

Tomsky (6) a constitué, pour les briseurs de grève des sommets syndicaux, l'irremplaçable couverture à l'époque de la plus grave crise qu'ils aient eue à traverser, la grève générale et la grève des mineurs de 1926 (7). Ainsi des documents et des banquets, qui sont peut-être formellement inattaquables, mais n'ont aucun sens du point de vue révolutionnaire, prennent-ils la dimension d'un grand crime historique. C'est pourquoi je crois que les camarades du S.A.P. auraient le plus grand intérêt à étudier avec soin ces parallèles historiques.

7) Vous indiquez en outre que, déjà sans cela, on considère l'Opposition de gauche comme « facteur de division » et que nous devrions essayer de ne pas ancrer plus profondément encore cette mauvaise réputation. Que l'Opposition de gauche veuille faire éclater les organisations opportunistes, c'est parfaitement exact, et j'admets parfaitement que le S.A.P. poursuit, lui aussi, ce même objectif. Certains ont ressenti comme « génératrice de division » l'attitude de notre délégation à la conférence de Paris. Vous connaissez mon opinion : je reproche à notre délégation d'avoir été beaucoup trop souple. Mais ce n'est pas là le plus important : vous conviendrez, je l'espère, que, sans l'Opposition de gauche, la déclaration des quatre n'aurait absolument pas pu se faire. Et cette déclaration constitue un grand fait politique, elle n'est pas un travail de division, elle va dans le sens de l'action révolutionnaire.

Mais, si l'on veut réellement faire de la déclaration des quatre le point de départ d'une grande action constructive, alors on ne peut pas en même temps se fixer comme objectif la rénovation révolutionnaire du mouvement ouvrier avec le D.N.A. Ces deux

---

(6) Mikhail TOMSKY (1886-1936), vieux-bolchevik, chef de file, avec Boukharine, des « droitiers » dans le parti bolchevique, et président des syndicats soviétiques, avait négocié la constitution de ce comité syndical anglo-russe : la « droite » et le « centre » de Staline avaient jusqu'en 1928 fait bloc contre les critiques de l'Opposition de gauche.

(7) Dans le cours de la grève générale début mai 1926, puis de la grève des mineurs qui s'était prolongée pendant plusieurs mois, les dirigeants syndicaux britanniques, aussi bien Citrine que Purcell, avaient couru le risque d'être débordés par leurs troupes. Trotsky avait alors affirmé que l'existence même du comité syndical anglo-russe, en conférant aux réformistes britanniques l'autorité et le prestige de leur alliance avec les communistes russes, les avait protégés des critiques de gauche et du mécontentement de la base.

actions s'excluent l'une l'autre (8). Les travailleurs ont besoin de clarté, maintenant plus que jamais.

Je trouverais tout à fait souhaitable que, sur la base de notre correspondance, ait lieu une discussion entre camarades de nos deux organisations, car nous ne polémiqons jamais pour notre satisfaction personnelle, mais pour élargir l'éducation politique à des cercles plus grands.

---

(8) Trotsky fait ici une constatation irréfutable. Les deux positions fondamentales qui s'étaient affrontées à la conférence de Paris étaient en effet irréconciliables ; lutte pour une nouvelle Internationale d'une part, unification de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> de l'autre. Mais la solution — temporaire aux yeux de certains — d'une « Internationale 2 1/2 » qui ménageait ces possibilités contribuait à une confusion que certains souhaitaient sans doute.

# PAS DE COLLABORATION DANS LA CONFUSION \*

(3 octobre)

\* D 411. Lettre à *Adelante*. Ce texte a été publié dans le recueil : L. TROTSKY, *La Révolution espagnole* (1930-1940), *op. cit.*, p. 242.

# SUR LA CONFERENCE PROJETEE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE- SOCIALISTE ET COMMUNISTE (1)

(6 octobre 1933)

Chers Camarades (2),

Nous vous joignons une copie de la lettre circulaire envoyée par la Socialisties Jeugd-Verbond, adhérente au parti ami, l'O.S.P. (3). Il s'agit de la convocation, dans deux mois (4), d'une conférence internationale de la jeunesse révolutionnaire-socialiste et communiste. Nous donnons à cette initiative une importance exceptionnelle. L'effondrement des deux Internationales se reflète le plus gravement sur la jeunesse qui est l'anneau le plus faible de l'armée prolétarienne. La régénération du mouvement ouvrier international et la création d'une nouvelle Internationale sont inconcevables sans le réveil, le rassemblement, l'union internationale, l'éducation théorique révolutionnaire et dans la lutte, de la jeunesse prolétarienne. La conférence d'Amsterdam peut et doit devenir une étape importante sur cette voie.

De la lettre circulaire ci-jointe, apparaît qu'à la conférence doivent prendre part des organisations et des groupements de jeu-

---

(1) T 3609, V 65. Ce texte a été publié sous la signature du S.I. avec la mention « A toutes les sections et à toutes les organisations des jeunes des bolcheviks-léninistes », « très important et très urgent ». Il fut vraisemblablement dicté (à Jean van Heijenoort) un peu avant la date qu'il porte.

(2) Ce texte fut adressé à toutes les sections.

(3) Rappelons que l'O.S.P. avait signé la déclaration des quatre et était en pourparlers pour l'unification avec le R.S.P. hollandais. L'organisation de jeunesse de l'O.S.P., qui prenait l'initiative de la conférence, ne comptait, selon Walter Held (Lettres à Trotsky, Archives Sneevliet, Amsterdam), pas plus de 250 membres au total.

(4) La conférence se tint en février 1934, mais elle avait primitivement été convoquée pour décembre 1933.

nes révolutionnaires *très différents* par leur physionomie politique. Nous pensons qu'une composition de ce genre, au stade actuel, est non seulement inévitable, mais aussi politiquement juste. Il ne s'agit pas de quelconques partis organisés, avec une bureaucratie engourdie. Toutes les organisations de jeunesse énumérées dans la lettre circulaire, ou du moins leur écrasante majorité, se trouvent dans un processus de formation, accomplissent une évolution vers le communisme et cherchent seulement à se déterminer théoriquement et politiquement. A une conférence de jeunes de ce genre, *les jeunes bolcheviks-léninistes peuvent accomplir un travail d'une immense importance.*

Deux mois sont un délai bien court. Il est donc nécessaire d'entreprendre maintenant la participation digne de nos sections à cette conférence. Dans ce but, le secrétariat international a créé près de lui une commission centrale spéciale, sous la présidence d'un membre du secrétariat (5), avec la participation des représentants de la jeunesse communiste de trois sections nationales : tout le travail préparatoire sera concentré dans les mains de cette commission sous la direction générale du S.I.

Nous recommandons aux directions nationales de créer auprès d'elles une *commission nationale* de ce genre et de se mettre immédiatement au travail.

La première tâche est de travailler sérieusement sur *l'ordre du jour* proposé par les camarades hollandais, de préparer les résolutions projetées, de compléter l'ordre du jour par de nouvelles questions, d'élaborer des thèses politiques et organisationnelles, etc. Tous les projets de thèses, même très courtes, de ce genre, doivent être envoyés immédiatement à la commission centrale à l'adresse indiquée ci-dessous. Il est souhaitable, en même temps, vu le peu de temps, que chaque section envoie en même temps ses projets de thèses aux autres sections, ce qui, évidemment, ne libérera pas la commission générale de l'obligation d'envoyer les matériaux nécessaires.

Il est souhaitable que le plus grand nombre possible de nos sections et groupes envoient à la conférence *leurs propres représentants*. Cependant, nous tenons à vous prévenir à l'avance que chaque section devra couvrir elle-même *les dépenses du voyage*. Quelques sections peuvent unir leurs forces pour envoyer un délégué commun. Il est absolument permis, c'est évident, de remettre

---

(5) Ce membre du secrétariat était l'Italien Alfonso Leonetti, dit Suzo ou Feroci (voir ci-dessus, n. 5, p. 68).

un mandat à un camarade habitant à l'étranger, s'il connaît de près la vie de la section en question et en exprime le point de vue.

Au cas où des difficultés matérielles empêcheraient d'envoyer un délégué, il est nécessaire d'*élaborer son propre salut à la conférence*, avec un court rapport sur le travail au sein de la jeunesse et un court exposé des positions principales générales.

Nous ne doutons pas que, dans les divers pays, existent des organisations, groupes et fractions de la jeunesse, qui ne sont pas encore entrées dans l'énumération des camarades hollandais, mais qui pourraient, avec un plein succès, être invités à participer à la conférence. Nous vous proposons de les rechercher immédiatement dans votre pays, d'en faire part à l'organisation hollandaise pour qu'ils soient officiellement invités, et en même temps pour commencer immédiatement avec eux des *pourparlers préalables sur leur participation à la conférence*.

Quand les premiers pas préparatoires seront faits, et quand la commission centrale possédera suffisamment la question, il est extrêmement souhaitable de convoquer, là où c'est possible, des réunions publiques de la jeunesse révolutionnaire sur le thème : « La conférence d'Amsterdam et la jeunesse révolutionnaire. » A de telles réunions, il est souhaitable de faire voter de courtes résolutions montrant la nécessité du rassemblement de la jeunesse prolétarienne sur les bases révolutionnaires du marxisme.

Le point le plus important de l'ordre du jour est le quatrième : « Principes fondamentaux et formes de la collaboration internationale. » Sur cette question, on doit élaborer un projet de déclaration programmatique qui devra, au cours de son développement ultérieur, devenir la charte de la nouvelle Internationale des jeunes (6). Nous invitons toutes les sections sans exception à apporter sur cette question une proposition ou une autre. Pour notre part, nous pensons qu'il est absolument nécessaire d'apporter une résolution particulière sur la question suivante : « La jeunesse révolutionnaire et la théorie marxiste. » (7) La tâche la plus importante des bolcheviks-léninistes au stade primitif actuel de

---

(6) Au cours de la première guerre mondiale, l'Allemand Willy Münzenberg, réfugié en Suisse, avait réussi à y organiser un secrétariat de l'Internationale des jeunes socialistes, dont le réseau avait joué un rôle capital dans l'organisation des internationalistes dans toute l'Europe, donc la constitution de la III<sup>e</sup> Internationale. Cette Internationale des jeunes était devenue l'Internationale des jeunes communistes.

(7) Trotsky venait de demander au militant suisse Walter Nelz qui l'avait visité à Royan de rédiger un texte sur cette question.

régénération du mouvement international des jeunes sera de poser dans toute son acuité la question de la IV<sup>e</sup> Internationale, si elle veut être à la hauteur des tâches de notre époque, doit être construite sur le fondement de granit de la théorie marxiste. C'est précisément à la jeunesse que doit être inoculée une compréhension de l'importance inestimable de *la théorie marxiste en tant qu'arme de la pratique révolutionnaire*. A la sous-estimation de l'importance de la théorie et plus encore au dédain vis-à-vis de la théorie des rangs de la jeunesse (De tels états d'esprit sont très caractéristiques des organisations dans l'esprit 2 1/2 (8)), il faut offrir une résistance amicale dans la forme mais intransigeante quant au fond.

La question de *la lutte contre le fascisme et la guerre* prendra nécessairement une place importante dans les travaux de la conférence. Ici nous devons, avec une précision particulière, mettre en avant les principes léninistes de stratégie révolutionnaire en opposition à l'esprit de capitulation réformiste et austro-marxiste, à l'indécision centriste de tout genre, et à la « politique » de mascarade de Barbusse - Münzenberg (9) qui, par leurs mensonges et leurs tromperies, par leurs effets extérieurs et par leur vide, sont particulièrement funestes pour le mouvement révolutionnaire de la jeunesse.

Telles sont les considérations et indications les plus importantes que nous pouvons vous donner au moment présent. Nous comptons fermement sur votre initiative et votre fermeté dans le travail préparatoire. Il s'agit d'une question — on peut le dire sans exagération — d'une importance historique : les bolcheviks-léninistes peuvent, et par conséquent doivent, jouer un grand rôle dans la création d'une nouvelle Internationale des jeunes.

Nous espérons que, trois jours après réception de la présente lettre (vous établirez) une courte communication sur vos plans, vos possibilités, et sur les pas pratiques déjà entrepris par vous pour la préparation de la conférence.

---

(8) « L'esprit 2 1/2 » désigne l'état d'esprit « centriste » des organisations qui, sous le sigle de l'U.P.S. (ci-dessus n. 42, p. 108) avaient tenté, de 1920 à 1923, de rassembler dans une Internationale — baptisée 2 1/2 par les bolcheviks — les partis non adhérents à la II<sup>e</sup> qui ne voulaient pas rejoindre la III<sup>e</sup>.

(9) Sur Barbusse et Münzenberg, ainsi que les congrès internationaux d'Amsterdam et Pleyel, voir ci-dessus n. 5, p. 68 et le volume *Œuvres, mars-juillet 1933*, pp. 145.

# UNE INTERPRETATION ERRONEE DE LA NOUVELLE ORIENTATION (1)

(8 octobre 1933)

Chers Camarades,

A la veille de la conférence de la Ligue (2), j'ai adressé au camarade Vitte une lettre personnelle dans laquelle j'ai tenté de l'empêcher de poursuivre sur le chemin dans lequel il s'est engagé et qui ne peut rien donner de bon ni pour l'Opposition internationale, ni pour la section grecque, ni pour le camarade Vitte personnellement. J'ai rappelé au camarade Vitte que sa conspiration scissionniste dans la Ligue à Paris aurait inévitablement des répercussions internationales et de fâcheuses conséquences en particulier pour la section grecque.

S'il s'engage dans une lutte ouverte et acharnée, les deux sections défendront inévitablement leur point de vue, y compris devant l'ensemble des sections. La façon dont il procède rendra évident, pour l'écrasante majorité des sections qui ont conduit la lutte contre Landau, Mill, Well (3) et autres, qu'il s'agit d'une répétition de la lutte conduite par ces gens, mais de manière pire

---

(1) *Internal Bulletin*, C.L.A., n° 15, juin 1934. Lettre signée G.G. adressée au S.I.

(2) Il s'agit de la conférence, tenue fin septembre, de la Ligue communiste, section française de la L.C.I., dont Yotopoulos-Vitte, membre du S.I. résidant en France, était membre, et où s'était produite la scission avec les militants qu'animait le « groupe juif » (ci-dessus, n. 4, p. 169).

(3) Trotsky énumère ici quelques-unes des oppositions précédemment rencontrées, ou plutôt des militants dont le nom est lié à des crises antérieures. Les trois noms mentionnés ici symbolisent pourtant des cas assez différents. Kurt LANDAU (1903-1937), ancien militant du P.C. autrichien et rédacteur à son journal *Die Rote Fahne*, avait animé à partir de 1928 le groupe d'opposition rassemblé autour du journal *Der Neue Mahnruf*. Puis il avait été à Berlin le principal dirigeant de l'Opposition allemande unifiée et désigné en avril 1931 comme membre du bureau international de l'Opposition de gauche. Il avait rompu peu après sur la base d'un conflit politique avec l'Opposition de Saxe et d'une critique très vive de l'intervention de Trotsky et du S.I. dans la vie des sections nationales. Il avait ultérieurement

encore. En dernière analyse, cela aboutira à ce que le camarade Vitte, après avoir été battu dans la Ligue et dans l'ensemble de notre organisation internationale, cherchera inévitablement à opposer la section grecque à l'ensemble de l'organisation internationale. Cette tentative aboutira inévitablement, par la logique même de la situation, à la désintégration de la section grecque et à sa transformation en une section nationale de Vitte. Cette analyse, une perspective brièvement formulée dans ma lettre, est interprétée par Vitte dans sa réponse comme une tentative de ma part d'« éliminer » la section grecque. Je ne pense pas que Vitte ait compris le sens de ma lettre. Son interprétation vaut non pour moi, non pour l'Opposition internationale de façon générale, mais pour la section grecque. En d'autres termes, Vitte est déjà en train d'opposer la section grecque à l'Opposition internationale et n'hésite pas à faire usage d'insinuations déloyales.

Bien que Vitte parle dans sa lettre de son « orthodoxie » bolchevique, personnellement, et sur la base de toute l'expérience avec lui, je suis arrivé à la conclusion que, bien qu'il ait assimilé telle ou telle formule théorique ou stratégique de l'Opposition de gauche, il est tout à fait étranger aux méthodes du bolchevisme. Il l'a manifesté particulièrement dans la lettre qu'il m'a adressée,

---

maintenu une organisation qui éditait *Der Funke* et conservé des liens avec divers groupes dissidents, dont la Gauche communiste de France, qu'il s'efforçait de regrouper sur le plan international. Il avait pris position contre le « tournant » vers les « nouveaux partis » et la « nouvelle Internationale », et préconisait toujours la lutte pour « redresser » les P.C. et l'I.C. Il venait d'émigrer à Paris. MILL était le pseudonyme de Pavel ОНКУН, Ukrainien d'origine, venu à l'Opposition de gauche par l'intermédiaire du « groupe de langue juive » du P.C. français — le « groupe juif » — et sa connaissance du russe lui avait valu, après un voyage à Prinkipo, de devenir secrétaire administratif du S.I. D'abord adversaire d'Alfred Rosmer et s'affichant partisan de l'« aile marxiste » de Molinier-Frank, il avait ultérieurement, au nom du groupe juif, cherché un rapprochement avec Rosmer et son groupe et semble s'être aventuré dans des intrigues complexes. Dans le même temps, il avait pris contact avec les autorités soviétiques pour « négocier » son rapatriement en U.R.S.S. Il avait été publiquement dénoncé par Trotsky en 1932 pour ses liens avec les autorités stalinienne (*La Révolution espagnole*, pp. 216-220). Cf. aussi n. 4, p. 170.

Le cas de Roman WELL était beaucoup plus grave, bien que Trotsky n'ait eu sur ce point à cette époque aucune certitude. De son vrai nom Ruvin SOBOLÉVICIUS (1901-1962), il avait été infiltré dans l'Opposition de gauche internationale par les services du G.P.U. qui lui avaient donné une formation spéciale en U.R.S.S. à cette fin. Etudiant à Leipzig, il y avait été l'un des principaux dirigeants de l'Opposition de gauche en Saxe, puis à Berlin, surtout après la rupture avec Landau à laquelle il avait poussé de toutes ses forces. Il était l'un des principaux dirigeants de la section allemande en 1932, et membre du secrétariat international, collaborant notamment à l'expédition du *Biulleten Oppositsii* en U.R.S.S. Avec son frère, Abraham SOBOLÉVICIUS (né en 1904), qui militait sous le pseudonyme d'Adolf SENINE, il avait jeté le masque en publiant sous le titre du journal de l'Opposition allemande, *Die Permanente Revolution*, une déclaration de ralliement à la politique stalinienne en Allemagne. On n'avait pourtant à cette époque pas la preuve qu'il s'agissait d'un agent.

où, m'attribuant la monstrueuse tentative d'« éliminer » la section grecque, il écrit de façon pathétique : « Alors que l'Opposition de gauche s'oriente vers les socialistes de gauche, nous manifestons intolérance et hostilité à l'organisation bolchevique de Grèce. » En d'autres termes, Vitte développe le thème de Giacomi (4) : nous sommes en train de tourner à droite, et c'est pourquoi nous sommes contraints de rompre avec les véritables bolcheviks.

Je ne crois pas que cela vaille la peine de consacrer du temps à répondre à cette affirmation, s'il ne se cachait derrière elle une interprétation radicalement fautive de l'ensemble de notre nouvelle orientation. Vitte pense probablement qu'elle signifie des rapports plus conciliateurs avec les centristes, les mencheviks, etc. En réalité, cette circonstance, le fait que les organisations socialistes de gauche se rapprochent de nous, nous oblige à être doublement vigilants quant à la fermeté la plus stricte sur les principes et à la discipline interne : c'est seulement à cette condition que nos cadres, inférieurs en nombre, pourront avoir une influence révolutionnaire positive sur les partis centristes de gauche. Aussi la nouvelle orientation exige-t-elle une cohésion plus étroite de nos propres rangs et une plus grande intransigeance vis-à-vis des oscillations de tout genre, des méthodes d'organisation mencheviques, des intrigues personnelles et des insinuations.

La réponse du camarade Vitte montre que ma tentative de faire appel à sa responsabilité révolutionnaire a constitué une erreur (5). Je la corrige en portant l'ensemble de l'épisode à la connaissance du secrétariat international, en tant qu'organisme dirigeant notre organisation internationale.

---

(4) GIACOMI était le pseudonyme de Mario BAVASSANO (1895-1954) dit aussi REY, ouvrier sellier italien à l'usine Fiat et membre de son conseil de fabrique, membre du P.C.I. dès sa fondation, qui avait séjourné en U.R.S.S., étudié à l'académie Tolmatchev, était devenu officier-interpète de l'Armée rouge en même temps que le spécialiste de la fabrication des valises à double fond pour le travail clandestin. A la veille de son exclusion en France, il était responsable des « groupes communistes italiens en France ». Membre de la Nouvelle Opposition italienne, il avait été élu en janvier 1931 membre de la commission exécutive de la Ligue. Au plénum d'août de l'Opposition internationale, il avait combattu le tournant et critiqué auparavant le mot d'ordre de « Constituante » lancé pour l'Italie par Trotsky. Il était lié au « groupe juif » et venait de rompre lors de la conférence de la Ligue.

(5) Selon le procès-verbal de la réunion du S.I. du 11 octobre (Archives Sneevliet, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam), Giacomi avait publiquement pris position pour les éléments du « groupe juif » qui se préparaient à fonder une organisation rivale, l'Union communiste, et à publier *L'Internationale*. Vitte, en revanche, affirmait qu'il ne pouvait se prononcer avant d'avoir consulté la section grecque. Il était pourtant de toute évidence lié au groupe qui organisait la nouvelle formation.

# ANNEXES



## PRINCIPAUX OUVRAGES CITES OU CONSULTÉS

- Academia Stefan Gheorghiu.— *Dictionar politic*.— Bucarest, Editura politica, 1975.— 662 p.
- ALLES Wolfgang.— *Zur Politik und Geschichte der deutschen Trotzkisten ab 1930*.— Université de Mannheim, 1978.— 295 p.
- BLACK Robert.— *Fascism in Germany*.— London, 1975.
- BALABANOV Angelica.— *My life as a rebel*.— London, Hamish Hamilton, 1938.— 358 p.
- BROUÉ Pierre.— *Le parti bolchevique. Histoire du P.C. de l'U.R.S.S.*— Paris, Ed. de Minuit 1963.— 631 p. (Arguments 16).
- BROUÉ Pierre.— *Révolution en Allemagne (1917-1923)*.— Paris, Ed. de Minuit, 1971.— 942 p. (Arguments. 51).
- CALHOUN Daniel F.— *The United front. The T.U.C. and the Russians 1923-1928*.— Cambridge, Cambridge University Press, 1976.— 450 p.
- CANNON James Patrick.— *History of American trotskyism*. Reports of a participant.— New York, Pionner Publishers, 1944.— 268 p.
- CORVISIERI Silverio.— *Tročkij e il comunismo italiano*.— Roma, Samona e Savelli, 1969.— 360 p.
- DE BEULE Nadya.— *Onstaan en aktie van de Trotskistische beweging in Belgie (1928-1935)*.— Thèse, Fakulteit Letteren en Wijsbegeerte, 1976.
- DOBBS Farrell.— *Teamsters Rebellion*.— New York, Monad Press, 1972.— 192 p.
- DONNEUR André.— *Histoire de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale (1920-1923)*.— Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, 1967.— 436 p.
- DOWSE Robert.— *Left in the Centre. The Independent Labour Party (1893-1940)*.— London, Longmans, 1966.— 231 p.
- DRECHSLER Hanno.— *Der Sozialistische Arbeiter Partei Deutschlands (S.A.P.). Ein Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende des Weimarer Republik*.— Meisenheim an Glam, A. Hain, 1965.— 406 p.
- DREYFUS Michel. — *Bureau de Londres ou IV<sup>e</sup> Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940)*.— Thèse 3<sup>e</sup> cycle, Université de Nanterre, Paris X, 1978.— VII-418 p.
- Encyclopaedia judaica*.— New York, Mac Millan, 1972.
- ERBE Otto.— *Der Sieg des Fascismus in Deutschland und die Aufgaben des Arbeiterklasse*.— Herausgeben von der S.A.P., 1934.— 68 p.
- FENNER BROCKWAY Archibald.— *Inside the left. Thirty years of platform, press, prison and parliament*.— London, Allen and Unwin, 1942.— 352 p.

- [GOLDENBERG Boris].— *Trotskismus oder Revolutionäre Realpolitik ? Eine notwendige Auseinandersetzung.*— Herausgeben von der Auslandszentrale der Sozialistischen Arbeiter Partei Deutschlands
- GROVES Reg.— *The Balham group. How British trotskysm began.*— London, Pluto Press, 1974.— 112 p.
- HAUPT Georges, MARIE Jean-Jacques.— *Les bolcheviks par eux-mêmes.*— Paris, Maspero, 1969.— 398 p. (Bibliothèque socialiste. 13).
- HEIJENOORT Jean van.— *De Prinkipo à Coyoacan. Sept ans auprès de Léon Trotsky.*— Paris, Maurice Nadeau, Les lettres Nouvelles, 1978.— 240 p.
- KAWECKA Krystyna.— *Niezależna socjalistyczna partia pracy (1921-1937).*— Warszawa, Ksiąska i Wiedza, 1969.— 356 p.
- MARTINS Roderick.— *Communism and the british Trade-Unions, A study of the National Minority Movement.*— Clarendon, Oxford, 1969.
- PAGES Pelai.— *El movimiento trotskista en Espana (1930-1935). La Izquierda comunista de España y las disidencias comunistas durante la segunda republica.*— Barcelona, Ediciones Peninsula, 1977.— 312 p.
- PATON John.— *Left turn ! The autobiography of John Paton.*— London, Secker and Warburg, 1936.—
- PLUET Jacqueline.— *Prolétariat et avant-garde. Les étapes du mouvement trotskyste en France de 1929 à 1944 - Thèse de 3<sup>e</sup> cycle,* Paris I, 1975.
- SINCLAIR Louis.— *Léon Trotsky : a bibliography.*— Stanford, Hoover Institution Press, 1972.— 1 092 p.
- TJADEN Karl-Hermann.— *Struktur und Funktion der « K.P.D. Opposition » (K.P.O). Eine organisationsoziologische Untersuchung zu « Rechts » Opposition in Kommunismus zur Zeit des Weimarer Republik.*— Meisenheim an Glam, Anton Hain, 1964.— 236 p.
- TICHELMAN Frijtof.— *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie.*— Amsterdam, Van Gennep, 1974.— 136 p.
- TROTSKY Léon.— *L'I.C. après Lénine.*— Paris, P.U.F. 1969, 2 vol.— 596 p.
- TROTSKY Léon.— *Le mouvement communiste en France (1919-1939). Textes présentés et annotés par Pierre Broué.*— Paris, Ed. de Minuit, 1967.— 724 p. (Arguments. 31).
- TROTSKY Léon.— *Œuvres, mars-juillet 1933.*— Paris, E.D.I., 1978. 320 p.
- TROTSKY Léon.— *La Révolution espagnole 1930-1940. Textes recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué.*— Paris, Ed. de Minuit, 1975.— 791 p. (Arguments).
- TROTSKY Léon.— *Writings.*— Edités par George Breitman et autres.— New York, Pathfinder Press, 12 volumes.— Vol 1933-34 : 380 p.
- WEBER Hermann.— *Die Wandlung der deutschen Kommunismus.*

## INDEX DES JOURNAUX ET PERIODIQUES

- Adelante*, 279.  
*Adelphi*, 229.  
*Ami du peuple (L')*, 44.  
*Arbeiderbladet*, 97.  
*Arbeiterstimme (Die)*, 234.  
*Arbeiterzeitung*, 25, 95.  
*Archives du marxisme*, 57.  
*Avanti !* 28, 156.  
*Basler Rundschau*, 99.  
*Bulleten Oppositsii*, 130, 205, 215, 243, 285.  
*Bulletin communiste*, 162.  
*Bulletin intérieur de l'Opposition communiste de gauche*, 155, 229.  
*Bulletin de la Ligue communiste internationaliste*, 118, 173.  
*Bulletin der Liga der Kommunisten-Internationalisten*, 111.  
*Bulletin intérieur de la Ligue communiste*, 71, 209.  
*Cahiers du bolchevisme*, 216.  
*Clarté*, 53.  
*Communiste (Le)*, 168.  
*Contre le courant*, 264.  
*Daily Worker*, 269, 270.  
*De Fakkell*, 94.  
*Delnicka Politika*, 234.  
*De Socialist*, 28, 94.  
*Documents et discussions, supplément au Bulletin publié par la L.C.I. (b.l.)*, 173.  
*Fahne des Kommunismus (Die)*, 22.  
*Funke (Der)*, 285.  
*Humanité (L')*, 23, 44, 46, 47, 64, 215, 216, 217.  
*Inprekorr (Internationale Press Korrespondenz)*, 114, 117, 235.  
*Internal Bulletin, Communist League of America*, 284.  
*Internal Bulletin of Communist League (British section of the I.L.O.)*, 171, 200.  
*International Bulletin, Communist League of America*, 48, 218, 271, 272.  
*Internationale (L')*, 168, 286.  
*Iskra*, 123, 198.  
*Jiskra*, 234.  
*Labour Leader*, 113.  
*Lutte de classes*, 53.  
*Militant (The)*, 60, 114, 123, 140, 172, 176, 269, 270, 272.  
*Monde*, 55.  
*Mot Dag*, 26, 94, 96.  
*Naché Slovo*, 198.  
*Neue Mahnruf (Der)*, 105.  
*Neue Tribüne (Die)*, 234.  
*Neue Weltbühne (Die)*, 25, 95.  
*New Leader (The)*, 31, 73, 146, 171, 230, 269, 292.  
*New Republic (The)*, 222.  
*Ny Tid*, 97.  
*Ordine Nuovo*, 68.  
*Permanente Revolution (Die)*, 170, 285.  
*Populaire (Le)*, 64.  
*Poslednjie Novosti*, 64.  
*Pravda*, 123, 125.  
*Red Flag (The)*, 130, 140, 171, 205.  
*Révolution prolétarienne (La)*, 64, 258, 264.  
*Revolutionary Age*, 25.  
*Rote Fahne (Die)*, 45, 99.  
*Rovnost*, 235.  
*Survey*, 173.  
*Svornost*, 235.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JUILLET - OCTOBRE 1933

*Temps (Le)*, 78, 227.

*Travailleur (Le)*, 196.

*Unser Wort*, 106, 234, 235, 242.

*Vérité (La)*, 43, 46, 53, 55, 56, 68,  
79, 90, 92, 117, 130, 152, 169,  
193, 215.

*Vie ouvrière (La)*, 56, 198, 258.

*Voroïdenie*, 64.

## INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(Les références en *italique* indiquent les notices biographiques)

- ABERN Martin, 119  
ACKERKNECHT Erwin H., dit Eugen  
BAUER, 37, 39, 46, 49, 51, 52,  
67, 68, 70, 77, 79, 117, 118, 130,  
135, 136, 235, 236, 237  
ADOLPHE, cf. Rudolf KLEMENT  
ARIAT André, cf. Aimé PATRI  
AXELROD Pavel, 197, 198  
BAKKERT-NORT, 215  
BALABANOV Angelica, 28, 30, 39,  
156  
BARBUSSE Henri, 55, 68, 267, 283  
BAROZINE, dit Pierre GOURGET, 210  
BAUER Eugen, cf. Erwin H.  
ACKERKNECHT  
BAVASSANO Mario, dit GIACOMI, dit  
REY, 40, 193, 209, 214, 286  
BERGERY Gaston, 215  
BERNARD Alfred, 210  
BERNSTEIN Eduard, 197  
BEVAN Aneurin, 146  
BLANQUI Louis Auguste, 248  
BLASCO, cf. Pietro TRESSO  
BLUM Léon, 64, 255, 261  
BONAPARTE  
- NAPOLEON 1<sup>er</sup>, 251  
- NAPOLEON III, 251  
BONNOT Jules Joseph, 123  
BORDIGA Amadeo, 21, 52  
BOUKHARINE Nicolas, 24, 277  
BOURDERON Albert, 197, 198  
BOURTSSEV Vladimir, 61  
BRANDLER Heinrich, 23, 29, 31, 62,  
86, 93, 95, 98, 99, 101, 102, 120,  
147, 157, 201, 243, 275  
BRANTING Georg, 215  
BRINGOLF Walter, 25  
BUOZZI Bruno, 156  
BURIÁN Edmond, 234  
BURIÁN Vladimir, dit Rilke, 235  
CAMPBELL Stephen, 114  
CAMPBELL Thomas, 63  
CANNON James Patrick, 59, 113,  
115, 119, 120, 169, 172, 272  
CHATSKY Stanislas T., 124  
CHTCHERBATOV, 125  
CITRINE Walter MACLELLAN, 182,  
183, 276, 277  
COLIJN Hendryk, 250  
COLLINET Michel, dit Paul SIZOFF,  
21, 210  
COOK A.J., 73  
COT Pierre, 227  
COTY François, 44  
CRAIPEAU Yvan, 209, 241  
CUNO Wilhelm, 103  
DAVOUST Gaston, 21  
DÉAT Marcel, 211  
DEUTSCHER Isaac, dit KRAKOWSKI,  
121  
DEWAR Hugo, 205  
DIMITROV Georgui, 124, 215, 216  
DOBBS Farrell, 219  
DOLLFUSS Engelbert, 250  
DROBNER Boris, 28, 157  
DUBINSKY David, 218  
DUNNE Grant, 219  
DUNNE Miles, 219  
DUNNE Vincent R., 219  
EBERT Friedrich, 132  
EHRlich Solom, dit ABED, 121  
ENDERLE August, 23, 29, 103  
ENGELS Friedrich, 138, 197, 248  
EPE Heinz, dit Walter HELD, 234,  
235, 280  
FALK Erling, 26, 96, 116, 137  
FÉLIX, Michiel MAZLIAK, dit, 170,  
214  
FENNER BROCKWAY Archibald, 27,  
96, 113, 114, 140, 145, 230, 231,  
275  
FEROCI, cf. Alfonso LEONETTI  
FIMMEN Edo, 28

- FISCHER Oskar, cf. Otto SCHUESLER
- FISCHER Ruth, Elfriede EISLER-FRIEDLÄNDER dite, 101, 102, 157
- FISH Hamilton, 228
- FLUG Abe, 121
- FOSTER William Z., 119
- FRANK Jakob, dit Max GRÄF, 105
- FRANK Pierre, 90, 91, 117, 170, 236, 285
- FRANKEL Jan, 46, 51, 52, 59, 76, 77
- FREY Josef, 105, 234, 240
- FRIEDMAN Otto, 234, 235
- FRÖLICH Paul, 23, 29, 101, 112, 172, 173, 202, 204
- FROSSARD Louis Olivier, dit Ludovic Oscar, 117
- GHERLETER Léon, 28
- GIACOMI, cf. Mario BAVASSANO
- GITLOW Benjamin, 31
- GOLDENBERG Boris, dit Bernhard THOMAS, 32, 38, 159, 202, 276
- GÖRING Hermann, 216
- GOMPERS Samuel, 218
- GORKIN Julian, 23
- GORTER Hermann, 264
- GOURGET Pierre, cf. BAROZINE
- GOUROV G., pseudonyme de TROTSKY, 152, 155, 184, 193, 200, 209, 271
- GRÄF Max, cf. Jakob FRANK
- GRAMSCI Antonio, 52, 68
- GREEN William, 218
- GRIMM Robert, 197, 198
- GROEHL Karl, dit ERDE, dit FRIEDBERG, 242
- GROVES Reg., 205
- GRYLEWICZ Anton, 157
- GRZESINSKY Albert, 215, 216, 217
- GUMPERZ Julian, 99
- HARBER Denzil D., 205
- HAYS, 215
- HECKERT Fritz, 62
- HEIJENOORT Jean van, dit VAN, dit Marc LORRIS, 46, 235, 280
- HELD Walter, cf. Heinz EPE
- HENNAUT Adhémar, 21
- HERRIOT Edouard, 227
- HILLMAN Sidney, 219
- HITLER Adolf, 19, 30, 43, 51, 61, 62, 80, 125, 157, 163, 176, 177, 201, 215, 216, 246, 250, 253, 267
- HOFFMANN Adolf, 197
- HUEBER Charles, 25, 98
- HUIDT, 215
- JACOBS Sara, dite Sara WEBER, 46
- JAURÈS Jean, 227
- JÉSUS-CHRIST, 55
- JOHNS Margaret, 205
- JOUHAUX Léon, 197
- JUST Claude, 36
- KADT Jacques De, 28, 35, 94, 135, 139, 194
- KAMENEV Léon, Léon B. ROSENFELD dit, 102
- KANT Emmanuel, 248
- KAUSTSKY Karl, 197, 262
- KERENSKY Alexandre Feodorovitch, 61, 183
- KILBOM Karl, 26, 31, 36, 94, 116, 120, 127, 128, 129, 157, 158, 166
- KLEMENT Rudolf, dit ADOLPHE, 46, 118
- KOEFOED Axel, 21
- KOPP Jiří, 59
- KORNILOV Lavr, G., 183
- KORSCH Karl, 264
- KRUK Jozef, 28, 122, 157
- KRUPSKAÏA Nadejda, 124
- KUN Béla, 224, 225
- LABIN Edouard, dit Jean PRADER, 64, 210
- LANDAU Kurt, dit Wolf BERTRAM, dit SPECTATOR, 21, 105, 170, 193, 239, 240, 284, 285
- LASSALLE Ferdinand, 249
- LASTÉRADE de CHAVIGNY Jean, 40, 47, 170, 209, 214
- LAURAT Lucien, Otto MACHL dit, 255, 256, 257, 258, 261
- LAURENT-DARNAR Pierre, 44, 46, 47
- LEDEBOUR Georg, 197, 198
- LEE Jennie, 35, 146
- LENINE Vladimir Illitch, OULIANOV dit, 43, 45, 60, 61, 70, 83, 97, 108, 124, 133, 138, 144, 145, 147, 151, 152, 167, 174, 175, 198, 223, 225, 227, 253, 254, 255, 256, 261

- LENOROVIČ Hyňek, 59, 234  
 LEONETTI Alfonso, dit FEROCI, dit SUZO, 68, 117, 236, 237, 281  
 LEPRINCE Raymond, 47  
 LEVI Paul, 138  
 LEVI Paul, cf. Paul LOUIS  
 LEWIS John Llewellyn, 219  
 LIEBKNECHT Karl, 23, 93, 138, 167  
 LITVINE, 124  
 LITVINOV Maxim, WALLACH dit, 222  
 LONGUET Jean, 165  
 LORIoT Fernand, 264  
 LOUIS Paul, Paul LEVI dit, 23, 30, 35, 39, 117  
 LOUZON Robert, 258  
 LOVSTONE Jay, Jacob LIEBSTEIN dit, 25, 31, 98, 243  
 LUXEMBURG Rosa, 23, 93, 98, 112, 132, 138, 202, 256  
 MACDONALD James Ramsay, 27, 94, 140, 182  
 MAKHAÏSKY V. K., 255  
 MANDEL Moritz, 25  
 MANUILSKY Dimitri, 138, 157  
 MARC, 210  
 MARING, cf. Henricus SNEEVLIET  
 MARQUET Adrien, 211  
 MARTOV, Iouli CEDERBAUM dit, 197, 198  
 MARX Karl, 60, 61, 70, 83, 84, 97, 133, 138, 145, 151, 152, 248, 249, 256  
 MASLOW Arkadi, Isaac TCHEREMINSKI dit, 101, 157  
 MAURÍN JULIA Joaquim, 23, 157, 158, 196  
 MAXTON James, 73, 74, 113, 114  
 MEICHLER Jean, 41  
 MERRHEIM Alphonse, 197  
 MIASNIKOV G. I., 256  
 MILJUKOV Pavel, 61  
 MILL, cf. Pavel OHKUN  
 MILLER Eugène, 64  
 MINC Pawel, 121  
 MODIGLIANI Giuseppe Emmanuele, 156  
 MOLINIER Henri, dit AUDOIN, dit TESTU, 32, 41, 59, 91, 169  
 MOLINIER Raymond, dit R. RAY, 32, 40, 47, 53, 56, 57, 58, 90, 91, 169, 170, 210, 212, 232, 241, 285  
 MOLOTOV Viatcheslav, SKRIABINE dit, 227  
 MONATTE Pierre, 56, 64, 101, 258  
 MORARA M., 28  
 MORO-GIAFFERI Vincent de, 215  
 MOSLEY Oswald, 182  
 MOUGEOT Auguste, 55, 56  
 MÜLLER général, 102  
 MÜNZENBERG Willy, 44, 68, 282, 283  
 MURRY John Middleton, 229  
 MUSSOLINI Benito, 157, 250  
 NAVILLE Claude, 21, 210  
 NAVILLE Pierre, 37, 53, 79, 90, 91, 130, 170  
 NELZ Walter, 121, 282  
 NENNI Pietro, 28, 156  
 NEURATH Alois, 24, 31, 234, 235  
 NIN PÉREZ Andrés, 23, 75  
 OHKUN Pavel, dit M. MILL, dit Jack OBIN, 170, 240, 241, 284, 285  
 ONKEN, pseudonyme de TROTSKY, 123  
 PANNEKOEK Anton, 264  
 PAPEN Franz von, 215, 250  
 PATON John, 35, 36, 37, 113, 114, 130, 135, 153, 229, 231  
 PATRI Aimé, dit André ARIAT, 210  
 POLLITT Harry, 114  
 POLZER, 105  
 POPOV, 215  
 PORTELA Luis, 23  
 PRADER Jean, cf. Edouard LABIN  
 PRITT D. N., 215  
 PROCUSTE, 252  
 PROUDHON Pierre Joseph, 248  
 PURCELL Albert A., 276, 277  
 RADEK Karl, 202  
 RAKOVSKY Christian G., 65, 123, 124, 261  
 RECCHIA Teresa, dite TERESA, 193, 209, 214  
 REICH Yakov, dit THOMAS ou J. THOMAS, ou « camarade » THOMAS, 202  
 RENAUDEL Pierre, 211  
 RENNER Karl, 55  
 RIMBERT Pierre, Pietro TORIELLI dit, 161, 162, 164, 165, 166, 168, 210, 214  
 ROBESPIERRE Maximilien de, 61  
 ROOSEVELT Franklin Delano, 185, 218, 222

- ROSENFELD Kurt, 29, 122, 194  
 ROSENFELD Oreste, 64  
 ROSIJANSKY Emile, 170  
 ROSMER Alfred, GRIOT dit, 21, 56,  
 90, 91, 101, 170, 210, 240, 285  
 ROY Manabendra Nath, 31  
 SALUS Wolfgang Vaclav, dit  
 W. KRIEGER, 234  
 SAMUELSSON Oskar, 26, 31  
 SARA Henry, 205  
 SCHLAMM Willy, 25, 95  
 SCHLEICHER Kurt von, 250  
 SCHMIDT Peter Johannes, 35, 38, 94,  
 114, 135, 194  
 SCHNEEWEISS Helmut, 242  
 SCHUESSLER Otto, dit Oskar  
 FISCHER, 235  
 SCHWAB Jim, cf. Jakob WALCHER  
 SCHWENK Paul, 43, 44  
 SEDOV Léon, (Liova), dit S.  
 SCHWARTZ, 47, 56, 117, 170,  
 173, 236, 237, 239  
 SEDOVA Natalia, 41  
 SELLIER Louis, 23, 117, 158  
 SENINE Adolf, cf. Abraham SOBO-  
 LEVICIUS  
 SERGE Victor, V. Lvovitch KIBALT-  
 CHITCH dit, 123, 124  
 SERRATI Giacinto Menotti, 156  
 SEYDEWITZ Max, 29, 122, 194  
 SHACHTMAN Max, 46, 119, 205  
 SHAKESPEARE William, 230  
 ŠKANDERA Václav, 234  
 SKOGLUND Carl, 219  
 SMITH Charles Andrew, 35, 146,  
 171, 230, 269  
 SNEEVLIET Henricus, dit MARING,  
 22, 23, 34, 35, 36, 37, 50, 79, 85  
 93, 94, 116, 118, 119, 120, 130,  
 135, 139, 159, 184, 194, 195,  
 209, 234, 235, 236, 237, 280,  
 286  
 SOBOLEVICIUS Abraham, dit Adolf  
 SENINE, 170, 285  
 SOBOLEVICIUS Ruvin, dit Roman  
 WELL, 40, 57, 169, 284, 285  
 SOUVARINE Boris, LIFSHITZ dit, 23,  
 72, 90, 101, 162, 164, 196, 213,  
 249, 255, 258  
 STALINE Joseph, DJOUGACHVILI dit,  
 24, 43, 44, 45, 55, 56, 61, 62, 63,  
 81, 99, 101, 123, 125, 150, 157,  
 227, 243, 251, 262, 267, 276,  
 277  
 STAMBULISKY Alexandre, 62  
 STEINBERG Isaac N., 28, 35, 39, 108,  
 157  
 STERN Gustav, 235  
 STERNBERG Fritz, dit UNGEWITTER,  
 173, 184  
 STOCKFISCH Herschl Mendel, dit  
 KATZ, dit BELMAN, 121  
 STRASSER Joseph, 25  
 STRESEMAN Gustav, 103  
 STROILOV, 125  
 SUZO, cf. Alfonso LEONETTI  
 TANASE Z., 28  
 TANEV Vassil, 215  
 TCHITCHERINE Georgui, 223  
 TERESA, cf. Teresa RECCHIA  
 THÄLMANN Ernst, 24  
 THALHEIMER August, 23, 29, 62, 98,  
 99, 101, 157  
 THALMANN Paul, 25, 95  
 THIERS Louis Adolphe, 79  
 THOMAS Bernhard, cf. Boris GOL-  
 DENBERG  
 THOMAS J., cf. Yakov REICH  
 THOREZ Maurice, 161  
 TOMSKY Mikhail, 277  
 TORGLER Ernst, 124, 215, 216  
 TRANMAEL Martin, 26, 35, 39, 96,  
 97, 137, 138, 158, 198, 274  
 TREINT Albert, 21, 36, 91, 102, 130,  
 170, 210  
 TRESSO Pietro, dit BLASCO, 37, 52,  
 58, 77, 79, 91, 130, 202  
 TREVES Claudio, 156  
 TURATI Filippo, 156  
 TURKUL Anton, 44, 45  
 TVERSKOY, 125  
 URBAHNS Hugo, 22, 128, 157, 167,  
 250, 251, 252, 253, 254, 258,  
 263, 264  
 VAN DER LUBBE Marinus, 215  
 VANDERVELDE Emile, 55  
 VEREEKEN Georges, 91, 236  
 VERMEYLEN, 215  
 VITSORIS Georges, 68  
 VIITE, cf. Dimitri YOTOPOULOS  
 VOITEC Stefan, 28  
 WALCHER Jakob, dit Jim SCHWAB,  
 23, 29, 30, 31, 33, 34, 35, 36, 37,  
 79, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99,

- 100, 101, 102, 103, 104, 105,  
106, 107, 109, 110, 111, 115,  
116, 117, 118, 120, 122, 130,  
135, 136, 139, 153, 159, 172,  
173, 174, 201, 202, 204, 274
- WALFISZ Paul, 170
- WEBER Sara, cf. Sara JACOBS
- WEIL Simone, 64, 258, 265
- WELL Roman, cf. Ruvin SOBO-  
LEVICIUS
- WICKS Harry, 205
- WILSON Thomas Woodrow, 223
- WITTORF John, 24
- WRANGEL Piotr Nikolaïevitch,  
baron de, 124, 125
- YOTOPOULOS Dimitri, dit VITTE, 40,  
57, 69, 77, 117, 170, 172, 193,  
205, 207, 209, 213, 229, 232,  
236, 237, 238, 239, 240, 241,  
271, 284, 285, 286
- ZEIGNER Erich, 102
- ZETKIN Clara, 55
- ZINOVIEV Grigori, RADOMYLSKI dit,  
101, 102, 224, 225



INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS,  
INSTITUTIONS, etc. (\*)  
DES INSTANCES, CONGRES, REUNIONS,  
etc. (\*\*)

- Action socialiste**, cf. Parti socialiste S.F.I.O.
- Amalgamated clothing Workers, A.C.W.**, cf. Syndicat des travailleurs du vêtement.
- American federation of Labor, A.F.L.**, cf. Fédération américaine du travail.
- Archéiomarxistes**, cf. Opposition de gauche grecque.
- Balham Group**, cf. Opposition de gauche britannique.
- Bloc d'août (1912)**, 196, 198.
- Bloc Obrero i Camperol** (Bloc ouvrier et paysan, Catalogne), 157.
- Bolchevik-léniniste (Opposition de gauche)**, 124, 125, 153, 154, 193, 196, 198, 200, 204, 206, 207, 232, 240, 265, 286. **B.L. russes**, 261, 266.
- Bond van Kommunistische Strijd en Propagandaclub, B.K.S.P.**, 94.
- Bordiguistes**, cf. Fraction bordiguiste (*Prometeo*).
- Brandlériens**, cf. Opposition brandlérienne.
- British Union of Fascists and National-Socialists**, cf. Union britannique des fascistes.
- Bund**, cf. Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lithuanie et de Pologne, Bund.
- Bureau international des partis socialistes révolutionnaires** ou **bureau de Paris**, 30, 31, 37, 108.
- Cadets (K.D.)** cf. Parti constitutionnel-démocrate.
- Centre catholique allemand, Zentrum**, 250.
- Cercle communiste démocratique**, 23, 72, 162, 213, 249, 250.
- Cercle Marx-Lénine**, 23, 162, 213.
- Comintern**, cf. Internationale, troisième.
- Comité anglo-russe**, cf. Comité syndical anglo-russe.
- Comité syndical anglo-russe**, 84, 103-105, 141, 144, 148, 177, 276, 277.
- Communist League of America, C.L.A.**, cf. Opposition de gauche d'Amérique.
- Communist League, british section of I.L.O.**, cf. Opposition de gauche de Grande-Bretagne.
- Communist Party of America**, cf. Parti communiste d'Amérique.
- Communist Party of Great Britain**, cf. Parti communiste de Grande-Bretagne.
- Communist Party (Opposition) (groupe Lovestone, opposition brandlérienne)** 25, 31, 98, 243.
- Confédération générale du travail, C.G.T.**, 258.
- Confédération générale du travail unitaire, C.G.T.U.**, 55, 90.
- Confédération grecque des mutilés et victimes de la guerre**, 68.
- Conférence prévue à Amsterdam de la jeunesse révolutionnaire socialiste et communiste* (février 1934), 280-283.
- Conférence de Berlin pour la constitution d'une « opposition com-*

\***En caractère gras.** Pour faciliter l'utilisation de cet index, nous avons rassemblé, sous la traduction française de leur dénomination, les organisations ou partis, sections des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales. Quant aux « Oppositions », fraction des P.C., étant donné leur complexité et le caractère souvent informel de leur organisation ou dénomination, elles ont été rassemblées, d'une part, à Opposition brandlérienne ou K.P.O., et à Opposition de gauche de l'autre, mais ont été traitées différemment : les Oppositions brandlériennes renvoient aux appellations précises (en général, K.P.O.), alors que les références des Oppositions de gauche sont toutes regroupées sous ce vocable ou, à partir du 13 septembre 1933, sous celui de Ligue communiste internationaliste.

\*\**En italique* et classées, le cas échéant, dans les organisations concernées.

- muniste internationale* » (mars 1930), 31.
- Conférence de Bruxelles* (juin 1933), cf. Internationale Arbeitsgemeinschaft I.A.G.
- Conférence de Bruxelles* cf. *Conférence de Paris* (août 1933).
- Conférence de Chemnitz* (oct. 1923), 102, 103, 106.
- Conférence de Copenhague de l'Opposition de gauche européenne* (nov. 1932), 194.
- Conférence de Trotsky à Copenhague* (nov. 1932), 51, 57, 73, 91, 93, 194.
- Conférence de Kienthal* (mars 1916), 166, 175, 197, 198.
- Conférence économique internationale de Londres* (mai-août 1933), 191.
- Conférence de Paris* (nov. 1926), 30.
- Conférence de Paris* (6 février 1933), cf. Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.
- Conférence de Paris* (27-28 août 1933), 31, 34-37, 70, 76, 77, 79, 85, 87, 88, 94, 100, 107-109, 116, 117, 119, 120, 122, 126, 127, 135, 137, 139, 146, 152, 154-157, 159, 166, 169, 170, 173, 175, 176, 184, 193, 195-200, 202, 206, 229, 231, 269.
- Conférence de Prague* (janvier 1911), cf. Parti bolchevique.
- Conférence de Zimmerwald* (sept. 1915), 166, 175, 197, 198.
- Congrès antifasciste de Pleyel* (Paris, juin 1933) (prévu à Prague puis à Copenhague), 68, 81, 283.
- Congrès international d'Amsterdam contre la guerre* (août 1932), 22, 68, 81, 91, 93, 194, 195, 283.
- Conseil des commissaires du peuple d'Ukraine**, 123.
- Conseils ouvriers**, 180-182.
- Det Norske Arbeiderparti, D.N.A.**, cf. Parti ouvrier norvégien.
- Ecole Lénine** (Moscou), 121.
- Effort communiste**, 21, 36, 130.
- Etudiants communistes** (France), cf. P.C., S.F.I.C.
- Etudiants social-démocrates danois**, cf. Parti social-démocrate danois.
- Federación comunista ibérica, F.C.I.** cf. Fédération communiste ibérique.
- Fédération américaine du travail, American federation of Labor, A.F.L.**, 218, 219.
- Fédération communiste catalano-baléare ou Fédération catalane**, 23, 156.
- Fédération communiste ibérique, Federación comunista ibérica, F.C.I.**, 23, 31, 36, 37, 130, 156, 269. *Congrès de fusion* (déc. 1931), 157.
- Fédération communiste indépendante de l'Est, F.C.I.E.**, 196.
- Fédération de l'enseignement (C.G.-T.U) ou fédération unitaire de l'enseignement**, 123. *Congrès de Reims* (août 1923), 123.
- Fédération syndicale internationale, F.S.I.**, 131.
- Fraction bolchevique**, cf. P.C.U.S.
- Fraction bordiguiste** (*Prometeo*), 21, 214.
- Fraction communiste de gauche**, 161, 168.
- Fraction stalinienne**, cf. P.C.U.S. et Internationale, troisième.
- Gauche communiste** (groupe de la France), 21, 56, 64, 285.
- Gauche communiste espagnole, Izquierda comunista de España**, cf. Opposition de gauche espagnole.
- Gauche social-démocrate de Hollande**, cf. Parti social-démocrate de Hollande.
- Gauche de Zimmerwald**, 198.
- Gestapo, Geheime Staatspolizei** (police secrète d'Etat), 56.
- G.P.U. ou Guépéou, Gosouudarstvennoïe polititcheskoïe Oupravlenié**, (Administration politique d'Etat), 124, 125, 170, 285.
- Groupe de Balham, Balham group**, cf. Opposition de gauche britannique.

**Groupe de Brno**, cf. K.P.O. (tchécoslovaque) et Opposition de gauche (tchécoslovaque).

**Groupe Contre le courant**, 264.

**Groupe Der Funke**, 285.

**Groupe Frey**, 105, 234.

**Groupe de la Gauche communiste**, cf. Gauche communiste.

**Groupe juif de la Ligue communiste**, cf. Opposition communiste de gauche, Ligue communiste et Ligue communiste internationaliste.

**Groupe Kilbom**, cf. parti communiste suédois (Kilbom).

**Groupe Korsch**, 264.

**Groupe de langue juive du parti communiste S.F.I.C.**, cf. Parti communiste S.F.I.C.

**Groupe Lovestone**, cf. Communist Party (Opposition).

**Groupe Mot Dag** (Norvège), 31, 34, 36, 94, 98, 99, 116, 120, 127, 137.

**Groupe Nache slovo**, 198.

**Groupe Der Neue Mahnruf**, cf. Opposition de gauche autrichienne.

**Groupe Neue Tribüne**, cf. Opposition de gauche tchécoslovaque.

**Groupe Rimbert**, 166.

**Groupe Souvarine**, 90.

**Groupe suisse « Le Travail »**, 36.

**Independent Labor League, I.L.L.**, cf. Ligue ouvrière indépendante (E-U).

**Independent Labour Party, I.L.P.**, cf. Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne).

**Industrial Workers of the World, I.W.W.**, cf. Travailleurs industriels du Monde.

**Institut für Sozialforschung** (Francfort), 99.

**Internationales :**

**Première Internationale** ou **Association internationale des travailleurs**, 79.

**Deuxième Internationale** ou **Internationale socialiste** ou **Internationale ouvrière**, 1889-

1923, **Internationale ouvrière socialiste**, après 1923 (Internationale réformiste...), 20, 21, 25, 26, 30, 32, 35, 55, 59, 78, 80, 82, 95, 98, 114, 117, 122, 131-133, 137, 145, 151, 152, 156-158, 160, 164, 166, 168, 183, 196, 197, 202, 211, 269, 276, 278 ; **Congrès de Zürich** (août 1893), 123 ; **Opposition de gauche**, 20, 37, 38 ; **Opposition de droite**, 55.

**Internationale Deux et demi**, cf. Union des partis socialistes pour l'action internationale (U.P.S.) (1921-1923).

**Troisième Internationale** ou **Internationale Communiste** ou **Comintern**, 19-23, 25-28, 30-35, 37, 38, 40, 45, 48-50, 54, 55, 58, 60-63, 66-70, 72, 78, 80-84, 86, 94-98, 101, 103, 114, 115, 117, 123, 124, 131-133, 138, 140-152, 154, 157, 159-168, 175-179, 181, 183, 195-198, 201-203, 209, 216, 222-228, 234, 243, 244, 255, 264, 265, 267, 269, 270, 276, 278, 282, 285. **1<sup>er</sup> congrès** (mars 1919), 83, 108, 144, 224. — **2<sup>e</sup> congrès** (juillet-août 1920), 83, 93, 108, 144, 224. — **3<sup>e</sup> congrès** (juin-juillet 1921), 21, 83, 108, 144, 224, 225, 264. — **4<sup>e</sup> congrès** (nov.-déc. 1922), 26, 81, 83, 108, 144, 225. — **5<sup>e</sup> congrès** (juin-juillet 1924), 225. — **6<sup>e</sup> congrès** (juil.-septembre 1928), 113, 225. — comité exécutif, présidium, 49, 62, 69, 82, 83, 93, 157, 162 ; petit bureau, 56, 225 ; fraction stalinienne, 201. — **réunion du présidium**, 1<sup>er</sup> avril 1933, 62. — **réunion du présidium**, 5 avril 1933, 68 ; secrétariat d'Europe occidentale de Berlin, 202.

**Quatrième Internationale**, cf. aussi, dans l'Index des sujets et thèmes, à nouvelle Internationale, 41, 146, 161, 162, 165, 167, 173, 193, 196, 210, 243, 265, 268, 269, 283.

- Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.**, (Communauté internationale de travail), 31, 32, 34, 38, 39, 50, 79, 97, 114, 122, 137, 145, 157, 275. — *conférence de Paris* du 6.2.1933, 31, 32, 79, 276. — *conférence de Bruxelles* de juin 1933, 32, 38, 276.
- Internationale communiste**, cf. Internationale, troisième.
- Internationale communiste des jeunes**, 44, 282.
- Internationale jaune**, cf. Fédération syndicale internationale.
- Internationale Kommunisten** (Pays-Bas), 21.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, Bremen (Communistes internationaux d'Allemagne, radicaux de gauche de Brême), 202.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, cf. Opposition de gauche allemande.
- International Left Opposition, I.L.O.**, cf. Opposition de gauche internationale.
- Internationale ouvrière socialiste, I.O.S.**, cf. Internationale, deuxième.
- Internationale socialiste des jeunes**, 44, 282.
- Internationale syndicale rouge, I.S.-R.** ou **Profintern**, 93, 103, 131, 179 ; 3<sup>e</sup> congrès, 103.
- Internationale Vereinigung des Kommunistische Opposition, I.V.K.O.** (Union internationale d'opposition communiste) et courant brandlérien international, 21, 32, 79, 86, 94, 95, 96, 97, 98, 100, 101, 162, 201, 242, 243, 264. — *Première conférence internationale de l'I.-V. K.O.*, déc. 1930, 31.
- Izquierda comunista de España, I.C.E.**, cf. Opposition communiste de gauche espagnole.
- Jeunesses bolcheviques léninistes**, 280, 281, 282, 283.
- Jeunesses communistes allemandes**, 51.
- Jeunesses communistes françaises**, 64, 90.
- Jeunesses communistes russes**, 125.
- Jeunesses communistes suisses**, 95.
- Jeunesses léninistes**, 161.
- Jeunesses prolétariennes unitaires, J.P.U.**, 36.
- Jeunesses socialistes allemandes**, 202.
- Jeunesses socialistes hollandaises, Socialisties Jeugd Verbond**, 280.
- Jeunesses socialistes ouvrières, S.A.J. Allemagne**, 36.
- Jeunesses socialistes de Suède**, 94
- Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands, K.A.P.D.**, cf. Parti communiste ouvrier d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D.**, cf. Parti communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund), K.P.D. (S)**, cf. Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus).
- Kommunistische Partei Deutschlands-Opposition, K.P.O.**, (Opposition brandlérienne), 23-25, 29-32, 50, 86, 93, 94, 98, 100, 111, 173, 202.
- Kommunistische Partei-Opposition, K.P.O.** (Opposition brandlérienne d'Alsace-Lorraine), cf. Parti communiste d'Alsace-Lorraine.
- Kommunistische Partei-Opposition, K.P.O.** (Opposition brandlérienne suisse), 25, 31, 95, 98.
- Kommunistische Partei-Opposition, K.P.O.** (Opposition brandlérienne tchécoslovaque), 24, 31.
- Opposition léniniste de Jilek**, 24. **Groupe de Brno**, 24.
- Kommunistische Partei Österreichs - (Opposition), K.P.Ö. (O)**, (Opposition brandlérienne autrichienne), 25, 95.
- Kommunistischen Links Opposition K.L.O.** (Opposition commu-

- niste de gauche), cf. Opposition de gauche internationale.
- Kuomintang**, (Parti du peuple du pays), 148.
- Labour Party**, cf. Parti travailliste.
- Leninbund**, 22, 36, 37, 87, 128, 130, 153, 157, 254.
- Liga der Kommunisten Internationalisten**, cf. Ligue communiste internationaliste, section allemande.
- Ligue communiste**, cf. Opposition communiste de gauche et Ligue communiste internationaliste.
- Ligue communiste internationaliste (B.L.) ou internationale, L.C.I.** (nouveau nom de l'Opposition communiste de gauche internationale, à partir du 13 septembre 1933), cf. aussi à Opposition de gauche internationale, 33, 90, 118, 119, 154, 173, 209, 233, 234, 238, 240, 284-286 ; Plénum élargi, 236-238 ; *plénum*, 13 septembre 1933, 154, 218 ; plénum, 218, 232, 236, 237, 240 ; commission exécutive 232, 233 ; secrétariat international, 209, 229, 235-239, 241, 280, 281, 286 ; commission de contrôle, 91, 232, 233.
- Ligue communiste internationaliste ou internationale (B.L.)**, sections de la L.C.I., cf. aussi Opposition de gauche, sections, etc.
- **allemande**, 236, 242 ; **Liga der Kommunisten internationalisten, L.K.I.**, 111.
  - **américaine**, **Communist League of America, C.L.A.**, 218-221, 284.
  - **belge**, 236, 237.
  - **britannique**, **Communist League, british section of I.C.L.**, 200, 203, 204, 229, 231, 240.
  - **française**, **Ligue communiste, L.C.**, 209-214, 232, 284, 285 ; commission exécutive, 232, 233, 239 ; *conférence nationale*, septembre 1933, 284, 286 ;
- groupe juif de la Ligue**, 207, 209, 213, 214, 284, 286.
  - **grecque**, **organisation archéomarxiste**, 236, 238, 239, 284, 285.
  - **hollandaise**, cf. aussi parti socialiste révolutionnaire, R.S.P., 209, 236, 237.
  - **italienne**, 209, 236.
  - **russe**, 236.
  - **tchécoslovaque**, 234 ; **groupe Neue Tribüne**, 234 ; **groupe Delnicka Politika**, 234, 235 ; **groupe de Bratislava**, 234 ; **groupe de Brno**, 234, 235.
- Ligue des communistes internationalistes (Belgique)**, 21.
- Ligue ouvrière indépendante, Independent Labor League, I.L.L.**, 98.
- Ligue socialiste de la jeunesse, Socialistes Jeugd Verbond, S.J.V.**, 36, 280.
- Ligue Spartacus, Spartakusbund**, 43, 62, 86, 93, 98, 202.
- Marxistische Studentengruppe**, 121.
- Mencheviks** (du parti), 201. Cf. aussi parti menchevique et P.O.-S.D.R.
- Mot Dag**, cf. Groupe *Mot Dag*.
- Nationaal Arbeids-Secretariaat, N.A.S.** (Secrétariat national du travail, Hollande), 22, 93.
- Néos ou Néo-socialistes**, cf. parti socialiste, S.F.I.O.
- Neue Mahnruf** (der), cf. Groupe *Der Neue Mahnruf*.
- Niezalezna Socjalistyczna partia pracy**, cf. Parti socialiste ouvrier indépendant (Pologne).
- Nouvelle Opposition**, cf. P.C.U.S.
- Nuova Opposizione italiana, N.O.I.**, cf. Opposition de gauche italienne.
- Onafhankelijk socialistische Partij, O.S.P.**, cf. Parti socialiste indépendant (Pays-Bas).
- Opposition brandlérienne ou Opposition de droite ou K.P.O.**
- **internationale**, cf. Internatio-

- nale Vereinigung des Kommunistische Opposition, I.V.K.O.
- **allemande**, cf. Kommunistische Partei Deutschlands-Opposition, K.P.O.
  - **alsacienne-lorraine**, cf. Parti communiste d'Alsace-Lorraine.
  - **américaine**, cf. Communist Party (Opposition) ou groupe de Lovestone.
  - **autrichienne**, cf. Kommunistische Partei Österreichs - (Opposition), K.P.Ö. (O).
  - **suédoise**, cf. P.C. suédois (Kilbom) ou Groupe de Kilbom.
  - **suisse**, cf. Kommunistische Partei Opposition, K.P.O. (Opposition brandlérienne suisse).
  - **tchécoslovaque**, cf. Kommunistische Partei Opposition, K.P.O. (Opposition brandlérienne tchécoslovaque).
- Opposition de gauche internationale, International Left Opposition, I.L.O., Kommunistischen Links Opposition, K.L.O.**, cf. aussi Ligue communiste internationaliste (à partir du 13 septembre 1933), 19-23, 32-34, 37-40, 44, 45, 48, 49, 51, 57, 60-63, 66, 68, 70, 79, 81, 82, 84-86, 91, 93, 95-102, 104, 105, 107, 109, 110, 112, 113, 116-119, 121, 124, 125, 130, 135, 144, 151-158, 160, 162, 163, 167, 170, 174, 177, 190, 193-196, 198, 201-203, 206, 207, 210, 212, 229, 234, 239-241, 248, 250, 258, 266, 269, 270, 273, 276, 277, 284-286 ; plénum international, 82, 92, 153, 154, 206, 207, 109, 141 ; *pré-conférence*, février 1933, 66, 85, 100 ; *plénum*, 19 août 1933, 109, 186 ; *plénum*, 13 septembre 1933, 152, 154 ; bureau international, 36, 56, 284 ; secrétariat international S.I., 40, 41, 51, 52, 57, 66, 68, 77, 79, 117, 118, 135, 161, 170, 171, 205, 206, 209, 229, 241, 284, 285.
- Opposition de gauche, sections de l'Opposition internationale ou**
- groupe d'Opposition de gauche :**
  - **allemande ou Opposition de gauche unifiée** (fusion d'une partie du Leninbund et de l'Opposition de Wedding, printemps 1930) éditant *Die Permanente Revolution*, 36, 39, 46, 49, 52, 68, 170, 234, 284, 285 ; **Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, 1933, éditant *Unser Wort*, 39, 106, 107, 110, 111, 130, 135, 153, 154, 169, 234, 242 ; *Conférence nationale de Leipzig*, mars 1933, 67.
  - **américaine, Communist League of America**, 25, 46, 48, 113, 114, 119, 172.
  - **autrichienne, Groupe Der Neue Mahnruf**, 105, 132, 284 ; **Linke Opposition der K.P.Ö. (B.L.)**, 105, 234 ; **Groupe Frey**, 105, 234.
  - **britannique, Balham Group**, 204, 205 ; **Communist League, british section of I.L.O.**, 34, 40, 117, 171, 172, 200, 203, 204, 229, 231, 240, 271, 273.
  - **espagnole, Izquierda comunista de España**, 20, 34.
  - **française, Ligue communiste**, 21, 43, 45, 47, 52, 53, 55, 56, 64, 71, 90, 91, 161, 163, 166, 168, 170, 210, 286 ; commission exécutive, 91, 286 ; *conférence nationale*, mi-septembre 1933, 71 ; **groupe juif de la Ligue communiste**, 40, 91, 169, 170, 193, 207, 212, 285 ; **aile marxiste**, 53, 90, 170, 210, 285 ;
  - **grecque, organisation archéomarxiste**, 40, 57, 68, 69, 239, 241.
  - **italienne, Nuova Opposizione italiana, N.O.I.**, 40, 52, 68, 286.
  - **polonaise**, 121, 122.
  - **russe**, 45, 175, cf. aussi P.C.U.S.
  - **suisse**, 121.
  - **tchécoslovaque**, 24, 51, 59, 234 ; **fraction sudète**, 24 ; **groupe Neue Tribüne**, 234 ; **groupe Delnicka Politica**,

- 234, 235 ; groupe de Bratislava, 234 ; groupe *Jiskra*, 234 ; groupe de Brno, 234, 235.
- Opposition ouvrière**, cf. P.C. de l'Union soviétique.
- Opposition unifiée allemande**, cf. Leninbund. Cf. aussi Opposition de gauche allemande.
- Opposition unifiée russe**, cf. P.C.U.S.
- Organisation archéomarxiste**, cf. Opposition de gauche grecque.
- Organisations communistes d'opposition**, 33, 79, 95, 126.
- Organisations socialistes de gauche ou révolutionnaires**, 33, 70, 76, 79, 121, 126, 136, 146, 166, 195, 209.
- Parti bolchevique**, cf. aussi P.O.S.D.R., P.C. russe et P.C.U.S., 41, 61, 94, 123, 157, 167, 175, 183, 198, 202, 213, 223, 226, 256, 262, 265, 277 ; comité central, 123 ; *conférence de Prague*, janvier 1912, 201.
- Partis communistes (Les)**, 19, 20, 22, 49, 62, 80, 81, 88, 93, 98, 132, 162, 200, 227, 285.
- Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus), Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund), K.P.D. (S)**, 43, 86, 93, 112, 202, 264.
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D.**, 19, 23, 24, 29, 43, 45, 49, 51, 62, 67, 68, 71, 79-81, 86, 93, 98, 100, 102, 103, 106, 118, 124, 132, 138, 147, 149, 157, 163, 164, 165, 169, 170, 173, 177, 182, 202, 215, 216, 225, 242, 264 ; comité central, 24, 101 ; **opposition de droite**, 86, 93.
- Parti communiste unifié d'Allemagne, Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands, V.K.P.D.**, déc. 1920-août 1921, 86, 118.
- Parti communiste ouvrier d'Allemagne, Kommunistische Arbeiter-**
- partei Deutschlands, K.A.-P.D.**, 1920, 264.
- Parti communiste d'Alsace-Lorraine**, 25, 31, 98.
- Parti communiste d'Amérique, Communist Party of America**, 98, 113, 119.
- Parti communiste d'Autriche, Kommunistische Partei Österreichs, K.P.Ö.**, 68, 95, 105, 155, 184.
- Parti communiste de Bulgarie, Balgarska komunističeska Partija**, 62, 68, 216.
- Parti communiste catalan, Partit comunista català**, 23, 156.
- Parti communiste chinois**, 93.
- Parti communiste d'Espagne, Partido comunista de España**, 23, 157.
- Parti communiste, section française de l'I.C., P.C., S.F.I.C.**, 23, 44, 55, 56, 71, 72, 90, 117, 123, 156, 158, 161, 162, 169, 210, 258-264 ; comité central, 101 ; bureau politique, 43 ; *congrès de Tours*, décembre 1920, 55, 258 ; **groupe de langue juive**, 170, 285 ; **étudiants communistes**, 53 ; **fraction de la banlieue Ouest**, 21.
- Parti communiste de Grande-Bretagne, Communist Party of Great-Britain**, 40, 74, 114, 140-144, 179, 203-205, 271, 272.
- Parti communiste hollandais, Communistische partij van Nederland**, 28, 93, 94.
- Parti communiste indonésien**, 93.
- Parti communiste internationaliste (France), P.C.I.**, 90.
- Parti communiste italien, Partito comunista italiano, P.C.I.**, 52, 68, 161, 209, 286 ; **Opposition des Trois**, 68 ; direction ou centre clandestin, 52 ; **groupe communiste italien en France**, 286.
- Parti communiste norvégien**, 27, 94, 96, 117.
- Parti communiste de Pologne, Komunistyczna Partia Polsky, K.P.P.**, 121, 122 ; comité central, 101.
- Parti communiste de Russie**, cf. P.C.U.S.

- Parti communiste slovaque**, 59.
- Parti communiste suédois (Kilbom)**, **Sveriges Kommunistiska Parti (Kilbom)**, ou **groupe de Kilbom**, 25, 31, 34, 36, 37, 94, 97-99, 116, 127-130, 157, 158, 166, 175, 269 ; *congrès*, 1929, 94.
- Parti communiste suédois (I.C.)**, 26.
- Parti communiste de Suisse**, **Kommunistische Partei der Schweiz**, 68.
- Parti communiste de Tchécoslovaquie**, **Komunistička strana Československa**, 51, 234, 235 ; comité central, 101.
- Parti communiste d'Union soviétique**, **P.C.U.S.** ou **Parti communiste russe**, **Rossijskaja kommunističeskaja partija (b)**, **R.K.P. (b)**, de 1918 à 1925, **Vserossijskaja Kommunističeskaja Partija, V.K.P.**, après 1925, cf. aussi parti bolchevique, 31, 45, 48, 86, 88, 103, 125, 147, 162, 177, 202, 243 ; *XII<sup>e</sup> congrès*, 1923, 262 ; *XIII<sup>e</sup> congrès*, 1924, 162 ; *XV<sup>e</sup> congrès*, 1927, 123 ; *XII<sup>e</sup> conférence*, 1924, 262 ; comité central, 124, 125 ; bureau politique, 25 ; **Opposition ouvrière**, 256 ; **fraction stalinienne**, 44, 45, 63, 64, 65 ; **Opposition de gauche**, 22, 62, 123 ; commission internationale de l'Opposition de gauche, 123 ; **Nouvelle Opposition**, 59, 62, 235 ; **Opposition unifiée**, 62, 123-125, 262.
- Parti constitutionnel-démocrate K.D.**, « Cadets », 61.
- Parti démocrate (E.U.)**, 218.
- Parti menchevique**, cf. aussi **P.O.S.D.R.**, 167, 181, 183, 247, 286 ; **fraction de gauche**, 198.
- Parti ouvrier belge**, **P.O.B.** 55, 136.
- Parti ouvrier indépendant (Grande-Bretagne)**, **Independent Labour Party, I.L.P.**, 27, 31, 33-37, 40, 50, 73, 74, 79, 83, 94, 113-115, 117, 120, 122, 128-130, 137-146, 150, 151, 153, 157-158, 166, 171, 172, 175, 176, 178, 182, 183, 200, 203-205, 229-231, 269, 171-274 ; comité national, 73, 141, 142 ; **comité pour une politique révolutionnaire**, 27, 146.
- Parti ouvrier internationaliste, P.O.I. (France)**, 23, 158.
- Parti ouvrier norvégien**, **Det Norske Arbeiderparti, D.N.A.**, 26, 30, 31, 34-39, 79, 94-97, 128, 130, 136, 137, 139, 145, 156, 158, 199, 269, 274-277.
- Parti ouvrier paysan, P.O.P.**, 23, 158.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche**, **Sozial-demokratische Arbeiter Partei Österreichs S.D.A.P.Ö.**, 27, 55, 131, 136, 137.
- Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie**, **Balgarska Rabotničeska social-demokratičeska Partija**, 123.
- Parti ouvrier social-démocrate (Hollande)**, **Sociaal-Democratische Arbeiders Partij, S.D.A.P.**, 93.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie**, **P.O.S.D.R.**, **Rossijskaja social-demokratičeskaja rabočaja partija**, cf. aussi parti bolchevique, parti menchevique, 200, 201 ; *congrès*, 1906, 201 ; *comité central*, janvier 1910, 201.
- Parti ouvrier social-démocrate de Suède**, **Sveriges socialdemokratiska Arbetareparti**, 97, 156.
- Parti ouvrier social-démocrate de gauche suédois**, 94.
- Parti ouvrier socialiste juif unifié de Pologne**, **Fereynigte**, 122.
- Parti ouvrier socialiste sioniste**, dit « territorialiste » (Pologne), 122.
- Parti paysan bulgare**, 62.
- Parti radical ou parti républicain radical-socialiste**, 211, 227.
- Partis social-démocrates**, 96.
- Parti social-démocrate d'Allemagne**, **Sozialdemokratische-partei Deutschlands, S.P.D.**, 43, 50, 59, 62, 79-82, 88, 93, 101, 103,

- 122, 132, 149, 162, 173, 197, 202, 215, 216, 249, 250 ; **Opposition de gauche**, 132, 197.
- Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.P.D.**, 27, 30, 43, 122, 138, 197, 202, 264.
- Parti social-démocrate d'Autriche**, cf. parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, Sozialdemokratische Arbeiterpartei Österreichs, S.D.A.P.Ö.
- Parti social-démocrate danois**, Union démocratique socialiste du Danemark.
- Parti social-démocrate en Hollande, Sociaal-démocratische Partij in Nederland, S.D.P.** (ou gauche de la social-démocratie hollandaise), 28, 94, 114, 156, 194.
- Parti social-démocrate norvégien**, 26-95.
- Parti social-démocrate polonais, Socialdemokracja Krosletswa Polskiego i Litwy, S.D.K.P.L.**, 132.
- Partis socialistes (Les)**, 50, 80, 81, 166, 197 ; **opposition**, 166.
- Parti socialiste d'Amérique, Socialist Party of America**, 36, 137.
- Parti socialiste belge**, cf. Parti ouvrier belge, P.O.B.
- Parti socialiste-communiste**, 23, 30, 117.
- Parti socialiste, S.F.I.O.**, 55, 64, 162, 165, 211, 227, 264 ; *congrès de Paris*, oct. 1918, 165 ; *congrès de Strasbourg*, janvier 1920, 165 ; *congrès de Tours*, décembre 1920, 55, 165 ; **courant planiste**, 255 ; **Action socialiste**, 36, 130, 255 ; **néo-socialistes**, 211.
- Parti socialiste italien, Partito socialista italiano, P.S.I.**, 156.
- Parti socialiste italien maximaliste**, 28, 30, 31, 36, 130, 156, 269, 276.
- Parti socialiste indépendant, Onafhankelijk socialistische partij, O.S.P.** (Hollande), 28, 31, 33, 35-39, 79, 94, 116, 119, 120, 137, 130, 274, 276, 280.
- Parti socialiste indépendant (Pologne), Niezależna socjalistyczna partia, N.S.P.**, 122.
- Parti socialiste indépendant, Partidul socialist independent, P.S.I.**, (Roumanie), 28, 30, 130.
- Parti socialiste indonésien**, 93.
- Parti socialiste ouvrier d'Allemagne, Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands, S.A.P.**, 24, 25, 29-34, 36, 38, 39, 50, 70, 79, 93, 97, 99-101, 103-107, 109-111, 116, 120, 122, 127, 130, 135, 137, 152-155, 158, 159, 172-174, 269, 175-277 ; **Partei-Vorstand** (direction du parti), 104, 137, 158, 166, 194, 199, 201, 202.
- Parti socialiste ouvrier de Roumanie, Partidul socialist al muncitorilor din Romania**, 28.
- Parti socialiste ouvrier indépendant, Niezależna socjalistyczna partia pracy, N.S.P.P.** (Pologne), 28, 31, 36, 79, 114, 122, 130, 153, 156, 276.
- Parti socialiste polonais, Polska Partia Socjalistyczna, P.P.S.**, 28, 156.
- Parti socialiste révolutionnaire, Revolutionair socialistiche partij, R.S.P.** (Hollande), 22, 33, 36, 38, 39, 50, 79, 85, 93, 94, 118, 119, 130, 135, 152-155, 158, 166, 174, 194, 195, 209, 235, 264, 269, 280.
- Parti socialiste révolutionnaire russe, Partija socialistov revoljucionerov Rossii, S.R.**, 183.
- Parti socialiste révolutionnaire russe de gauche**, 28, 30, 35, 36, 61, 107, 130, 157, 181, 269.
- Parti socialiste suisse**, 198.
- Parti socialiste unitaire, Partidul socialist unitar** (Roumanie), 36.
- Parti travailliste, Labour party**, 27, 61, 73, 74, 113, 138, 140, 142, 144, 271.
- Parti d'unité prolétarienne, P.U.P.**, 23, 31, 35, 36, 107, 117, 129, 130, 156, 158, 162, 269, 276.

- Partidul socialist al muncitorilor din Romania**, cf. parti socialiste ouvrier de Roumanie.
- Partidul socialist independant**, cf. Parti socialiste indépendant (Roumanie).
- Partidul socialist unitar**, cf. Parti socialiste unitaire (Roumanie).
- Partit comunista català**, cf. parti communiste catalan.
- Partito socialista italiano, P.S.I.**, cf. Parti socialiste italien.
- Profintern**, cf. Internationale syndicale rouge.
- Revolutionair socialistische Partij**, cf. Parti socialiste révolutionnaire (Hollande).
- Revolutionary Policy Committee**, cf. parti ouvrier indépendant, I.L.P.
- Secours ouvrier international**, 44.
- Secours rouge international**, 44.
- Secrétariat international ou S.I. de l'Opposition de gauche, S.I.** cf. Opposition de gauche.
- Sections de l'Opposition de gauche internationale**, cf. Opposition de gauche, par pays.
- Social-démocratie allemande**, cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Socialist Party of America**, cf. parti socialiste d'Amérique.
- Socialistes révolutionnaires, S.R.**, cf. Parti socialiste révolutionnaire.
- Socialistische Jeugd Verbond**, Ligue socialiste de la jeunesse, 36.
- Société des Vieux-bolcheviks**, cf. Vieux-bolcheviks.
- Soviets russes**, 87, 88.
- Sozialdemokratische Arbeiter-partei Österreichs**, cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.
- Sozialdemokratische Partei Deutschlands**, cf. Parti social-démocrate d'Allemagne.
- Sozialistische Arbeiter Jungenden**, cf. Jeunesses socialistes ouvrières.
- Sozialistische Arbeiter-partei Deutschlands, S.A.P.**, cf. Parti socialiste ouvrier d'Allemagne.
- Spartakusbund**, cf. Ligue Spartacus.
- Sveriges Kommunistiska Parti (I.C.)**, cf. parti communiste de Suède (I.C.).
- Sveriges kommunistiska Parti (Kilbom)**, cf. Parti communiste suédois (Kilbom).
- Syndicalistes révolutionnaires**, 56.
- Syndicats américains**, 218, 219, 221.
- Syndicats britanniques**, 103, 105, 178, 276.
- Syndicats réformistes**, 77.
- Syndicats révolutionnaires**, 180.
- Syndicats rouges**, 219.
- Syndicats russes**, 86, 88, 103, 105, 124, 181, 277.
- Syndicat des travailleurs du vêtement, Amalgamated clothing Workers**, 219.
- Trade Unions**, 142, 178, 181, 276.
- Trade Union Congress, T.U.C.**, 103, 179, 182.
- Trade Union Unity League**, 219.
- Travailleurs industriels du Monde, Industrial Workers of the World, I.W.W.**, 96, 113.
- Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.-P.D.**, cf. Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne.
- Union britannique des fascistes, British Union of Fascists and National-socialists**, 182.
- Union communiste (France)**, 214, 286.
- Union démocratique socialiste du Danemark, Socialdemokratische Forbund I Danmark, étudiants**, 73, 194.
- Union communiste (Grèce)**, 57.
- Union générale des ouvriers juifs de Russie, de Lithuanie et de Pologne, « Bund », Vseobčij Evrejskij Rabočij Sojuz V Pose, Litve i Rossii « Bund »**, 121, 122, 156.
- Union générale des techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture**, 90.

**Union générale des ouvriers juifs de Russie, etc., « Bund », de gauche, 28.**

**Union internationale de l'Opposition communiste, cf. Internationale Vereinigung des Kommunistische Opposition, I.V.K.O.**

**Union des partis socialistes pour l'action internationale, U.P.S., dite aussi Internationale deux et demi ou Union de Vienne, 27, 28, 30, 37, 40, 94, 108, 137, 156, 166, 196, 269, 270, 278, 283.**

**Union socialiste-communiste (1924), 23.**

**Vereinigte Kommunistische Partei Deutschlands, V.K.P.D., cf. Parti communiste unifié d'Allemagne.**

**Vieux-bolcheviks (société), 121, 222, 224, 256, 277.**

**Zentrum, cf. Centre catholique.**

**Zimmerwald, mouvement ou bloc de, 28, 166, 175, 198. Cf. aussi conférence de Z. et Gauche de Z.**



## INDEX DES SUJETS ET THEMES EVENEMENTS ET PAYS

- Action de mars, 225.
- Allemagne, 66, 87, 94, 98, 135, 201.  
 - impériale, 132, 197, 223.  
 - de Weimar, 21, 23, 29, 31, 34, 48, 103, 123, 132, 149, 168, 250.  
 - nazie, 19, 30, 51, 77, 80, 92, 108, 109, 126, 150, 153, 154, 157, 161, 164, 167, 242, 246, 251, 257.  
 - et le prolétariat, 224.  
 - et la social-démocratie, 173.  
 - et les staliniens, 61, 62, 101, 150, 165, 167, 177.  
 - et les trotskystes, 33, 36, 40, 71, 72, 81, 107, 157, 236.
- Anarchisme, 55, 83, 121, 123, 207, 213, 255, 258.
- Antimilitarisme, 26.
- Appareils  
 - d'Etat bourgeois, 61, 180.  
 - de partis ouvriers, 25, 88, 94, 137, 272.  
 - centristes (ou staliniens), 84, 88, 169, 243, 244, 260, 262, 263.
- Armée rouge, 43, 45, 147, 151, 226, 286.
- Austro-marxisme, 27, 131, 136, 261, 283.
- Autriche, 25, 68, 95, 105, 136, 250.
- Autriche-Hongrie, 223.
- Avant-garde, 49, 71, 81, 84, 87, 112, 125, 133, 137, 154, 156, 158, 167, 168, 175, 195, 203, 205, 247, 260, 262, 264, 265.
- Aventurisme, 81, 88, 141, 149, 164, 182, 224.
- Aventurisme économique, 85, 124.
- Barbizon, 41.
- Belgique, 21, 123, 236.
- Bloc d'août, 196, 198.
- Bloc des Quatre (ou Pacte des Quatre), 39, 40, 154, 159, 175.
- Bolchevisme, 29, 83, 94, 96, 145, 147, 167, 175, 183, 201, 213, 238, 241, 272, 285, 286.
- Bonapartisme  
 - bourgeois, 61, 251.  
 - ouvrier, 61, 125, 239, 250, 251, 262.
- Bourgeoisie, 60, 61, 63-65, 80, 81, 88, 149, 177, 244-246, 250-257, 268, 275.
- Brandlérisme, brandlériens, 24, 25, 29, 86, 95, 97-101, 104, 109, 116, 158, 162, 172, 201, 243, 264.
- Bulgarie, 68, 72.
- Bureaucratie  
 - réformiste, 113, 134, 174, 181, 281.  
 - syndicale, 88, 103, 131, 178-182, 218-220.  
 - soviétique, 43, 86, 87, 125, 132, 133, 145, 147, 151, 167, 177, 179, 186, 188, 189, 196, 201, 226, 245, 251, 255, 258, 260, 262, 263, 265, 266.  
 - stalinienne, 47, 49, 50, 61-65, 67, 69, 80-83, 86, 88, 124, 125, 134, 142-144, 147, 148, 150, 158, 159, 163, 165, 167, 202-205, 212, 213, 219, 221, 244, 246, 247, 256, 257-259, 262, 267, 275. Cf. aussi dégénérescence bureaucratique.
- Cadres, 59, 82, 109, 128, 165, 175, 197, 247, 248, 286.
- Capital, capitalisme, 38, 43, 50, 62, 64, 69, 79, 80, 84, 87, 88, 131-133, 140, 141, 147, 150, 151, 160, 167, 174, 178, 180, 181, 189-191, 202, 223, 226,

- 228, 244-246, 250-255, 257, 259, 261, 264.
- Capitalisme d'Etat, 87, 128, 157, 167, 250-255.
- Catalogne, 23, 31, 157.
- Centralisme,  
- démocratique, 88, 134, 206, 207, 213, 238.  
- bureaucratique, 88, 151.
- Centrisme, centristes, 20, 27, 29, 31, 32, 35, 40, 50, 84, 85, 88, 96, 97, 104, 110, 114, 122, 131, 137, 149, 152, 161, 163, 165, 183, 194, 197, 200-203, 209, 260, 270, 283, 286.
- Centrisme bureaucratique, voir stalinisme.
- Chine, 22, 48, 61, 84, 93, 252.
- Classe contre classe, 23.
- Classes moyennes, 26.
- Classe ouvrière, 26, 31, 33, 38, 43, 45, 49, 61, 65, 79, 80, 82, 88, 89, 96, 103, 131, 132, 136, 137, 143, 161-164, 178, 179, 183, 189, 201, 211, 243, 245, 247, 251, 262, 270.
- Commune de Canton, 104.
- Commune de Paris, 79, 248.
- Communisme, communiste, 19, 20, 26, 28, 29, 30, 33, 34, 39, 40, 43, 44, 59, 61, 71, 74, 80, 81, 83, 84, 95, 96, 100, 101, 103-105, 110, 121, 143, 152, 156, 163, 166, 176, 179, 180, 182, 200, 202, 210, 215, 216, 218-220, 234, 249, 250, 280, 281.
- Conservatisme, 199, 201, 227.
- Contre-procès de Londres, 215, 216.
- Déclaration de principes du R.S.P., 85, 118.
- Déclaration des Quatre, 35-39, 79, 116, 117, 127-130, 139, 146, 152-156, 159, 173, 174, 194-196, 209, 266, 270, 276, 280.
- Déclaration des Sept, 276.
- Dégénérescence bureaucratique (ou) stalinienne, 66, 69, 85, 132, 161, 260.
- Démocratie, 28, 44, 84, 85, 87, 88, 142, 144, 150, 180, 207, 212, 235, 238, 239, 243, 246, 247.  
- bourgeoise, 43, 246, 249, 250, 261.
- Dictature, 88, 167, 183, 245, 246.  
- du prolétariat, 43, 84, 85, 131-133, 143, 243-246, 248-250, 252, 256, 258-263, 267, 270.
- Emigration, émigrés, 22, 28, 33, 40, 46, 52, 61, 64, 93, 112, 119, 157, 170, 210, 216, 234, 235.
- Entrisme, 34, 117.
- Espagne, 23, 65, 123.
- Etats-Unis d'Amérique, 25, 31, 46, 92, 96, 98, 113, 140, 157, 167, 189, 191, 218, 219, 222-224, 228, 251, 259.
- Europe, 33, 50, 79, 80, 143, 222, 224, 226, 244, 282.  
- occidentale, 48, 73, 202.  
- orientale, 51.
- Fascisme, fasciste, 31, 38, 44, 50, 62, 66, 76, 77, 79, 85, 89, 108, 126, 127, 133, 160, 202, 247, 253, 257, 263, 264, 283.  
- et démocratie bourgeoise, 43, 246.  
-et social-démocratie, 29, 81, 131, 132, 142, 143, 216.  
- et stalinisme, 29, 52, 67, 71, 80, 149, 182, 215, 265.
- Forces productives, 252.
- Fraction, 22, 24, 25, 29, 30, 32, 53, 54, 81, 96, 137, 153, 154, 156, 162, 164, 167, 171, 200, 201, 256, 266, 270, 272, 282.  
- bolchevique-léniniste, 40, 48-50, 59, 66, 157, 161-163, 165-167, 177, 221.  
- stalinienne, 43-45, 61, 63, 73, 74, 85, 147, 201, 220.
- France, 19, 21, 23, 32, 36, 43, 44, 47, 53, 55, 56, 64, 71, 93, 101, 102, 124, 169, 198, 211, 227, 234, 236, 242, 264, 284, 286.
- Front unique, 23, 29-31, 44, 50, 72, 81, 84, 85, 87, 126-128, 141-144, 149, 151, 154, 167, 182, 215, 216, 267, 268.  
- à la base, 26, 81, 85, 141, 148.
- Gardes-blancs, 44, 65.
- Gauchisme, 22, 23, 27, 31, 83, 141, 179, 180, 225, 264.
- Grande-Bretagne, 34, 36, 40, 94, 112, 140, 141, 151, 172, 178, 204, 209, 276, 277.

- Grèce, 40, 77, 236, 237, 241.  
 Grève, 102, 220, 261, 277.  
 Grève générale de 1926 en G.B., 105, 114, 148, 178, 179, 277.  
 Guerre, 29, 38, 64, 66, 67, 76, 84, 89, 126, 127, 133, 160, 174, 192, 196, 223, 226, 264, 268, 283.  
 - 1<sup>re</sup> Guerre mondiale, 27, 43, 44, 55, 73, 79, 80, 94, 175, 197, 198, 202, 227, 252, 264, 265.  
 Guerre civile, 60, 64, 124, 147, 225, 244, 249, 261, 262, 263.  
 Hollande, 21, 22, 28, 31, 33, 36, 39, 94, 112, 114, 116, 119, 135, 235, 236, 250.  
 Illégalité, clandestinité, 22, 30, 32, 55, 57, 68, 121, 134, 220, 264.  
 Impérialisme, impérialiste, 60, 61, 63, 84, 85, 87, 131, 133, 174, 226, 251, 266, 268.  
 Incendie du Reichstag, 124, 215, 216.  
 Inde, 84.  
 Indonésie, 22.  
 Insurrection de Hambourg, 24, 62, 86, 93, 102, 103, 106, 147-149, 157.  
 Nouvelle Internationale, 19-22, 32-39, 48, 66, 68-70, 76, 79, 81, 87, 89, 95, 97, 99, 107-109, 112, 126-129, 133, 134, 136, 138, 139, 145, 152-155, 157, 158, 160-165, 167, 168, 176, 195, 196, 203, 206, 209, 211, 243, 247, 248, 265-267, 269, 270, 273, 274, 276, 278, 280, 282, 285.  
 - IV<sup>e</sup> Internationale, 41, 146, 151, 161, 162, 165, 167, 173, 193, 196, 210, 243, 268, 283.  
 Internationalisme prolétarien, 131, 198, 202.  
 Italie, 21, 36, 59, 68, 157, 236, 251, 257, 286.  
 Jeunesse, 154, 163, 202, 213, 261, 262, 280-283.  
 Léninisme, 283.  
 Libération nationale, 84, 149.  
 Marxisme, marxiste, 26, 55, 60, 83-86, 88, 92, 120, 133, 138, 143, 149, 165, 173, 174, 177, 199-205, 206, 239, 243-245, 247, 249, 252, 256, 260, 270, 275, 282, 283.  
 Massacre de Shangai, 148.  
 Masses, 29, 34, 61, 69, 81, 82, 85, 100, 101, 105, 128, 133, 138, 142, 143, 147, 148, 163, 166, 174, 176, 177, 179-182, 187, 189, 190, 199, 219-221, 226, 246, 247, 248, 258, 260, 261, 263, 265-267.  
 Menchevisme, menchevik, 138, 167, 183, 198, 200, 201, 213, 247, 286.  
 Mouvement ouvrier, 23, 28, 29, 31-33, 50, 66, 79, 84, 86, 89, 96, 103, 134, 144, 153, 166, 177, 196-199, 211, 224, 248, 269, 274, 276, 277, 280.  
 National Industrial Recovery Act, 218.  
 Nazi, national-socialisme, 149, 150, 173, 215, 234, 250.  
 Nep, 62, 225, 248, 249, 254.  
 New Deal, 218.  
 Norvège, 26, 34, 36, 94-97, 136, 137.  
 Occident, 67, 132, 167, 224, 247, 263, 266.  
 Octobre allemand, cf. insurrection de Hambourg.  
 Onze points de l'Opposition de gauche (cf. également : Plateforme de l'Opposition de gauche), 85, 108, 196.  
 Opportunisme, 27, 40, 83, 87, 88, 94, 101, 104, 155, 156, 158, 170, 183, 219, 264, 276, 277.  
 - économique, 85.  
 Opposition de droite dans l'I.C., cf. brandlérisme.  
 Orient, 132.  
 Pacifisme, pacifiste, 55, 73, 81, 94, 113, 197, 244, 262.  
 Palestine, 121.  
 Parti, rôle du parti, 53, 54, 61, 69, 71, 72, 84, 85, 87, 88, 96, 103, 112, 131, 134, 137, 140, 141, 144, 150, 164, 176, 178, 181, 183, 203, 219, 220, 235, 243, 260-264, 271.  
 - nouveau parti en Allemagne, 19, 39, 49, 67, 68, 80, 95, 99, 161, 165.

- nouveau parti en URSS, 41, 167, 263, 265.
- nouveau parti en Espagne, 20.
- nouveau parti à l'échelle internationale, 19-22, 32, 33, 49, 54, 57, 66, 68, 69, 81, 87, 95, 154, 162, 165, 264, 265, 266, 285.
- Paysannerie, 61, 62, 84, 183, 189, 249, 253, 256.
- Petite-bourgeoisie, 43, 84, 157, 213, 233, 240, 248, 256, 258, 271.
- Plate-forme de l'Opposition de gauche (cf. également : Onze points de l'Opposition de gauche), 100.
- Pologne, 28, 31, 36, 46, 101, 121, 122, 153.
- Prinkipo, 19, 32, 46, 51, 52, 55, 57, 70, 90, 118, 119, 169, 173, 202, 241.
- Procès de Leipzig, 215.
- Programme, 27-29, 33, 34, 66, 76, 82-86, 89, 108, 111, 126, 127, 134, 153, 158, 159, 164, 173, 174, 183, 195, 196, 202, 203, 206, 219, 224, 226, 248, 249.
- Prolétariat, 66, 67, 69, 71, 80, 82, 84, 86, 87, 112, 125, 131, 140, 142-144, 148, 149, 161, 164, 177, 178, 181, 186, 209, 244-248, 253, 255-258, 260, 261, 263, 266, 267, 271.
- Propriété bourgeoise, 250.
- Prusse, 215, 216, 250.
- Psychologie, 210.
- Quatre premiers congrès de l'I.C., 83, 84, 108, 144, 196, 225.
- Réformisme, réformiste, 26, 31, 61, 72, 77, 80-85, 87, 97, 100, 105, 107, 108, 131-133, 136, 140, 142, 143, 145, 149, 151, 152, 178, 182, 183, 200-202, 245, 250, 252, 266, 270, 277, 283.
- République de Weimar, cf. Allemagne de Weimar.
- Révolution prolétarienne mondiale, 45, 50, 60, 62, 63, 65, 67, 80, 82, 84, 102, 131, 143-145, 149-151, 156, 160, 167, 178, 181, 204, 224, 226, 227, 244, 246, 247, 249, 255, 258, 261, 263, 268.
- révolution bourgeoise, 250.
- révolution d'Octobre (ou révolution russe, 35, 41, 43, 45, 60, 61, 64, 65, 73, 86, 114, 123, 125, 131, 141, 164, 167, 181, 183, 194, 198, 223, 226, 243, 247, 248, 256, 258, 262, 265.
- révolution de 1918 en Allemagne, 50, 223.
- révolution chinoise de 1927, 177.
- révolution hongroise de 1919, 225.
- révolution permanente, 74, 85, 227.
- contre-révolution, 47, 62, 64, 86, 87, 123, 133, 140, 141, 244, 245, 247, 260, 261, 263, 267.
- Roumanie, 28, 36, 123.
- Russie (d'avant 1917), 189, 190, 198, 223.
- Russes blancs, 45, 64, 65, 125.
- Saint-Palais, 33, 34, 41, 52, 57, 79, 93, 119, 130, 135, 139, 146, 169, 170, 184, 229, 235.
- Sarre, 242.
- Sectarisme, 19, 34, 37, 38, 40, 70, 110, 130, 141, 199, 202, 210, 239, 248, 274, 276.
- Sibérie, 125.
- Slovaquie, 234.
- Social-démocratie, social-démocrate, 20, 25-30, 32, 40, 50, 59, 62, 80, 81, 82, 86, 88, 96, 99, 109, 132, 134, 140, 145, 149, 155, 156, 193-198, 201, 202, 213, 216, 249, 250, 255, 260, 264, 266, 268, 275.
- Social-fascisme, 29, 81, 85, 141, 142, 149, 182, 216.
- social-fascisme de « gauche », 83, 140, 141.
- Social-patriotisme, 55, 197, 198.
- Socialisme, socialiste, 23, 55, 74, 121, 145, 150, 152, 186, 197, 202, 245, 249, 250, 252-258, 261, 280.
- socialistes de gauche (ou socialistes indépendants, 20, 33, 34, 50, 69, 70, 72, 76, 77, 79, 94, 95, 99, 140, 145, 146, 152, 155, 162, 166, 195, 201, 209, 213, 286.

- socialiste révolutionnaire, 151.
- socialisme dans un seul pays, 62, 63, 74, 80, 87, 131, 149, 150, 186, 226, 227, 246.
- Stalinisme, 20, 21, 35, 57, 63, 80, 82, 84, 87, 98, 100, 104, 114, 123, 133, 155, 158, 170, 196, 201, 213, 240, 260, 268, 270, 272.
- staliniens, 19, 20, 32, 40, 44-46, 49, 60-66, 68, 70, 73, 74, 80, 81, 87, 98, 100, 105, 113, 120, 125, 133, 138, 142, 152, 166, 167, 169, 195, 204, 211, 220, 243, 261, 267, 270-272, 275, 276, 285.
- Stratégie, 48, 66, 82, 84, 85, 113, 129, 133, 134, 164, 196, 199, 283.
- Suède, 25, 31, 36, 94, 95, 98, 120, 209.
- Suisse, 25, 31, 44, 95, 98, 99, 121, 175, 202, 209, 282.
- Syndicalisme, 28, 96, 162, 178, 197, 220, 221, 264.
- syndicats, 22, 24, 26, 84-86, 88, 95, 103, 105, 126, 134, 149, 154, 174, 178-182, 195, 218-221, 254, 260, 261, 276, 277.
- syndicalisme révolutionnaire, 26, 56, 97, 113, 180, 258, 264.
- Tchécoslovaquie, 24, 31, 59, 101, 209, 234.
- Thermidor, 61.
- Traité de Brest-Litovsk, 223, 226, 248.
- de Versailles, 149, 242.
- Troisième période, 94, 141, 144, 149, 177, 179, 204, 219.
- Trotskyisme, 25, 60, 61, 62, 63, 64, 73, 93, 95, 101, 117, 123, 124, 125, 138, 144, 153, 173, 243, 250, 261, 262, 264.
- Tunisie, 258.
- Turquie, 43, 73, 93.
  
- Ukraine, 123, 124.
- Ultra-gauche, ultra-gauchisme, 102, 162, 179.
- Union sacrée, 94, 132, 140, 198, 268.
- Union soviétique, 21, 22, 24, 41, 43-45, 56, 60-67, 69, 73, 74, 80, 84-87, 105, 123, 126, 133, 134, 147, 150, 151, 157, 160, 167, 175, 177, 181, 185, 186, 188, 190, 191, 205, 222-228, 235, 236, 243, 246, 247, 250, 251, 253, 255, 256, 259-262, 264-268, 285, 286.
  
- Vingt-et-une conditions de l'I.C., 83, 108, 196.



*Chez le même éditeur...*

- BOUKHARINE Nicolas. — *L'économie politique du rentier*, préface de Pierre NAVILLE, publié avec le concours du CNRS, 1967. Nouvelle édition 1972, 204 p.
- BOUKHARINE Nicolas. — *Economique de la période de transition*, préface de P. NAVILLE, biographie par EWA ZARZYCKA-BÉRARD, notes de Lénine, 1976, 204 p.
- BOUKHARINE Nicolas. — *L'Impérialisme et l'accumulation du capital*, préface de P. NAVILLE, post-face de M. ANDREU, 1977, 224 p.
- BRÉCY Robert. — *La grève générale en France*, préface de Jean MAITRON, 1969, X-102 p.
- DOMMANGET Maurice. — *Blanqui*, 1970, 104 p.
- DOMMANGET Maurice. — *Eugène Pottier, membre de la Commune et chantre de l'Internationale*, 1971, XII-172 p.
- Ecrits à Prague sous la censure (août 1968-juin 1969)*.  
— Textes de *Politika* et *Reporter* présentés par Pierre BROUÉ, 1973, 264 p.
- GROSSI Manuel. — *L'Insurrection des Asturies*, présentation de G. GARNIER, 1972, 240 p.
- JAKUBOWSKI Franz. — *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'Histoire*, préface de J.-M. BROHM, post-face de B. FRAENKEL, avec un texte de L. TROTSKY, 1972, rééd. 1976, 222 p.
- LAKS Monique. — *Autogestion ouvrière et pouvoir politique en Algérie (1962-1965)*, 1970, 336 p.
- LÉON Abraham. — *La conception matérialiste de la question juive*, préfaces de M. RODINSON et E. GERMAIN, avec des textes d'I. DEUTSCHER et L. TROTSKY, 1968. Nouvelle édition 1970, XLVIII-206 p.
- LEONETTI Alfonso. — *Notes sur Gramsci*, préface de Pierre BROUÉ, 1974, 232 p.
- LORA Guillermo. — *Bolivie : de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire*, introd. par F. et C. CHESNAIS, 1972, CX-288 p.
- LUKACS Georg. — *Lénine*, introduction par J.-M. BROHM, 1965, rééd. 1971, 132 p.
- MARX Karl et ENGELS Friedrich. — *Critique de l'économie nationale*, présentation de J.-M. BROHM, Textes inédits, édition bilingue, 1975, 176 p.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JUILLET-OCTOBRE 1933

- MATTICK Paul. — *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, préface de Robert PARIS, 1972, 292 p.
- NAVILLE Pierre. — *Questions du socialisme*.
- T.I. — *La classe ouvrière et le régime gaulliste*, 1964, 492 p.
- T.II. — *La guerre et la révolution, I - Guerres d'Asie*, 1967, 324 p.
- NAVILLE Pierre. — *L'entre-deux guerres*. 1 vol. 16 × 24, 1976, 628 p.
- Otto Bauer et la Révolution* (coll. « Praxis »). — Textes rassemblés et présentés par Yvon BOURDET, 1968, 304 p.
- Pannekoek et les Conseils ouvriers* (coll. « Praxis »). — Textes choisis et présentés par Serge BRICIANIER, 1969, rééd. 1977, 312 p.
- PASUKANIS Eugène. — *La théorie générale du droit et le marxisme*, préface de J.-M. VINCENT, 1970, rééd. 1976, 180 p.
- PERROT Michèle et KRIEGEL Annie. — *Le socialisme français et le pouvoir*, 1966, 224 p.
- Premier Congrès de l'Internationale Communiste*. — Textes complets présentés par P. BROUÉ, publié avec le concours du CNRS, 1974, 1 vol. 16 × 24, 308 p.
- PREOBRAJENSKY Eugène. — *La Nouvelle économie*, préface de Pierre NAVILLE, introd. d'E. MANDEL, publié avec le concours du CNRS 1966, rééd. 1972, 404 p.
- Que lire ? Bibliographie de la Révolution*. — Ouvrage collectif. 1975, un vol. 264 p.
- La Question chinoise dans l'Internationale communiste*. — Dossier présenté par Pierre BROUÉ, 1965. Rééd. augmentée 1976, 544 p.
- RADEK Karl. — *Les voies de la Révolution russe*, préface de F. BELLEVILLE, 1972, 96 p.
- La Révolution d'Octobre et le mouvement ouvrier européen*. — Ouvrage collectif, présenté par Victor FAY, 1967, XIII-232 p.
- TROTSKY Léon. — *Défense du marxisme*, préface de Pierre NAVILLE, introd. de J.-J. MARIE, 1972. Rééd. 1976, 360 p.
- TROTSKY Léon. — *Œuvres*, publiées sous la direction de Pierre BROUÉ, Vol. 1, mars 1933-juillet 1933, 1978, 320 p.
- La Vérité (1940-1944)*. — Fac-similé des numéros clandestins. Présent. J.-M. BRABANT, M. DREYFUS, J. PLUET, 1978, 29 × 36, 272 p.

Catalogue sur demande :

Etudes et documentation interntationales - 29, rue Descartes 75005 Paris

Imprimerie ABEXPRESS  
Achévé d'imprimer 3<sup>e</sup> trimestre 1978 - BONDY

N° d'éditeur : 259-47

